

C. N<sup>o</sup> 9.

Jacques Dangreville, ~~et~~ fils  
l'an 1820, en grammaire sous  
la Discipline de M.<sup>r</sup> Gross.



Médiathèque VS Mediathek



1010404240



Les beautés de l'histoire de la Suisse  
sont les beautés de la nature et de l'art  
et les beautés de la civilisation.

# BEAUTÉS

DE

## L'HISTOIRE DE LA SUISSE.



5199

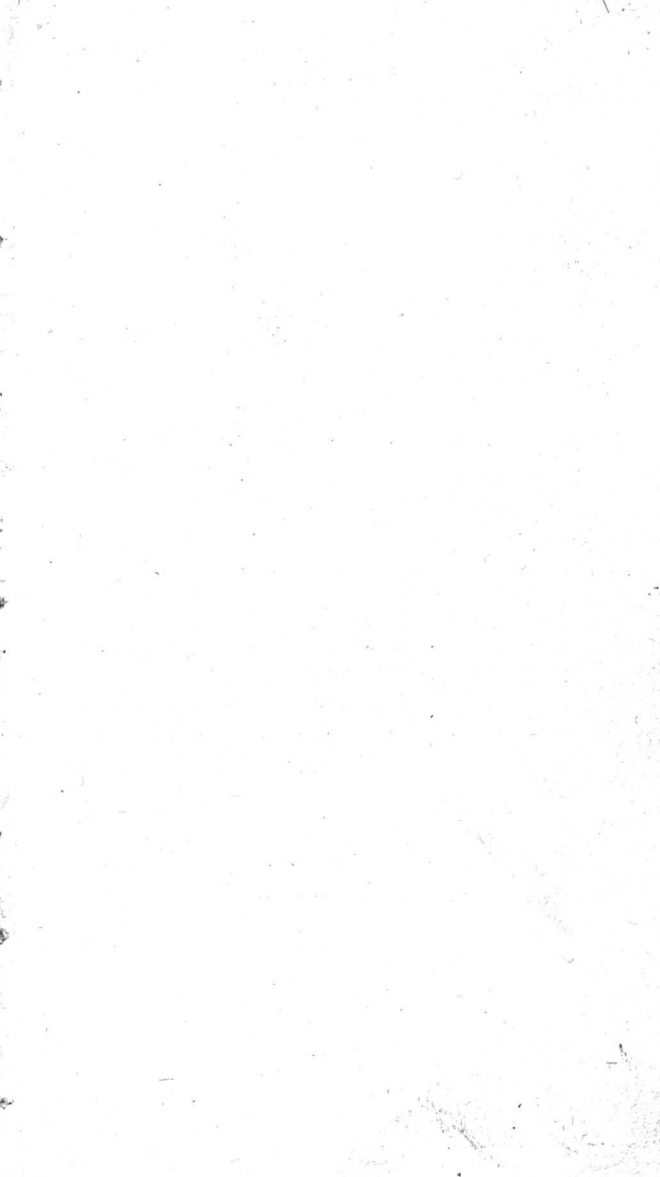
« Je ne reconnâtrai pour authentiques  
que les exemplaires qui porteront ma signature,  
et je poursuivrai les contrefacteurs. »

A stylized signature 'A. Cymery' enclosed within an oval border. The signature is written in a cursive, handwritten style. The oval frame has a decorative flourish at the top right and a horizontal line across the bottom.

---

IMPRIMERIE DE J.-B. IMBERT,  
rue de la Vieille-Monnaie.

---



*Frontispice.*



*Habitans des districts de Berne.*

*P. 128*

*Choquet Del*

# BEAUTÉS

DE

## L'HISTOIRE DE LA SUISSE,

DEPUIS L'ÉPOQUE DE LA CONFÉDÉRATION  
JUSQU'À NOS JOURS ;

OUVRAGE contenant le tableau des lois , mœurs et usages de ses habitans , la forme du gouvernement de chaque canton , et la description des curiosités les plus remarquables de ce pays ; précédé d'un coup d'œil sur l'Helvétie , depuis l'invasion des Romains jusqu'à sa soumission aux empereurs d'Allemagne.

ORNÉ DE HUIT BELLES GRAVURES.

*A l'usage de la jeunesse.*

Par M. le Chevalier DE PROPIAC.



PARIS,

A LA LIBRAIRIE D'ÉDUCATION

D'ALEXIS EYMERY, rue Mazarine, no 30.

1817.

TA 2493



# BEAUTÉS

DE

## L'HISTOIRE DE LA SUISSE.

---

*Del'Helvétie avant sa soumission aux Romains.*

UNE nuit impénétrable couvre l'origine des peuples de l'ancienne Helvétie. Vainement plusieurs auteurs célèbres ont tenté d'y porter le flambeau de la critique. Leurs recherches, leurs peines, leurs veilles, ne les ont conduits qu'à des fables ridicules ou des conjectures absurdes, qui n'ont excité chez eux que le mépris et le dégoût. En effet, comment auraient-ils pu raisonnablement ajouter foi à quelques vieilles chroniques, et offrir, comme fruit d'un travail utile, la découverte du passage où il est dit qu'un Helvétius, fils d'Eructon, Eructo, Erectorius ou d'Hercule, vint s'établir en Helvétie, et y fonda un état qui prit son nom ?

Il en est des Suisses comme des Germains et des Gaulois. Aucun monument écrit n'éclaire leur obscure existence, et tout ce que nous en savons nous a été transmis par les Grecs et les

Romains, qui, en écrivant leur propre histoire, ont été forcés de parler des rapports plus ou moins directs qu'ils ont eus avec ces peuples. Ils nous apprennent donc que les Helvétiens sont une nation celtique, pleine de vaillance, qui se distingua non-seulement dans les expéditions des Gaulois en Italie, mais encore dans celles que firent les Cimbres, environ 110 ans avant J. C., lorsqu'ils abandonnèrent leur climat glacé pour venir chercher un ciel plus doux dans les contrées du Midi.

Mais une question bien naturelle, et qui se présente sans doute à l'esprit de nos jeunes lecteurs, a besoin d'être résolue. De quelle région de la Gaule étaient sorties les tribus qui allèrent s'établir en Helvétie? S'il est permis de s'arrêter à une conjecture, la plus vraisemblable à notre avis, est celle qui suppose que les Gaulois qui peuplèrent l'Helvétie y arrivèrent, de proche en proche, et par la succession des temps, de la Gaule narbonnaise; et, comme il est constant que les premiers habitans de Marseille et de la Gaule narbonnaise sont sortis de la Grèce, il en résulterait qu'on pourrait présenter au moins comme très-probable l'opinion que les Helvétiens sont d'origine grecque. D'ailleurs, un grand témoignage donne du poids à cette assertion. César, dans ses Commentaires, dit positivement que, lors de la victoire complète qu'il remporta sur les



Helvétiques, on lui apporta plusieurs inscriptions grecques qui furent trouvées dans leur camp. Ainsi, ce serait en remontant les deux rives du Rhône que les peuples qui occupaient la Gaule narbonnaise auraient cherché, à mesure que leur population se serait accrue, les moyens de s'étendre, et se seraient fixés dans les rochers de l'Helvétie.

L'expédition des Cimbres, à laquelle les Helvétiques prirent une part si active, pouvant donner une juste idée de l'état de civilisation où ces derniers étaient parvenus, à l'époque où elle eut lieu, nous allons en rapporter les principales circonstances. On y verra la preuve incontestable qu'un peuple capable de combattre et de vaincre les Romains, dans les temps les plus florissans de la république, devait nécessairement connaître la discipline militaire, et avoir par conséquent des lois et une forme de gouvernement qui le plaçaient déjà hors de la barbarie.

### *Expédition des Cimbres.*

LES Helvétiques étaient en paix, lorsque les Cimbres, chargés des dépouilles d'une partie de l'Europe, parurent sur leurs frontières. La vue de leurs trophées, la religion des druides qui promettait la félicité éternelle à ceux qui affrontaient et trouvaient la mort dans les combats, et la crainte des Ro-

maines qui venaient de soumettre les peuples de la Gaule méridionale ou transalpine, engagèrent les Helvétiens à entrer dans cette ligue. Si elle eût alors suivi le chemin que Brennus avait montré aux Gaulois, elle aurait pu détruire dans Rome même, une puissance ambitieuse et qui menaçait d'asservir, l'une après l'autre, toutes les nations. Mais au lieu d'adopter ce plan, dont le succès était au moins vraisemblable, les Cimbres et les Helvétiens tombèrent sur les Gaules, et les ravagèrent de la manière la plus cruelle. Ce torrent ne trouvant plus d'obstacles semblait près de s'arrêter; las de carnage et rassasiés de butin, ils sentirent le besoin d'une vie douce et tranquille, et pour en jouir ils prièrent les Romains de leur accorder des terres, et offrirent à cette condition de servir comme auxiliaires dans les armées de la république. On les leur refusa : alors ils résolurent de les obtenir par la force, et, marchant, pleins de fureur, contre le consul Silanus qui était accouru pour défendre la Gaule narbonnaise, ils l'attaquèrent vivement, et taillèrent son armée en pièces.

Cette victoire laissa les Gaules en proie aux plus affreux brigandages. Cassius vola au secours des Gaulois ses alliés, et atteignit les Helvétiens sur les frontières des Allobroges, peuple qui habitait la Savoie et le Dauphiné. Divico,

qui les commandait, surprit les Romains, les écrasa, et fit passer sous le joug tout ce qui échappa au fer de ses vaillans soldats. Cassius fut du nombre des morts.

Les Cimbres entrèrent aussitôt dans la Gaule narbonnaise et la soumirent. A la nouvelle de cette invasion, les Romains confièrent une nouvelle armée au consul Q. Servilius Cépion, avec ordre de reconquérir cette province, à quelque prix que ce fût. La fortune parut d'abord lui sourire. Il entra dans Toulouse par ruse, en chassa l'ennemi et livra la ville au pillage. Lui-même il s'appropriâ la plus grande partie des trésors consacrés aux dieux ; et bientôt son incapacité l'ayant précipité de revers en revers, ses malheurs furent regardés comme une juste punition de ce sacrilège. Cependant le sénat le chargea de continuer cette guerre en qualité de proconsul, au même moment où le sort envoyait aussi dans la Gaule l'un des consuls de l'année ( 104<sup>me</sup> avant J. C. ), Cn. Mallius, homme sans réputation et sans mérite, et qui tarda peu à succomber sous le poids dont il se trouvait chargé. Bientôt la discorde éclata entre le consul et Cépion : celui-ci, fier et plein de lui-même, crut pouvoir mépriser un magistrat inepte, et sépara ses troupes de l'armée consulaire. Les alliés, instruits de cette mésintelligence, se hâtèrent d'en tirer parti :

ils battirent un gros corps des troupes de Mallius; ce fut dans cette action que M. Aurelius Scaurus, personnage consulaire, resta prisonnier. Mallius, alarmé, eut recours à Cépion, et pria celui à qui il devait commander de venir se joindre à lui. L'orgueilleux proconsul, après avoir rejeté cette demande, se détermina cependant à se rapprocher des ennemis, moins pour secourir Mallius que pour lui ôter l'occasion de combattre les Cimbres qu'il se croyait sûr de faire tomber sous ses coups. Ceux-ci supposant que toutes les forces romaines réunies allaient marcher contr'eux, firent de nouvelles propositions de paix que Cépion rejeta avec insolence; mais ses soldats refusant de combattre sans leurs camarades, le forcèrent à passer dans le camp du consul. Les deux rivaux rapprochés n'en montrèrent que plus d'aigreur dans leurs dissensions. Le fruit de ces discordes fut une des plus sanglantes défaites qui eût encore souillé la gloire des armes romaines. On croit que la bataille eut lieu auprès d'Orange : les Cimbres et les Helvétiens combattirent avec tant de fureur, que dix hommes seulement échappèrent au carnage. L'un de ces dix fut le jeune Sertorius, dont le nom devint depuis si célèbre. On porte à quatre-vingt mille le nombre des Romains qui périrent dans cette terrible bataille; mais on suppose que la moitié environ de ce nombre était

composée de valets et autres gens inutiles, que déjà le goût du luxe et des jouissances réunissait autour des armées romaines.

Suivant leur coutume, les Cimbres avaient fait vœu la veille de la bataille de sacrifier aux dieux, et de détruire tout ce qui tomberait entre leurs mains. Fidèles à leur serment, ils jetèrent dans le Rhône toutes les richesses dont ils s'étaient emparés, détruisirent les équipages, et firent périr les prisonniers, et jusqu'aux chevaux échappés aux hasards du combat. Outre les Tigurins, une autre tribu helvétique, désignée sous le nom d'*Ambrons* ou d'*Ombri*, et dont Plutarque vante le courage, eut la plus grande part à la gloire de cette fameuse journée.

Les vainqueurs sentant tout le prix d'un si grand avantage, et persuadés que désormais il était impossible aux Romains de leur résister, formèrent une seconde fois le projet de franchir les Alpes, de saccager l'Italie, et de se venger sur Rome même du mépris qu'elle avait fait de leur alliance. Néanmoins ils voulurent consulter sur ce dessein Aurélius Scaurus qu'ils avaient retenu prisonnier. Il parut chargé de fers au milieu de leur assemblée ; mais quand instruit du projet des alliés, il eut commencé à leur parler de la puissance de Rome, dont il prétendait les épouvanter, Boiorix, un de leurs plus jeunes chefs, irrité de

cette audace dans un captif , se jeta sur lui l'épée à la main et le tua.

Le danger de Rome était extrême. Trois cent mille guerriers conduits par la victoire, et suivis de leurs femmes et de leurs enfans , étaient aux portes de l'Italie ; mais, loin de perdre courage, le sénat donnait au consul Rutilius de nouvelles levées , que celui-ci exerça avec soin et avec lesquelles il couvrit les passages des Alpes ; tandis que les Cimbres renonçant, on ne sait pourquoi, à leur premier projet, portèrent eux-mêmes loin de Rome l'orage dont ils l'avaient menacée.

Ils se séparèrent tout à coup des Helvétiens, et pénétrèrent par les Pyrénées dans l'Espagne. Cette expédition dura deux ans, pendant lesquels le célèbre Marius, toujours réélu consul, s'occupa de rassembler des troupes et de les discipliner. Il s'était établi dans un camp retranché, au confluent du Rhône et de l'Isère, lorsque le retour des Cimbres, qui avaient eu peu de succès en Espagne, ramena les hostilités. Ce fut alors que les Helvétiens, joints aux Teutons, voulant traverser la Provence pour pénétrer en Italie, vinrent lui livrer l'assaut pendant trois jours consécutifs, sans pouvoir le forcer. Cette résistance les étonna sans les décourager ; ils poursuivirent leur marche, défilant pendant six jours sous les retranchemens mêmes des Romains. Dès qu'ils furent passés,

Marius se mit à leur poursuite, et les atteignit auprès de la ville d'Aix, où ils avaient dressé leur camp. Un ruisseau séparait les deux armées. Le besoin d'y puiser de l'eau occasionna un premier engagement, dans lequel on vit les femmes des Helvétiens-Ambrons soutenir ou frapper leurs maris repoussés, fondre elles-mêmes sur les Romains, s'efforcer d'arracher leurs armes, et périr courageusement au milieu de leurs bataillons. Le surlendemain, Marius attaqua le camp des ennemis, et les détruisit complètement : leur perte fut de cent mille, les autres disent de deux cent mille hommes.

Les Cimbres, qui pendant ce temps avaient pénétré en Italie par le Trentin, furent attaqués à leur tour aux environs de Verceil par le même Marius, pour la cinquième fois consul, et éprouvèrent une défaite aussi complète. Cette double victoire délivra la Gaule et l'Italie de ces barbares.

### *Orgétorix.*

APRÈS la défaite totale des Cimbres, les Helvétiens retirés dans leurs foyers laissèrent écouler un espace d'environ cinquante ans sans se livrer à aucune guerre étrangère. Dans ces circonstances, un de leurs seigneurs, le plus distingué par sa naissance, par sa fortune et le nombre de ses vassaux, forma le dessein de

s'élever au rang suprême, et de se faire élire roi. Son nom était Orgétorix. Pour en venir à ses fins, il commença par gagner les nobles, et quand il fut certain de les avoir mis dans ses intérêts, il représenta au reste de ses compatriotes combien le pays qu'ils habitaient était peu fertile en comparaison des Gaules, et parvint ainsi à leur inspirer le plus vif désir d'aller faire la conquête de ces belles provinces. Deux ans furent employés aux préparatifs de cette grande entreprise, et rien ne fut épargné pour en assurer le succès. On acheta, de tous côtés, des bestiaux, des chevaux, des chariots, et les terres ayant été à dessein ensemencées bien plus abondamment que de coutume, on fut en mesure d'emporter une quantité considérable de provisions de toute espèce.

Orgétorix, qui sentait la nécessité d'avoir les peuples voisins pour appui, se fit députer auprès des Eduens et des Séquaniens, et flattant avec adresse l'orgueil et l'ambition des deux principaux seigneurs de ces contrées, il les décida sans peine à entrer dans une ligue qui devait les conduire bientôt au souverain pouvoir.

César qui, dans le même temps, méditait en silence l'asservissement de sa patrie, profita de la crainte que cette ligue inspirait aux Romains pour se faire nommer au commandement de la Gaule. Mais cette alarme même



qui paraissait si favorable à ses desseins ambitieux, ayant inspiré aux Helvétiens de justes soupçons sur les dangers que courrait leur propre liberté, ils se saisirent d'Orgétorix, et le traduisirent chargé de fers devant l'assemblée de la nation.

Il n'appartenait qu'aux druides de prononcer le jugement ; et le supplice du coupable qu'on immolait aux dieux, était d'être brûlé vif. Orgétorix, accompagné de ses parens, de ses amis et de ses vassaux, se présenta au jour marqué devant le redoutable tribunal. Nous croirons difficilement, quoique plusieurs écrivains l'assurent, que le nombre de ceux qui embrassèrent sa défense s'éleva à dix mille ; mais il est certain que le nombre l'emporta, et que le jugement qui fut prononcé contre lui ne reçut pas son exécution. Furieux de voir leur autorité compromise, les druides convoquèrent le peuple, et lui remirent le soin de leur vengeance. Orgétorix, honteux de n'avoir formé qu'un projet inutile, se donna la mort.

### *Guerre de César contre les Helvétiens.*

La fin tragique d'Orgétorix ne changea rien aux préparatifs de l'expédition qu'il avait conseillée : ils furent continués avec la même activité. On en confia le soin à de nouveaux chefs, et l'ordre fut donné de s'armer et de se tenir prêt à marcher ; on fixa enfin l'époque

du départ au commencement du printemps ; et les bords du Rhône qui séparaient l'Helvétie des Allobroges furent désignés pour le lieu du rendez-vous général.

A voir un aussi vaste plan que celui de conquérir toutes les Gaules, malgré les Romains, qui ne croirait qu'il fut formé par un peuple puissant et trop nombreux pour l'étendue du pays qu'il habitait ? Mais on ne pourra se défendre d'une juste surprise, lorsqu'on saura qu'à cette époque la population entière de l'Helvétie n'était que de deux cent soixante et quelques mille hommes, y compris les femmes, les vieillards et les enfans, et que la nation était partagée en quatre provinces ou cantons dans lesquelles on ne comptait que douze villes, dont quatre méritaient seules ce nom, et quatre cents villages.

Cependant, les Helvétiens n'élevant aucun doute sur le succès de leur entreprise, et voulant rendre d'avance tout regret superflu, mirent en partant le feu à leurs villes. Instruit de leurs mouvemens, César vola de l'Italie à Genève, où il rassembla tout ce qu'il put de troupes, et fit rompre aussitôt le pont du Rhône.

Cependant, les Helvétiens qui étaient bien éloignés de prévoir la résistance que les Romains pouvaient leur opposer, députèrent auprès d'eux pour leur demander le passage du Rhône. César leur répondit qu'il délibérerait

sur leur demande , et pendant qu'il les amusait de pourparlers, il employa ce temps à augmenter ses moyens de défense , et poussa un fort retranchement du bord du lac Léman jusqu'au pied du Mont-Jura , qui faisait la séparation du territoire des Helvétiens et de celui des Séquaniens. Dès qu'il eut achevé tous ses préparatifs , il fit dire aux Helvétiens que la république romaine n'était pas dans l'usage d'admettre une armée étrangère dans ses provinces. Cerefus décida les hostilités.

Les Helvétiens cherchèrent alors tous les moyens de traverser le Rhône : mais leurs efforts ayant été vains , ils se décidèrent à aller tenter le passage du défilé , nommé aujourd'hui le *Pas de la Cluse*. Leur armée le traversa sans obstacle , et descendit sans coup férir dans les plaines de la Bresse , jusqu'aux rives fertiles de la Saône. Il était de la plus grande importance pour eux de passer sur-le-champ cette rivière , mais ils perdirent vingt jours à s'y préparer , et César qui était accouru sur leurs pas , avec sa célérité accoutumée , les surprit au moment où leur armée était engagée dans cette entreprise. Un corps considérable , resté en arrière avec les femmes , les enfans , les bestiaux et les bagages , fut attaqué à l'improviste par trois légions romaines , et complètement battu. Il était formé des Tigurins , vainqueurs autrefois du consul Cassius , et aïeux des Zu-

rickois : cette tribu composait le quart de la nation. Les vainqueurs, sans perdre de temps, jetèrent un pont sur la Saône, et se mirent à la poursuite de l'ennemi.

*Divico.*

LES Helvétiens, étonnés de se voir en face des Romains qu'ils croyaient avoir laissés bien loin derrière eux, leur députèrent ce même Divico qui, cinquante ans auparavant, avait fait subir le joug à l'armée de Cassins. Ce vieillard se rappelant sa gloire passée, mais oubliant que les temps étaient changés, parla à César en ces termes : « Si le peuple romain désire » l'alliance des Helvétiens, elle lui est offerte, » sous la condition qu'ils s'établiront libre- » ment dans la contrée qui leur sera désignée. » Une proposition aussi juste ne peut éprou- » ver un refus, car si une faible partie de notre » armée surprise par des forces supérieures a » été vaincue, il siérait mal aux Romains de » s'enorgueillir et de se prévaloir d'un triomphe » qu'ils doivent à la ruse bien plus qu'au cou- » rage, et il est de leur prudence de ne pas » s'exposer au malheur de rendre le lieu où » nous sommes témoin de leur défaite totale. » César répondit avec autant de noblesse que de fierté à ce discours audacieux, et finit par déclarer qu'il consentait à faire la paix avec les Helvétiens, s'ils lui remettaient des otages

pour sûreté de leurs promesses. Indigné de cette proposition, Divico répondit : « Les Helvétiens » ne donnent point d'ôtages ; leurs ancêtres ne » leur ont appris qu'à en recevoir. Le peuple » romain peut en fournir la preuve. » Ces mots achevés, il se retira.

### *Défaite des Helvétiens.*

Dès que les Helvétiens furent instruits de la condition qui leur était imposée par César, ils renoncèrent à tout espoir de conciliation, et levèrent le camp pour marcher en avant. César les fit poursuivre par un corps de quatre mille cavaliers : mais cette troupe s'étant inconsidérément engagée dans un terrain peu favorable, les Helvétiens l'attaquèrent, et la mirent en pleine déroute. Enhardie par cet avantage, leur arrière-garde fut souvent aux prises avec l'avant-garde des Romains, tandis que leur corps d'armée ne rencontrant aucun obstacle continuait de s'avancer dans l'intérieur des Gaules.

Cependant César les atteignit, et se disposa à leur livrer bataille : mais ils l'évitèrent en levant de nouveau leur camp, et ne se décidèrent à combattre que lorsque trompés par l'éloignement de César, qui s'était porté sur Autun, afin d'y chercher du blé, ils crurent que la crainte était la cause de sa retraite, et que le moment d'attaquer l'ennemi avec

avantage était venu. Pleins de confiance, ils fondirent sur les Romains qu'ils trouvèrent postés sur une colline. César, décidé à accepter la bataille, annonça aux siens qu'il la voulait décisive, en renvoyant le premier son cheval et ensuite tous les autres. L'engagement commença à midi, et dura jusqu'au milieu de la nuit. Le combat était opiniâtre et la mêlée sanglante. Mais les boucliers de bois que portaient les Helvétiens ne pouvant résister aux armes romaines, la mort vola de toutes parts dans leurs rangs. Ils reculent enfin, mais sans tourner le dos ; ils quittent le champ de bataille pour gagner une montagne voisine, abandonnant leur camp et leurs bagages au vainqueur.

De deux cent soixante-trois mille Helvétiens qui avaient abandonné leur patrie, et auxquels s'étaient joints cent cinq mille auxiliaires pris parmi les peuples voisins, cent trente-cinq mille seulement avaient échappé au carnage. Ils arrivèrent à Langres après quatre jours de marche forcée.

Le soin des blessés et l'enlèvement des morts n'arrêta César que trois jours, après lesquels il se mit sur les traces des vaincus avec son activité accoutumée. Au reste, il s'était fait devancer par des courriers portant aux habitants de Langres la défense de fournir aux Helvétiens aucune espèce de secours, sous peine

d'être traités en ennemis. Ceux-ci, réduits au désespoir, lui envoyèrent des députés, qui le conjurèrent à genoux de leur accorder la paix. César leur ordonna de retourner auprès de leurs compatriotes, et de leur dire, de sa part, qu'ils eussent à l'attendre au lieu même où ils se trouvaient. Cet ordre ayant été fidèlement exécuté, César se rendit auprès des Helvétiques, qui, sur sa demande, lui remirent leurs armes, les déserteurs et des ôtages.

Ne pouvant supporter cet excès d'humiliation, et se flattant de s'y soustraire par la suite, les Verbigènes (1), au nombre de six mille, voulurent, à la faveur des ténèbres, gagner les rives du Rhin; mais ils furent arrêtés dans leur marche par les peuples qu'ils trouvèrent sur leur passage, et ramenés par eux à César qui les fit tous mettre à mort.

Le reste des Helvétiques, au nombre de cent dix mille, fut renvoyé en Helvétie, avec injonction de reconstruire les villages et les villes qu'ils avaient brûlés avant leur départ; mais, afin de leur ôter tout espoir et tous moyens d'émigrer une seconde fois, César soumit leur pays à la domination romaine, et le réunit à cette partie de son gouvernement qu'on nommait alors la Gaule celtique.

---

(1) Habitans du canton de Berne.

*Notions sur l'ancienne Helvétie.*

LA Suisse, telle qu'elle est de nos jours, est beaucoup plus étendue que ne l'était l'ancienne Helvétie. Ce pays, du temps de César, n'était composé que de quatre cantons (1) bornés par le Rhin, le Mont-Jura, le lac Léman (2) et le Rhône. Situé en deça du premier de ces fleuves, il faisait nécessairement partie de la Gaule. César l'incorpora d'abord dans la Gaule celtique; mais Auguste, afin de faire une division plus égale des provinces romaines, voulut qu'il fût compris dans la Gaule belgique.

Douze villes, dont quatre principales, Zurich, Orbe, Avenche et Zug (3), donnaient le nom aux quatre cantons, et quatre cents villages suffisaient à la population de l'ancienne Helvétie. Les habitans de ces divers cantons étaient régis par les mêmes lois, et avaient la même forme de gouvernement. On remarquait chez eux les mêmes mœurs et les mêmes habitudes. Etrangers à toute espèce de luxe, et ne connaissant que le produit de leurs terres et de leurs troupeaux, ils menaient une vie douce et tran-

---

(1) *Pagus Tigurinus*, *Urbigenus* ou *Verbigenus*, *Ambonicus* ou *Aventicus*, et *Tugenus*.

(2) Aujourd'hui le lac de Genève.

(3) *Turicum*, *Urba*, *Aventicum* et *Tugium*.



qu'elle que ne troublaient pas les insatiables désirs et les vices des nations plus civilisées. Scrupuleusement fidèles à leurs sermens, tendres époux et bons pères, la paix régnait dans leurs ménages ainsi que dans leurs cœurs. La liberté était pour eux le souverain bien, et la mort leur semblait moins à craindre que la servitude. Quoique naturellement froids et flegmatiques, ils n'étaient insensibles, ni aux charmes de l'amour, ni aux douceurs de l'amitié; et si, par leur émigration, ils se montrèrent peu attachés au sol où ils étaient heureux, on peut, sans les accuser d'inconstance, rejeter cette funeste expédition sur le désir et le besoin communs à tous les hommes, de vivre sous un ciel plus heureux et dans des contrées plus fertiles.

Unis, par des alliances dont les sermens les plus solennels assuraient l'observation et la durée, les quatre cantons helvétiques ne formaient qu'un corps d'état, gouverné par deux chefs élus par le peuple. L'un était spécialement chargé du dépôt des lois; l'autre du commandement de l'armée et de tout ce qui avait rapport aux opérations militaires. Mais la confiance dont ces deux chefs se trouvaient investis par la nation, n'allait pas jusqu'à leur laisser le pouvoir absolu. Car, du moment que l'affaire qu'ils devaient traiter offrait quelque importance, ils étaient tenus de la ren-

voyer à l'examen des anciens, qui la soumettaient ensuite à l'assemblée générale des cantons.

*De l'Helvétie sous les Romains.*

MAÎTRES de l'Helvétie, les Romains changèrent l'état politique de la nation qu'ils venaient de conquérir. Ils ne respectèrent ni ses lois, ni ses usages, ni ses mœurs, ni même son langage. L'intérêt, qui de tous temps guida les hommes, engagea un grand nombre de Romains à franchir les Alpes. Ils ne balancèrent pas à abandonner le beau ciel de l'Italie pour venir se fixer chez un peuple demi-sauvage, et y former des établissemens de tous genres. Ils y introduisirent leur luxe, leur commerce et leurs arts. Mais pour réussir dans leurs desseins, et faciliter, en diminuant les distances, le commerce et la marche des armées, ils résolurent d'ouvrir une communication plus facile entre l'Helvétie et l'Italie, par le Valais. Ce fut en vain que les habitans de cette contrée voulurent opposer de la résistance; ils furent vaincus et soumis par Sergius Galba lieutenant de César. Sous Auguste, les Rhétiens et les Vindeliciens eurent le même sort.

Cependant les guerres civiles qui suivirent la mort de César ayant donné de l'occupation aux Romains, le gouvernement de l'Helvétie ne fut fixé que sous le règne d'Auguste. Ce

prince, devenu paisible possesseur de l'empire, se réserva dans le partage qu'il fit avec le sénat, les provinces nouvellement conquises, où il était nécessaire de tenir des armées. L'Helvétie fut de ce nombre : il y envoya donc des lieutenans chargés du commandement des armées et de l'administration de la justice. Quant aux finances, il les confia à des officiers particuliers nommés *procurateurs de César*. Ces officiers, choisis pour la plupart parmi les affranchis ou des hommes de cette trempe, abusèrent sans pudeur de leur autorité, et se livrèrent aux exactions les plus cruelles. Ainsi les Helvètes payèrent bien chèrement quelques commodités et quelques agrémens de la vie que leur avaient procurés les Romains, et ils ne tardèrent pas à regretter les temps heureux de leur indépendance, où, jouissant en paix du fruit de leurs travaux, ils n'étaient pas forcés d'en livrer la plus grande partie à des préposés aussi impitoyables qu'avidés.

Auguste ayant fait un nouveau partage des Gaules, créa une grande province lyonnaise qui s'étendait depuis la Loire jusqu'aux sources du Rhin et du Rhône ; l'Helvétie y fut comprise. Elle obéit à un préfet dont le siège était à Lyon. Cependant les Romains, pour conserver aux peuples qu'ils avaient conquis une ombre de liberté, permirent aux notables des provinces de s'assembler tous les ans pour

s'occuper des intérêts de la nation, sous la présidence des magistrats romains. S'il faut en croire de savans antiquaires, c'est à Avenche que se tenaient les assemblées de l'Helvétie.

Les empereurs qui succédèrent à Auguste y régnèrent comme lui par des lieutenans. Sous ces gouverneurs, l'Helvétie paraît avoir été assez tranquille jusqu'aux dissensions d'Othon et de Vitellius. Le refus que firent les Helvétiens de reconnaître ce dernier qui s'était fait proclamer empereur par les légions germaniques, attira de nouveaux malheurs sur leur patrie. Un des lieutenans de Vitellius, Cœcinna, saisit avec empressement cette occasion de punir et de déponiller ce peuple malheureux. A la tête de trente mille hommes, il pénètre rapidement dans l'Helvétie, prend et pille la ville de Baden, depuis long-temps célèbre par ses eaux minérales. Réuni aux cohortes romaines de la Rhétie, il attaque et défait les milices mal exercées que lui opposent les Helvétiens, et met tout le pays à feu et à sang. Tout ce qui ne tombe pas sous le fer du vainqueur est fait esclave. Les Helvétiens reconnurent alors, mais trop tard, que les faibles ne doivent jamais épouser avec trop d'ardeur les querelles des grands.

*Julia Alpinula.*

RIEN ne s'opposant plus aux armes victorieuses de Cœcinna, il marche jusqu'à Avenche. Les habitans de cette ville, que les Romains avaient rendue si florissante, s'empresèrent de lui envoyer des députés pour l'apaiser et détourner les maux dont ils étaient menacés. Sans oser prononcer sur leur sort, il les renvoya à Vitellius, et il exigea pour première condition qu'on lui livrât Julius Alpinus, ce magistrat fidèle à Galba, qui avait engagé les Helvétiens à prendre les armes. Les habitans d'Avenche obéirent, quoiqu'à regret, à cet arrêt cruel. En vain Julia Alpinula, sa fille, prêtresse de la divinité tutélaire d'Avenche, supplia-t-elle ses compatriotes de sauver son père. La perte d'un seul, assurant le salut de tous, ils livrèrent ce magistrat aux soldats romains.

Cependant tout espoir n'est pas encore éteint dans le cœur de la jeune prêtresse. Cette infortunée espère fléchir le courroux du vainqueur. Aussitôt elle brave les dangers auxquels l'exposent sa jeunesse et sa beauté, sort d'Avenche, traverse le camp des Romains et court implorer la clémence de Cœcinna. Admise en sa présence, elle plaide la cause de son père avec cette chaleur que lui inspire la tendresse qu'elle ressent pour l'auteur de ses jours. Elle

vante sa fidélité aux empereurs, répond pour l'avenir de son dévouement à Vitellius, et rejette sa faute sur l'ignorance où il était de la mort de Galba. Enfin, voyant que ses discours ne peuvent émouvoir l'âme du lieutenant de Vitellius, elle se jette à ses pieds, les inonde de ses larmes, implore sa clémence, et offre même sa vie pour sauver celle de son père. Vains efforts ! rien ne peut attendrir le cruel Romain. Il ordonne qu'on éloigne la jeune prêtresse de sa présence, et fait conduire Alpinus au supplice. Cette héroïne de la piété filiale ne survécut pas long-temps à son père. Sa douleur la conduisit au tombeau peu de temps après, ainsi que le prouve l'inscription suivante trouvée à Avenche il y a environ deux siècles :

Julia Alpinula hîc jaceo  
 Infelicis patris, infelix proles,  
 Deæ Aventiæ sacerdos  
 Exorare patris necem non potui,  
 Male mori in fati illi erat,  
 Vixi annos XXIII.

### *L'Helvétie heureuse sous Vespasien.*

LORSQUE Vespasien monta sur le trône, l'Helvétie n'offrait plus que des villes détruites et des villages incendiés. Ce prince, qui aimait les Helvétiens, fut touché des maux que cette nation avait soufferts, et s'appliqua à les

réparer. De nombreux monumens nous apprennent que Vespasien releva les murs d'Avenche, et y fit coustruire des temples magnifiques et des édifices somptueux. Enfin, ce prince, pour repeupler cette ville dont une partie des habitans avait péri, donna ordre à son fils Titus d'y conduire une colonie de ses compagnons d'armes les plus distingués; et on l'appela la *Colonie helvétique* par excellence. Ces faveurs, ces soins, attestent la gratitude patriotique de Vespasien pour cette cité où il avait été élevé, et qu'il regardait en quelque sorte comme sa ville natale. Les successeurs de ce prince respectèrent son ouvrage : ils surent contenir dans le devoir les magistrats et les gouverneurs des provinces, et rendirent ainsi plus supportable pour l'Helvétie le joug qui lui était imposé.

*L'Helvétie soumise aux Allemands et aux Bourguignons.*

Nous voici arrivés à l'époque où l'Helvétie disparaît, pour ainsi dire, de l'histoire. C'en est que long-temps après qu'on trouve ses habitans cités pour leurs malheurs et ceux de leur patrie. On voit leur pays envahi, tantôt par les Allemands, tantôt par les Bourguignons, et enfin par ces deux peuples réunis. Les Romains, jaloux de conserver leurs conquêtes, s'efforcent en vain d'opposer une digue à ce

torrent de barbares : rien ne peut les arrêter; ils renversent tous les obstacles. Maximien, guerrier d'une grande réputation, envoyé par l'empereur Dioclétien pour s'opposer à leurs progrès, les attaque et en fait périr un grand nombre. Ils reviennent plus nombreux, ravagent de nouveau l'Helvétie, et détruisent plusieurs villes de cette province. Quelques historiens placent à cette époque la ruine de la ville d'Avenche. Cependant, l'empereur Constance ayant remporté sur les barbares une victoire éclatante près de Vindisch, l'Helvétie lui dut son salut. Il fortifia ses frontières, fit rebâtir quelques-unes de ses villes, et en construisit une nouvelle à laquelle il donna son nom. Les Romains défendirent encore quelque temps l'Helvétie contre les incursions des Allemands; mais sous le règne d'Honorius, de nouveaux essaims de barbares jusqu'alors inconnus, étant venus fondre sur les provinces de l'Empire, l'Helvétie fut irrévocablement soustraite à la domination de l'Empire.

Ce fut alors que les Bourguignons qui s'étaient établis dans les provinces gauloises voisines de la Haute-Allemagne, obtinrent des Romains, dont ils étaient devenus les alliés, la permission de s'étendre autour d'eux. Ils joignirent donc à leur royaume toute la partie occidentale de l'Helvétie, et s'établirent dans



ces contrées ravagées par les Allemands et par les Huns, et qui étaient presque sans habitants. D'un autre côté, les Allemands s'emparèrent de la partie orientale, et la Reuss, rivière qui prend sa source auprès du Mont-Saint-Gothard, et qui traverse l'Helvétie presque entière, servit de limite entre les états de ces deux peuples. Ainsi, à cette époque, les Helvétiens étaient soumis à deux différentes nations; l'une, assez civilisée et chrétienne, les Bourguignons; l'autre, demi-sauvage, n'aimant que la guerre, et sacrifiant aux faux dieux, les Allemands.

Ce qui paraîtra peut-être surprenant à nos jeunes lecteurs, c'est que les Helvétiens, sous ces nouveaux conquérans que les Romains traitaient de barbares, n'eurent pas à regretter leurs anciens maîtres. Au contraire, un gouvernement équitable et modéré leur fit bientôt oublier les vexations dont ils avaient été victimes. Aussi le vœu général de ce peuple, et même des citoyens de Rome qui étaient venus se fixer en Helvétie, était-il de ne jamais être forcés de retourner sous le joug des Romains.

Cependant les Helvétiens devaient bientôt changer de maîtres. Les Francs avaient passé le Rhin pour envahir les Gaules, et de jour en jour ils étendaient leurs conquêtes. Les Allemands voulurent en vain s'opposer à leurs progrès. La journée de Tolbiac décida de leur

sort. Leur roi ayant été tué dans cette bataille, ils se soumirent tous à Clovis. Le vainqueur confisqua toutes les terres des vaincus. Les terres helvétiques furent de ce nombre. Les Helvétiens ne conservèrent leur vie qu'en s'obligeant à une prestation annuelle de journées de travail.

On nous demandera peut-être comment les Helvétiens, peuple d'un caractère dur, fougueux et entreprenant, ne se révoltèrent pas contre leurs vainqueurs. Ils l'eussent fait, sans doute, sans les précautions qu'on fut obligé de prendre pour les contenir dans le devoir. Aussi les successeurs de Clovis envoyaient-ils dans l'Helvétie des officiers qui veillaient à tout ce qui s'y passait. Ces officiers étaient nommés *fidèles*. C'étaient d'anciens militaires auxquels les rois donnaient pour récompense le droit de gouverner une petite étendue de pays. Ils y commandaient et recevaient pour appointemens des terres, et des hommes pour les cultiver. Tel est l'origine des fiefs. Ces officiers abusaient quelquefois du pouvoir qui leur était confié. On voit sous Archambaud, maire du palais, un riche Helvétien nommé Vilibad, indigné des vexations de Foachat, gouverneur de Bourgogne, se soulever contre lui. Mais il ne fut pas heureux, et périt les armes à la main.

La partie occidentale de l'Helvétie restait

encore soumise aux Bourguignons ; mais bientôt la Bourgogne fut menacée du même sort que les Allemands venaient de subir. Clovis ayant épousé Clotilde, nièce de Gundebaud, roi de Bourgogne, acquit par ce mariage des droits sur cette province ; mais la mort prévint ses desseins ambitieux. Ses successeurs achevèrent la conquête qu'il avait méditée, et vainquirent les Bourguignons. Ce royaume passa, ainsi que la partie de l'Helvétie qui y était annexée, sous la domination des Francs.

*L'Helvétie sous les Rois Francs.*

LES rois francs conservèrent aux Helvétiens les coutumes et les libertés de la nation. Ils leur permirent de tenir des états et même de choisir des rois parmi les princes Mérovingiens. Il se fit cependant à cette époque divers changemens dans la constitution de la Bourgogne. Nous nous bornerons à parler de ceux qui concernent le peuple dont nous écrivons l'histoire. L'Helvétie orientale, principalement peuplée d'Allemands, relevait du royaume d'Austrasie, et était gouvernée par un duc. L'Helvétie occidentale était soumise au roi d'Orléans, et avait un gouverneur particulier nommé ordinairement *patrice*. On vit bientôt Pépin, devenu roi de France, supprimer la dignité ducal chez les Allemands et dans toute l'Helvétie, et faire gouverner cette pro-

vince, ainsi que la Bourgogne, par des comtes qu'il fit surveiller par des commissaires de la chambre royale.

*Progrès de la Religion chrétienne en Helvétie.*

LA religion chrétienne faisait chaque jour de nouveaux progrès dans les provinces de la monarchie des Francs. Les prêtres chrétiens avaient remplacé les druides gaulois. Comme eux, ils étaient les seuls dépositaires des connaissances. Habiles dans la jurisprudence, dans la médecine et l'astronomie, ils étaient les seuls qui connussent les lettres et qui pussent instruire la jeunesse. Aussi héritèrent-ils de la vénération que l'on avait pour les druides. Quelques-uns d'entre eux, animés d'un saint zèle, vinrent en Helvétie répandre les lumières de la foi. Leurs travaux furent couronnés des plus grands succès. Ce fut alors que les fondations religieuses se multiplièrent dans ce pays. Gallus ou saint Gall, qui avait quitté la Bretagne pour venir annoncer aux Allemands la doctrine de l'évangile, donna son nom au monastère qui dans la suite est devenu si célèbre, et auprès duquel s'est élevée la ville de Saint-Gall. Un autre Breton, nommé Fridolin, fonda un couvent de femmes à Seckingen, dans une île formée par le Rhin. On voit s'élever à cette même époque l'abbaye de Dissentis dans la Rhétie, celles de Montier-

Grandval, de Saint-Ours, de Porentru dans le diocèse de Bâle. Tous ces monastères furent richement dotés par les nobles ou les riches propriétaires du pays, qui, en leur donnant leurs biens, venaient y finir leurs jours. Ce genre de dévotion eut sans doute ses inconvénients; mais on ne saurait contester les services nombreux que rendirent aux Helvétiens les religieux de ces divers monastères. Ils adoucirent les mœurs de ce peuple, qui, par leurs leçons et leur exemple, devint plus civilisé et plus industriel. Enfin, plusieurs villes, entre autres, Zurich, Lucerne, Soleure et Schaffhouse, durent leur rétablissement et leur accroissement aux monastères élevés dans leur sein.

*L'Helvétie sous Charlemagne et ses successeurs.*

CHARLEMAGNE, par ses nombreuses conquêtes, par les services qu'il rendit aux lettres, s'est assuré un rang à jamais illustre parmi les princes les plus célèbres. On prétend qu'après avoir vaincu les Saxons, il fit transporter des colonies de ce peuple dans diverses vallées de l'Helvétie. Il maintint dans cette province le gouvernement que son père y avait établi, et sut faire respecter partout son autorité. Il n'en fut pas de même de ses successeurs. Les guerres civiles et étrangères, les ravages des Sarrasins et des Normands, les nombreux privilèges

qu'ils accordèrent au clergé et à la noblesse, affaiblirent de jour en jour leur puissance, et l'on vit une aristocratie héréditaire miner insensiblement les fondemens de la monarchie. On n'attendait partout que le signal pour secouer le joug de ces princes si peu dignes de succéder à Charlemagne : ce furent les Bourguignons qui le donnèrent. Les grands et les évêques engagèrent la nation à se choisir un chef qui méritât sa confiance. Les états de Bourgogne s'assemblèrent, et le choix tomba sur Boson, fils d'un comte des Ardennes. Ce qui prouve que dans ce choix les évêques firent usage de tout leur crédit, ce sont les expressions dont se sert un historien de ce temps. *Boson, dit-il, consentit pour le bien de l'église, et pour obéir à Dieu, à accepter la couronne de Bourgogne.* Ainsi la partie occidentale de l'Helvétie obéit encore une fois aux rois de Bourgogne.

La partie orientale ne tarda pas à changer de maîtres. Elle était encore, ainsi que la Souabe, gouvernée par des commissaires de la chambre royale; mais dans la décadence de la maison de Charlemagne, les gouverneurs voulurent étendre leur autorité. Ils crurent pouvoir y réussir en opprimant le peuple. Un tel moyen, loin de contribuer à leur élévation, ne fit qu'accélérer leur chute. Deux frères, nommés Erchanger et Bertholdt, de l'an-

cienne maison des ducs de Bavière, étaient alors commissaires de la chambre royale. Ils osèrent maltraiter et faire prisonnier Salomon, abbé de Saint-Gall et évêque de Constance. Le peuple ne put voir sans indignation maltraiter un prélat respectable, qui, par ses vertus, son savoir et ses richesses, s'était concilié l'estime et l'amour de la nation. Il se souleva contre ses oppresseurs. L'empereur Conrad, devant qui l'affaire fut portée, rassembla les grands de l'Empire. Les deux coupables furent condamnés à mort et exécutés. Leur office fut supprimé, et on rétablit la dignité ducale en faveur d'un comte du pays, nommé Burcard.

*L'Helvétie soumise aux Rois de Bourgogne et aux ducs d'Allemagne ou de Souabe.*

Boson régna fort peu de temps, et ne laissa qu'un fils mineur, nommé Louis. Pendant cette minorité, le royaume de Bourgogne fut démembré et partagé en trois portions. Rodolphe, fils de Conrad, parent de l'empereur de ce nom, et comme son père, seigneur d'une partie de l'Helvétie, ayant su mettre le clergé dans ses intérêts, usa de son pouvoir et de son crédit pour se faire proclamer roi de Bourgogne. Il fut reconnu en cette qualité dans le pays situé entre le Rhône, le Rhin, la Reuss et la Saône. Louis, fils de Boson, eut le royaume d'Arles, et Richard, son oncle, se

réserva le reste de la Bourgogne. Ses descendans y conservèrent long - temps le titre de ducs.

Rodolphe sut se faire aimer de ses peuples. Ami de l'ordre, il rendait la justice en personne, et savait s'y soumettre lui-même. Aussi se maintint-il sur le trône, malgré la guerre longue et cruelle qu'il eut à soutenir contre Arnolphe ou Arnoul, fils naturel du dernier empereur d'Allemagne. Il mourut après un règne de vingt-quatre ans, et laissa la couronne à son fils. Rodolphe II ayant voulu s'opposer à l'élévation de Burcard au duché d'Allemagne, fut vaincu par ce duc près de Winterthur; mais il en obtint facilement la paix, et pour la consolider, il consentit à épouser Berthe, fille de Burcard. Se trouvant ensuite trop resserré dans les limites de son petit royaume, il alla en Italie disputer le trône à Berenger. Rodolphe réussit dans ses projets, et fut couronné par l'archevêque de Milan. Obligé de retourner dans ses états pour les défendre contre l'invasion des Huns, il céda ses droits sur l'Italie à Hugues, comte de Provence, et reçut en échange le royaume d'Arles. Ses états s'agrandirent encore bientôt après. Henri I<sup>er</sup>, mécontent de Burcard, duc d'Allemagne, lui donna une grande partie de l'Helvétie allemande.

Rodolphe ne laissa après sa mort que des enfans en bas âge. Les états désignèrent pour



son successeur, Conrad, son fils aîné. Il fut élevé à la cour d'Othon qui avait pris la qualité de tuteur des enfans de Rodolphe. Lorsque Conrad fut en âge de gouverner, il retourna dans son royaume, et triompha des Huns et des Sarrasins qui y avaient pénétré et y exerçaient leurs affreux brigandages. Il régna en paix cinquante-six ans; mais s'étant laissé corrompre par les plaisirs, il ne dut le maintien de son autorité qu'à la protection de l'empereur Othon, son beau-frère.

*Rodolphe III désigne pour son successeur l'Empereur Henri II.*

Sous le règne de Rodolphe III, surnommé le Fainéant, son fils aîné et son successeur, on voit le royaume en proie aux factions, aux désordres et à l'anarchie. Le clergé et la noblesse se rendirent de plus en plus indépendans. Une injustice que ce prince commit envers un gentilhomme, fit révolter les nobles contre lui. Trop faible pour leur résister, il fut défait. Cependant il se réconcilia avec ses sujets, par l'entremise d'Adélaïde, sa tante, veuve de l'empereur Othon, princesse aimée et vénérée des peuples. Bientôt après il les mécontenta de nouveau, et on le voit forcé de chercher un appui auprès de Henri I<sup>er</sup>, empereur d'Allemagne. Pour s'assurer de sa protection, il le nomme son successeur. Aussitôt

L'empereur fait marcher une armée en Bourgogne pour défendre les intérêts de son protégé contre Eudes, comte de Champagne. Celui-ci faisant valoir les droits de sa mère Berthe, revendiquait la succession au trône de Bourgogne. Trompé dans ses espérances, Eudes fut défait, et les Bourguignons, qui avaient secondé ses efforts, reçurent la loi de l'empereur. Henri étant mort avant Rodolphe, la guerre se ralluma entre Eudes et Conrad qui avait été élu empereur. Ce dernier prétendait que Rodolphe, en cédant la Bourgogne à Henri, s'était reconnu vassal de l'Empire. Conrad, pour appuyer ses prétentions, vint à Bâle avec une armée formidable. Rodolphe s'y rendit auprès de son protecteur, et le désigna, lui et ses fils, pour ses héritiers. Ainsi finit cette dynastie des rois de Bourgogne. Ce royaume passa alors sous la domination des empereurs d'Allemagne.

*L'Helvétie sous les empereurs d'Allemagne.*

APRÈS la mort de Rodolphe, Conrad se fit reconnaître à Genève, en qualité de roi de Bourgogne, dans une assemblée d'évêques et de seigneurs laïques. Il y fut couronné par l'archevêque de Milan, malgré les efforts d'Eudes, comte de Champagne, qui voyait à regret un aussi bel héritage passer en d'autres mains. Cependant les grands ne se soumirent pas sans

peine à sa domination, mais il sut les contenir dans les bornes de l'obéissance. De tous les mécontents, le plus à craindre était Renaud, comte de Bourgogne. Henri III, fils et successeur de Conrad, obligea ce puissant vassal à lui prêter hommage; et pour s'assurer de sa fidélité, il épousa sa nièce Agnès, et lui donna le gouvernement du comté de Bourgogne.

### *Troubles dans l'Empire.*

DANS les règnes suivans jusqu'à celui de Rodolphe de Habsbourg, les Helvétiens eurent beaucoup à souffrir des troubles qui agitèrent l'Empire. Sous Henri IV, l'élection des évêques et des abbés, et le droit de les investir de leurs fiefs, fut le sujet des longs et sanglans démêlés qui éclatèrent entre le pape Grégoire VII et cet empereur. Le pape ayant déclaré vacant le trône de l'Empire, Rodolphe, comte de Rheinfeld et duc de Souabe, prince aussi ambitieux que puissant, arma contre l'empereur, et osa lui disputer le trône. Le succès ne couronna pas son audace. Il périt les armes à la main. Son duché de Souabe fut donné à Frédéric de Hohenstauffen. Henri V renonça, après la mort de son père, à ces droits d'élection qui avaient fait le sujet de tant de différends entre le sacerdoce et l'Empire, et par ce moyen se réconcilia avec le pape. L'Empire jouit alors de quelques instans de paix; mais

elle ne fut pas de longue durée. Henri étant mort peu de temps après, une nouvelle guerre éclata au sujet de l'élection de Lothaire II, duc de Saxe. Les ducs de Franconie refusèrent de le reconnaître pour empereur. Ces dissensions, loin de s'éteindre à la mort de l'empereur, ne firent que prendre de nouvelles forces. Deux factions se formèrent, les Gibelins et les Guelfes. Les premiers défendaient la cause de la maison de Souabe ou de Franconie; les seconds soutenaient les droits des ducs de Saxe.

*Situation de l'Helvétie pendant ces troubles.*

LES Helvétiens ressentirent plus que les autres sujets de l'Empire les effets de ces funestes divisions. L'Helvétie était à cette époque partagée entre deux ordres, dont la puissance s'accroissait de jour en jour, le clergé et la noblesse. Bâle, Soleure, Schaffhouse, Constance, Glaris et son territoire, étaient soumises à la domination des évêques, de quelques abbés et de plusieurs chapitres. La noblesse exerçait un pouvoir arbitraire sur la campagne et sur les villes qui n'étaient point assujéties au clergé. Tous les droits étaient tellement confondus, qu'on ne savait le plus souvent à qui on devait obéir. Que l'on consulte les chroniques des onzième et douzième siècles, on y trouvera la liste aussi longue que fastidieuse des comtes, barons et écuyers qui, dans ces

temps malheureux , surchargeaient et opprimaient l'Helvétie. On pourra alors se faire une idée de la confusion dans laquelle le droit des plus forts sur les plus faibles retenait ces contrées. Durant les guerres civiles qui agitèrent l'Empire , cette multitude de nobles profitant des circonstances pour se rendre indépendans , armèrent les uns contre les autres. L'Helvétie , tour à tour ravagée par ces seigneurs , se vit alors en proie à tous les désordres de l'anarchie.

*Sage gouvernement des ducs de Zœringen.*

DANS cette foule de nobles oppresseurs et ambitieux , on aurait tort de confondre Berthold , issu de l'illustre maison de Zœringen. Berthold , héritier des biens du fils de Rodolphe , avait en cette qualité des droits sur le duché de Souabe , dont Frédéric n'était pas encore entré en possession. Touché des maux dont il pouvait être cause s'il faisait valoir ses prétentions , il aima mieux en sacrifier une partie que d'ensanglanter le malheureux pays , sujet de leur querelle. Préférant le bien public à son intérêt particulier , il céda à Frédéric le duché de Souabe , et se réserva le Brisgau , la Forêt-Noire et l'avouerie de Zurich. Bientôt après , les ducs de Zœringen étendirent leur domination sur une partie considérable de l'Helvétie.

Les habitans des contrées soumises à leur puissance n'eurent qu'à se louer de la sagesse

de leur gouvernement ; cependant ils trouvèrent des ennemis. Les grands vassaux de ces provinces se révoltèrent contre eux. Pour opposer une barrière à leurs entreprises , ils bâtirent plusieurs villes , et y établirent des colonies de sujets fidèles qu'ils avaient conservés dans le Brisgau. Berthold IV fonda la ville de Fribourg. Les nombreux privilèges qu'il accorda à cette cité, l'ordre et la tranquillité qu'il y établit, y attirèrent bientôt un grand nombre d'habitans.

De telles précautions ne firent qu'augmenter la haine des grands vassaux ; aussi Berthold V fut-il obligé de prendre de nouvelles mesures pour se mettre en sûreté. Après avoir fait fortifier les villes de Berthoud et de Moudon , il résolut d'en bâtir une troisième , capable de braver les efforts d'un ennemi , et dont la défense fût facile. Une presque île , formée par la rivière rapide de l'Aar , lui parut un endroit favorable à ses desseins : placé à une égale distance de Berthoud et de Moudon , ce lieu établissait une communication facile entre ces deux villes. Il y bâtit donc la ville de Berne , qui alors n'était qu'un village , et qui dans la suite devint une des villes les plus considérables de l'Helvétie. Il lui accorda les mêmes privilèges dont jouissait Fribourg , et la fit gouverner par les mêmes lois , qui étaient celles de la plus grande partie de l'Allemagne.

Ce même Berthold, après la mort de l'empereur Henri VI, refusa la couronne qui lui fut offerte par les grands de l'Empire. Un tel refus ne fit qu'accroître l'estime que ses voisins avaient pour lui. Il vécut encore long-temps pour le bonheur de ses peuples, et mourut généralement regretté, surtout des habitans des villes qu'il traitait avec toute l'affection d'un père; il ne laissa aucun enfant mâle, ses deux fils étant morts avant lui. Sa succession fut partagée entre ses deux filles : l'une d'elles avait épousé Egon, comte d'Aurach en Souabe. Celui-ci prit pour sa part les terres que la maison de Zœringen possédait dans ce duché. Les biens situés dans la Bourgogne et le pays d'Uckland échurent en partage au comte de Kibourg qui y avait des droits par son mariage avec la seconde fille de Berthold.

*L'Helvétie sous Frédéric II. Origine des ligues helvétiques.*

FRÉDÉRIC II était monté sur le trône. Sous son règne, l'Empire fut déchiré par des guerres longues et cruelles, excitées par les prétentions de la cour de Rome. L'Helvétie, comme nous l'avons dit plus haut, était sous la domination du clergé et de la noblesse. Frédéric, luttant sans cesse contre ces deux ordres également redoutables, voulut se faire des partisans dans le tiers-état. Pour y réussir, il déclara libres

et impériales les villes de Bâle , de Zurich , de Soleure , de Mulhausen , de Saint-Gall et de Schaffhouse. Il leur donna le droit de battre monnaie et d'élire leurs magistrats. Enfin il confirma les immunités des cantons d'Uri , de Schwitz et d'Underwald , malgré les prétentions des monastères de Wetingen et de Zurich.

De cruelles dissensions déchirèrent bientôt le sein de ces malheureuses villes , et leur firent payer bien cher ce premier état de liberté. Après un règne orageux , Frédéric mourut excommunié , déposé et abandonné de tout le monde. Son fils Conrad lui survécut très-peu de temps ; sa mort laissa le trône vacant et plongea l'Allemagne dans de nouveaux troubles. Pendant cet interrègne qui dura vingt-cinq ans , les grands se croyant tout permis , cherchèrent à opprimer le peuple. Les faibles , révoltés des vexations auxquelles ils étaient sans cesse livrés , se réunirent pour opposer plus de résistance à leurs oppresseurs. Les villes formèrent des ligues et des associations pour la défense commune ; cependant leurs efforts eussent été impuissans , si Rodolphe V , comte de Habsbourg , ne se fût montré le zélé défenseur de la liberté publique.



*Rodolphe V, Comte de Habsbourg. Son Origine.  
Son Caractère.*

ENTRE les plus grands seigneurs de l'Helvétie, les comtes de Habsbourg étaient distingués depuis long-temps par leur antique et illustre origine. Le premier de cette race fut un comte d'Alsace, nommé Gontram, et surnommé le Riche. Wernier, fils de Radbod, fut le premier de cette maison qui prit le titre de comte de Habsbourg, d'un château que son père avait fait bâtir dans ses terres de l'Argovie. Ce château, situé au sommet d'une colline, sur la rive droite de l'Aar, près de la ville de Bruck, était peu considérable; mais il était défendu par de fortes murailles. On en voit encore aujourd'hui une tour qui a soixante-quinze pieds de haut, et d'où l'on découvre toute l'Argovie et les contrées voisines. La fortune des comtes de Habsbourg s'accrut rapidement. L'extinction de la maison de Kibourg augmenta encore leur puissance. Rodolphe V, neveu par sa mère du dernier comte de ce nom, hérita d'une grande partie des biens de cette famille.

A l'ambition la plus démesurée, qu'il savait cacher sous le voile du bien public, Rodolphe unissait les talens les plus rares. Dès sa jeunesse il s'était fait remarquer par son activité, sa prudence et son expérience

dans le métier des armes ; il pouvait passer pour le plus rusé et le plus adroit des hommes. Défenseur de la liberté des citoyens, il eut l'art de les soumettre à toutes ses volontés. Les ministres de la religion donnèrent les plus grands éloges à son zèle et à sa piété, et cependant il ne cessa de les persécuter et de les rançonner impitoyablement. Il recherchait les emplois en apparence les moins distingués , toutes les fois que cela pouvait servir à l'exécution de ses projets. On le voit, tantôt stipendié par les bourgeois de Zurich, les conduire à la guerre contre les nobles du voisinage ; tantôt accepter, avec les marques de la plus vive reconnaissance, l'emploi de chef des cantons de Schwitz, d'Uri et d'Underwald, poste peu éminent, et auquel étaient attachés des appointemens très-médiocres. Courageux sans témérité, ambitieux sans paraître injuste , politique sans fausseté , secondant sa fortune, mais sachant se précautionner contre elle, habile à apprécier les hommes et leurs intérêts , pour s'en faire au besoin des amis sûrs ou des ennemis utiles, Rodolphe en tout peut servir de modèle dans le grand art de régner.

*Rodolphe rend de grands services à l'Helvétie.*

ON ne saurait contester les services importants et signalés que Rodolphe rendit à l'Hel-

vétie. Guerrier actif autant que brave, il défendit les intérêts de Frédéric II. Après la mort de cet illustre souverain, il soutint les privilèges des villes de l'Helvétie contre les nobles qui voulaient l'opprimer; en un mot, il fut la terreur des seigneurs du pays et le vainqueur de tous ceux qui osèrent lui résister. Schaffhouse, Mulhausen, Saint - Gall, Bâle, Strasbourg et beaucoup d'autres villes lui durent leur liberté.

La ville de Zurich, après avoir été longtemps en guerre avec ses voisins, était parvenue à se réconcilier avec tous. Un seul, le baron de Regensberg, ne voulut entendre de sa part à aucune proposition de paix. En vain les Zurichois lui envoyèrent-ils des députés pour lui offrir leur amitié. Il rejeta leur alliance avec mépris : *J'aime mieux*, répondit-il aux envoyés, *avoir pour ennemis ces vils marchands de Zurich que de les avoir pour alliés.* Rodolphe fit payer au baron cette insolente réponse. Il s'empara de ses châteaux, les fit raser, et ne lui laissa d'autre ressource que de solliciter peu de temps après la grâce d'être admis au nombre des bourgeois de cette ville, objet de ses mépris; il se trouva trop heureux d'en obtenir de médiocres revenus pour subsister.

*Rodolphe élevé au trône impérial.*

RODOLPHE tenait l'évêque de Bâle assiégé dans

sa ville épiscopale , lorsque deux seigneurs de l'Empire vinrent lui annoncer que les électeurs assemblés à Francfort lui avaient , d'une commune voix , déferé la couronne impériale. Rodolphe fut moins ému de sa prospérité que sensible à la réunion des suffrages en sa faveur. Quelque ambitieux qu'il fût , cette élection lui causa , dit-on , presque autant d'étonnement qu'à tout l'Empire ; mais partout on était fatigué des troubles qui depuis vingt-cinq ans agitaient l'Allemagne. Les électeurs sentirent combien il serait avantageux de donner à l'Etat un chef qui réunît les qualités nécessaires pour y rétablir l'ordre , et ils jetèrent les yeux sur Rodolphe , dont la puissance était assez grande pour sauver l'Empire , mais trop bornée pour l'asservir. La sagesse de son gouvernement justifia leur choix. L'Helvétie , en particulier , jouit sous son règne de tous les fruits d'un gouvernement juste et sage dont ces contrées étaient privées depuis trop longtemps.

*Bâle lui ouvre ses portes. Il confirme les privilèges de plusieurs villes de l'Helvétie. Reconnaissance des Helvétiens.*

Dès que la nouvelle de l'avénement de Rodolphe au trône impérial fut connu de l'évêque de Bâle , ce prélat sentit qu'il lui serait impossible de résister plus long-temps à un tel

ennemi. Aussitôt, revêtu de ses habits pontificaux, il sort de la ville à la tête de son clergé, va trouver son puissant adversaire, et cherche, par sa soumission, à lui faire oublier la résistance qu'il lui a opposée. Rodolphe reçut froidement les excuses de l'évêque, entra dans Bâle, y rétablit l'ordre et la paix, et parvint à éteindre les haines mutuelles qui depuis trente ans divisaient les citoyens.

La ville de Bâle ne fut pas la seule qui se sentît des bienfaits de son gouvernement. Il accorda aux bourgeois de Zurich, dont il avait été l'avoué, le droit d'être jugés par leurs propres lois, et de relever immédiatement de l'Empire. Il confirma les privilèges de Berne et de Lucerne. Soleure et Schaffhouse lui durent aussi de ne plus être soumises à une juridiction étrangère. Les habitans de Schwitz, d'Uri et d'Underwald, qui lui avaient toujours été attachés et lui avaient fourni des secours, reçurent de lui des marques d'une affection particulière. Non-seulement il confirma leurs anciens privilèges, mais encore il voulut qu'ils fussent exempts de toute dépendance de ses officiers, juges et lieutenans. De plus, il défendit que leur pays fût aliéné en faveur de qui que ce pût être et sous quelque prétexte que ce fût. Enfin il interdit partout, sous les peines les plus sévères, toutes les vengeances particulières. Mais pour faire adopter et

exécuter l'ordonnance qu'il rendit à ce sujet, il fut obligé de détruire plus de soixante-dix châteaux de ces nobles qui remplissaient l'Empire de leurs brigandages.

Une telle conduite ne pouvait manquer de lui concilier l'amour des Helvétiens. Aussi lorsqu'il partit de Bâle pour aller se faire couronner à Aix-la-Chapelle, il fut accompagné par une multitude innombrable d'habitans de l'Helvétie, qui, dans les transports de leur reconnaissance, adressaient hautement au ciel les vœux les plus ardens pour la conservation d'un prince dont la sagesse et la justice préparaient à leur patrie l'avenir le plus heureux. Rodolphe eut soin d'entretenir ces favorables dispositions, en donnant en toute occasion aux Helvétiens des preuves de son estime et de sa confiance. Ainsi, dans la dernière guerre qu'il fit à Ottocare, roi de Bohême, avant de donner le signal de la célèbre bataille de Marchfeld, où ce prince perdit la vie, l'empereur adressa à ses soldats cette courte harangue qui fait tant d'honneur aux Zurichois : *Je place, dit-il, mes amis de Zurich à la tête des troupes; soldats, ne les perdez pas de vue: suivez leurs traces; leurs exemples seront pour vous mes ordres.* Dans cette journée il fit prisonnier le fils unique d'Ottocare, et acquit ainsi la Bohême et la Moravie. Cependant peu de temps après il donna une de ses

filles en mariage à ce prince, et lui rendit une partie des états de son père.

*Rodolphe veut rétablir le royaume de Bourgogne.*

RODOLPHE avançait en âge. Le désir d'élever et d'enrichir ses fils lui fit bientôt former de nouveaux projets. Il avait donné à Albert, son fils aîné, l'Antriche, la Styrie et la Carniole, avec le titre de duc. Son second fils, Rodolphe, prit celui de prince de Souabe. Il ne restait plus qu'Hartmann, son fils favori : il résolut de rétablir en sa faveur le royaume de Bourgogne. Les comtes de Bourgogne, de Savoie et du Genève, qui possédaient les terres qui avaient appartenu à ce royaume, lui opposèrent une vigoureuse résistance. Plusieurs fois il leur fit la guerre avec des succès variés. Enfin la mort de ce fils chéri, qui périt dans le Rhin, le fit renoncer à son projet. Les comtes de Savoie furent cependant obligés de lui céder plusieurs châteaux, de renoncer à leurs prétentions sur Fribourg et Lausanne, et de se soumettre à la souveraineté de l'Empire.

Jusque-là la fortune avait constamment favorisé les projets de Rodolphe; mais elle l'abandonna dans son entreprise sur Berne. Cette ville avait embrassé le parti des comtes de Savoie. L'empereur irrité jura de s'en venger aussitôt que l'occasion s'en présenterait. Elle ne tarda pas à s'offrir, et il la saisit avec ardeur.

Dans la Haute-Allemagne comme en Helvétie, les juifs relevaient immédiatement de l'Empire, et jouissaient de tous les avantages de la liberté, lorsque, par la contradiction la plus absurde, les chrétiens non nobles étaient serfs des seigneurs ou des monastères. La ville de Berne fut la première qui viola ce privilège jusqu'alors respecté. Le sénat bannit à perpétuité les juifs de cette ville, après avoir condamné à mort quelques-uns d'entre eux qui étaient accusés d'avoir fait périr l'enfant d'un chrétien. Rodolphe, charmé de trouver un prétexte pour humilier les Bernois, prit la défense des juifs, cassa l'arrêt du sénat, et condamna les habitans de Berne à une forte amende; sur leur refus de s'y soumettre, il lança contre eux un second décret qui les dépoillait de tous leurs privilèges.

Les Bernois ne respectèrent pas plus ce second arrêt que le premier. L'empereur se flattant de pouvoir les soumettre par la force des armes, vint devant les murs de Berne à la tête d'une puissante armée. Ses efforts furent inutiles; il fut obligé de se retirer. Cet échec ne le fit point renoncer à ses projets de vengeance. Peu de temps après il envoya le duc Albert, son fils, à la tête de vingt-cinq mille hommes pour former le siège de cette ville. La valeur et le patriotisme des Bernois les soutinrent contre ce puissant ennemi. Ils se défendirent



avec une rare intrépidité. Ayant à leur tête leur banneret Brugger, ils firent de fréquentes sorties, et repoussèrent les assiégeans.

Pendant le siège, un habitant de cette ville, nommé Wallon Gruyère, se distingua par un fait d'armes qui lui valut le surnom de *Biderben* : ce mot, dans le dialecte bernois, signifie *homme vaillant*, et ce titre passa à sa postérité. Dans une de ses sorties, après un combat sanglant, la bannière de la ville fut enlevée par les troupes impériales ; ce brave citoyen, préférant la mort à la honte de voir ce précieux étendard rester en leur pouvoir, se précipite au milieu des bataillons ennemis, renverse tout sur son passage, et après mille prodiges de valeur, reprend le drapeau et le rapporte à Berne déchiré et teint de sang. C'est à cette occasion que la bannière de la ville fut changée. L'ours qui est dans les armoiries fut placé dans un champ pourpre, en mémoire de ce qu'elle avait été teinte du sang des défenseurs de la patrie. Le duc d'Autriche, rebuté par la résistance d'un peuple aussi jaloux de son indépendance, fit la paix avec les Bernois. Pour toute condition, l'empereur son père, se contenta de la promesse qu'ils lui firent de faire célébrer chaque année une messe pour le repos de l'âme des nobles tués dans cette guerre. Ils consentirent aussi à recevoir les juifs chez eux, mais moyennant une forte rançon. Ro-

dolphe mourut peu de temps après, âgé de soixante-treize ans, ne laissant d'héritiers mâles qu'Albert, duc d'Autriche, et Jean de Strasbourg, son petit-fils.

*Des cantons de Schwitz, d'Uri et d'Underwald.*

AVANT d'entrer dans le récit des événemens qui donnèrent naissance à la confédération suisse, nous croyons devoir faire connaître les trois cantons qui furent les premiers à donner au reste de l'Helvétie le signal de la liberté, et dont l'un mérita d'imposer son nom aux contrées helvétiques.

Autour d'un lac, resserré par de hautes montagnes, se trouvent situés les territoires de Schwitz, d'Uri et d'Underwald, petits états toujours plus étroitement unis ensemble qu'avec leurs voisins. L'air y est sain et pur, les hommes robustes, excellens soldats, jaloux de leur indépendance, et surtout passionnés pour leur patrie. Des plaines et des vallées riantes, couvertes de maisons et de hameaux, offrent d'excellens pâturages, seule richesse du pays. Des sources abondantes et perpétuelles, formées par les glaciers, y entretiennent la fertilité. Le canton d'Uri est surtout curieux par les horreurs et les bizarreries de ses montagnes. On y admire la beauté des chemins qui y ont été construits dans des lieux qui semblaient im-

praticables. On est étonné de la hardiesse des ponts de maçonnerie , qui offrent un chemin solide sur des précipices d'une immense profondeur. Le pont du Diable excite surtout l'admiration de tous les voyageurs ; c'est une seule arche jetée d'une montagne à une autre. On a peine à concevoir comment on a pu établir l'échafaudage et le cintre nécessaires pour une pareille construction. Tous ces travaux appartiennent à des époques voisines de celles des victoires auxquelles les Suisses doivent leur liberté. C'est dans ce même canton que le Saint-Gothard élève jusqu'aux nues sa cime couverte de neige. En un mot, la nature semble avoir pris plaisir à prodiguer dans ces lieux ces affreuses beautés qu'elle ne produit que rarement ailleurs.

Pendant que le reste de l'Helvétie était asservi, ces trois cantons jouissaient encore de leur indépendance. Heureux et ignorés, leurs habitans vivaient paisibles , sous la protection immédiate de l'Empire. Il paraît même que ce fut de leur plein gré qu'ils eurent recours à la protection des empereurs, lorsque des divisions intestines ou des guerres étrangères leur en imposèrent la nécessité. Ils se gouvernaient par leurs propres lois, et choisissaient parmi eux leurs premiers magistrats qu'ils nommaient *Landamman*. Les empereurs leur envoyaient des *avoués* ou gouverneurs.

Comme la personne et les biens de tout habitant coupable d'un crime, appartenaient au fisc, et que le criminel perdait ses droits de cité, c'était à ces gouverneurs qu'était réservé le droit de prononcer les jugemens capitaux, mais toujours en public et dans le pays même. Les causes de peu d'importance étaient portées devant les juges du pays.

L'empereur Rodolphe avait constamment, comme nous l'avons dit plus haut, respecté les privilèges de ces trois cantons ; aussi lui étaient-ils toujours restés fidèles. Albert, qui n'avait ni les talens ni les qualités de son père, voulut les asservir ; mais, loin d'y parvenir, il ne fit que fortifier en eux le goût pour l'indépendance, que Rodolphe leur avait inspiré, et qui, dans la suite, leur suggéra le plan de la constitution politique la plus forte, la plus durable et la mieux cimentée.

*Liges des peuples de l'Helvétie contre Albert,  
duc d'Autriche.*

LORSQU'APRÈS la mort de Rodolphe, la couronne impériale eut passé sur la tête d'Adolphe de Nassau, le duc Albert, trompé dans l'espérance qu'il nourrissait de succéder à son père, ne négligea rien pour former en Allemagne une puissante ligue contre son heureux compétiteur, et il réunit autour de lui un nombre considérable de partisans. Mais il échoua dans

les tentatives qu'il fit pour s'attacher les cités helvétiques. Les habitans, alarmés et de sa vaste puissance et de ses vues ambitieuses, restèrent fidèles au parti d'Adolphe qu'ils regardaient comme le protecteur de leur liberté. Ces circonstances les obligèrent de tenir les yeux constamment ouverts sur la conduite du duc d'Autriche; et bientôt ils purent s'apercevoir qu'il avait le dessein d'agrandir son patrimoine d'Habsbourg aux dépens de ses voisins. Ils s'alarmèrent, et se réunirent pour s'y opposer. Berne, Bâle, Zurich, Bienne, l'évêque de Constance, l'abbé de Saint-Gall, les comtes de Savoie, de Nellenbourg et de Montfort furent des premiers à entrer dans cette ligue.

Les habitans des cantons de Schwitz, d'Uri et d'Underwald s'empressèrent aussi de prêter serment de fidélité à l'empereur Adolphe. La mort de Rodolphe avait répandu parmi eux la douleur et l'effroi. Ils savaient qu'Albert, occupé de l'augmentation de ses domaines, comptait pour peu de chose l'amour, la confiance, les droits et la liberté des peuples. Ils avaient entendu parler du traitement qu'il avait fait éprouver aux habitans de Vienne, qui avaient osé lui résister. Il avait exigé que leurs députés lui apportassent les clefs de leur ville, tête nue et nu-pieds; et il avait, en leur présence, déchiré les chartes de leur privilège. Ils voyaient enfin dans Albert un maître terrible dans sa vengeance.

Pour se soustraire au sort dont ils étaient menacés, ces peuples alarmés s'assemblèrent extraordinairement, et renouvelèrent le pacte de leur ancienne confédération. Ils se promirent, par serment, de se prêter les uns aux autres le secours de tous leurs biens et de tous leurs guerriers, soit dans l'enceinte de leur vallée, soit au dehors contre tous ceux qui voudraient commettre des actes de violence contre eux tous, ou contre quelqu'un des leurs en particulier.

On reconnaît dans l'acte original de cette confédération, trouvé dans les archives de Schwitz, la sagesse et la justice de ce peuple qui, en maintenant ses droits, savait aussi respecter ceux d'autrui.

*Albert assiége Zurich. Il parvient à l'Empire, et tente de s'emparer de l'Helvétie.*

ALBERT offensé du refus des Helvétiens, résolut de les punir. La ville de Zurich éprouva la première les effets de sa vengeance. Les Zuricois avaient attaqué la ville de Winterthur qui relevait d'Albert; ils eurent d'abord quelques succès; mais, vaincus par Hugues de Werdenberg qui commandait pour l'empereur, ils furent obligés de faire leur paix particulière, après avoir essuyé des pertes considérables. Bientôt après, Albert vint ravager l'évêché de Constance et assiéger l'abbé de

Saint-Gall dans sa ville de VVyl. Cette malheureuse cité fut livrée aux flammes par le vainqueur, et ce ne fut qu'avec beaucoup de peine que le prélat parvint à échapper à sa vengeance.

Tout favorisait l'ambitieux duc d'Autriche. Ce fut vers ce même temps qu'il réussit à faire déposer l'empereur Adolphe, qui, bientôt après, périt dans la bataille de VVorms, de la main même de son compétiteur.

Le trône étant ainsi devenu vacant, personne n'osa disputer à Albert la couronne impériale. Tout autre eût été satisfait de tant de succès ; mais son ambition ne fit que s'accroître, et dès lors elle ne connut plus de bornes.

La Haute-Allemagne était, comme nous l'avons dit, partagée en une multitude de petits états, parmi lesquels la maison de Habsbourg tenait le premier rang, tant par ses hautes dignités que par le nombre et l'étendue de ses domaines. Albert, chef de cette maison, et en même temps de l'Empire, résolut de s'emparer des terres qui séparaient les diverses parties de son patrimoine, pour en faire une seule et grande province, et la donner à un de ses fils sous le titre de duché d'Allemanie. La faiblesse de ses voisins lui faisait croire que le succès de cette entreprise ne lui coûterait qu'un acte de sa volonté, ou un ordre émané de son autorité suprême. Son premier soin fut de s'attacher la noblesse. Quelques seigneurs, corrom-

pus par son or, ou séduits par l'espoir d'exercer sous son nom un pouvoir arbitraire, s'engagèrent à rendre désormais à la maison de Habsbourg, l'hommage qu'ils avaient rendu jusqu'alors à l'Empire. L'empereur trouva la même obéissance dans le clergé. Il reçut l'hommage de plusieurs abbayes comme chef de la maison de Habsbourg, acquit des abbayes de Dissentis et de Pfëffer, le fort de Langenbert et le comté de Laax, et se fit céder par celle de Seckingen les droits qu'elle avait sur le pays de Glaris. Albert trouva cependant dans le clergé Helvétique, trois prélats assez fermes pour lui résister. L'abbesse de Zurich, l'abbé de Saint-Gall et l'évêque de Bâle s'opposèrent à ses volontés. Parmi les seigneurs, un seul, nommé Vernier de Homberg, rougissant de la lâcheté de ses égaux, et trop courageux pour les imiter, refusa sans détour l'hommage qu'on exigeait de lui. Une aussi noble fermeté lui attira la haine d'Albert, qui se vengea en lui faisant éprouver les désagrémens les plus offensans. Le comte Vernier, indigné de ses injustices, vendit son comté de Homberg à l'évêque de Bâle, qu'il savait être l'ennemi déclaré d'Albert. Celui-ci, sans s'inquiéter des plaintes qu'excitaient ses violences, n'en poursuivit pas ses projets avec moins d'activité : il força les électeurs du Rhin à lui céder les droits régaliens, obligea le comte Rodolphe de Laußem-



bourg à se remettre à sa discrétion, fit mettre au ban de l'Empire les margraves de Thuringe et de Misnie qui avaient osé se défendre contre ses invasions; enfin il dévasta les terres et le diocèse de l'évêque de Constance, qui avait pris les intérêts du comte de Lauffembourg, son pupille. Les vallées les plus sauvages des Alpes, dans l'Oberland et jusque dans l'Argovie, ne furent même pas à l'abri de son usurpation.

*Berne et Zurich résistent à Albert.*

CEPENDANT les Bernois, jaloux de défendre leurs privilèges et de conserver leur indépendance, appelèrent à leur secours leurs alliés de Soleure, et marchèrent contre l'empereur, ayant à leur tête le brave *Ulrich d'Erlach*, guerrier aussi intrépide qu'expérimenté. Leurs efforts furent couronnés du plus brillant succès. Ayant rencontré leur ennemi à Oberwangen, à une lieue de Berne, ils l'attaquèrent avec tant de furie qu'il ne put leur résister et fut complètement défait. De nombreux prisonniers, des bannières enlevées furent le fruit de cette victoire, qui inspira à tous les citoyens une nouvelle confiance dans leurs forces et les enhardit à de nouvelles entreprises. Aussi, loin de craindre la vengeance d'Albert, Berne se fortifia et s'agrandit aux dépens des nobles ses voisins, qui avaient embrassé le parti de la maison d'Autriche.

Les tentatives d'Albert sur Zurich ne furent guère plus heureuses. Les habitans de cette ville lui imposèrent par une contenance ferme et guerrière. Il avait compté les surprendre; mais, voyant qu'ils étaient en état de lui résister, il prit le parti de leur accorder ce qu'ils lui demandaient : la confirmation de leurs anciens privilèges. Ce ne fut qu'à cette condition qu'ils consentirent à le recevoir dans leur ville.

*Albert refuse de reconnaître les privilèges des trois cantons.*

SUR ces entrefaites, les trois cantons de Schwitz, d'Uri et d'Underwald envoyèrent des députés à Albert pour l'assurer de leur soumission, s'il voulait respecter leurs privilèges que ses prédécesseurs avaient toujours confirmés à leur avènement à la couronne impériale. L'empereur, joignant le mépris au refus, leur répondit qu'il ferait examiner ces privilèges, et que d'ailleurs son intention était de leur proposer des changemens dans leur constitution politique. Les députés rapportèrent cette réponse à leurs compatriotes. La consternation se répandit aussitôt parmi les habitans des trois cantons. Le caractère d'Albert leur était trop connu pour ne pas craindre qu'il ne changeât cette constitution, qu'ils regardaient

comme un héritage sacré de leurs ancêtres, de laquelle dépendaient leur liberté, leur bonheur, et en quelque sorte leur existence.

L'événement prouva que leurs craintes n'étaient que trop bien fondées. Les députés étaient à peine de retour qu'ils virent arriver deux commissaires chargés par l'empereur de l'examen de leurs privilèges. Ces commissaires convoquèrent aussitôt une assemblée générale des habitans des trois cantons ; là, dans un discours artificieux, ils les engagèrent à se soumettre au prince Albert, en qualité de chef de la maison de Habsbourg. *« Tous les peuples, tous les pays voisins du vôtre, leur dirent-ils, appartiennent à l'empereur et à sa famille ; tous ont reconnu sa souveraineté immédiate et héréditaire. Suivez leur exemple. Vos intérêts vous en font même une loi. Ne serait-il pas en effet plus avantageux pour vous d'avoir pour protectrice une maison puissante, illustre, née dans le sein de l'Helvétie, que d'être protégés par le chef de l'Empire qui, comme le prouvent tant d'événemens récents, est souvent hors d'état de se défendre lui-même ? L'empereur, ajoutèrent-ils, pourrait aisément vous subjuguier par la force des armes ; mais il ne voit en vous que les enfans chéris de sa famille, et l'hommage que vous lui rendrez librement, lui sera beaucoup plus agréable que celui qu'il serait forcé d'exiger de vous, si vous refusiez l'honneur de lui appartenir. Empressez-*

*vous donc de le reconnaître pour votre suzerain , et les traitemens les plus doux , les bienfaits les plus signalés seront le prix de votre soumission.*

Ces propositions, toutes séduisantes qu'elles paraissaient, excitèrent l'indignation des hommes libres de Schwitz et de leurs confédérés. A peine les commissaires eurent-ils fini leur harangue, que quelques-uns d'entre eux, usant de la liberté qui leur restait encore, se levèrent, et, montrant un rouleau de diplômes et de chartes, dirent au nom des trois cantons : *Voilà l'héritage sacré, le dépôt inaliénable que nous ont transmis nos ancêtres. Nous en sommes responsables envers nos enfans. Citoyens de l'Empire, nous ne reconnaissons que l'empereur pour notre chef. Nous savons et nous n'oublierons jamais combien l'empereur Rodolphe s'est toujours montré envers nous un chef juste et fidèle à ses engagements. Ses enfans peuvent toujours compter sur notre reconnaissance; mais nous voulons continuer à être ce que nos aïeux ont été. L'empereur connaît nos droits. Qu'il les confirme comme son père l'a fait.*

Werner d'Attingshausen, landamman d'Uri, se rendit auprès d'Albert chargé de cette réponse, et le sollicita, au nom de ses compatriotes, de confirmer le droit qu'ils avaient de relever immédiatement de l'Empire, et de n'obéir qu'au gouverneur qui leur serait envoyé

pour le représenter. Wernier n'obtint rien ; et toutes ses représentations ne firent qu'irriter davantage l'empereur.

*Albert envoie deux baillis dans les trois cantons.*

*Leur caractère.*

ALBERT, croyant son honneur compromis par le peu de succès qu'avait eu la démarche qu'il avait faite, se proposa de se venger avec éclat des trois cantons, auxquels d'ailleurs il n'avait jamais pardonné de s'être déclarés pour l'empereur Adolphe. Pour mieux assurer sa vengeance, il se servit d'un moyen qui, paraissant fondé sur la justice, et autorisé par les prérogatives mêmes des trois cantons, rendait l'oppression plus sûre et plus difficile à repousser.

Schwitz, Uri et Underwald étaient, comme nous l'avons vu, des états libres, gouvernés par leurs propres magistrats ; mais le chef de l'Empire nommait, pour exercer en son nom la juridiction criminelle, un bailli qui devait faire sa résidence dans ces cantons. Les empereurs ne confiaient ordinairement cette dignité qu'à des comtes de l'Empire qui ne résidaient dans aucun des trois cantons, mais qui venaient y tenir des audiences solennelles lorsqu'il y avait des criminels à juger. Albert ne viola pas ouvertement cet usage, que les habitans des trois cantons regardaient comme

inviolable ; mais au lieu d'un bailli , il en nomma deux , et leur adjoignit même un lieutenant. Il confia ces emplois à trois gentils-hommes du pays même , mais qui y étaient généralement méprisés. Ils étaient tous trois connus par la corruption de leurs mœurs et par leur profonde perversité.

Persuadés qu'ils seconderaient les vœux d'Albert en tyrannisant les habitans , ils se livrèrent à tous les excès auxquels les portait naturellement leur odieux caractère. Pour exercer avec plus de sécurité leur pouvoir despotique , ils s'entourèrent d'une garde nombreuse , et établirent leur domicile dans des châteaux forts. L'un d'eux , Landerberg , homme dur , insolent et avide , fixa sa résidence à la cour de Sarnen , maison forte , située dans le pays d'Underwald ; le second des baillis , le farouche Geissler , barbare et sanguinaire jusque dans ses amusemens , et pour qui le crime était une habitude , reçut de l'empereur l'ordre de s'établir dans un fort situé près du lac de Lucerne , sur les limites du canton de Schwitz. Wölfenschiesse , leur lieutenant , alla se fixer au château de Rotzberg. Ce dernier , plus accessible en apparence que les deux baillis , les surpassait encore en méchanceté et en perfidie.

Les chroniques helvétiques ne trouvent pas d'expressions assez fortes pour décrire la dureté du gouvernement de ces trois officiers. Exi-

geant sans miséricorde les deniers qu'on devait à l'Empire , chaque jour ils créaient de nouvelles taxes ; malheur à ceux qui apportaient le moindre retard dans l'exécution de leurs volontés : satisfaits de trouver un prétexte pour assouvir leur insatiable avidité, les baillis leur imposaient de fortes amendes ; et la prison , l'exil, et quelquefois les châtimens les plus insupportables pour des hommes libres, étaient le partage de ceux qui se trouvaient dans l'impossibilité d'y satisfaire. Non contents de ce genre de vexation , ils en inventèrent bientôt un nouveau, d'autant plus intolérable qu'il était plus avilissant : ils attentèrent impunément à l'honneur du sexe ; ils firent enlever et conduire dans leurs forts les plus belles et les plus jeunes filles ou femmes des trois cantons. Leurs satellites, bien dignes des maîtres qu'ils servaient, se répandirent dans le pays et y commirent les plus atroces violences. Les citoyens les plus respectés par leur âge ou par leur intégrité, ne furent pas à l'abri de leurs insultes.

La terreur était générale ; chacun occupé de ses maux semblait oublier ceux de la patrie. Mais l'énergie de ces âmes indépendantes, un instant comprimée n'en devint bientôt que plus active.

*Les cantons réclament en vain auprès de l'empereur. Nouvelles violences de ses baillis.*

RÉVOLTÉS d'un despotisme aussi affreux, les

habitans des trois cantons eurent recours à l'empereur. Ils lui envoyèrent des députés qui implorèrent sa protection contre la tyrannie de ses baillis, et le supplièrent de réprimer leurs excès s'il ne voulait pas réduire au désespoir un peuple qui s'était toujours montré fidèle à ses prédécesseurs, et dont il pouvait lui-même se concilier l'attachement en confirmant ses privilèges. Albert, loin d'avoir égard à ces représentations, approuva tout ce que les baillis avaient fait et ce qu'ils pourraient faire. Il menaça les cantons de toute sa vengeance s'ils refusaient encore de se soumettre à lui, non comme empereur, mais comme chef de la maison de Habsbourg, leur promettant au contraire sa puissante protection si, mieux éclairés sur leurs propres intérêts, ils consentaient à le reconnaître pour suzerain. Sans être intimidés par ses menaces, ni éblouis par ses promesses, les députés lui répondirent qu'étant libres, et ne dépendant d'aucun prince particulier, les trois cantons ne devaient leur hommage qu'au chef de l'Empire, et qu'en cette qualité ils mettraient toujours leur gloire à le reconnaître pour souverain. L'empereur, irrité de cette réponse, les renvoya avec l'ordre formel d'obéir sans murmure aux baillis qui les commandaient.

Les baillis avaient été instruits de la démarche des trois cantons. A peine connurent-



ils l'accueil que l'empereur avait fait à leurs députés, que leur conduite devint de plus en plus révoltante : on ne vit plus dans les trois cantons qu'enlèvemens de filles et de femmes, usurpations de biens, pillages et emprisonnemens. Pour les fautes les plus légères, et même sur de simples soupçons, on livrait aux bourreaux les habitans les plus notables. On les déchirait ; on leur brisait les membres ; on leur arrachait les yeux ; en un mot, ces trois tyrans, enhardis par l'impunité, et autorisés par l'empereur, ne mirent plus de bornes à leurs rapines non plus qu'à leur férocité.

Parmi plusieurs traits qui peuvent donner une idée de la conduite outrageante et cruelle que ces gouverneurs tenaient envers les habitans des trois cantons, nous en citerons un qui se trouve consigné dans les annales suisses.

Landemberg, l'un d'eux, avait chargé un de ses satellites d'enlever une paire de bœufs de la charrue d'un riche propriétaire d'Underwald, nommé *Henri Melctal*. Ce vieillard, plus recommandable encore par son intégrité que par son âge et sa fortune, labourait ses champs quand le satellite de Landemberg vint exécuter les ordres de son maître. Comme Melctal se plaignait de cette violence, le valet du tyran lui dit : *Des paysans peuvent bien traîner eux-mêmes la charrue, s'ils veulent avoir du pain*. Ces paroles outrageantes excitèrent

l'indignation d'Arnold Melctal son fils, jeune homme vif et fier, qui, ne pouvant souffrir l'insulte qu'on osait faire à son père, se jeta sur le satellite et le maltraita : celui-ci alla sur-le-champ se plaindre à son maître, qui ordonna qu'on lui amenât le fils de Melctal. Cependant Arnold, prévoyant le sort qui le menaçait, avait pris la fuite sans songer au malheur auquel il exposait son père. A peine s'était-il soustrait au danger, que des gardes se présentèrent chez Henri Melctal, et le traînèrent aux pieds de Landenberg : celui-ci, sans daigner écouter les raisons du vieillard, le condamna à avoir les yeux crevés, à moins qu'il ne consentît à livrer son fils. En vain ce malheureux père représenta qu'il ignorait le lieu de sa retraite, le cruel gouverneur fit exécuter à l'instant même l'arrêt qu'il venait de prononcer.

*Quelques habitans des trois cantons forment le projet de secouer le joug de leurs oppresseurs.*

CETTE affreuse tyrannie irritait le peuple contre ces gouverneurs ; mais, contenu par la crainte des supplices, et effrayé par les exemples multipliés de leur vengeance, il portait forcément des chaînes qu'il n'était pas encore en son pouvoir de rompre. Cependant, tant d'excès ne pouvaient rester long-temps impunis ; déjà à Underwald, Wolfenschiesse, lieutenant des

deux baillis, avait payé de sa vie la violence qu'il avait faite à la femme de Conrad Baumgarten. Ce mari outragé l'immola à sa vengeance. A Schwitz, un châtelain déshonora la fille d'un habitant de ce canton : il fut mis à mort par les frères de celle qu'il avait outragée. Ces actes de vengeance étaient les avant-coureurs de l'orage qui allait bientôt éclater sur la tête de ces farouches tyrans.

Après avoir satisfait leur juste haine, les auteurs de ces meurtres, pour se soustraire à celle des gouverneurs, furent obligés de se cacher chez leurs amis, et là, avec d'autres citoyens, ils commencèrent à s'entretenir des moyens d'affranchir leur patrie de la honteuse servitude où elle était tombée. *Walter Furst d'Attinghausen*, riche propriétaire d'Uri, *Werner Stauffac*, de Schwitz, et *Arnold Melctal*, d'Underwald, furent les trois premiers citoyens qui osèrent former la généreuse résolution de briser le joug sous lequel gémissaient leurs malheureux compatriotes.

Les moyens qu'ils devaient employer pour se soustraire à une domination aussi oppressive qu'avilissante, furent d'abord le sujet de leurs entretiens. Bientôt, sentant la nécessité d'aller sonder les dispositions de leurs familles et de leurs amis, ils se séparèrent, et convinrent de se réunir dans la plaine solitaire de Grutli, près des limites du pays d'Underwald

et d'Uri. Au jour convenu, ils s'y rendirent, accompagnés chacun de dix amis sur le dévouement desquels ils pouvaient compter. Là, ces trente-trois citoyens se promirent par serment de sacrifier leur fortune et leur vie pour assurer le succès de leur périlleuse entreprise. Le cœur rempli d'un entier dévouement à la patrie, ils jurèrent de défendre la cause du peuple, et de sacrifier tout intérêt particulier pour le remettre en possession de ses privilèges. Mais en même temps ils s'engagèrent solennellement à respecter les biens et les droits des comtes de Habsbourg, à ne point se séparer du Saint-Empire, et à ne jamais refuser aux abbayes et aux seigneurs ce qui leur était dû. Leur premier soin devait être d'éviter *de répandre le sang des gouverneurs, de leurs familles et de leurs officiers, leur seul désir étant de s'assurer à eux-mêmes et de transmettre à leur postérité la liberté qu'ils avaient reçue de leurs pères.*

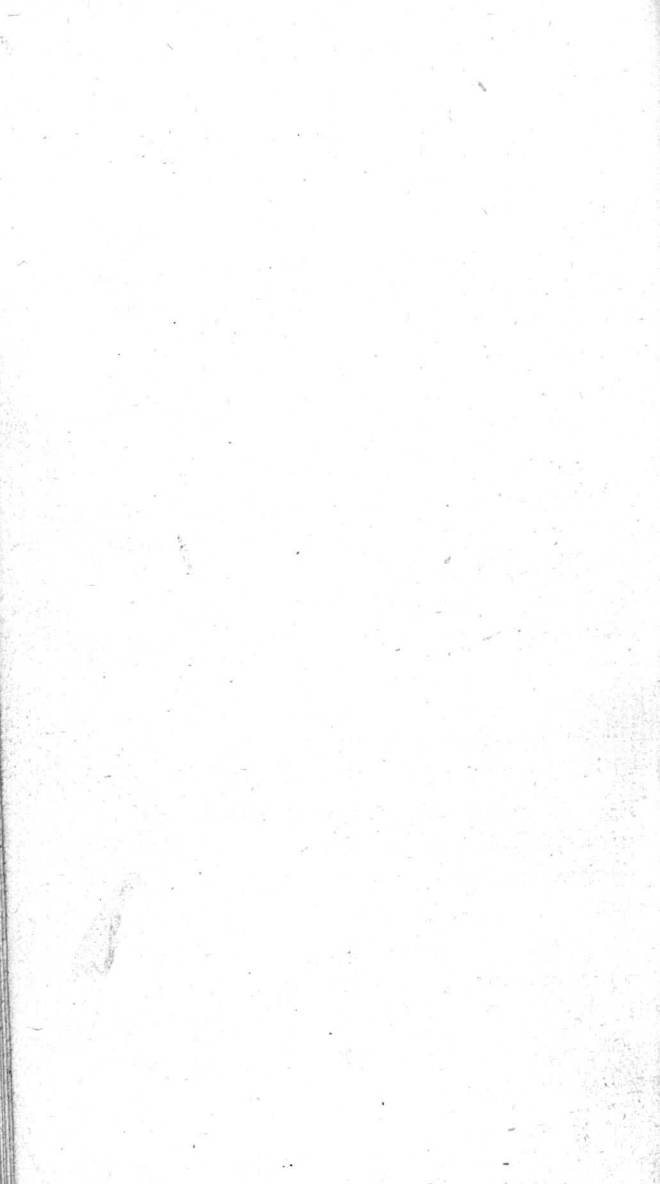
Après avoir tous répété ce serment, et s'être promis un secret inviolable, ils se rendirent chacun dans son canton avec l'intention d'y soulever le plus d'habitans qu'ils pourraient, et d'y attendre que le moment d'agir fût venu.

### *Guillaume-Tell.*

QUELQUE sages que fussent les mesures prises par les conjurés, un événement imprévu, qui aurait pu exciter la défiance de leurs ennemis



*Arnold Winkelried.*



s'ils ne s'étaient pas endormis dans une fausse sécurité, faillit à faire avorter leur entreprise.

Le bailli Gessler avait fait élever sur la place publique d'Altorf un poteau sur lequel était attaché un chapeau qui, selon la conjecture de M. Muller, était peut-être le chapeau ducal d'Autriche. Voulant mettre à l'épreuve l'obéissance du peuple qui lui était soumis, ou désirant peut-être l'exciter à la révolte pour acquérir le droit de le dépouiller et de s'enrichir par des confiscations, il enjoignit, sous peine de mort, à tous ceux qui passeraient sur cette place, de rendre à ce chapeau les mêmes honneurs qu'à lui-même. Les habitans furent indignés d'une telle ordonnance; mais la crainte des supplices les força de s'y soumettre. Un des conjurés, nommé Guillaume Tell, du pays d'Uri, gendre de Walter Furst, fut le seul qui osa s'y refuser. Il affecta même de passer plusieurs fois sur la place d'Altorf, sans rendre aucune sorte de respect à ce signe d'orgueil et de folie.

A peine Gessler fut-il informé de cet acte de désobéissance, qu'il fit arrêter Tell, et le fit conduire devant lui. « *Pourquoi, lui dit le bailli irrité, oses-tu te dispenser d'une marque de soumission que j'ai exigée?* » *Parce que je suis libre, lui répondit Tell sans s'émouvoir, et que de pareils actes de soumission ne sont faits que pour des esclaves.*

*Vengeance de Gessler.*

La noble fermeté de Tell excita le courroux du farouche bailli. Transporté de fureur, il jura de le punir de manière à intimider ceux qui seraient tentés de l'imiter. La mort du coupable, les supplices les plus affreux lui parurent insuffisans pour expier l'insulte faite à son autorité. Comme il cherchait à inventer quelque punition terrible, son esprit sanguinaire lui suggéra un moyen de vengeance bien digne de son âme atroce. Il se fit amener le fils de Tell, et ordonna au père, qui passait pour le plus adroit tireur d'arc du pays, d'abattre, à une distance fort éloignée, une pomme placée sur la tête de son fils. Comptant qu'il n'y réussirait pas, il espérait faire périr le fils par les mains du père, et condamner ensuite le père comme parricide.

Tell aurait bravé les tourmens les plus horribles, mais cet arrêt cruel le glace de terreur. Il se jette aux pieds de Gessler, et le supplie de ne pas exiger qu'il soit le bourreau de son fils. L'inflexible bailli lui renouvelle son ordre d'un ton menaçant, ajoutant que s'il désobéit il le fera expirer, lui et son fils, dans les supplices les plus lents et les plus affreux. Ce malheureux père, le désespoir dans l'âme, embrasse son fils, lui bande les yeux, et le place lui-même à la distance ordonnée, en lui re-



commandant surtout la plus grande immobilité. Levant ensuite les yeux au ciel, il implore son appui, prend deux flèches, en cache une sous son habit, arrose l'autre de ses larmes et la pose sur son arc. Déjà le farouche Gessler jouissait de son triomphe, en voyant Tell ajuster, d'une main tremblante, la pomme placée sur la tête de son fils. Mais son cruel espoir est trompé; le ciel a exaucé les vœux de Tell : la flèche part, la pomme est abattue, et l'enfant est sauvé. A cette vue, le peuple, que cette scène avait frappé de terreur, fait retentir l'air du bruit de ses acclamations.

### *Mort de Gessler.*

GESSLER, furieux de voir échapper ses deux victimes, désespérait de trouver un autre prétexte pour satisfaire sa vengeance, quand il aperçut la flèche que Tell avait cachée sous ses habits. Sentant alors renaître son espoir, il lui demanda à quel usage il destinait cette arme. Tell, se voyant perdu, ne put contenir son indignation. « C'est à toi, lui dit-il, que » je la destinais. Si j'eusse été assez malheureux pour tuer mon fils, ta mort aurait » suivi la sienne, et j'aurais eu l'avantage de » délivrer ma patrie d'un monstre tel que toi. » On ne saurait exprimer les transports de fureur que cette réponse excita dans le cœur de Gessler. Il fit à l'instant saisir et charger de

fers l'audacieux Tell, et craignant qu'il ne fût enlevé par ses amis dans la prison d'Altorf, il résolut de le conduire lui-même dans son château de Kunsnach, et d'y goûter le plaisir d'une vengeance aussi longue qu'affreuse.

Cependant le bateau qui portait le captif et ses bourreaux, avait déjà fait la moitié de la route; déjà Tell voyait de près cette plaine de Grutli, où la conjuration avait pris naissance, quand un de ces vents impétueux qui troublent souvent la navigation du lac orageux de *Waldstæten* sur lequel ils étaient embarqués, éleva une tempête si violente, que les bateliers, malgré tous leurs efforts, ne pouvaient conduire le bateau qui était sur le point d'aller se briser contre les rochers. Tout l'équipage, à l'exception de Tell, était dans la consternation la plus profonde. La mort paraissait inévitable. A la vue du danger, Gessler, qui connaissait la force et l'adresse de Tell, dépose toute sa férocité, délie lui-même son prisonnier, et le conjure de prendre la rame. Aussi lâche que cruel, il se voit ainsi obligé de confier sa vie à celui dont il avait résolu la perte. Tell, regardant Gessler avec mépris, s'assied au gouvernail, et parvient, malgré l'orage, à gagner un rocher large et plat où le bateau peut aborder. Tell n'avait pas perdu de vue son arc et son carquois qu'on avait laissés auprès du gouvernail. Aussitôt il s'en empare,

s'élance sur le rocher, et de son pied repoussant le bateau, il laisse son ennemi exposé de nouveau au courroux des flots. Les bateliers eurent encore long-temps à lutter contre la tempête; ils parvinrent pourtant à gagner le rivage.

Cependant Guillaume Tell avait traversé en diligence le territoire de Schwitz. Gessler prit le même chemin pour se rendre à son château de Kusnach. Echappé au danger, il retrouva bientôt toute sa férocité. Déjà il songeait aux moyens qu'il devait employer pour découvrir la retraite de Tell, et s'en rendre maître; déjà il imaginait, il comptait avec délices tous les tourmens dans lesquels il le ferait expirer pour assouvir sa vengeance, quand celui-ci le voyant venir à lui, s'embusque derrière un buisson, et, dès qu'il le voit à sa portée, il lui tire une flèche dont il meurt sur-le-champ. Ainsi périt Gessler, justement puni d'avoir voulu attenter aux droits d'un peuple qui ne demandait qu'à rendre une obéissance légale à ses princes, et à jouir des mêmes privilèges que ses ancêtres.

*Les conjurés s'emparent de plusieurs châteaux. Ils arrêtent le bailli Landemberg. Leur modération.*

LA nouvelle de cet événement se répandit bientôt dans tout le pays. Cette action releva

l'espérance et le courage des habitans : elle ne fut pourtant pas généralement approuvée des confédérés qui s'étaient promis d'éviter, autant qu'il leur aurait été possible, de verser le sang de leurs ennemis. Guillaume Tell, de retour chez lui, exhorta ses compatriotes à devancer le jour du soulèvement, dans la crainte que le bailli Landenberg et les autres châtelains autrichiens, avertis par le meurtre de Gessler, ne prissent des mesures terribles pour venger leur autorité, et par là ne rendissent impossible l'exécution de leurs projets. Presque tous les confédérés voulaient se ranger de l'avis de Tell ; un seul s'y opposa, et parvint par ses raisons à arrêter la fougue du reste des conjurés. Il fut donc convenu que la conjuration n'éclaterait que le jour précédemment fixé.

Les confédérés virent enfin arriver ce jour si désiré. Ils commencèrent par s'emparer du château de Rosberg, et ils s'en rendirent maîtres sans coup férir. Un d'entre eux entretenait depuis quelque temps une intrigue amoureuse avec une jeune fille logée dans le château, et chaque nuit parvenait auprès d'elle au moyen d'une corde qu'elle lui tendait. La nuit qui précéda le jour du soulèvement, ayant averti plusieurs de ses amis, il se rendit comme de coutume auprès de sa maîtresse ; mais quand il fut monté il eut soin de laisser la corde. Ceux qui l'avaient suivi s'en servirent pour

monter après lui dans le château. S'y trouvant en nombre assez considérable, ils s'assurent des portes, s'emparent de toutes les armes, se saisissent du châtelain et de ses gens, et les retiennent prisonniers dans la forteresse même dont la défense leur était confiée.

Pendant que les confédérés s'emparaient ainsi du château de Rosberg, plusieurs de leurs associés allèrent de bon matin faire leur compliment de bonne année au gouverneur Landemberg. Ils se présentèrent au château de Surnem pour offrir, suivant l'usage, à leur seigneur, des présents de bestiaux et de gibier. Croyant n'avoir rien à redouter d'une trentaine de paysans qui pour armes n'avaient que des bâtons, persuadé d'ailleurs que le respect seul les attirait chez lui, Landemberg leur fait ouvrir les portes. A peine furent-ils introduits, qu'à un signal convenu, chacun d'eux arma son bâton d'un fer pointu qu'il tenait caché dans son sein. Aussitôt ils se rendent maîtres des portes, tandis qu'un plus grand nombre de conjurés mieux armés entrent dans le château, en prennent possession, désarment la garnison, et s'emparent du bailli Landemberg. Au même instant des signaux furent allumés dans les montagnes d'Underwald. De tous côtés on prit les armes, et dans l'espace de quelques heures, les châteaux forts de Rosberg et de Surnem, dans l'Underwald, ceux de Schwanau et de Kusnach, dans le

pays de Schwitz, furent au pouvoir des conjurés.

Cependant Landenberg, abattu par la terreur, et redoutant ceux qu'il avait si longtemps opprimés, cherchait à les adoucir par les plus lâches soumissions. Les confédérés, oubliant tout ressentiment, voulurent bien encore, par respect pour l'empereur, épargner le plus cruel et le plus odieux de ses officiers. Fidèles à leur caractère humain et à leurs principes généreux, ils se contentèrent de le faire conduire ainsi que ses suppôts et ses satellites, jusque sur les frontières, en exigeant d'eux qu'ils ne rentreraient jamais dans leur pays. Ils n'usèrent pas d'autant de modération à l'égard des monumens de leur servitude passée. Tous les châteaux où les baillis et leurs représentans avaient fait leur résidence, furent démolis, et le peuple furieux en dispersa les débris pour effacer jusqu'à la moindre trace de leur malheureux esclavage.

Quelques jours après tous les hommes libres des trois états se réunirent dans la plaine de Grutli, et là, dans une assemblée solennelle, ils renouvelèrent le serment de rester toujours unis, et de verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang plutôt que d'abandonner une entreprise dont les premiers succès avaient surpassé toutes leurs espérances. C'est à cette époque que ce peuple peut fixer le rétablisse-

ment de sa liberté. On peut dire à sa gloire que la valeur, la justice et l'humanité, constamment réunies, ne permirent jamais qu'aucun acte de barbarie n'en souillât chez eux le berceau.

*Forme du gouvernement des cantons d'Uri, Schwitz et Unterwald. Leurs magistrats. Leurs tribunaux.*

DANS ces trois cantons la forme du gouvernement est entièrement démocratique. Le pouvoir suprême réside dans l'assemblée générale du peuple, appelée *land-gemeind* ou *communauté de tout le pays*.

A Uri et Unterwald tout habitant, dès l'âge de quatorze ans, a entrée et voix délibérative dans l'assemblée générale. A Schwitz, ils ne peuvent y entrer qu'à seize ans révolus.

Ces assemblées se tiennent en rase campagne ; on y renouvelle les charges, on y procède aux élections, on y traite aussi de la paix et de la guerre.

Dans le canton d'Uri, l'assemblée générale se tient tous les ans, le premier dimanche de mai, à Bezlingen, à une demi-lieue au-dessus d'Altorf. Le peuple y forme un cercle au milieu duquel se place le landamme-régent, ou président en exercice, appuyé sur le sabre ou glaive du canton, symbole de la justice. Autour de lui sont assis les principaux chefs et officiers.

Avant d'ouvrir les délibérations, on adresse une prière au Très-Haut pour implorer son assistance. Le landamme-régent prête seul le serment attaché à sa charge, nommé *serment du pays*. Dès que le peuple a donné sa sanction aux affaires qui lui ont été proposées, le landamme-régent résigne sa charge entre ses mains, et après avoir remis à sa disposition le glaive de la justice, le sceau du canton, le code des constitutions et les clefs du trésor et des archives, il quitte sa place et va s'asseoir à la tête des anciens landammes jusqu'à ce qu'il soit confirmé, ce qui, dans les cantons de Schwitz et d'Uri, arrive presque toujours quand il n'est en charge que depuis une année. Dans celui d'Underwald, le landamme-régent ne peut exercer que pendant un an.

C'est aussi dans ces assemblées que l'on nomme aux emplois de statthalter ou vice-landamme, de trésorier et de secrétaire du pays, ou que l'on maintient ceux qui les remplissent. On y élit aussi les députés pour les diètes des cantons, ceux à envoyer aux cours étrangères, les baillis pour les bailliages allemands dont le tour pour la nomination tombe à la disposition du canton. Chacun donne son opinion en levant la main. Tout se décide à la pluralité des voix. Pour mieux juger du nombre de voix, le grand *sautier*, ou premier huissier du canton, se tient debout



avec huit autres huissiers, sur un endroit élevé, duquel ils peuvent calculer toute l'assemblée, et chaque fois que le landamme-régent nomme les prétendans, ils observent la pluralité des voix pour l'un ou pour l'autre.

Outre cette assemblée générale, on en tient encore trois autres : l'une, nommée *nach-gemeind*, commune d'après, dont le jour est déterminé par l'assemblée générale ; l'autre se tient le jour de Saint-Marc, et la troisième le jour de l'Ascension.

Pour les affaires journalières, et autres qui ne sont pas du ressort de la *land-gemeind*, on a établi plusieurs conseils. Dans le conseil appelé *boden-rath*, on décide sans appel des affaires civiles de peu d'importance et d'affaires criminelles qui ne sont pas de la première gravité. Ce conseil est composé du landamme-régent, des anciens landammes et des officiers du pays. Les affaires civiles de plus d'importance, et les causes criminelles majeures, sont portées devant le conseil du pays, *land-rath*, composé de soixante-dix membres ; le landamme-régent, le vice-landamme et les anciens landammes en font partie. Quand il s'agit d'affaires importantes qui ne sont pas du ressort du *land-rath*, mais qui n'exigent pas la convocation d'une assemblée générale, le landamme-régent convoque un *land-rath*.

double ou triple ; alors chacun des conseillers prend un ou deux assesseurs.

Il y a encore deux chambres : celle des quinze juges, présidée par le landamme-régent, et la chambre des sept, présidée par le statthalter. La première décide de toutes les causes concernant l'honneur, le bien et la justice ; la seconde décide des petits procès et des prétentions d'argent au-dessous de trente florins.

Chaque village, chaque communauté et paroisse régit, indépendamment l'un de l'autre, les intérêts de son district, et s'assemble sous la présidence du maire. Les procès que les communautés peuvent avoir entre elles sont jugés à l'assemblée générale.

La *land-gemeind* du canton de Schwitz se tient le premier dimanche d'avril, et s'assemble à Ibach, à une demi-lieue de Schwitz. Dans ce canton et dans celui d'Underwald, l'organisation des conseils et des tribunaux est la même que dans le canton d'Uri. La seule différence est dans le nombre des membres qui les composent ; ils ont les mêmes attributions.

Le canton de Schwitz se divise en six quartiers, ayant chacun un président nommé *sibner*. Ces présidens font partie du *land-rath* ; ils conservent leurs charges à vie. Trois jours avant l'assemblée générale, les six présidens avec les

chefs du canton se font rendre compte par le trésorier du pays de la recette et de la dépense des revenus publics.

Le canton d'Underwald est partagé en deux vallées, l'une supérieure et l'autre inférieure. En 1150, les habitans de ce canton en firent unanimement le partage en haut et bas Underwald. Quoique les deux vallées ne fassent qu'un seul canton pour les affaires du dehors, chacune a cependant ses officiers particuliers. Un conseil général, dont les membres sont élus dans les conseils de chaque communauté, est établi pour les affaires extérieures.

L'assemblée générale des deux gouvernemens se tient le premier dimanche d'avril; celle du Haut-Underwald à Surnem, et celle du Bas-Underwad à Wyl.

*Projets de vengeance d'Albert. Sa mort.*

L'EMPEREUR Albert fut à peine instruit par Landenberg de l'insurrection des trois cantons, qu'il résolut de leur faire sentir tout le poids de sa colère, et d'éteindre dans le sang des principaux chefs jusqu'aux dernières étincelles de cette rébellion. Aussitôt il arme ses vassaux, accourt du fond de l'Allemagne, et marche contre les confédérés : mais la mort l'arrêta au milieu de sa course. Ce monarque, se rendant à Rheinfeld, où sa

cour l'attendait, fut assassiné près de Vindisch, par Jean d'Autriche, son neveu, dont il s'obstinait à retenir l'héritage. Au passage de la Reuss, le jeune duc ayant persuadé à son oncle de laisser sa suite en arrière pour ne pas trop surcharger la barque, l'accompagna avec les barons de Wart, de Tégenfeld et d'Eschembach, qu'il avait associés à son projet, et qui, comme lui, avaient à se plaindre des injustices d'Albert. Dès qu'il fut sur la rive opposée, Jean, secondé par ses trois complices, se jeta l'épée à la main sur son oncle, qui tomba percé de coups, et expira bientôt, noyé dans son sang, entre les bras d'une femme du peuple que le hasard conduisit dans ce lieu.

*Henri, comte de Luxembourg, élu empereur.*

LORSQUE la nouvelle de l'assassinat de l'empereur se fut répandue dans l'Helvétie, on prit de tous côtés des mesures pour se mettre à l'abri des vengeances de l'Autriche. Plusieurs villes fermèrent leurs portes. Les habitans de Schwitz et d'Underwald fortifièrent les défilés de leurs montagnes, et déclarèrent aux ducs d'Autriche qu'ils étaient déterminés à rester neutres dans leurs querelles. Berne et Soleure renouvelèrent leur alliance, et déclarèrent qu'ils étaient aussi résolus à garder la plus stricte neutralité.

Cependant les enfans d'Albert firent de

vains efforts pour retenir dans leur famille la couronne impériale. Les électeurs repoussèrent Frédéric, son fils aîné, et, après six mois d'inter règne, décernèrent la couronne à Henri, comte de Luxembourg, prince sage, modéré, bienfaisant et équitable.

Ami des hommes vertueux et vertueux lui-même, le nouvel empereur savait apprécier les actions grandes et généreuses; aussi avait-il applaudi aux efforts que les confédérés avaient faits pour secouer le joug que l'injustice leur avait imposé. A peine fut-il proclamé empereur, qu'il donna aux trois cantons des marques de sa bienveillance : il confirma leurs anciens privilèges, approuva la ligue qu'ils avaient formée, ainsi que la conduite qu'ils avaient tenue envers les gouverneurs qui les avaient tyrannisés. Pouvait-il ne pas estimer un peuple qui, en défendant son indépendance, avait scrupuleusement respecté les droits et les propriétés de son oppresseur? Les trois cantons espéraient voir sous son règne leur liberté naissante s'affermir de jour en jour; mais, peu de temps après, la mort vint frapper ce prince dans une expédition qu'il fit en Italie.

*Louis de Bavière et Frédéric, duc d'Autriche, élus empereurs. Les confédérés se déclarent pour Louis.*

UN interrègne de près d'un an suivit la mort de Henri VII. Louis de Bavière et Frédéric d'Autriche, fils d'Albert, prétendaient à la couronne impériale. Les électeurs divisés les nommèrent l'un et l'autre, et ils furent proclamés, chacun par son parti. Cette double élection alluma une guerre cruelle entre les deux prétendans, à laquelle les confédérés prirent une part active. Frédéric avait pour lui la plus grande partie de la Haute-Allemagne; mais les cantons de Schwitz, d'Uri et d'Underwald ayant à se plaindre du duc d'Autriche qui, en sa qualité d'avoué héréditaire d'Ensiedlen, avait pris parti contre eux pour les moines de cette abbaye, sortirent de leur neutralité et se déclarèrent pour Louis de Bavière.

*Bataille de Morgarten.*

FRÉDÉRIC, irrité, chargea du soin de sa vengeance le duc Léopold d'Autriche, son frère. Celui-ci fit une levée extraordinaire de ses vassaux dans l'Alsace, la Souabe, l'Argovie et les autres parties de l'Helvétie qui relevaient de lui. Après avoir ordonné à ses généraux d'attaquer sur trois points différens, il s'approcha de Zug à la tête de deux divisions, vou-

*lant*, disait-il, *écraser sous ses pieds ces paysans orgueilleux*. Mais ces paysans, bravant ses menaces, surent, par leur courage, échapper au danger, et il eut bientôt à se repentir d'avoir attaqué un peuple dont les mœurs simples et la pauvreté ne devaient offrir aucun attrait à son ambition.

Les généraux des trois états, informés de la marche de Léopold, résolurent d'attaquer ce puissant ennemi. Rodolphe Reding, militaire expérimenté, affaibli par l'âge, mais qui, par son habileté et sa sagesse, méritait la confiance de ses compatriotes, leur conseilla d'occuper les hauteurs de Morgarten, poste important qui commande un défilé dans le pays de Zug. Les confédérés eurent bientôt à s'applaudir d'avoir suivi ce conseil. Dès la pointe du jour, ils découvrirent l'armée autrichienne, qui s'avancait dans le défilé entre Morgarten et le lac de Waldstœtten. Aussitôt treize cents hommes postés sur la hauteur, roulant tous à la fois d'énormes quartiers de rochers, accablèrent avec un horrible fracas la cavalerie qui formait l'avant-garde, et qui, forcée de rétrograder, porta la terreur et la confusion dans les rangs de l'infanterie qui la suivait. Dès que les troupes des trois états s'aperçoivent de ce désordre, elles fondent avec impétuosité sur l'armée impériale, et l'attaquent avec tant de valeur qu'elles la mettent en déroute, et en

font un horrible carnage. Léopold lui-même ne dut son salut qu'à un habitant du pays, qui, connaissant parfaitement les chemins, conduisit ce prince à Winterthur. L'autre attaque projetée contre les confédérés du côté d'Underwald, n'eut pas plus de succès. Le comte de Strasberg, qui s'était avancé jusque dans les vallées de ce canton, fut défait. Il reçut, en battant en retraite, une blessure à la main, perdit quelques centaines d'hommes et tout le butin qu'il avait fait pendant sa marche.

*Conduite courageuse de quelques vagabonds  
bannis des trois cantons.*

PARMI ceux qui se distinguèrent dans cette célèbre journée, et qui, par leur intrépidité, contribuèrent à la défaite de l'armée impériale, on cite quelques vagabonds bannis depuis longtemps des trois cantons. Rénus au nombre de cinquante, ils avaient fait prier le magistrat de Schwitz de leur permettre de venir mériter leur grâce en combattant pour leurs compatriotes. Quoique la faiblesse de l'armée des confédérés rendît ce secours précieux, leur demande fut rejetée. Ce refus ne rebuta point les proscrits : ils résolurent de secourir leur patrie dans un danger aussi pressant, et d'effacer, en versant leur sang pour elle, la honte de leur conduite passée. Ne pouvant avoir l'honneur de combattre dans les rangs des con-



fédérés, ils allèrent se poster sur la cime d'une des montagnes de Morgarten, et là, séparés de leurs concitoyens, ils firent tant de mal aux ennemis et se signalèrent par de si grands prodiges de valeur, qu'après la bataille ils furent reçus avec acclamâtion par leurs compatriotes.

*Pacte fédéral de Brumen.*

Aussitôt après la bataille, les confédérés envoyèrent des députés à Louis de Bavière, pour l'informer de la victoire qu'ils venaient de remporter. Il fut statué que l'anniversaire de ce grand événement serait célébré tous les ans, le samedi d'après la Saint-Martin. Dans cette fête, après une messe pour le repos de l'âme des guerriers qui avaient péri en combattant, on proclamait les noms de ceux qui s'étaient illustrés dans cette journée, devant le peuple réuni, sur les lieux mêmes qui avaient été témoins de leur valeur. Récompense bien précieuse pour des hommes qui mettaient toute leur gloire à servir leur patrie, et à mériter par là l'estime de leurs concitoyens !

Cependant les trois cantons sentirent la nécessité de renouveler l'alliance qui les unissait, et à laquelle ils devaient leur salut. Les clauses de cette union n'avaient été convenues que verbalement ; mais, après la bataille de Morgarten, ils dressèrent à Brumen le traité d'une ligue perpétuelle. Ce pacte fédéral fait le plus

grand honneur à ceux qui l'ont rédigé. On y trouve la même sagesse, la même justice et la même énergie que dans le précédent. « *Nous jurons, disent les contractans, pour nous et pour nos descendans, à perpétuité, que chacun de nous secourra ses alliés contre l'oppression, en nous armant à nos frais, au péril de nos vies et de nos biens, soit dans notre pays, soit chez l'étranger.*

Ceux qui dressèrent l'acte de cette confédération, se souvenant de ce qu'on avait eu à souffrir sous les baillis, les ducs d'Autriche, mirent tous leurs soins à ce qui avait rapport à l'administration de la justice, à la punition des délits, au maintien de l'autorité des tribunaux et à la procédure la plus propre à assurer les personnes et les propriétés. Il fut expressément défendu à toutes les communes des trois cantons de porter leurs différends devant les tribunaux qui ne seraient pas composés des juges du pays. Toutes les difficultés qui pourraient s'élever entre les cantons, devaient être soumises à des arbitres tirés de leur sein. L'observation de ce traité fut jurée solennellement par les habitans des trois cantons, et la peine de mort et la confiscation des biens furent prononcées contre ceux qui en violeraient les articles.

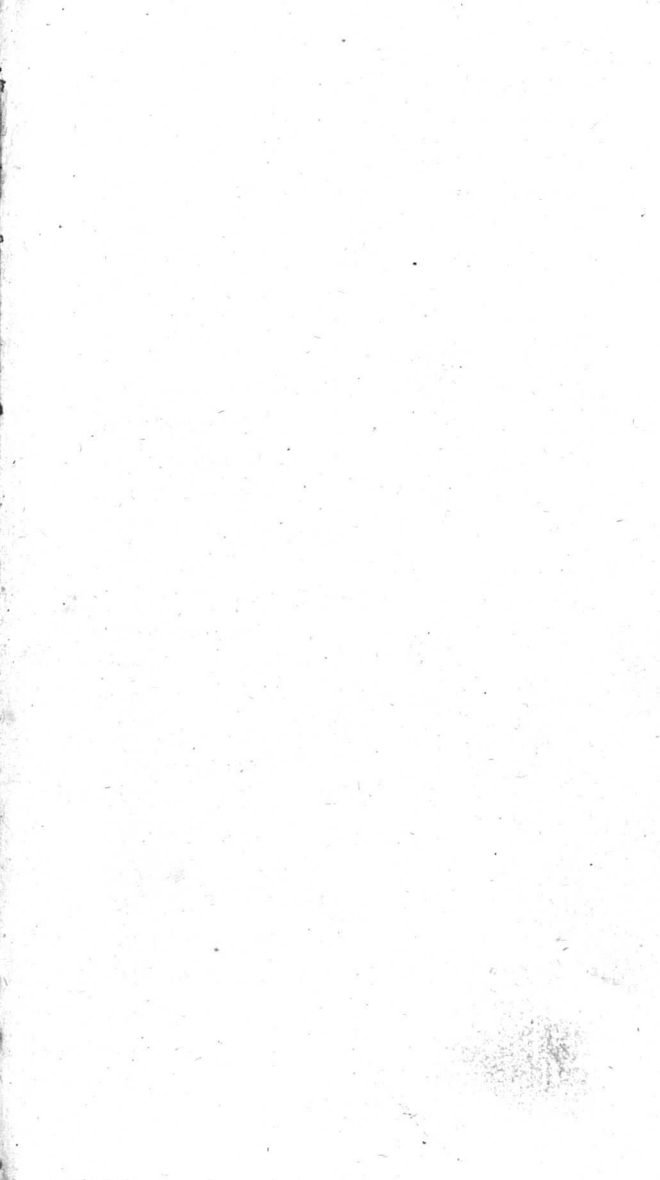
*Louis de Bavière félicite les trois cantons de leur victoire.*

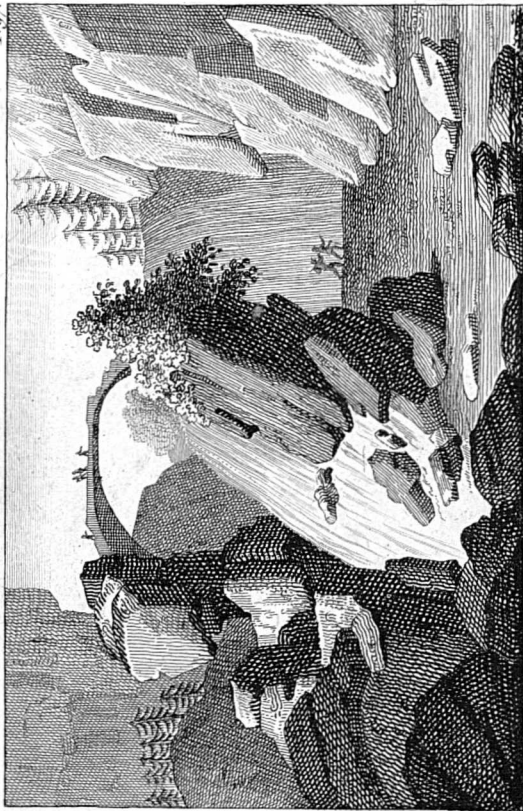
FRÉDÉRIC frémit de rage et de douleur en apprenant la défaite de ses troupes. Son rival, au contraire, fut transporté de joie quand il reçut la nouvelle de l'éclatant succès des trois cantons. Louis, persuadé que les trois états étaient pour lui des alliés sûrs et capables de le seconder contre son compétiteur, s'empressa de les féliciter de leur victoire, et se déclara hautement pour eux. Il leur envoya un diplôme par lequel il confirmait tous leurs privilèges, et ordonnait que leurs franchises leur fussent assurées dans toute leur étendue, et que les cours de justice comprises dans leur territoire, devinssent *leur propriété inaliénable*, et relevassent immédiatement de l'Empire. Il déclara enfin qu'il prenait leurs personnes, leurs biens et leurs prérogatives sous sa sauvegarde et sous celle de l'Empire. Léopold, de son côté, affaibli par ses défaites, se décida à conclure une trêve avec les confédérés, qui lui promirent de le laisser jouir des propriétés qu'il avait dans leur pays. Ce traité rétablit pendant quelque temps la paix dans ces contrées.

*Léopold investit Soleure. Générosité des habitants de cette ville.*

CEPENDANT la ville de Soleure, quoique

située au milieu des possessions autrichiennes, avait pris parti contre Frédéric. Léopold alla former le siège de cette ville, paraissant vouloir se venger sur elle de la défaite qu'il avait essuyée à Morgarten : mais cette expédition ne fut pas heureuse. Après avoir tenu la place investie pendant dix semaines, il fut forcé d'en lever le siège. La fonte des neiges, accumulées sur les montagnes de la Suisse, ayant considérablement grossi la rivière de l'Aar qui partage Soleure, l'armée de Léopold, campée sur les bords de cette rivière, se trouva dans le danger imminent d'être submergée. Un orage terrible étant survenu tout à coup, les eaux de l'Aar se débordèrent avec tant d'impétuosité, qu'elles emportèrent un pont que Léopold avait fait jeter, et qui, dans ce moment, était chargé de troupes. Ces infortunés eussent infailliblement péri sans le secours des bourgeois de Soleure. Ceux-ci, oubliant que ce sont des ennemis, accourent avec des barques et sur des radeaux. Ulrich, leur premier magistrat, les excite par son exemple. Enfin, après avoir eux-mêmes couru les plus grands dangers, ils sauvent les Autrichiens, et, loin de profiter de la triste situation où ils étaient, ils les renvoient généreusement dans leur camp. Tant de générosité désarma Léopold, qui fit sa paix avec Soleure. Plusieurs écrivains prétendent que la crainte d'être abandonné de ses soldats





*Vue de la Route d'Altorf au M<sup>o</sup> St. Gothard prise du Pont de Giffers par le Nord.*

fut le seul motif qui le détermina à lever le siège de cette ville.

*Les Confédérés assurent le passage du Saint-Gothard.*

LA confédération s'affermissait de jour en jour. N'ayant plus rien à redouter des ducs d'Autriche, les confédérés se réunirent pour rétablir et assurer le passage du Saint-Gothard. Dans l'anarchie qui suivit l'affaiblissement de l'autorité impériale, les habitans de la vallée *Leventine* ou de *Livenen*, ayant pris l'habitude de l'indépendance et de l'impunité, exerçaient un brigandage continu et gênaient le commerce. Les confédérés marchèrent contre eux, les défirent, et s'emparèrent de leurs forts qui les rendaient maîtres des passages. La ville de Côme craignant que ces redoutables voisins ne poussassent plus loin leurs conquêtes, s'empressa de leur envoyer des députés pour les apaiser. Un accommodement fut conclu entre les députés milanais et Jean d'Attinghausen, landamman d'Uri. Les confédérés obtinrent de nouveaux droits, quelque territoire, et assurèrent le passage du Saint-Gothard.

*Du Saint-Gothard. Route d'Altorf au Saint-Gothard.*

LE mont Saint-Gothard peut être regardé comme un des points les plus élevés de l'Eu-

rope ; il est plus praticable que le Saint-Bernard par les chemins qui y sont faits. Cette route est très-fréquentée par les voyageurs. On ne saurait donner trop d'éloges à l'intrépidité avec laquelle les Suisses ont surmonté les nombreux obstacles qui semblaient s'opposer à l'accès de cette montagne. Deux routes conduisent au Saint-Gothard ; celle d'Airolo et celle d'Altorf. Nous nous contenterons de donner ici une courte description de la dernière, dont la construction paraît avoir offert plus de difficultés.

En sortant du petit village d'Amstæg, on commence à monter ce qu'on nomme le Saint-Gothard en général ; le chemin devient plus roide ; on côtoie la Reuss, qui, plus resserrée, roule ses eaux dans un lit très-profond et fort escarpé. Des deux côtés du vallon, on voit tomber, en différens endroits, des torrens, des cascades, et les points de vue sont variés par de belles forêts de sapins où l'on remarque des arbres d'une hauteur prodigieuse. De l'autre côté, sur la gauche de la Reuss, est une usine dont les travaux ont cessé : on y fabriquait de l'alun et du vitriol. La Reuss s'est creusé un lit à des profondeurs incroyables ; c'est surtout lorsque l'on est arrivé sur le pont de Pfaffensprung, à une demi-lieue de Vaslen, que l'on peut mieux juger cet étonnant travail des eaux. Ce pont est à une hauteur si effrayante, que



Lorsque l'on regarde en bas, le premier mouvement est de se tenir au parapet, et le second de le quitter dans la crainte qu'il ne manque. Les environs de Vaslen sont d'une variété étonnante pour la beauté et la singularité des paysages. On remarque surtout une forêt abattue il y a quelques années par une avalanche. Ces sapins, de plus de cent pieds de long, ayant perdu leurs feuilles, le voyageur aperçoit çà et là, à travers cette énorme quantité d'arbres entrelacés de mille manières bizarres, des rocs, des eaux qui circulent autour, et qui quelquefois tombent en cascades. Après avoir passé différens ponts, la Reuss se précipite avec un bruit terrible au-dessus du *Pont du Diable*, et continue, par cascades, à rouler ses eaux écumantes en passant sous le pont.

Après avoir passé le Pont du Diable, on traverse le *Trou d'Uri*. C'est un passage souterrain taillé dans une roche de granit; il est haut de neuf pieds, large de onze, et long de trente-deux toises. On a ménagé dans le milieu une ouverture pour donner du jour. Au sortir de ce passage, le voyageur, après avoir eu long-temps sous les yeux ces objets tout à la fois sauvages et dignes d'admiration, découvre la vallée d'Urseren, plaine ouverte, riante, couverte de verdure, et arrosée par la Reuss qui, perdant sa furie, coule comme une rivière paisible. Après avoir traversé ce vallon,

on arrive au village de Hospital, au sortir duquel on monte le Saint-Gothard. Toute cette route a été faite à grands frais et avec beaucoup de soin. On a jeté des arcades en différens endroits pour joindre les rochers et faire passer les chemins par-dessus. Enfin, quand on pense aux difficultés qu'il a fallu vaincre, à ces intervalles comblés par des murailles, où on a été obligé d'employer des montagnes de pierre, on est effrayé des dépenses que ces travaux ont exigées, du temps qu'il a fallu pour construire tous ces ponts, tous ces chemins élevés à des hauteurs incroyables et sur des précipices affreux. En voyant les moyens ingénieux qu'on a employés pour ménager les communications, pourrait-on ne pas admirer une nation dont le courage et la persévérance ont su vaincre tant d'obstacles et rendre ces chemins praticables?

*Les trois Cantons admettent Lucerne dans la Confédération.*

LES confédérés, en assurant le passage du Saint-Gothard, avaient rendu au commerce toute son activité, et mérité par là l'estime et la reconnaissance de leurs voisins. Bientôt après, l'accession de Lucerne à la ligue des trois cantons, donna plus de relief encore à la confédération, et en augmenta la force intérieure et la considération au dehors. Depuis

long-temps Lucerne, libre par ses droits et sa constitution, souffrait impatiemment le joug que lui imposait la maison d'Autriche, à laquelle elle avait été cédée par l'abbé de Murbach, malgré les traités exprès qui la déclaraient inaliénable. Les succès étonnans des confédérés, leur victoire de Morgarten, ne firent qu'accroître le désir que les Lucernois avaient déjà, et leur inspirèrent la résolution de se soustraire à l'oppression et de recouvrer leur indépendance. De nouvelles vexations de la part des ducs d'Autriche, leur offrirent bientôt l'occasion de secouer un joug qui leur était si odieux.

Ces princes, toujours animés contre les confédérés, défendirent aux Lucernois de recevoir dans leurs marchés aucun des habitans des trois cantons. Lucerne vit alors tomber son commerce, et, pour comble de malheur, fut changée en une place d'armes par les ducs d'Autriche, qui forcèrent les habitans à un service militaire et les surchargèrent d'impôts. En vain le sénat, touché de l'état déplorable auquel on avait réduit la patrie, les supplia-t-il de rétablir l'ancienne communication entre Lucerne et les pays voisins; en vain protesta-t-il contre le despotisme auquel on voulait le soumettre : ses représentations furent mal reçues, et ses députés traités avec la hauteur la plus insultante.

Au reste, les magistrats de Lucerne connaissaient trop bien le duc d'Autriche pour n'avoir pas prévu le peu de succès de sa démarche. Aussi négocièrent-ils, à l'insu de ce seigneur, avec les trois cantons, un traité par lequel il fut convenu que pendant vingt ans les confédérés et les Lucernois vivraient en paix, assureraient les uns envers les autres la sûreté du commerce; enfin, que, sans avoir égard à la défense injuste du duc d'Autriche, les foires et marchés de Lucerne seraient fréquentés comme auparavant par les habitans des trois cantons.

A peine ce traité fut-il rendu public, que le duc d'Autriche résolut de s'en venger. N'osant pas employer la voie des armes, il eut recours à des moyens qui, en révélant sa faiblesse, ne servirent qu'à augmenter la haine que les Lucernois lui portaient. Dans tous les pays il se trouve de ces âmes viles dont l'intérêt est le seul mobile, et qui pour de l'or commettraient les crimes les plus affreux : ce fut parmi les hommes de cette trempe que le duc d'Autriche n'eut pas honte de choisir ses vengeurs. Quelques habitans de Lucerne, des familles les plus anciennes, mais les plus pauvres, furent aisément corrompus par l'or de ce prince. Ces mauvais citoyens tâchèrent d'introduire dans Lucerne assez de troupes autrichiennes pour s'emparer de la ville : mais

la vigilance des bourgeois fit échouer leur entreprise. Le sénat méprisa assez les auteurs de cet attentat pour ne pas les punir. Ceux-ci, enhardis par l'impunité, ne tardèrent pas à tramer un nouveau complot.

La découverte de la conspiration ne fit pas renoncer le duc d'Autriche à ses prétentions et à ses projets de vengeance. Il interdit aux Lucernois toute communication avec ses sujets, confisqua les propriétés qu'ils avaient dans ses états, et les tint long-temps investis dans leur ville. Mais que pouvaient des troupes mal payées, des assiégeans qui n'avaient ni les connaissances, ni les machines nécessaires pour un siège, contre des hommes défendus par de fortes murailles, et animés par l'amour d'une liberté nouvelle?

Désespérant de les forcer dans l'enceinte de leurs murs, le duc eut recours aux moyens odieux qui lui avaient déjà si peu réussi. Les partisans qu'il avait dans Lucerne ourdirent, à son instigation, la plus criminelle des trames : ils résolurent de mettre le feu en même temps aux différens quartiers de la ville, se proposant de profiter de la confusion que causerait l'incendie pour égorger les sénateurs, et ouvrir les portes aux troupes autrichiennes. Cette conspiration fut découverte, et les conjurés furent arrêtés à l'instant même où ils allaient l'exécuter.

Les Lucernois, irrités des moyens qu'employait pour les réduire la haine de leur ennemi, et aidés par les confédérés, portèrent leurs armes dans ses états; cependant, le danger qu'ils venaient de courir les engagea à demander aux trois cantons que leur alliance avec eux fût perpétuelle. Les confédérés savaient trop bien apprécier le courage des Lucernois et leur amour pour la liberté, pour ne pas accéder à leur demande. Lucerne devint ainsi le quatrième canton. Le nouveau traité fut aussitôt négocié que proposé. On n'y oublia point les principes de justice que les confédérés avaient respectés en pareille circonstance. Loin de chercher à se venger du duc d'Autriche, les Lucernois maintinrent, en faveur de ce seigneur et de ses descendans, les droits utiles et honorifiques de l'abbaye de Murbach. Le sénat de Lucerne, à la sollicitation des trois cantons, fit grâce aux auteurs de la dernière conspiration. Cet acte de clémence les fit rentrer dans le devoir, et sauva l'honneur de plusieurs familles distinguées.

Bientôt après, les ducs d'Autriche, fatigués de la guerre, consentirent à soumettre la querelle à l'arbitrage des magistrats de Zurich, de Berne et de Bâle, et de s'en rapporter à leur décision : ceux-ci confirmèrent l'alliance de Lucerne avec les trois cantons. Les libertés et franchises des confédérés furent reconnues.

Lucerne se vit ainsi en possession de tout ce qu'elle avait demandé.

*Lucerne. Son antiquité. Forme de son gouvernement.*

LUCERNE est très-ancienne. C'est une ville de grandeur médiocre, bâtie en amphithéâtre sur les bords du lac de Lucerne, l'un des plus vastes de la Suisse. Une vieille tour qui s'élève au milieu des eaux, et qui, sans doute, a servi de phare aux navigateurs, a fait croire à quelques étymologistes qu'elle tirait son nom du mot latin *lucerna*. Cette ville fut redevable de ses premiers accroissemens à un monastère qui en portait le nom, *Monasterium Lucernæ*. Pepin ayant fait donation de ce couvent, et conséquemment de la ville, à l'abbaye de Murbach, en Alsace, Lucerne resta sous la domination de cette abbaye jusqu'en 1291, époque à laquelle l'abbé la vendit à l'empereur Rodolphe.

Le gouvernement est aristocratique. L'autorité suprême réside dans un conseil de cent personnes, choisies dans les familles patriciennes. Trente-six conseillers, pris du nombre des cent, forment le petit conseil : ce petit conseil existait sous la domination de l'abbaye de Murbach ; ses attributions étaient, comme aujourd'hui, de veiller à la police et aux privi-

lèges des citoyens. Toute affaire qui excède son pouvoir est portée devant le grand conseil ou sénat. Le grand conseil a seul le droit de faire les lois nouvelles, d'abroger les anciennes, de décider des ambassades ; il est juge criminel en dernier ressort. Quand il s'agit de faire la paix, de déclarer la guerre, de former des alliances ou d'établir des impôts, tous les citoyens sont consultés et ont droit de suffrage. Il n'y a point d'âge fixé pour le grand ni pour le petit conseil ; mais un candidat n'est admissible qu'autant qu'il a atteint l'âge de puberté. La justice civile, l'administration de l'économie publique et des différens départemens de police civile et militaire, sont confiées à divers comités subordonnés aux conseils.

Les premières dignités de l'état sont celles des deux avoyers, vieille expression qui signifie avoué, défenseur : ces deux magistrats exercent alternativement la magistrature pendant un an. Leur dignité est à vie ; ils sont cependant obligés d'abdiquer après une année d'exercice ; mais ils sont continués après un an de repos, à moins qu'ils n'aient démerité. Après ces magistrats, les deux *panner-herren* ou *bannerets*, le *venner*, ou l'enseigne de la ville, et les trésoriers, sont les officiers les plus distingués de l'état. Le petit et le grand conseil élisent les avoyers, les bannerets et le venner ;



le petit conseil nomme le trésorier : chaque avoyer a un lieutenant, *stadhalter*, qui, en son absence, en exerce toutes les fonctions.

Le territoire du canton de Lucerne est d'environ quinze lieues de long sur sept ou huit de large. Sa population peut être évaluée à cent mille âmes, dont vingt-quatre mille hommes en état de porter les armes, depuis 16 jusqu'à 70 ans.

*Rodolphe Brun change la constitution politique de Zurich.*

LA guerre civile et l'anarchie menaçaient alors l'Empire. Pour assurer leur tranquillité, plusieurs villes, telles que Bâle, Zurich et Saint-Gall, se liguèrent entre elles, promettant de se secourir mutuellement contre quiconque oserait les attaquer. Les grands ne virent pas sans effroi ces associations, qui pouvaient leur devenir funestes, et qui, en augmentant la confiance et la force des villes, inspiraient à la bourgeoisie une nouvelle ardeur pour s'affranchir de la domination de la noblesse. Zurich fut la première à en donner l'exemple. L'administration de cette ville était entre les mains d'un sénat composé de trente-six membres, dont douze nobles et vingt-quatre bourgeois choisis dans les familles les plus distinguées. L'autorité de ces magistrats était souveraine et presque absolue.

Cependant le peuple, enrichi par son industrie, devint de jour en jour moins soumis à ses magistrats ; bientôt il les accusa de vendre la justice , et de dissiper les revenus de l'état. Rodolphe Brun, chevalier et sénateur, homme d'un caractère ambitieux et turbulent, et qui, par ses manières populaires, s'était acquis un grand crédit parmi le peuple, encouragea les mécontents , et leur persuada facilement que Zurich serait mieux gouvernée par l'assemblée générale des bourgeois, que par des particuliers livrés aux plaisirs et enorgueillis de leurs richesses. Il n'eut pas de peine à ranger dans son parti ceux qui se plaignaient d'avoir été mal jugés , ceux qui n'aimaient pas à payer les impôts , et les hommes turbulens , ennemis déclarés de tout ordre établi , qui ne désirent les révolutions que pour augmenter leur puissance et leur fortune. Réunis sous un chef, ils ne tardèrent pas à se soulever contre les sénateurs , qui, manquant de fermeté et de prudence, s'enfuirent consternés. Aussitôt le gouvernement fut dissous. Les sénateurs furent sommés de venir rendre compte de leur conduite : ceux qui obéirent à cette sommation furent condamnés à de grosses amendes et à l'exil ; les autres furent impitoyablement condamnés à mort, et leurs biens furent confisqués. Rodolphe Brun triomphait ; mais son ambition n'était pas satisfaite : elle le fut bien-

tôt. Toute l'autorité lui fut confiée jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement. Il fut nommé bourgmestre, et tous les bourgeois s'engagèrent par serment à lui obéir dans tout ce qui ne serait pas contraire aux droits de l'Empire. Pour augmenter son crédit, que jusqu'alors il avait établi sur la faveur du peuple, Rodolphe eut soin, en réformant le gouvernement, de lui donner des lois favorables à la démocratie. C'est donc à lui que Zurich fut redevable de sa nouvelle constitution, qui, à peu de chose près, s'est conservée intacte jusqu'à nos jours.

#### *Nouvelle constitution de Zurich.*

LA forme du gouvernement de ce canton tient de l'aristocratie et de la démocratie ; cependant, depuis l'ascendant que les tribus paraissent avoir pris à la suite de la guerre civile de 1712, elle penche plus vers la constitution populaire. Le gouvernement actuel est formé d'un petit et d'un grand conseil, dont les membres, au nombre de deux cent douze, y compris les deux bourgmestres, sont choisis dans les tribus.

Le corps de la bourgeoisie est partagé en treize tribus : la première, celle de *Constafel*, comprend les nobles et les bourgeois d'une fortune aisée ; les autres comprennent les artisans, et portent le nom du métier de ceux qui

en font partie. Tout bourgeois doit faire partie d'une tribu. Chaque tribu a une maison particulière pour tenir ses assemblées, et des revenus attachés à son ressort.

Le pouvoir suprême réside dans le grand et le petit conseil réunis ; on les appelle communément *les deux-cents de la ville de Zurich*. Ils prononcent sur les affaires majeures, règlent les impôts, donnent le droit de bourgeoisie aux étrangers, nomment aux charges de la ville et aux bailliages du canton, et font la paix et la guerre, suivant la constitution fondamentale de l'état renouvelée en 1713.

Le petit conseil est composé de cinquante membres, au nombre desquels sont les deux bourgmestres et six conseillers de la tribu de Constafel, dont quatre portent le nom de *seigneurs de Constafel*. Pour entrer dans le petit conseil, il faut auparavant être membre du grand. Les conseillers du petit conseil, à l'exception des quatre seigneurs de Constafel, sont élus par le petit et le grand conseil qui nomment aussi les deux bourgmestres, les conseillers, les quatre stadhalter et les deux trésoriers ; mais les vingt-quatre tribuns et les quatre seigneurs de Constafel sont choisis par leurs tribus respectives. Pour faire partie du grand conseil, tout citoyen doit avoir atteint l'âge de trente ans, et ce n'est qu'à trente-six que l'on peut entrer dans le petit.

Le petit conseil est partagé en deux sections qui alternent entre elles : chaque section, présidée par un bourgmestre, est composée de vingt-cinq membres ; l'une entre en exercice avant la Saint-Jean d'été, et est remplacée par l'autre avant la Saint Jean d'hiver. Les membres qui entrent en charge se nomment *conseillers nouveaux*, et ceux qui en sortent, sont appelés *anciens conseillers*. Les nouveaux conseillers nomment seuls parmi eux les trois gardes du grand sceau de la ville et de la bannière, et deux assesseurs pour l'examen des affaires criminelles. Les anciens conseillers peuvent assister à toute la procédure ; mais la décision de ces affaires appartient aux nouveaux conseillers.

Les deux bourgmestres exercent alternativement pendant six mois. Celui qui doit entrer en charge est élu de nouveau par le petit et grand conseil.

Les autres chefs de l'état sont les deux trésoriers et l'administrateur - général des biens d'église sécularisés. Ces sept chefs, réunis aux deux bourgmestres et à trois membres du petit conseil, forment un conseil secret devant lequel sont portées les affaires les plus importantes de l'état. Ce conseil a voix délibérative, mais il n'a pas le droit de conclusion. Ces affaires sont, en outre, délibérées dans le grand et le petit conseil.

Outre le grand et le petit conseil, on compte encore à Zurich six chambres, tant pour l'administration des finances que pour la police civile et militaire, et plusieurs tribunaux et commissions pour ce qui regarde les bâtimens, les fortifications, les lacs, les forêts, les grands chemins, en un mot, ce qui sert à l'avantage général de l'état.

*Conspiration contre Zurich. Accession de cette ville à la confédération.*

CONFIRMÉ par Louis de Bavière, Rodolphe Brun voyait son autorité s'augmenter de jour en jour. Ses innovations éprouvèrent cependant des obstacles, auxquels il aurait bien dû s'attendre, et il eut recours à la terreur pour affermir sa puissance. Le pouvoir donné au peuple par la nouvelle constitution, blessa l'orgueil des nobles : ils se plainquirent hautement, et avec d'autant moins de ménagement qu'ils se sentaient appuyés par la maison d'Autriche, toujours animée contre Zurich. Le comte Jean de Habsbourg, seigneur de Lauftembourg, fut celui qui s'empressa le plus de prendre le parti des sénateurs exilés. Après avoir déclaré qu'il renonçait au droit de bourgeoisie, que l'ancien gouvernement de Zurich lui avait accordé, il en vint à des hostilités, remporta quelques avantages sur les Zuricois, et fut tué dans un combat avec cent cinquante des siens.

Les sénateurs exilés ne furent point découragés par la mort de leur protecteur ; mais se sentant trop faibles pour tenter le sort des armes, ils tramèrent une conspiration qui , si elle eût réussi, eût fait rentrer pour jamais la ville de Zurich sous la domination de ses anciens maîtres. Tous les nobles , dont Brun avait confisqué les biens ou fait périr les parens, et plusieurs grands seigneurs du voisinage , entrèrent dans le complot : on y remarquait Jean de Habsbourg, qui brûlait de venger la mort de son père , Ulrich de Bonstetten, cousin du comte, et Berenger, dont Brun avait dévasté le château. Le nombre des conjurés se monta bientôt à sept cents hommes. La conspiration fut découverte au moment de l'exécution. Brun fit sonner le tocsin ; aussitôt les bourgeois prirent les armes , et fondirent sur les conjurés, qui, déconcertés de cette attaque imprévue, se sauvèrent à la faveur des ténèbres ; quelques-uns périrent les armes à la main. Dès que le jour parut , tous les conjurés qui furent découverts furent livrés au supplice : le comte de Habsbourg et Bonstetten, qui avaient été faits prisonniers, furent épargnés ; on leur fit grâce de la vie ; mais ils furent jetés l'un et l'autre dans une prison , et leurs terres confisquées au profit de la république. Brun ne borna pas là sa vengeance : il alla assiéger Rapperschwyl , qui avait pris

parti contre lui, par obéissance et par affection pour le comte de Habsbourg, son seigneur. Cette ville, dans l'espoir d'être épargnée, s'empressa de lui ouvrir ses portes ; mais le féroce bourgmestre, après avoir fait désarmer les habitans, en transporta une partie à Zurich pour lui servir d'ôtages, chassa les autres de leurs maisons, quoique l'on fût au milieu de l'hiver, et livra la ville aux flammes : cruauté inouïe, et qu'aucun motif ne saurait excuser.

Le duc d'Autriche ne pouvait voir avec indifférence la ruine du comte de Habsbourg, son parent et son vassal. Déterminé à le venger, il fit, pour y réussir, des préparatifs formidables. Les Zuricois, trop faibles encore pour résister à un ennemi aussi puissant, prirent, pour conjurer l'orage qui allait fondre sur eux, le seul parti qui leur restât : ils demandèrent à être reçus dans la ligue des quatre cantons. Leur proposition fut accueillie, et le traité fut conclu au mois de mai 1351. Dans ce traité, qui renferme, à peu de chose près, les mêmes conditions que les précédens, les confédérés cédèrent la préséance à ce nouvel allié, qui la conserve encore et tient le premier rang entre les états qui composent la confédération helvétique. Après la révolution qui venait de se faire dans son gouvernement, Zurich était loin d'être tranquille ; cette ville fut encore long-temps agitée par des troubles et des guer,



res. Mais nous croyons devoir en interrompre le récit pour placer ici des événemens non moins importans, et qui se passèrent à Berne avant l'accession de Zurich à la confédération.

*Berne. Ligue de la noblesse contre cette ville.*

*Guerre de Laupen.*

BERNE, qui, dans l'origine, ne possédait ni territoire ni banlieue, était parvenue, à la faveur d'une politique sage et soutenue, et surtout par la valeur de ses habitans, à augmenter sa puissance. Entourée de gentilshommes toujours en querelle pour le sujet le plus léger, elle prenait le parti qui lui paraissait le plus convenable à ses vues, et gagnait toujours dans ce désordre quelques possessions qu'elle ne manquait jamais de s'assurer quand le différend était terminé. Les Bernois avaient pour chefs des hommes prudents dans les conseils, et infatigables à la guerre. Une jeunesse avide de gloire et bien disciplinée, s'empressait, au premier signal, de se ranger sous leur bannière, et un grand nombre d'amis et d'alliés étaient toujours prêts à les défendre contre les entreprises des seigneurs leurs voisins.

Berne, en étendant sa puissance, vit augmenter le nombre de ses ennemis. Jaloux de ses accroissemens, ils formèrent le projet d'abattre sa grandeur et d'enchaîner sa liberté. La situation de cette ville était d'autant plus

critique, qu'elle comptait au nombre de ses ennemis Louis de Bavière, qu'elle avait refusé de reconnaître pour empereur. Ce prince se mit à la tête de la ligue, bien résolu de détruire une ville désobéissante, dont les sentimens républicains menaçaient la tranquillité des princes voisins.

L'armée des princes alliés était nombreuse, et la ruine de Berne paraissait inévitable ; mais l'événement fit voir ce que peuvent des hommes aguerris et armés pour la défense de leurs foyers, contre des mercenaires levés à la hâte. Les braves citoyens de Berne, sans se laisser intimider, résolurent de vaincre ou de périr. Ils se préparèrent donc à la plus vigoureuse résistance, décidés cependant à écouter les propositions de leurs ennemis, pourvu qu'elles fussent équitables : ces prétentions leur paraissant trop exagérées, ils se déterminèrent à repousser la force par la force.

L'armée des princes alliés, commandée par le comte Rodolphe de Nydau, commença ses opérations par le siège de Laupen, ville médiocre, mais bien fortifiée, et dont le sort pouvait décider de celui de Berne. Les Bernois, résolus de tout sacrifier pour défendre leur alliée, y avaient jeté six cents hommes d'élite sous les ordres de l'avoyer Bubenbergh et du banneret Mulheren. Des renforts considérables augmentaient chaque jour l'armée des sei-

gneurs. Berne, de son côté, sollicita le secours de ses alliés : Soleure, le pays d'Hasli, le Bas-Simenthal, et les cantons d'Underwald, d'Uri et de Schwitz s'empressèrent de voler à sa défense. Les Bernois confièrent le commandement de l'armée à Rodolphe d'Erlach, et lui donnèrent une autorité illimitée. La bannière de la ville lui fut remise au milieu des applaudissemens de toute l'armée : ce brave chevalier, digne fils d'Ulrich qui, autrefois, avait commandé les Bernois avec tant de gloire, justifia bientôt, par son intrépidité, le choix que ses concitoyens avaient fait de lui.

Persuadés que ce n'était qu'en frappant un coup hardi qu'ils pourraient défaire un ennemi trop confiant dans la supériorité de ses forces, et que pour le vaincre il falloit l'étonner, les Bernois et leurs alliés se mirent en marche, arrivèrent à l'entrée de la nuit près de Laupen, et, le lendemain à midi, prirent position sur une éminence d'où ils pouvaient découvrir l'armée ennemie et observer tous ses mouvemens. Les princes alliés qui, comptant sur le succès de leur expédition, vivaient dans leur camp dans la sécurité la plus parfaite, furent surpris à la vue des Bernois qu'ils ne croyaient pas en si grand nombre. Ils coururent aux armes, et les deux armées se rangèrent en bataille. D'Erlach confia aux cavaliers de Soleure et aux guerriers des trois can-

tons le poste le plus périlleux , qu'ils avaient demandé avec instance. Il les charge de faire face à la cavalerie ennemie. Quant à lui , il se place au centre de sa petite armée , prêt à se porter partout où le danger serait le plus imminent. L'événement prouva bientôt la sagesse de cette disposition. Le signal donné , les braves alliés de Berne s'avancent en bon ordre, roulent devant eux des chariots armés de faux, lancent une grêle de pierres sur la cavalerie ennemie , et rétrogradent jusqu'au pied d'une colline d'où ils pouvaient combattre avec plus d'avantage. Ce mouvement effraye l'arrière-garde bernoise, composée de milices peu aguerries : elle lâche pied. C'en était fait des confédérés ; la victoire allait se déclarer pour l'armée des seigneurs, quand le brave d'Erlach , à la tête de son corps de réserve , repousse l'infanterie ennemie , et prévient ainsi une déroute générale. Cependant , les braves auxiliaires des cantons soutenaient avec une admirable fermeté le choc de la cavalerie des seigneurs ; bientôt, secondés par d'Erlach et sa troupe , ils la pressent avec vigueur , et la forcent à faire précipitamment sa retraite. Dès ce moment la déroute fut complète. Le comte de Nydau et plusieurs autres seigneurs périrent sur le champ de bataille ; ce combat, qui ne dura pas deux heures , coûta aux princes alliés quinze cents cavaliers et trois mille fantassins. La perte des

Bernois fut peu considérable. Après avoir poursuivi les fuyards, les vainqueurs, réunis sur le champ de bataille, rendirent grâce au ciel de la victoire qu'ils venaient de remporter, et renouvelèrent l'alliance qui les unissait.

Cette victoire ne termina pas la guerre. Les Bernois, maîtres de la campagne, firent des courses jusqu'aux portes de Fribourg, et réduisirent en cendres le plus considérable de ses faubourgs, pour punir cette ville du zèle qu'elle avait montré dans cette circonstance en faveur des princes alliés. Cependant, peu de temps après, Berne consentit à entrer en arrangement avec ses ennemis, et, pendant sept ou huit ans, la Haute - Allemagne jouit des douceurs de la paix.

*Nouvelles tentatives du duc Albert contre Zurich.*

LE duc Albert n'avait pas renoncé à l'espoir de se venger des Zuricois. Suivi d'une armée nombreuse, il vint leur demander satisfaction du traitement fait au comte Jean de Habsbourg, les somma de lui rendre ses biens et sa liberté, les menaçant, en cas de refus, de les écraser sous les ruines de leurs murs renversés : pour toute réponse les Zuricois se préparèrent à une vigoureuse défense. A la première nouvelle du danger qui menaçait Zurich, les confédérés y avaient envoyé une troupe aguer-

rie et accoutumée à vaincre. A l'aide de ce secours, les Zuricois firent de fréquentes sorties sur les troupes d'Albert et lui tuèrent beaucoup de monde. Désespérant de les réduire par la force des armes, Albert eut recours aux négociations. Ce moyen lui aurait peut-être réussi, s'il eût eu affaire à un peuple plus faible et moins jaloux de son indépendance. Les Zuricois et leurs alliés, séduits d'abord par l'espoir d'obtenir la paix, avaient consenti à remettre la décision de leur cause à quatre arbitres, avec la clause expresse qu'Agnès, reine de Hongrie, proche parente d'Albert, prononcerait définitivement sur le jugement qui serait porté. Les Zuricois n'eurent pas à s'applaudir d'avoir aussi facilement accédé aux propositions d'Albert ; leur confiance fut cruellement trompée : les arbitres prononcèrent une sentence très-partiale en faveur du duc, et la reine Agnès la confirma. Indignés, en voyant le piège tendu à leur bonne foi, les confédérés refusèrent de se soumettre à cette sentence injuste, et, déterminés à défendre leurs privilèges, ils reprirent les armes, remettant à leur épée le soin de décider la querelle.

*Glaris. Accession de ce pays à la confédération.*

*Forme du gouvernement de ce canton.*

LES habitans du pays de Glaris, hardis guerriers, et attachés à leurs privilèges, souf-

faient avec d'autant plus d'impatience la domination de la maison d'Autriche, qu'avant d'être assujettis par l'empereur Albert, ils avaient goûté les douceurs de l'indépendance. Au lieu de se les attacher, en les traitant avec indulgence, les ducs d'Autriche les regardaient comme des hommes grossiers et faits uniquement pour la plus dure servitude. Ils leur avaient ôté leurs *landammans* pour mettre à leur place un bailli qui, retiré dans le château-fort de Nœfels et toujours entouré de soldats, tyrannisait impitoyablement les habitans. Dans la guerre qu'il allait faire contre Zurich, Albert leur ordonna de venir se ranger sous ses drapeaux. Les Glaronnais, fatigués de la tyrannie des seigneurs autrichiens, saisirent cette occasion pour défendre leurs droits et tâcher de recouvrer ceux que l'injustice leur avait fait perdre. Ils refusèrent d'obéir. Albert ne doutant pas qu'ils ne voulussent se dérober à son joug, ordonna à un corps de troupes de pénétrer dans leur vallée; mais il avait été prévenu par les confédérés. Ceux-ci, pour mettre leurs frontières à l'abri de l'invasion des Autrichiens, avaient résolu de s'emparer de ce pays. Ils y étaient entrés à main armée et s'en étaient rendus maîtres, sans coup férir. Les habitans les avaient reçus plutôt comme des libérateurs que comme des conquérans. Les Glaronnais demandèrent et furent reçus à en-

trer dans leur alliance, et joignirent une partie de leurs guerriers à ceux des cantons pour voler à la défense de Zurich. Bientôt ils donnèrent à leurs nouveaux alliés une preuve de leur courage.

Walter de Stadion, général du duc d'Autriche, conformément aux ordres qu'il en avait reçus, ayant osé pénétrer, quoique dans l'hiver dans la vallée de Glaris, les Glaronnais lui firent payer bien cher sa témérité. Ils allèrent à sa rencontre, attaquèrent ses soldats avec intrépidité, les taillèrent en pièces, le tuèrent lui-même, et s'emparèrent du château de Nœfels. Cette victoire resserra les liens qui unissaient les confédérés aux Glaronnais. Ceux-ci furent reçus solennellement dans la confédération helvétique, et Glaris devint le sixième canton. Le traité ne fut cependant pas le même que ceux dont nous avons parlé. Les cantons ne s'engagèrent à maintenir les privilèges de Glaris, qu'autant que ce canton paraîtrait avoir besoin de leurs secours, et il ne pouvait, sans leur aveu, contracter une alliance étrangère.

Les habitans de ce pays, rendus à l'indépendance, adoptèrent, pour leur gouvernement, la forme démocratique. Elle s'y est conservée jusqu'à nos jours : elle est exactement la même que celle des cantons de Schwitz, d'Uri et d'Underwald.



*Roger Manesse et Jean Stuchi sauvent l'armée  
de Zurich.*

Cependant les vassaux du duc Albert avaient recommencé les hostilités et faisaient des incursions sur le territoire de Zurich. Un corps de cavalerie antrichienne, cantonné dans les environs de Baden, étendait ses courses jusqu'aux portes de la ville. Les Zuricois, fatigués de ces hostilités, résolurent de surprendre et d'enlever cet ennemi incommode. Dans cette intention, Rodolphe Brun sortit à la tête de quinze cents hommes d'élite, s'avança du côté de Baden, ravagea la campagne, détruisit les grains et brûla un des faubourgs, sans que la cavalerie qui, à son approche, s'était retirée dans la ville, osât en sortir. Après cette expédition, les Zuricois, triomphans et chargés de butin, reprirent le chemin de leur ville. Mais, dans leur retraite, ils furent attaqués par des forces supérieures commandées par Berrard d'Ellerbach, qui s'était embarqué près de Tæt-wyl. Effrayé d'une attaque aussi imprévue, Rodolphe Brun, bien moins propre à la guerre qu'à l'intrigue, abandonna lâchement sa petite armée, et chercha son salut dans la fuite. Si l'armée eût suivi son exemple, elle eût été taillée en pièces. Mais Roger Manesse et Jean Stuchi, officiers Zuricois, par leur courage et leur présence d'esprit, la sauvèrent d'une perte

certaine. Ils persuadèrent à leurs compatriotes que Brun ne fuyait pas, mais qu'il allait au-devant des secours qu'on leur envoyait de Zurich. Ce mensonge eut tout le succès qu'ils pouvaient en attendre. L'espoir d'être secourus ranima le courage des Zuricois. Aussitôt Roger Manesse se met à leur tête, marche fièrement aux Autrichiens, les attaque avec impétuosité, les poursuit jusque sous les murs de Baden, et leur arrache une victoire qui déjà leur semblait assurée. Il retourne ensuite à Zurich, y rentre à la tête de l'armée qu'il a sauvée, faisant porter devant lui six bannières dont il s'est emparé.

*Zug. Accession de cette ville à la Confédération.  
Forme du gouvernement de ce canton.*

ZUG, place située entre Zurich et Schwitz, était un poste très-important pour les ducs d'Autriche. La ville était bien fortifiée et avait une garnison nombreuse qui faisait de fréquentes incursions sur le territoire du canton; vassale de la maison d'Autriche, elle avait pris part à la guerre qu'Albert faisait à Zurich et à ses alliés. Les confédérés, lassés des dommages qu'ils ne cessaient d'en éprouver, prirent la résolution de s'emparer de cette forteresse. Peu de jours après, six cents Zuricois et deux mille hommes des autres cantons se mirent en marche pour en former le siège. Les habitans des campagnes les reçurent comme

des libérateurs; mais la ville, dans laquelle il y avait beaucoup de noblesse et de bourgeois dévoués à la maison d'Autriche, refusa d'ouvrir ses portes. Les bourgeois de Zug comptaient beaucoup sur la garnison; cette troupe, plus accoutumée à piller qu'à supporter les fatigues d'un siège, n'osa pas en affronter les dangers et abandonna la ville. Livrés à leurs propres forces, les habitans prirent la généreuse résolution de se défendre eux-mêmes. Ils opposèrent en effet, pendant quinze jours, la plus vigoureuse résistance; mais la valeur et l'opiniâtreté des assiégeans et le manque de vivres les forcèrent à capituler. Ils demandèrent une trêve, et obtinrent des confédérés d'envoyer des députés à Albert, pour l'informer de leur situation et le prier de les secourir. Les députés de Zug se rendirent donc sans délai auprès d'Albert. Ce prince, les écoutant à peine, leur dit qu'ils pouvaient se retirer, et que *tout ce que les rebelles pourraient prendre serait bientôt repris*. L'accueil fait à leurs concitoyens excita l'indignation des habitans de Zug. Regardant la réponse qui leur avait été faite comme une déclaration d'abandon de la part du duc, ils ouvrirent leurs portes à l'armée des confédérés, sous la seule condition qu'ils seraient admis dans la confédération. Les cantons accédèrent à leur demande, et ce traité d'alliance fut signé le 22 juin 1352.

Zug devint ainsi le septième canton. Son gouvernement n'est absolument ni aristocratique, ni démocratique. Ce canton est partagé en neuf communautés. Quatre seulement ont le droit d'être membres de l'état ; ce sont celles de Zug, Bar, Menzingen et Ageri. Les habitans des cinq autres sont sujets. Ils ont cependant quelques privilèges dont ils se montrent fort jaloux. Un des privilèges dont jouit chacune de ces communautés, est de désigner, parmi les habitans de Zug, celui qu'elle veut pour bailli.

Le pouvoir suprême réside dans les quatre premières communautés. Tous les ans, au premier dimanche de mai, les habitans en état de porter les armes s'assemblent pour délibérer sur les affaires les plus importantes de la république. C'est à cette assemblée qu'appartient la puissance législative. La régence est confiée à quarante sénateurs. Le landamman est élu par tous les membres de la république assemblés. Il exerce la magistrature pendant deux ans, s'il est externe, et pendant trois, s'il est bourgeois de la cité. Ce terme expiré, il reprend dans la société le même rang qu'il occupait avant son élection.

*Accession de Berne à la confédération. Mœurs de ses habitans.*

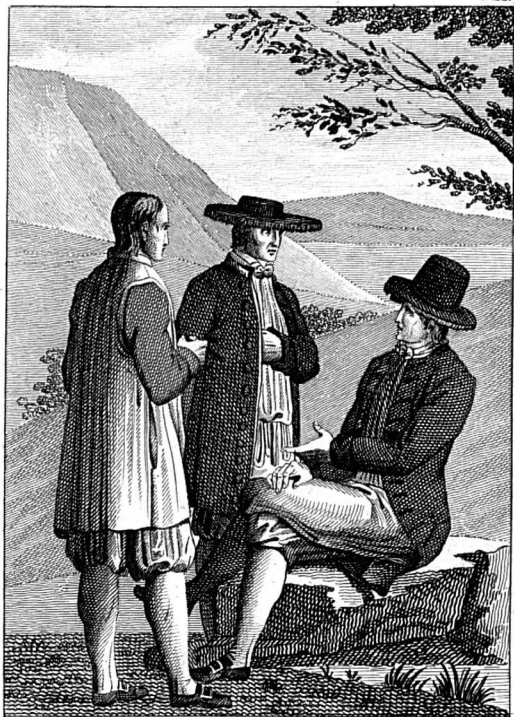
Le duc d'Autriche avait fait sa paix avec Zurich. Les habitans de Berne, qui, si l'on en croit

quelques historiens, avaient été forcés, par leurs traités avec la maison d'Autriche, de prendre parti dans cette guerre contre les Zuricois, mieux éclairés sur leurs intérêts, prièrent les confédérés de les admettre dans la confédération. Cette demande leur fut accordée. Des députés furent nommés de part et d'autre, et, le 6 mars 1353, le traité fut conclu et signé à Lucerne. Ainsi se forma le huitième canton. L'accession de Berne à la ligue helvétique augmenta d'autant plus les forces des confédérés, que le territoire de cette république, à cette époque, renfermait à peu de chose près un tiers de la Suisse.

Berne, quoique d'une médiocre étendue, peut être regardée, sans contredit, comme la plus belle ville de la Suisse. Les mœurs douces et faciles de ses habitans rendent leur société fort agréable. Modérés dans leurs désirs, économes sans être avares, ils détestent le faste. Bons époux, bons citoyens, bons pères, ils sont eux-mêmes les instituteurs de leurs enfans, et leur inspirent, dès le bas âge, l'amour de la patrie. Tout père de famille qui dissiperait son patrimoine serait regardé comme mauvais citoyen et puni de l'exil. Ils sont simples dans leurs vêtemens. Il y a même à Berne une chambre, dite de réformation, chargée de s'opposer à l'introduction des modes et des vaines parures.

Dans tous les districts de Berne le costume est à peu près le même. Voici la mode la plus universelle : la plupart des hommes portent la barbe longue et épaisse ; ils se coiffent d'un chapeau de paille semblable à ceux des femmes ; plusieurs cependant se servent de chapeaux à trois cornes : l'habillement consiste principalement en un pourpoint sans manches, d'un gros drap brun, et des chausses bouffantes de couil qui sont d'une énorme largeur.

Les femmes tressent leurs cheveux avec un ruban qui pend jusqu'au-dessous de la ceinture ; leur coiffure est un chapeau de paille plat et sans ornemens ; elles ont un corset de drap rouge ou brun, sans manches, une jupe noire ou bleue bordée de rouge, qui leur couvre à peine le genou ; un collier noir avec des ornemens rouges fixe leur chemise autour du cou. Les femmes les plus considérables portent une petite chaîne d'argent, fixée entre les épaules, et dont les deux bouts, passant sous les bras, viennent s'arrêter au-dessous du sein ; elles y attachent plusieurs bijoux. Il n'y a rien de distinctif dans l'habillement des magistrats qu'un chapeau plat, dont le bord est arrondi et bordé en franges, et que portent les membres des deux-cents ; celui des sénateurs a le fond fort relevé : le premier est appelé *barrette*, et le dernier *perusse*. L'avoyer qui préside le grand conseil porte sur son habit un



*Magistrats du Canton de Berne.*





surplis fort court fait d'après une mode très-ancienne.

*Forme du gouvernement du canton de Berne.*

C'EST dans le conseil des deux-cents que réside l'autorité suprême. Ce corps représente la cité entière. Dans ses assemblées, qui se tiennent deux fois la semaine, se décident les plus grandes affaires; la paix, la guerre, les alliances, en un mot, les opérations nécessaires, soit à la tranquillité intérieure, soit à la sûreté extérieure de l'état.

Ce conseil, quoique nommé *conseil des deux-cents*, est composé de plus de deux cents sénateurs. La loi veut seulement qu'il ne soit jamais au-dessous de ce nombre, ni qu'il s'élève à celui de trois cents sénateurs. Ainsi, quand il est au grand complet, il est composé de deux cent quatre-vingt-dix-neuf membres. Tous les ans, pendant les trois derniers jours de la semaine sainte, son pouvoir demeure suspendu. Toute l'autorité réside alors dans un tribunal, qui autrefois exerçait dans toute sa sévérité la puissance que les tribuns avaient à Rome; mais qui aujourd'hui a beaucoup perdu de sa rigueur, et dont la censure n'est plus qu'une vaine cérémonie. Les quatre bannerets et seize commissaires examinent pendant ces trois jours les mœurs et la conduite des membres du conseil des deux-cents et de toutes les juridic-

tions du canton, et rejettent ceux dont la conduite leur paraît répréhensible.

Outre ce tribunal et le conseil des deux-cents, il y a encore à Berne le sénat des *vingt-sept*, qui s'assemble tous les jours, excepté les jours de fêtes. Il est composé de membres tirés du conseil des deux-cents, présidé par les deux avoyers de la république, et surveillé par deux commissaires secrets. Ces deux commissaires reçoivent les plaintes portées contre le sénat, convoquent le conseil, font donner audience aux citoyens, et arrêtent, par leur seule autorité, tout ce que le sénat pourrait entreprendre de nuisible aux intérêts de la république.

Le sénat des vingt-sept inflige les punitions, décerne les récompenses, connaît de tous les crimes, à l'exception de ceux qui ont été commis dans la ville même ou dans la banlieue, dont la connaissance appartient au conseil des deux-cents. Il existe encore à Berne plusieurs autres chambres; savoir : le conseil intime où se traitent tous les secrets de l'état; le comité des questeurs chargé de l'administration des finances; enfin le conseil de guerre chargé de tout ce qui concerne la milice, les arsenaux, les fortifications et l'état militaire du canton.

A Berne, comme dans toute la Suisse, tout habitant est né soldat. Dans les villes et dans la campagne, tous les citoyens en état de porter les armes sont exercés aux évolutions militai-

res, et ces exercices ont lieu au printemps et à l'automne. Chaque citoyen est tenu de se munir, à ses frais, de quatre livres de plomb et de deux livres de poudre, et doit être prêt à marcher à tout événement.

Dans le canton de Berne, tout homme qui veut se marier, quelque pauvre qu'il soit, est obligé de se présenter ainsi armé devant le ministre avec celle qu'il doit épouser, afin de faire voir que s'il est prêt à donner de nouveaux soutiens à sa patrie, il est également disposé à la défendre.

Les principales charges de l'état sont celles d'avoyer, de banneret et de trésorier. Berne tient le second rang parmi les huit cantons. Quoique ce canton ne fût entré que le huitième dans la confédération, six des autres lui cédèrent la préséance.

*L'empereur Charles IV et Albert assiègent  
Zurich.*

LE duc d'Autriche, en faisant la paix avec les confédérés, n'avait fait qu'ajourner ses projets de vengeance. Il voulut d'abord forcer les pays de Zug et de Glaris à renoncer à leur alliance avec les autres cantons, prétendant qu'ils s'y étaient engagés par le dernier traité, en lui réservant ses droits et ses revenus. Zug et Glaris, de leur côté, refusèrent de lui prêter

hommage, à moins qu'il ne consentît à maintenir la confédération. Le duc se rendit à Worms, et les accusa de rébellion devant la diète qui y était assemblée. On lui promit des secours, et tous les états de l'Empire furent sommés d'armer en sa faveur. Charles IV entra vivement dans ses intérêts. Il n'avait pas été difficile à Albert de persuader à ce monarque, aussi faible que jaloux de ses prérogatives, que de telles confédérations pourraient porter atteinte à son autorité. L'empereur offrit son arbitrage; mais les cantons persistant à maintenir leurs alliances, il les déclara nulles.

En conséquence, les deux partis se préparèrent à la guerre. Le duc d'Autriche arma tous ses vassaux, et regardant Zurich comme le foyer de la ligue helvétique, il résolut de s'emparer de cette ville. Bientôt l'empereur s'avança d'un autre côté, à la tête d'une nombreuse armée. Les forces numériques des confédérés lui étaient bien inférieures; mais l'amour de la patrie et de la liberté leur fit braver les efforts de tant d'ennemis.

Cependant les assiégés, après avoir fait plusieurs sorties et s'être défendus pendant trois semaines avec une rare intrépidité, s'avisèrent d'un moyen qui eut le plus grand succès. Le peu d'ordre qui régnait dans le camp ennemi leur permettait d'avoir de fréquentes communications avec les assiégeans, au nombre des-

quels étaient les troupes que les villes impériales avaient été forcées de fournir contre eux. Les Zuricois leur persuadèrent facilement que cette guerre était contraire à leurs intérêts, que la destruction de Zurich causerait infailliblement l'anéantissement du droit que les villes de l'Empire avaient des'allier entre elles, et qu'en secondant les vues d'Albert, elles forgeraient de leurs propres mains des chaînes qu'elles porteraient à leur tour. Ces discours firent impression ; on commença à murmurer : pour achever de décider, en leur faveur, les soldats de l'armée impériale, les Zuricois arborèrent sur leurs remparts la bannière de l'Empire, voulant leur rappeler par-là que Zurich était une ville libre et impériale. A cette vue, un soulèvement général se déclara dans l'armée. Charles IV parut intimidé, et, sans avoir égard aux instances du duc d'Autriche, il déclara qu'il était inutile et peu convenable de continuer la guerre, puisque la majorité de l'armée demandait qu'on laissât aux cantons la liberté de faire entre eux des alliances. Il se retira donc avec son armée, laissant Albert irrité de sa défection, mais déterminé à continuer le siège avec le peu de troupes qui lui étaient restées. Cette résolution répandit l'alarme dans Zurich, dont la garnison était très-fatiguée, et sur le point de manquer de vivres. Albert s'en serait rendu maître, si

les autres cantons , résolus de périr ou de dégager les assiégés, ne se fussent réunis pour les secourir. Albert, ne jugeant pas à propos de hasarder une bataille, décampa à leur approche , et se retira en ravageant tout le pays qui était sur sa route.

*Continuation des hostilités. Paix de Thorberg.*

Le siège de Zurich était levé depuis un an , et les hostilités continuaient encore. Les deux partis, fatigués de leurs pertes mutuelles, désiraient ardemment la paix. Charles IV profitant de leurs dispositions pacifiques, convoqua une diète à Augsbourg, pour prononcer sur le sujet de leurs contestations. Mais le décret qu'il rendit ne statuait rien sur l'admission de Zug et de Glaris dans la ligue. Il ordonna *que toute hostilité cesserait; que chacune des parties serait maintenue dans ses alliances; que les cantons restitueraient les terres, villes et châteaux dont ils s'étaient emparés pendant la guerre, et qui pouvaient appartenir au duc d'Autriche; enfin que les Zuricois s'engageraient à ne point contracter d'alliance avec les sujets de la maison d'Autriche.*

Les Zuricois se soumirent à cette sentence, quelque contraire qu'elle fût à leurs intérêts. Ils y furent engagés par Rodolphe Brun, leur bourgmestre, qui s'était laissé corrompre par les présens d'Albert. Ils contractèrent même

une alliance avec le duc d'Autriche, par laquelle ce prince et Zurich s'engageaient à se secourir, toutes les fois que l'un ou l'autre aurait quelque guerre à soutenir. Ils y mirent à la vérité la réserve de leurs alliances avec les cantons, mais sans leur accorder, comme autrefois, la préférence sur les autres alliés. Ainsi cette bourgeoisie, qui s'était montrée si brave et si libre, préférant alors ses intérêts particuliers à ceux de la confédération générale, en sacrifiait les autres membres à leur plus dangereux ennemi.

A peine cette sentence fut-elle communiquée aux cantons de Zug, Schwitz, Uri et Underwald, que tous les habitans se levèrent en tumulte, et réclamèrent contre cette décision, déclarant hautement qu'ils ne s'y soumettraient qu'autant que le jugement de l'empereur serait plus clairement énoncé, et ne laisserait au duc d'Autriche aucun prétexte pour renouveler ses prétentions. Albert, en effet, entendait que l'accession de Glaris et de Zug à la confédération, était annulée par la disposition de la sentence qui défendait aux Zuricois de contracter aucune alliance avec les sujets autrichiens. Les cantons envoyèrent aussitôt des députés à l'empereur, espérant en obtenir une explication favorable; mais ce faible monarque, cédant aux sollicitations du

duc d'Autriche, rendit un décret qui annulait leur alliance avec Zug et Glaris.

Les cantons étaient loin de s'attendre à un pareil jugement. Leurs députés s'assemblèrent à Lucerne. Bien décidés à tout braver, plutôt que d'accepter aucune condition qui pût porter atteinte à leur liberté, ils ne se laissèrent intimider ni par les menaces de Charles, ni par l'abandon de Zurich qui, à leur grand scandale, s'était déclaré neutre.

Sur ces entrefaites, les autrichiens avaient commencé les hostilités. Albert de Bucheim, leur général, avait tenté de s'emparer de Zug et de Glaris; mais il avait été prévenu par les confédérés, qui, prenant les habitans sous leur sauvegarde, s'étaient rendus maîtres des passages et des postes les plus importants. La lutte paraissait devoir se rallumer avec plus de vivacité que jamais, lorsque, pendant la maladie qui retenait Albert à Vienne, ses vassaux et ses lieutenans fatigués d'une guerre inutile autant que ruineuse, résolurent d'y mettre fin. L'un d'eux, Pierre, baron de Thorberg, ménagea une suspension d'armes qui fut convertie en trêve à la mort d'Albert, arrivée peu de temps après. Cette trêve est souvent appelée, dans l'histoire de ce siècle, *paix de Thorberg*, du nom de celui qui l'avait négociée. Zug et Glaris furent maintenus dans l'alliance des



cantons : la maison d'Autriche conserva ses droits sur ces deux pays. Mais pour leur assurer une administration impartiale, les ducs s'engagèrent à choisir le landamman de Zug parmi les habitans de Schwitz, et celui de Glaris parmi ceux de Zurich.

*Charles IV confirme les privilèges de Bernè et de Zurich. Réclamations des seigneurs.*

LES cantons profitèrent des années de tranquillité que ce traité leur procura, pour affermir leur autorité dans leur intérieur. Berne et Zurich augmentèrent surtout leur puissance, soit par l'acquisition de divers territoires, soit par des traités avantageux de combourgeoisie avec leurs voisins. La protection que leur accorda Charles IV, ennemi des princes autrichiens, fut pour ces deux villes d'un très-grand avantage. Il confirma tous les privilèges de Zurich, y établit une assise provinciale ou conseil supérieur, comme ses prédécesseurs en avaient accordé à un petit nombre de villes. Ce conseil prononçait le bannissement à la pluralité des voix contre les meurtriers, les voleurs et les rebelles. Les juges nommés par l'empereur tenaient leurs plaids dans ce conseil, assistés de chevaliers et de douze bourgeois que la ville leur adjoignait, et dont la charge durait six mois. La ville donnait à ces

douze bourgeois, pour chaque jour d'audience, une mesure du meilleur vin.

En se rendant à Avignon, pour y concerter une croisade avec le pape, l'empereur s'étant arrêté à Berne, répandit aussi ses faveurs sur cette ville. Les privilèges qu'il accorda aux Bernois leur facilitèrent les moyens d'acquérir de nouveaux territoires et de multiplier leurs alliances.

Cependant ces alliances, qui dépouillaient les seigneurs de la portion la plus précieuse de leur autorité, en ne leur laissant sur leurs sujets que des droits très-faibles et très-précaires, excitèrent de vives réclamations. Le baron de Thun et le comte de Kibourg vinrent à Berne se plaindre à l'empereur de ce que leurs sujets ne voulaient plus les reconnaître pour maîtres. Charles leur promit une réponse; mais il partit sans avoir rien décidé. Les Bernois, autorisés par son silence, offrirent et donnèrent la bourgeoisie à tous ceux qui la sollicitèrent. Ces alliances leur procuraient de grands avantages : cependant les suites de celle qu'ils avaient contractée avec la ville de Bienne troublèrent pour un moment la tranquillité dont ils jouissaient.

*Jean de Vienne , évêque de Bâle , incendie la ville de Bienne. La guerre à ce sujet.*

LA ville de Bienne , qui , dans son origine , relevait immédiatement de l'Empire , avait contracté alliance , non-seulement avec Berne , mais encore avec Soleure et Fribourg. Les évêques de Bâle , dont elle dépendait , ne s'étaient jamais opposés à ces traités. Jean de Vienne venait d'obtenir cet évêché. Moins pacifique que ses prédécesseurs , ce prélat , plus propre au métier des armes qu'au sacerdoce , résolut de prendre possession de Bienne , les armes à la main. A cet effet il rassemble tous ses vassaux , arrive devant Bienne , y entre suivi de ses troupes , et enjoint aux bourgeois de cette ville de renoncer à leur ligue avec Berne. Ceux-ci s'élevèrent hardiment contre cette sommation , réclamant leurs anciens droits , et lui opposant l'acquiescement de ses prédécesseurs à leurs alliances. Jean de Vienne , pour toute réponse , fait enlever et enfermer dans le château les principaux bourgeois. Les habitans de Bienne appelèrent Berne à leur secours. Les Bernois prirent aussitôt les armes. Neuf cents hommes des cantons se joignirent à eux pour voler à la défense de Bienne ; mais ils arrivèrent trop tard. Jean de Vienne , informé de leur marche , donna le signal du pillage , fit mettre le feu aux quatre coins de la

ville, et alla s'enfermer dans son château de Schlosberg, situé sur une hauteur, à quelques lieues de Bienne. Embrasés du désir de venger cette malheureuse ville, les Bernois marchèrent aussitôt contre l'évêque, le forcent à abandonner son château qu'ils démolissent, le poursuivent avec vigueur, battent complètement ses troupes, et portent le carnage et la mort dans ses états.

Cependant les seigneurs et les habitans des pays voisins, touchés de tant de calamités qu'ils redoutaient pour eux-mêmes, résolurent de faire tous leurs efforts pour faire cesser une guerre aussi cruelle. Ils s'assemblèrent à Balstal, et invitèrent les Bernois à faire la paix. Ceux-ci y consentirent et leur laissèrent même le droit d'en dicter les conditions. Les états de Balstal, indignés de ce que, pendant cette guerre, les soldats bernois avaient eu la témérité de piller les églises, taxèrent la ville de Berne à trente mille florins de dédommagement envers l'évêque, qui, à ce prix, promit de renoncer à la poursuite de ses droits épiscopaux. Les vainqueurs qui croyaient avoir encouru les censures ecclésiastiques, et par cela même le courroux céleste, souscrivirent cette paix honteuse, la première dont l'histoire puisse les blâmer depuis la fondation de leur ville, et que la superstition seule du temps leur fit accepter. Mais lorsque Jean d

Vienne réclama l'exécution du traité, les habitans de Berne se soulevèrent, et il fut obligé de se contenter de trois mille florins.

*Enguerrand de Coucy, comte de Soissons, porte la guerre en Suisse.*

LES SUISSES ( nous donnerons désormais ce nom aux confédérés ) s'attendaient à avoir bientôt une nouvelle guerre à soutenir contre le duc Léopold. Connaissant l'ambition des princes de la maison d'Autriche, ils ne comptaient pas sur l'observation du traité fait au sujet de Zug et de Glaris. Cependant ils se trompèrent. Léopold en observa religieusement toutes les clauses, soit parce que l'embaras que lui causaient les contestations qu'il avait avec son frère et quelques peuples voisins, ne lui permettait pas de diviser ses forces, soit à cause de l'alliance solennelle que l'empereur Charles venait de contracter avec les cantons. Les Suisses jouissaient donc des douceurs de la paix, quand de nouveaux ennemis, dont ils ignoraient jusqu'à l'existence, vinrent porter au sein de leur patrie la guerre et toutes ses fureurs.

Enguerrand de Coucy, comte de Soissons, gendre d'Edouard III, roi d'Angleterre, avait plusieurs fois demandé aux ducs d'Autriche le cinquième des états de l'empereur Albert, qui lui revenait en sa qualité d'héritier de Catherine

d'Autriche, sa mère, fille du duc Léopold, tué à la bataille de Morgarten. Comme il était trop éloigné pour faire valoir efficacement ses droits, les ducs d'Autriche avaient jusqu'alors refusé de répondre à ses justes réclamations.

Après une guerre aussi longue que meurtrière, une trêve venait d'être conclue entre la France et l'Angleterre. Enguerrand qui n'aimait qu'à combattre, et que cette trêve condamnait au repos, résolut d'en profiter pour aller lui-même prendre possession d'un héritage qu'il avait si long-temps et si inutilement réclamé. Aux troupes d'Edouard, son beau-père, il joignit plusieurs chefs de bandes. Ces aventuriers, qui ne vivaient que de brigandages, ne pouvant pendant la trêve se louer à la France pour combattre Enguerrand, vinrent lui offrir leurs services, dans l'espoir du pillage qu'ils pourraient faire dans cette expédition. Enguerrand, à la tête de ces bandes guerrières, et de six mille Anglais, traversa les montagnes de la Lorraine et parut bientôt en Alsace.

A son approche, l'alarme se répandit dans tous les états de l'Autriche. Léopold, que cet orage menaçait, implora le secours de ces confédérés suisses que sa maison avait toujours traités en ennemis. Les cantons crurent devoir prendre sa défense. En conséquence ils portèrent des troupes dans les défilés des montagnes

pour s'opposer à l'armée du sire de Coucy. Mais les seigneurs et les sujets de l'Autriche, comptant sur la valeur des cantons ligüés, montrèrent si peu d'empressement à faire tête à l'ennemi, que les Suisses, indignés de cette insouciance, abandonnèrent ces passages et se retirèrent dans leurs villes.

Cependant Enguerrand, après avoir passé sans difficulté les gorges du Jura, prit et démolit le château de Vallembourg. Arrivé jusqu'au bord de l'Aar, il remonta le long des deux rives de ce fleuve, et alla attaquer Rodolphe, comte de Nydau. Le comte fit de vains efforts pour arrêter la marche de l'ennemi. Il fut tué d'un coup de flèche en défendant sa ville de Buren. Sa mort découragea les habitants. La ville fut prise et saccagée. De Buren les Anglais se répandirent jusqu'à Otten, démolirent plusieurs châteaux, et passèrent la Reuss portant partout le ravage et la mort.

Léopold, qui était bien loin de pouvoir opposer à Enguerrand des forces égales aux siennes, avait pris le parti de ruiner tous les endroits par où il devait passer. Tout le pays situé depuis le lac de Neuchâtel jusqu'aux environs de Zurich, ne pouvait plus fournir de subsistances aux armées. Ravagée par les amis et les ennemis, toute cette vaste contrée était en proie aux horreurs de la famine. Ne pouvant donc plus trouver de vivres pour ses

troupes, Enguerrand fut obligé de diviser son armée en trois corps. C'était ce que les Suisses attendaient depuis long-temps. Après avoir harcelé l'ennemi pendant trois semaines, ils l'attaquèrent sur tous les points, et partout avec avantage. Les habitans de l'Entlibuck, braves et guerriers, réunis à la jeunesse de Lucerne et d'Underwald, au nombre de six cents hommes, attaquèrent à Buttis-Stolz un corps de trois mille Anglais : ces trois mille hommes ne purent leur résister. Malgré la supériorité du nombre, ils prirent honteusement la fuite, laissant deux cents hommes sur le champ de bataille, et abandonnant un riche butin à leurs vainqueurs. L'endroit où ce combat fut livré se nomme encore aujourd'hui *la Colline des Anglais*.

Les Bernois ne montrèrent pas moins de courage. Réunis aux bourgeois de Laupen et aux milices des campagnes voisines, ils fondirent sur une division de l'armée de Coucy, qui s'était avancée jusqu'au village d'Anet, et la mirent en déroute, après lui avoir fait éprouver une perte de trois cents hommes. Ils remportèrent un avantage beaucoup plus important à l'abbaye de Fraubrunnen, entre Berne et Soleure. La nuit de la seconde fête de Noël, ils y surprirent l'élite de l'armée anglaise. Le combat fut très-vif, surtout dans le monastère où l'on combattit jusque dans



les chambres et dans les dortoirs. Les Anglais y perdirent trois drapeaux; ils eurent huit cents hommes de tués, parmi lesquels plusieurs officiers et le comte de Kent, un de leurs généraux.

Après ces défaites, il restait encore à Enguerrand une armée assez considérable pour se venger; mais elle était entièrement découragée. Il n'y avait ni discipline ni subordination. La rigueur du froid jointe à la disette qui, de jour en jour, devenait plus pressante, le força bientôt à faire reprendre à ses troupes le chemin de l'Alsace qu'il acheva de dévaster. Enfin Léopold, pour désarmer cet ennemi, qui, malgré ses revers, lui semblait encore dangereux, lui céda les seigneuries de Buren et de Nydau.

*Ligue des villes libres et impériales contre Léopold et les seigneurs. Suite de cette ligue.*

L'EMPEREUR Charles était mort; son fils Venceslas lui avait succédé. Le duc Léopold et les autres seigneurs, enhardis par sa faiblesse et son incapacité, tentèrent de recouvrer leur ancienne puissance. Les villes libres et impériales de la Franconie, de la Souabe et du Rhin, formèrent à leur tour une ligue assez forte pour résister à celle des princes. Cinquante et une villes s'étaient déjà associées pour leur défense commune; et avaient attiré dans

leur parti, Zurich, Berne et Soleure qui avaient eu à se plaindre de Léopold. Cette grande querelle paraissait ne pouvoir se terminer que par l'anéantissement total de l'un des deux partis. Mais presque toutes les villes du Rhin qui s'étaient montrées les plus ardentes à défendre leur liberté, s'étant réconciliées avec Léopold, les Suisses se trouvèrent seuls exposés au ressentiment du duc et aux armes des princes confédérés.

Léopold avait ménagé les Suisses tant que ses intérêts lui en avaient imposé la loi. Dès que le danger fut passé, et qu'il fut délivré de l'inquiétude que lui donnait la ligue des villes libres, il ne parla plus que d'écraser cette insolente confédération, à laquelle pourtant il était redevable de la conservation de ses états. Ne voulant pas cependant les attaquer à force ouverte, il ordonna à ses vassaux de les inquiéter autant qu'il serait en leur pouvoir. Afin de les pousser à bout, il établit une nouvelle douane à Rothenbourg, situé à une demi-lieue de Lucerne. Les Lucernois, indignés de cette infraction aux traités, qui gênait beaucoup leur commerce, coururent aux armes, appelèrent à leur secours les cantons voisins, prirent le château où la douane était établie et le rasèrent, sans toutefois se permettre aucune violence envers les habitans, dont ils respectèrent les propriétés. D'un autre côté, Pierre

de Thorberg , pour seconder les vues de son maître et satisfaire son avidité , vexait impitoyablement les habitans des campagnes. Ses injustices forcèrent enfin ceux de l'Entlibuch à implorer l'alliance des Lucernois , qui la leur accordèrent avec empressement. Pierre de Thorberg , irrité , fit périr ceux qu'il croyait les auteurs de cette alliance.

Ces horribles vexations , en rappelant aux cantons la conduite des baillis autrichiens , ne pouvaient manquer d'exciter leur indignation. Touchés du sort des malheureux habitans de l'Entlibuch , les guerriers de Schwitz , de Zurich , de Zug , d'Uri et d'Underwald suivirent l'exemple des Lucernois , qui avaient commencé à détruire les châteaux situés autour de leur ville. Wollhausen et Kapfember , qui appartenaient à Thorberg , furent les premiers rasés. Ils en détruisirent encore plusieurs autres dont on voit encore les ruines. Les Autrichiens se préparèrent à arrêter le cours de leurs conquêtes. Ils reprirent Massembourg et Reichensée , dont les Suisses s'étaient emparés , et firent essuyer à ces villes les plus cruels traitemens. Dans les dernières , tous les habitans , sans distinction de sexe ni d'âge , furent passés au fil de l'épée.

*Déclaration de guerre. Bataille de Sembach.*

Ces hostilités n'étaient que le prélude de la guerre qui n'était pas encore déclarée, mais qui ne tarda pas à l'être. En effet, dans l'espace de quelque semaines, les cantons reçurent des seigneurs de l'Helvétie et de la Souabe des défis et des déclarations de guerre, accompagnés d'outrages et de menaces. Les Suisses ne se laissèrent intimider ni par la fureur, ni par le grand nombre de leurs ennemis. Le souvenir de leurs victoires, le sentiment de leur courage, et l'union qui régnait entre eux, leur inspiraient assez de confiance pour leur faire mépriser leurs insultes et leurs menaces. Quoique le sénat de Berne leur eût refusé les secours qu'ils avaient droit d'en attendre, et que ce refus les réduisît aux forces des sept cantons, ils n'en montrèrent pas moins d'ardeur, et continuèrent à ravager et détruire les châteaux occupés par cette noblesse ennemie.

Léopold, fier du nombre de ses alliés, se flattait déjà de réduire les cantons. Plein de cette espérance, après avoir réuni toutes ses forces près de Baden, il vint lui-même en Suisse. Les cantons craignant qu'il ne voulût assiéger Zurich, envoyèrent seize cents des leurs camper sous les murs de cette ville; mais ayant reconnu le véritable dessein de l'ennemi, qui était de fondre sur Lucerne,

les Suisses se mirent en marche , laissant quelques renforts aux Zuricois , et traversèrent la Reuss pour se porter vers Sembach. Ils grossirent , chemin faisant , leur petite armée des compagnies de Glaris et d'Entlibuch et des habitans des villages qu'ils traversèrent , et vinrent prendre position devant Sembach , dans la forêt qui borde le lac et couronne les hauteurs voisines.

Léopold , qui croyait surprendre cette ville , parut le lendemain avec une bonne partie de son armée , forte de quatorze cents hommes de pied et de quatre mille chevaliers , tous bien armés. Celle des Suisses n'était que de quatorze cents hommes , tous à pied , la plupart mal armés : mais chez eux la valeur et l'habitude des combats suppléaient au nombre , et semblaient leur répondre de la victoire. A la vue des Suisses , Léopold étonné délibéra s'il attaquerait ou s'il attendrait le reste de ses troupes ; c'était l'avis des plussages capitaines. La jeune noblesse s'en indigna , en s'écriant qu'il était honteux à tant de gentilshommes de reculer devant une poignée de paysans mal armés ; et l'attaque fut résolue.

Dès que les deux troupes furent en présence , les Suisses formèrent un ordre de bataille serré , ayant la forme d'un coin , et après avoir , suivant leur usage , imploré la protection divine , ils marchèrent fièrement au com-

bat. La victoire parut d'abord se déclarer en faveur de Léopold. Il avait fait mettre pied à terre à sa cavalerie ; ses troupes formaient un bataillon serré dont les boucliers et les piques opposaient aux Suisses une barrière impénétrable. En vain ceux-ci se précipitaient sur cette redoutable phalange ; tous leurs efforts pour l'enfoncer venaient se briser contre ce mur de fer, et le sang de leurs plus braves guerriers coulait inutilement. Alors un habitant du canton d'Uri, nommé Zurport, conseilla à ses compagnons de frapper sur les piques des Autrichiens qui étaient creuses. Quelques-unes de ces armes furent brisées ; mais ce faible avantage n'amenait aucun résultat.

*Dévouement d'Arnold de Winkelried. Mort  
héroïque de Léopold.*

REBUTÉS par tant de résistance, déjà les Suisses désespéraient de pouvoir enfoncer l'ennemi, qui lui-même s'ébranlait par ses flancs pour les envelopper, quand Arnold de Winkelried, chevalier du canton d'Underwald, homme fort, autant qu'intrépide, par un dévouement généreux digne des héros de l'ancienne Rome, ouvrit à ses concitoyens le chemin de la victoire à travers l'armée autrichienne. Ce brave guerrier, sans être arrêté par l'image d'une mort inévitable, sort des

rangs et recommande à ses concitoyens sa femme et ses enfans , et jetant ses armes offensives , s'élance au-devant de l'ennemi ; de ses bras nerveux il saisit autant de fers de piques qu'il peut en rassembler, et les appuyant contre sa large poitrine, il les entraîne avec lui et meurt victime de son dévouement héroïque. Les Suisses passant en foule sur son corps , se jettent aussitôt dans l'ouverture qu'il leur a faite , et y pénètrent avec une force irrésistible. L'impétuosité de leur attaque répand partout la confusion et l'épouvante ; les premiers rangs sont enfoncés ; bientôt la déroute devient générale. On vit alors ces seigneurs, dont quelques heures auparavant rien n'égalait l'audace, tomber sous les coups de ces ennemis qu'ils méprisaient, ou chercher leur salut dans la fuite.

En vain on pressa Léopold de prendre ce parti ; il préféra de mourir en héros. *Eh quoi !* dit-il à ceux qui lui donnaient ce conseil, *dois-je survivre à tant de braves qui ont sacrifié leur vie pour moi ? Non, je veux mourir comme eux avec honneur.* A ces mots, il se jette dans la mêlée, saisit la grande bannière d'Autriche qui était sur le point de tomber au pouvoir de l'ennemi, fait des prodiges de valeur en la défendant, et périt sous les coups d'un homme du canton d'Uri qui ne le connaissait pas. Ainsi mourut ce prince que

quelques historiens ont peint fort injustement sous les traits les plus odieux. Léopold , à qui ses contemporains ont donné le surnom de *Prud'hom* , aimait la justice , avait l'âme élevée , le cœur bon et généreux. Elevé dans les camps, il avait la franchise d'un soldat ; général sans expérience , il n'avait pour talens militaires que la valeur la plus intrépide ; enfin , s'il fit la guerre aux Suisses, ce fut moins pour satisfaire son ambition que pour céder aux sollicitations des seigneurs de l'Empire. Son corps fut enlevé par un de ses fidèles serviteurs, et il fut transporté à l'abbaye de Kœnigsfeld où il fut enterré.

Cette mémorable journée coûta aux Autrichiens deux mille hommes, parmi lesquels on comptait six cent soixante-seize gentils-hommes, dont trois cent cinquante chevaliers, comtes ou princes ; quinze étendards , un nombre considérable d'armures de toute espèce , et un assez riche butin furent le fruit de cette victoire.

La perte des vainqueurs ne fut que de deux cents hommes, parmi lesquels ils eurent à regretter le chevalier Conrad , landamman d'Uri , Zurport , Sigrist , landamman du Haut-Underwald , Petterman de Gundoldingen , leur général , et avoyer de Lucerne , enfin l'immortel Arnold de Winkelried , dont le noble dévouement leur avait assuré la victoire.



*Trêve. Continuation de la guerre. Victoire de Næfels.*

LA victoire de Sembach avait considérablement affaibli la puissance autrichienne ; les princes alliés étaient découragés. Les Suisses, loin de profiter des avantages que semblait leur promettre un succès aussi important, portèrent la modération jusqu'à offrir aux seigneurs d'Autriche une suspension d'armes. Ceux-ci ne consentirent à une trêve que dans l'espoir de se mettre bientôt en état d'asservir ces peuples généreux. En effet, pendant cette courte trêve, que l'on appela *la mauvaise paix*, Léopold le Superbe, brûlant du désir de venger la mort de son père, leva une nouvelle armée et forma de nouvelles entreprises. La guerre recommença donc avec plus de fureur. Les Suisses la soutinrent avec leur valeur ordinaire. Plusieurs châteaux furent détruits ; mais ces événemens étaient de peu d'importance ; ce qui se passa à Glaris fut d'un plus grand intérêt pour la confédération.

Après la bataille de Sembach, les guerriers de Glaris et leurs alliés s'étaient emparés de Wesen, petite ville fortifiée, située à l'extrémité inférieure du lac de Wallenstadt, et qui appartenait aux Autrichiens. Ils y tenaient des baillis choisis alternativement dans leurs cantons. A l'expiration de la trêve, la première

opération des Autrichiens fut de tenter de recouvrer cette place. Ils furent secondés dans cette entreprise par les habitans de Wesen, qui, oubliant le serment de fidélité qu'ils avaient prêté aux Suisses, se laissèrent corrompre par les émissaires du duc d'Autriche. Les Autrichiens y avaient secrètement introduit des soldats et des armes. Au jour convenu, les conjurés ouvrirent les portes de la ville aux milices autrichiennes des contrées voisines. Ils égorgèrent Conrad Vander-aw, bailli des cantons, et passèrent au fil de l'épée une partie de la garnison Suisse. Le reste s'enfuit avec peine par le lac.

Les Glaronnois ne doutant pas que les Autrichiens, fiers de ce succès, ne vinssent avec des forces supérieures les attaquer dans leur vallée, s'armèrent aussitôt pour leur en fermer l'entrée. Ils réclamèrent le secours de leurs alliés; mais désespérant d'en être secourus à temps, ils demandèrent la paix à des conditions équitables.

Pierre de Thorberg, commandant autrichien, leur répondit en vainqueur qui croit déjà voir son ennemi abattu à ses pieds. « Rendez, leur dit-il, dans votre servitude primitive; obéissez à votre seigneur le duc d'Autriche; promettez de le servir contre tous ses ennemis, et principalement contre les Suisses; livrez-moi les chartres des alliances

» que vous avez faites avec eux ; payez les im-  
» pôts que vous devez ; soumettez-vous aux  
» corvées , au droit de main-morte , enfin à  
» tout ce que le duc votre seigneur exigera de  
» vous. Donnez des ôtages , et attendez que sa  
» clémence mette un terme au châtement que  
» vous méritez. »

Les Glaronnois , indignés de cette réponse , aimèrent mieux risquer de se voir ensevelissous les ruines de leur patrie que d'accepter une paix aussi honteuse. Les Autrichiens se préparèrent aussitôt à une invasion , et divisés en deux corps , ils résolurent de faire une double attaque. La principale devait avoir lieu du côté de Wesen. Trois cent cinquante Glaronnois , commandés par Mathis de Buel , leur capitaine , défendaient les lignes qui fermaient l'entrée de leur vallée près du village de Næfels et la rivière de Linth. Dès qu'il se vit attaqué par les Autrichiens , Mathis se replia sur le mont Ruti , au pied duquel il rassembla tous les détachemens qu'on envoyait à son secours. Les Autrichiens se répandirent dans la campagne et réduisirent Næfels en cendres. Ce moment parut favorable à Mathis pour attaquer à son tour. Une partie de ses soldats , postée sur la hauteur , accabla la cavalerie ennemie d'une grêle de pierres. Cette cavalerie commençant à s'ébranler , les Glaronnois s'élancèrent en poussant de grands cris sur l'infanterie autrichienne ,

qui, ne doutant pas qu'une troupe nombreuse ne sortît de ces défilés qui lui étaient inconnus, chercha son salut dans une prompte fuite. Dans le désordre de leur retraite, les uns tombèrent sous les coups de leurs ennemis, d'autres périrent en voulant passer la Linth. Les Autrichiens perdirent dans cette journée deux mille cinq cents hommes. Les vainqueurs, animés du désir de la vengeance, poursuivirent les fuyards jusque dans Wesen. La ville, que les habitans avaient abandonnée, fut pillée et incendiée. Onze drapeaux, et entre autres la grande bannière d'Autriche, dix-huit cents armures, et cent quatre-vingt-trois casques couronnés furent la proie du vainqueur.

*Agrandissement de Berne et des autres cantons.*

*Paix avec l'Autriche.*

TANDIS que les Suisses triomphaient des Autrichiens à Sembach et à Næfels, les Bernois, réunis aux habitans de Soleure, portaient leurs armes dans les contrées autour de leur ville. Ils crurent devoir profiter de la guerre qui occupait toutes les forces de la maison d'Autriche, pour se rendre maîtres du comté de Nydau ; ils unirent donc leurs armes et allèrent attaquer Buren et Nydau, dont les garnisons les incommodaient souvent par leurs excursions. Après un siège de quelques semaines, ces deux villes tombèrent en leur pouvoir. Ils

furent encore dans le cours de cette guerre d'autres acquisitions non moins importantes, dont la possession leur fut assurée quand les Suisses firent la paix avec l'Autriche.

A l'exemple de Berne, Zurich et Lucerne se délivrèrent de la tyrannie des seigneurs de leur voisinage, en détruisant leurs châteaux. Les Zuricois s'emparèrent du cloître fortifié d'Embrach, pillèrent et brûlèrent Baden. Zurich obtint de l'empereur de nouveaux droits, affermit son gouvernement et vit prospérer son commerce; Lucerne s'assura la possession de Rothenbourg et de la belle vallée de l'Entlibuch. En un mot, tous les cantons étendirent leur territoire, ou acquirent de nouvelles franchises et de nouveaux privilèges.

La situation de l'Autriche n'était pas à beaucoup près aussi satisfaisante. Les paysans, les bourgeois, les nobles mêmes étaient découragés. Les ducs avaient perdu des places importantes; ils se voyaient menacés d'une invasion de la part des Bavares, et d'une guerre avec la Pologne. Ils sentirent enfin la nécessité de se réconcilier avec les Suisses. Ceux-ci, quelque désir qu'ils eussent de jouir de la paix, étaient décidés à ne céder à la maison d'Autriche aucun des droits pour lesquels ils combattaient. Aussi cette guerre, qui avait déjà tant coûté de sang, eût été longue encore, si les villes libres et impériales de l'Alsace et de la Souabe ne

fussent intervenues pour pacifier cette sanglante querelle. Elles engagèrent les deux partis à consentir à une trêve. Les Bernois, qui trouvaient leurs intérêts dans cette guerre, eurent de la peine à y consentir ; mais enfin ils se rangèrent de l'avis des sept autres cantons ; et une trêve de sept ans fut signée à Vienne le 22 avril 1389. Les conditions furent que les Suisses garderaient les alliances qu'ils avaient contractées, et qu'ils conserveraient toutes les conquêtes qu'ils avaient faites, à l'exception de VVesen qui devait être rendu aux ducs d'Autriche.

Ainsi se termina cette guerre, la dernière que les princes autrichiens aient faite aux Suisses dans le but de les faire rentrer sous leur domination. Cette trêve, renouvelée et prolongée à diverses reprises et pour de longs intervalles, laissa aux cantons la liberté de s'occuper de leur intérieur, et d'assurer par des lois sages la prospérité de l'état naissant, ouvrage de leur valeur.

*Effets de la paix avec l'Autriche. Convention de Sembach.*

LA paix qui venait de terminer une guerre que les Suisses avaient soutenue avec autant de gloire que de succès, leur procurait de grands avantages ; leur liberté était reconnue ; on ne pouvait plus leur contester le droit de former entre eux des alliances, droit bien précieux,

puisque'il était pour eux le moyen de parvenir à la souveraineté ; en un mot , tout concourait à donner plus de force à la confédération. Bientôt des villes, des seigneurs, des princes même, sentirent qu'il leur serait plus avantageux d'obtenir l'appui des cantons que de rester sous la protection de la maison d'Autriche, dont la puissance s'affaiblissait de jour en jour. Ils sollicitèrent donc les Suisses de leur accorder le droit de combourgeoisie : ils l'obtinent facilement. D'un autre côté, la ville de Fribourg, renonçant à son ancienne inimitié contre Berne, devint son alliée. Au moyen de ces traités, la Suisse réunit à ses anciens domaines plus de quarante seigneuries des ducs d'Autriche. Mais, de tous les avantages que les cantons retirèrent de cet intervalle de calme, celui de pouvoir perfectionner leur discipline militaire ne fut pas le moins important. Entourés de princes dont jadis ils étaient les vassaux, ils sentirent combien il était de leur intérêt de se mettre en garde contre les tentatives que ceux-ci pourraient faire pour leur imposer un nouveau joug. Reconnaisant la nécessité de se former dans la science meurtrière des combats, les cantons s'assemblèrent à Sembach, et y rédigèrent une ordonnance militaire qui fut unanimement adoptée sous la foi des sermens. On lui donna le nom de *Convention de Sembach*. Cette ordonnance, qui, jointe à d'au-

tres réglemens militaires, rendit long-temps l'infanterie suisse si redoutable, nous a paru si sage, que nous avons cru devoir en citer les principaux articles.

« Tous les magistrats, conseils, bourgeois  
» et paysans des huit cantons, vivront ensemble  
» en bonne intelligence, de manière qu'il y  
» ait sûreté pleine et entière pour chacun sur  
» sa terre et dans sa maison. Nul ne commen-  
» cera arbitrairement aucune guerre générale  
» ou particulière; mais lorsque la guerre aura  
» été résolue par tous les cantons, nous devons  
» tous marcher contre l'ennemi commun,  
» sans aucune exception; et, à l'exemple de  
» nos ancêtres, nous ne redouterons pas le  
» danger, et nous nous montrerons intré-  
» pides, unis et justes. Quiconque sera con-  
» vaincu de s'être écarté de la règle et d'avoir  
» enfreint quelque article de la présente or-  
» donnance, sera puni dans son corps et dans  
» ses biens. Celui qui sera blessé en combattant  
» ne pourra fuir; mais il attendra la fin du  
» combat avec ses compagnons d'armes. On  
» défendra le champ de bataille jusqu'à ce  
» qu'on soit hors de danger, et personne ne se  
» permettra de piller, jusqu'à ce qu'il y ait  
» été autorisé par les chefs. Le butin leur sera  
» remis de bonne foi, et ils en feront le par-  
» tage. Il est défendu de forcer, piller ou en-  
» dommager aucune église ou chapelle, d'in-



» sulter ou de maltraiter aucune femme ; mais  
» on peut chercher dans les églises ses ennemis  
» ou leurs biens, et saisir les femmes qui nous  
» attaqueraient , ou dont les cris pourraient  
» troubler les opérations de notre armée. »

De tels réglemens convenaient parfaitement à une république militaire qui ne pouvait acquérir la gloire des armes qu'en se soumettant à la plus rigoureuse discipline. Les ducs d'Autriche ne virent pas sans inquiétude les Suisses prendre cette attitude guerrière ; mais que la force des armes les servirait moins que les ménagemens politiques, ils résolurent de vivre avec eux en bons voisins. Ils demandèrent aux cantons la prolongation de la trêve. Elle fut confirmée pour vingt ans. Nous ne nous arrêterons pas aux divers événemens qui, dans cet intervalle, se passèrent dans l'intérieur des cantons, nous nous bornerons à parler de la guerre de Saint-Gall et d'Appenzel qui donna lieu à la naissance d'un nouvel état, très-borné sans doute dans sa domination, mais qui s'est dès lors maintenu honorablement et heureusement jusqu'à nos jours,

*Guerre de Saint-Gall et d'Appenzel. Combat de Speicher.*

CUNON DE STAUFFEN, abbé de Saint-Gall, loin d'être corrigé par l'exemple des seigneurs ses voisins, continuait à régner en despote sur ses

vassaux. Ses officiers, plus durs et plus violens encore, les traitaient comme des serfs attachés à la glèbe. Ils les emprisonnaient arbitrairement, insultaient les femmes et refusaient toute justice. L'abbé les encourageait par son exemple. Il ordonnait, au gré de ses caprices, des corvées accablantes, des amendes multipliées et des taxes arbitraires. Il avait fait construire, sur les terres de sa domination, des châteaux formidables par leurs fortifications, par les prisons qu'ils renfermaient, et par les péages que l'on y exigeait, et qui achevaient d'écraser ce peuple malheureux.

Les cantons de Schwitz et de Glaris étaient voisins des vallées d'Appenzel. Les habitans de ces vallées comparant l'esclavage dans lequel ils gémissaient avec la liberté dont jouissaient leurs voisins, résolurent de se la procurer à quelque prix que ce pût être. Ils se réunirent d'abord en secret, ensuite dans une assemblée générale, et s'y engagèrent à s'affranchir de la domination de leurs tyrans. Au jour fixé, ils prirent les armes, et signifièrent à l'abbé qu'ils renonçaient à son obéissance. Ils s'emparèrent aussitôt de ses châteaux, sans que ceux à qui la garde en était confiée osassent faire la moindre résistance.

Dès que Cunon de Stauffen fut informé de la rébellion des paysans des quatre vallées, il chercha à se réconcilier avec les bourgeois de

Saint-Gall, ville libre et impériale, que ses vexations avaient irrités, et qui d'abord s'étaient déclarés contre lui. Il parvint à faire avec eux un accommodement particulier, par lequel ils s'engagèrent à ne fournir aucun secours aux rebelles. Par-là les Appenzellois restèrent seuls exposés au courroux de l'abbé. Ils savaient trop combien sa vengeance serait terrible, pour ne pas chercher tous les moyens de s'y soustraire. Ils n'en virent pas d'autres que de persister dans leur rébellion, et de ne déposer les armes que lorsqu'ils seraient totalement indépendans ou entièrement anéantis. Ils continuèrent donc leurs hostilités, refusèrent tout impôt, chassèrent les officiers de l'abbé, les remplacèrent par des magistrats semblables, quant à leur pouvoir, à ceux des autres cantons suisses, et gardèrent les châteaux dont ils s'étaient emparés.

Cependant l'abbé de Saint-Gall, après avoir pourvu à sa sûreté, en abandonnant son cloître, avait réclamé le secours de plusieurs villes de Souabe, ses alliées. Elles armèrent aussitôt leurs milices, qui, jointes à celles de l'abbé et aux bourgeois de Saint-Gall, formèrent une armée d'environ dix mille hommes. Les Appenzellois, de leur côté, sollicitèrent le secours des cantons confédérés. Le canton de Schwitz fut le seul qui accueillit leurs députés, et qui conclut avec eux un traité d'alliance qui fut fidèlement

observé. Glaris, sans se lier aussi étroitement, leur envoya un renfort de volontaires. Les autres cantons prirent pour prétexte de leur refus, la trêve récemment conclue avec le duc d'Autriche, qui ne manquerait pas de prendre parti pour l'abbé de Saint-Gall ; au reste, on ferma les yeux sur les enrôlemens particuliers qu'ils pourraient faire. Les Appenzellois n'avaient à opposer que deux mille cinq cents hommes aux forces de l'abbé de Saint-Gall ; mais ces hommes étaient pénétrés de la justice de leur cause, et animés de la plus vive indignation contre leur oppresseur. Aussi, malgré l'infériorité du nombre, marchèrent-ils avec allégresse au-devant de leurs ennemis. Jacques Hartsch, leur commandant, qui, à la plus rare intrépidité savait unir la circonspection de la prudence, posta sa troupe dans un défilé nommé le *Speicher*, entre *Saint-Gall* et *Trogen*. L'abbé Cunon de Stauffen, flatté d'avoir sous ses ordres une petite armée, se crut invincible. Il se mit à la tête de ses troupes et marcha fièrement contre les révoltés. Hartsch n'eut pas plus tôt aperçu l'armée de Stauffen qu'il fondit sur elle avec ses jeunes gens d'élite, dont la plupart étaient d'habiles frondeurs, la mit en désordre et la battit complètement. L'abbé de Saint-Gall, témoin de la défaite de son armée, s'enfuit plein d'épouvante. Les bourgeois de Saint-Gall laissèrent plusieurs des leurs sur le champ

de bataille, et perdirent leurs deux bourgmestres, qui, dans la déroute, furent massacrés par leurs propres gens. Les Appenzellois, suivant l'usage des Suisses, ne poursuivirent pas leur victoire. Après avoir remercié Dieu de ce succès inattendu, ils retournèrent dans leurs foyers; mais pour ôter à Stauffen tous les moyens de vengeance, ils rasèrent les châteaux de *Clan*, de *Schwendi* et de *Hérisau*, firent des incursions sur ses terres, et jetèrent l'épouvante parmi ses sujets, espérant que ceux-ci le forceraient à leur accorder une paix honorable.

*Frédéric, duc d'Autriche, se ligue avec l'abbé de Saint-Gall. Succès des Appenzellois.*

C'ÉTAIT en vain que les Appenzellois désiraient la paix. Au lieu de s'apaiser, la guerre s'alluma de plus en plus. L'abbé de Saint-Gall se fût peut-être prêté à un accommodement, s'il n'en eût été détourné par les gouverneurs des provinces autrichiennes voisines, qui lui firent espérer qu'avec le secours du duc d'Autriche il mettrait bientôt à la raison cette poignée de factieux. La plupart des cantons, indignés de tant d'obstination, commencèrent à se montrer plus favorables aux Appenzellois. Les bourgeois de Saint-Gall, honteux de la conduite qu'ils avaient tenue envers leurs valeureux voisins, chez lesquels ils avaient les premiers excité le désir de l'indépendance,

rentrèrent dans leur ligue et leur restèrent constamment attachés. Animées par l'exemple des Appenzellois, les villes de Lindau, d'Uberlingen, de Constance et plusieurs autres, abandonnèrent le parti du duc d'Autriche pour embrasser celui des habitans des vallées d'Appenzel.

Frédéric, irrité de cette défection, et cédant aux sollicitations des gentilshommes ses vassaux, dont les châteaux avaient été pris et les terres ravagées, se ligua avec l'abbé de Saint-Gall. Les forces de ces deux princes réunies étaient infiniment supérieures à celles des Appenzellois. Ceux-ci, sans être intimidés par le nombre de leurs ennemis, avaient armé leurs guerriers, et nommé pour leur chef le comte Rodolphe de Werderberg, général habile, et dont ils connaissaient le ressentiment contre le duc d'Autriche, qui, sur d'assez mauvais prétextes, l'avait privé du Rheintal, la plus belle portion de son héritage.

Le duc d'Autriche, regardant la victoire comme certaine, se mit en marche à la tête de son armée, et alla former le siège de Saint-Gall : mais il éprouva une résistance à laquelle il ne s'attendait guère. Cependant, ne doutant pas de la prochaine réduction de cette place, il envoya un détachement de douze cents hommes dans les vallées d'Appenzel, pour intercepter les secours qu'on pouvait envoyer à

Saint-Gall ; mais les Autrichiens ne purent dépasser les limites des terres des Appenzellois. Parvenus au Stross, ils aperçurent un corps de quatre cents hommes retranchés sur une hauteur. Pour y monter, ils éprouvèrent les plus grandes difficultés. Une pluie abondante avait rendu le terrain glissant, et on roulait des pierres et des arbres sur eux. Quand ils furent à moitié chemin, le danger devint plus grand encore. Le comte Rodolphe les attendait avec le reste des Appenzellois, qui les attaquèrent si vigoureusement, et les chargèrent avec tant de fureur, qu'après quelques heures de combat, ne voyant plus de salut que dans la fuite, ils tournèrent le dos, et se mirent dans une déroute complète. Les Autrichiens laissèrent six cents hommes sur le champ de bataille.

Frédéric n'eut pas plus tôt reçu la nouvelle de cette défaite, qu'il leva le siège de Saint-Gall. Les sorties fréquentes et meurtrières que la garnison faisait sur ses troupes, lui ôtant d'ailleurs tout espoir de prendre cette ville, il aima mieux s'en éloigner que de voir son armée périr devant ses murs. Il fut inquiété dans sa retraite par les habitans de Saint-Gall. Quatre cents des plus déterminés le poursuivirent par des routes à eux seuls connues, surprirent les Autrichiens sur le Hauptlisberg, dans un défilé où ceux-ci, toujours imprévoyans, mar-

chaient en désordre, et battirent successivement les divers corps de leur armée, trop éloignés les uns des autres pour se secourir.

Le duc d'Autriche ne fut pas plus heureux dans la tentative qu'il fit pour rentrer par le Rheintal dans le pays d'Appenzel. Arrivé à Wolfshalden, son armée tomba dans une embuscade d'Appenzellois qui lui tuèrent cinq cents hommes, lui enlevèrent deux bannières, beaucoup d'armes, et le forcèrent de repasser précipitamment le Rhin avec son armée vaincue.

*Suites de cette victoire. Conquêtes des Appenzellois.*

APRÈS cette victoire, la ligue d'Appenzel et de Saint-Gall fut prolongée pour neuf ans. Le Toggenbourg, le pays de Gaster, Wesen et Windeck, s'empressèrent de solliciter l'alliance des nouveaux confédérés. Elle leur fut accordée. Frédéric ne voulant plus, disait-il, compromettre la gloire de ses armes avec une foule de paysans mutinés, laissa le commandement de son armée à Frédéric de Toggenbourg, qui ne fut pas plus heureux que son maître. Dans toutes les rencontres ses troupes furent battues par les Appenzellois. La fortune s'était déclarée pour ceux-ci, et elle les secondait trop bien pour qu'ils ne cherchassent pas à profiter de ses faveurs. Le comte de Werdemberg, à la tête de



seize cents Appenzellois, s'empara du château de Wartensée, remarquable par son ancienneté, sa force et sa situation au haut d'une montagne d'où l'on découvre presque tout le lac de Constance. Celui de Grimmenstein, ayant voulu faire résistance, fut pris et réduit en cendres. Le Rheintal, vallée fertile et populeuse, abjura la souveraineté de l'Autriche, et prêta serment aux Appenzellois. Quelques châteaux y furent détruits. Le comte de Werdenberg rentra dans cette belle partie de son patrimoine. Bientôt après ils se rendirent maîtres de la Basse-Marche et de la vallée de Wœggi qui en fait partie. Les habitans, qui dépendaient de la maison d'Autriche, ne balancèrent pas à se soumettre à des guerriers qui leur faisaient don de la liberté. Les Appenzellois, aussi reconnoissans que braves, cédèrent cette contrée au canton de Schwitz qui les avait secourus si généreusement dans le cours de cette guerre. Schwitz a conservé ce beau présent jusqu'à nos jours, malgré les vassaux de l'Autriche, et même malgré les autres cantons, qui ne virent peut-être pas sans jalousie cet accroissement de puissance de leur allié.

*Nouvelles conquêtes des Appenzellois. Ils veulent rendre la liberté au Tirol. Ils échouent dans leur entreprise.*

Au printemps de l'année suivante, les Ap-

penzellois résolurent de pousser plus loin leurs conquêtes. Commandés par le comte de Werderberg, ils entrèrent dans le comté de Bregentz. Dès qu'ils se montrèrent, les habitans se rendirent à eux. Ils remontèrent ensuite le Rhin ; s'emparèrent de Fussach , de la seigneurie de Feldkirc ; brûlèrent et rasèrent plusieurs châteaux , et s'avancèrent jusqu'aux confins du Tirol. Les habitans de cette belle contrée supportaient avec impatience la domination des grands vassaux de l'Autriche. Aussi prièrent-ils les Appenzellois de les recevoir dans leur alliance. Les Appenzellois , impatiens de seconder les vœux d'un peuple qui pensait comme eux , envoyèrent aussitôt demander du renfort à leurs compatriotes. « Que » tous ceux qui ne sont pas nécessaires à leur » famille accourent à Pludentz , où nous cam- » pons , leur écrivirent-ils ; nous avons résolu » de donner la liberté au Tirol. » Depuis les sources de l'Adige jusqu'à l'Inn , tous les habitans des campagnes prirent les armes , et accoururent pour seconder leurs libérateurs. C'en était fait de la puissance autrichienne dans cette belle province , et la confédération helvétique aurait pu la compter au nombre de ses alliés , si les cantons avaient voulu seconder avec vigueur les Appenzellois.

Sur ces entrefaites , le duc d'Autriche avait rassemblé ce qu'il avait pu de sujets fidèles , et

s'était porté sur l'Inn pour disputer aux Appenzellois le passage du pont de Landeck. On se battit dans ce lieu avec beaucoup d'acharnement, et la victoire resta aux Appenzellois. Frédéric, étonné de cette suite de succès, et ne sachant quelle digue on pourrait opposer à ce dangereux torrent, eut recours à une ruse qui lui réussit. Il fit répandre le bruit qu'une armée de douze mille Autrichiens avait pénétré dans les vallées d'Appenzel où elle mettait tout à feu et à sang. Les Appenzellois eurent d'autant moins de peine à ajouter foi à cette nouvelle, qu'ils savaient que leur pays était sans défense. Ils se hâtèrent donc de s'éloigner du Tirol, et d'abandonner leurs conquêtes au delà du Rhin.

*Les Appenzellois assiègent Wyl. Leur conduite généreuse envers l'abbé de Saint-Gall.*

DE retour dans leurs foyers, ils trouvèrent leur patrie aussi tranquille que lorsqu'ils en étaient partis. Cependant, durant leur absence, l'abbé de Saint-Gall n'espérant plus les soumettre par la force, avait eu recours aux armes spirituelles. De concert avec l'évêque de Constance, il avait lancé contre eux et leurs alliés les foudres de l'excommunication. Il avait suspendu le service divin, emporté avec lui le trésor de son église, et s'était renfermé dans sa petite ville de Wyl. Les Appenzellois,

résolus à se faire rendre l'un et l'autre, allèrent l'y assiéger. Dès qu'ils parurent, les habitans leur en ouvrirent les portes, et les conduisirent eux-mêmes au palais où l'abbé se tenait caché. Stauffen, persuadé que les Appenzellois, le regardant comme leur plus cruel ennemi, lui feraient éprouver les traitemens les plus rigoureux, était en proie aux angoisses les plus cruelles. Mais ses vainqueurs, aussi généreux que braves, se contentèrent de lui adresser des reproches bien mérités. On le fit monter à cheval, et on le reconduisit, sans lui faire aucun mal, dans son cloître de Saint-Gall, où il fut reçu avec les honneurs accoutumés. Tant de modération toucha le cœur de l'abbé de Saint-Gall. Ce prélat ne songea plus qu'à regagner la confiance d'un peuple qu'il savait enfin apprécier, et sollicita, pour lui et pour son monastère, une protection que les Appenzellois s'empressèrent de lui accorder.

*La victoire abandonne les drapeaux des Appenzellois. L'empereur offre sa médiation.*

CETTE réconciliation aurait dû, sans doute, mettre un terme à la guerre ; mais l'empereur Robert et les seigneurs du voisinage, croyant leur sûreté menacée, demandèrent une satisfaction que les Appenzellois, fiers de leurs victoires, étaient bien éloignés de vouloir leur accorder. La guerre recommença donc au

printemps de l'année suivante. Les Appenzellois rentrèrent en campagne , résolus de soumettre et de détruire tous les asiles fortifiés des vassaux de l'Autriche dans la Thurgovie. Les succès les plus brillans couronnèrent leurs premiers efforts. Ils se répandirent comme un torrent dans la Thurgovie jusqu'au delà de Constance. Rien ne put leur résister. Soixante-quatre châteaux furent forcés d'ouvrir leurs portes ; plus de la moitié furent rasés et brûlés. Cependant ils ne purent se rendre maîtres de Constance , qui était défendue par une bonne garnison. Ils retournèrent ensuite dans la Thurgovie , prirent Bischofzell , ville appartenant à l'évêque de Constance , mirent ses terres à contribution , et s'emparèrent du château fort de Kibourg. Vivement sollicités par les habitans de Bregentz , ils allèrent , quoique dans les jours les plus rigoureux de l'hiver , former le siège de cette ville , pour l'enlever au comte de Monfort qui s'en était rendu maître. Cette entreprise eut pour eux des suites funestes. Pendant que ce siège traînait en longueur , la grandeur du danger avait enfin réuni les seigneurs du Tirol et de la Souabe. Ils avaient formé une ligue à laquelle l'empereur Robert avait promis son appui. Leur armée , forte d'environ dix-huit mille hommes , s'approcha rapidement de Bregentz , surprit les assiégeans à la faveur d'un brouillard épais , fondit sur

eux et les força de lever le siège. Les Appenzellois firent leur retraite en bon ordre. L'ennemi, qui avec plus de résolution les eût peut-être détruits, intimidé par leur bonne contenance, n'osa les poursuivre. Mais ils furent obligés d'abandonner leurs conquêtes au delà du Rhin.

Cependant l'empereur Robert, voulant terminer cette guerre, offrit sa médiation, et parvint, à force de soins et de démarches, à faire entrer les Appenzellois et leurs ennemis dans des vues de pacification.

*Robert se rend à Constance. Fermeté des Appenzellois. Conditions de la paix.*

L'EMPEREUR se rendit aussitôt à Constance, et y convoqua les principaux membres de la noblesse. Des députés du pays d'Appenzel, de Saint-Gall et du Tirol, s'y rendirent. Ces députés eurent beaucoup de reproches à essuyer ; mais ils y répondirent avec cette noble assurance qui convient à des hommes dont la conduite est irréprochable. *Nous étions originellement, dirent-ils, des hommes libres de l'Empire. Tyrannisés par les abbés de St.-Gall, nous nous sommes plaints, et des sentences injustes ont été les seules réponses que l'on ait faites à nos plaintes. On nous a fait la guerre, nous nous sommes défendus avec courage. Nous avons été vainqueurs ; mais avons-nous jamais abusé*

*de nos avantages ? En nous associant à des hommes à qui on avait injustement ravi , comme à nous , les droits qu'ils tenaient de leurs ancêtres , nous n'avons eu d'autre ambition que de les aider à les recouvrer , et d'obtenir de l'empereur la justice et la protection qu'il nous doit.*

En conséquence, de l'avis d'une commission nommée par l'empereur , il fut décidé , 1°. que les Appenzellois rendraient les villes et châteaux qu'ils avaient pris pendant la guerre ; 2°. que leur alliance avec Saint-Gall et les autres associés serait dissoute ; 3°. que l'on rendrait au duc d'Autriche les terres qui lui avaient été enlevées , à l'exception de celles que les Appenzellois avaient données au canton de Schwitz ; 4°. que le duc d'Autriche , de son côté , s'engagerait à confirmer aux villes et aux campagnes qui rentreraient sous sa domination , les privilèges que ses pères leur avaient accordés ; 5°. que tout le passé serait mis en oubli , sans excepter les sentences d'excommunication prononcées. L'empereur se réserva le droit de juger dans un autre temps les différends particuliers entre Appenzel et l'abbé de Saint-Gall.

Quoique les Appenzellois fussent indignés de ce que l'empereur prétendait annuler leurs alliances , ils parurent cependant disposés à se soumettre à toutes ces conditions. Devenus plus circonspects par leurs revers , ils renfermèrent

dans leur sein la résolution qu'ils prenaient de se remettre tôt ou tard en possession des droits qu'on voulait leur ôter. Dans une assemblée générale, ils s'engagèrent, par les sermens les plus solennels, *à vivre et à mourir dans la liberté que leurs armes leur avaient acquise*. Bientôt après, l'empereur prononça sur les différends entre eux et l'abbé de Saint-Gall; mais cette sentence leur ayant paru trop favorable à l'abbé, ils refusèrent de s'y soumettre. La mort de l'empereur qui survint dans cet intervalle, mit l'abbé dans le plus grand embarras. Pour en sortir, il ne vit d'autre moyen que de traiter avec eux par l'entremise du canton de Schwitz. Les Appenzellois recouvrèrent alors, sinon leur ancienne indépendance, du moins des privilèges si étendus qu'ils équivalaient presque à une liberté totale. Les lettres de combourgeoisie qui leur furent accordées par le corps helvétique, achevèrent de consolider leur république naissante. Ce traité d'alliance, signé dans le mois de novembre 1411, marque la supériorité des cantons et le besoin pressant des Appenzellois. Ceux-ci s'engagèrent par ce traité à servir gratuitement les cantons; à soumettre leurs différends à leur arbitrage, tandis que les cantons ne s'obligeaient à servir les Appenzellois qu'autant que ceux-ci payeraient les troupes qui leur seraient fournies. Cet arrangement ne donnait guère l'espoir aux



Appenzellois de devenir un jour le treizième canton du corps helvétique.

*Seconde guerre d'Appenzel.*

A l'époque du concile de Constance, c'est-à-dire vers l'an 1414, la ville de Saint-Gall avait fait des progrès rapides. Le prince abbé avait reconnu son indépendance : devenue ville impériale, elle s'était affranchie du tribut qu'elle lui devait. Les habitans des vallées d'Appenzel aspiraient autant que leurs voisins à se rendre entièrement indépendans. Henri de Mangistorf, abbé de Saint-Gall, ayant réclamé des redevances dont les Appenzellois croyaient être quittes pour toujours, ceux-ci coururent aux armes, et la guerre était sur le point de recommencer. Plusieurs cantons offrirent leur médiation ; elle fut acceptée, et l'on promit de part et d'autre de se soumettre à leur décision. Quelque sage, et quelque juste que fût la sentence qu'ils rendirent, elle mécontenta également les deux partis. Les Appenzellois refusèrent de s'y soumettre. L'abbé porta ses plaintes au pape, à l'empereur et à l'évêque de Constance. Celui-ci lança contre Appenzel, au nom du pape, les foudres de l'excommunication. Mais l'assemblée générale du pays prononça la nullité de l'interdit, condamna au bannissement les prêtres qui refuseraient le service divin, et à mort ceux

qui oseraient maudire les Appenzellois comme hérétiques rebelles. Plusieurs prêtres furent victimes de leur zèle.

Cependant l'évêque de Constance avait intéressé en sa faveur la ligue dite de *Saint-Georges*, que la noblesse de Souabe avait formée pour sa défense; les électeurs et les autres états de l'Empire se déclarèrent aussi pour lui; mais ils se contentèrent de menacer les Appenzellois et d'engager les cantons à les réprimer par la force. Les cantons s'offrirent de nouveau pour médiateurs. Les Appenzellois se moquèrent des menaces des uns et refusèrent la médiation des autres. Pendant près de huit ans, les choses restèrent en cet état. Les Appenzellois jouissaient d'une entière indépendance, que l'on eût peut-être renoncé à leur disputer, s'ils s'étaient toujours montrés aussi prudents que braves.

*Les Appenzellois s'attirent l'inimitié de Frédéric de Toggenbourg. Bataille de Gossau. Paix conclue à Constance.*

LES Appenzellois avaient pour voisin Frédéric, comte de Toggenbourg, dont les états bordaient leur pays au couchant. Ce seigneur était d'autant plus redoutable pour eux, qu'il était combourgeois de Zurich, allié de Schwitz, et que, de plus, il avait la réputation d'habile général. Il était donc de leur

intérêt d'avoir pour lui les plus grands ménagemens. C'était bien l'avis des vieillards ; mais la jeunesse, toujours irréfléchie, méprisa leurs conseils. Les Appenzellois commencèrent par exciter à la révolte les sujets du comte qu'ils savaient lui être peu attachés, et provoquèrent plusieurs de ses vassaux. Le comte jura de les punir, et de venger ses droits et la cause des princes de l'Empire. Il chercha d'abord à se rendre les cantons favorables, et il y parvint ; il s'assura ensuite de l'appui des Zuricois. L'évêque de Constance, l'abbé de Saint-Gall et la ligue de Saint-Georges lui envoyèrent des troupes qui, réunies à ses sujets, formèrent une petite armée. A cette nouvelle, les Appenzellois coururent aux armes, et lui déclarèrent hardiment la guerre. Frédéric avait partagé ses forces afin de diviser les leurs. Ses premières tentatives n'eurent pas le succès qu'il en attendait. Une de ses divisions fut entièrement défaite par les Appenzellois, près du Stross, lieu déjà célèbre par la victoire que leurs ancêtres y avaient remportée vingt-trois ans auparavant. Ayant reçu de grands renforts, il renouvela ses attaques, fut d'abord repoussé avec perte, et défit enfin les Appenzellois dans la bataille qu'il leur livra à Gossau. Dans une bataille, la jeunesse d'Appenzel apprit à ses dépens que souvent la témérité est funeste, et que pour vaincre, il faut savoir joindre la

prudence à la bravoure. Frédéric avait fait avancer un corps de troupes destiné à masquer le gros de l'armée ; à cette vue, rien ne peut contenir la bouillante ardeur des jeunes gens d'Appenzel ; sourds à la voix de leurs chefs, ils se précipitent sur ce corps avancé, le renversent en poussant de grands cris, et se trouvent en présence d'une armée nombreuse rangée en bataille, qui les arrête et les accable par la supériorité du nombre. Les Appenzellois, cernés de toutes parts, refusent de se rendre. Quarante des leurs, parmi lesquels les deux fils du landamman, tombent sous les coups de l'ennemi ; les autres sauvent la bannière, et parviennent à gagner les forêts voisines qui leur servent d'asile. Le comte n'osa pas les y poursuivre, et malgré les avantages qu'il eut encore dans deux autres attaques, il ne put pénétrer dans Appenzel. Ces divers échecs avaient rendu les Appenzellois plus circonspects ; ils se montrèrent plus dociles aux avis des vieillards. Les cantons, joints aux villes voisines de Souabe, telles que Bâle, Constance, Saint-Gall et autres, les déterminèrent à se soumettre à la sentence arbitrale qu'ils avaient rejetée huit ans auparavant. La paix fut signée à Constance. Les Appenzellois donnèrent deux mille florins à l'abbé de Saint-Gall pour les arrérages des redevances ; celui-ci fut condamné à faire lever à ses frais l'interdit

prononcé contre eux par l'évêque de Constance. La conduite sage et modérée du prince abbé contribua puissamment au maintien de la paix ; il fit accorder plusieurs privilèges aux Appenzellois, et leur fit délivrer par l'empereur un diplôme qui leur assurait la juridiction criminelle. Quelques années après, ce peuple donna plus d'étendue à son indépendance, en rachetant aux abbés de Saint-Gall les droits qu'ils avaient encore dans le pays.

*Prolongation de la trêve. Concile de Constance.*

LA trêve qui subsistait depuis vingt ans entre les cantons et le duc d'Autriche était sur le point d'expirer ; elle fut renouvelée et prolongée pour cinquante ans : elle assura aux Suisses, durant ces cinquante années, la possession de leurs conquêtes. La Marche fut abandonnée pour le même temps au canton de Schwitz. La joie générale que cette trêve excita, et la sagesse des cantons, devaient faire espérer que rien désormais ne pourrait l'altérer. Cependant les Suisses, séduits par l'empereur Sigismond, ne tardèrent pas à la rompre. Voici à quelle occasion.

Sigismond, roi de Hongrie, venait d'obtenir la couronne impériale. L'Empire, longtemps partagé entre deux empereurs, ne reconnaissait plus que lui pour chef. Mais si la

paix commençait à régner dans l'état , la discorde agitait encore l'église. Trois souverains pontifes se disputaient le pouvoir. Sigismond résolut de mettre fin à ce schisme. Aucun prince, sans contredit , n'en était plus capable. Ce monarque , aussiférme dans ses projets qu'actif à les exécuter , joignait la prudence la plus consommée à la constance la plus soutenue. Il passa d'abord en Italie , dans le dessein de déterminer Baltazar Cossa , l'un des trois papes , qui avait pris le nom de Jean XXIII , à consentir à la tenue d'un concile.

Jean , que Ladislas , roi de Naples , venait de chasser de Rome , consentit à ce que demandait Sigismond , espérant par-là l'intéresser à sa cause. Dans cette vue , il se rendit , quoique avec une répugnance extrême , à Constance où devait s'assembler le concile. Sigismond s'y rendit bientôt , après s'être fait couronner à Aix-la-Chapelle. Jean ne fut pas long-temps sans se repentir de la démarche qu'il avait faite. A peine arrivé à Constance , il apprit la mort de Ladislas : il eût bien voulu retourner à Rome , mais il n'était plus temps d'y penser. Dans son embarras , il crut devoir solliciter la protection de Frédéric , à qui appartenait tout le pays autour de Constance. Persuadé que ce prince pourrait lui être utile , dans le cas où le concile tenterait de nuire à ses intérêts , et voulant se le rendre favorable ,

il le nomma capitaine de ses gardes avec six mille florins d'appointement.

L'empereur s'était jusqu'alors proposé de soutenir les intérêts du pape ; mais il ne se fut pas plutôt aperçu de ses liaisons avec Frédéric, qui déjà l'avait offensé en refusant de recevoir publiquement de ses mains l'investiture de ses états d'Autriche, que, cédant aux sollicitations des princes d'Italie, il lui retira sa protection. Dès ce moment le crédit du pontife baissa sensiblement. Bientôt le concile décida qu'il fallait le contraindre à abdiquer. Jean refusa d'abord de se soumettre à cette décision ; mais l'empereur l'ayant menacé de faire faire un examen public de sa vie, le pontife, qui craignait que cette enquête ne le couvrît d'opprobre, signa son abdication avec une résignation apparente. Aussitôt après cet acte de soumission, secondé par le duc d'Autriche et par quelques princes ses amis, il s'enfuit de Constance, déguisé en palefrenier, et au moyen d'un bateau qu'on lui avait préparé, il descendit le lac et le Rhin jusqu'à Schaffhouse, où le duc d'Autriche ne tarda pas à le joindre.

*Frédéric déclaré coupable de haute trahison.*

*Les Suisses rompent la trêve et lui déclarent la guerre.*

Aussitôt que l'empereur fut informé de la fuite du pape, il fit sommer le duc d'Autriche

de revenir à Constance : celui-ci refusa d'abandonner le pape. Alors les états de l'Empire et le concile le déclarèrent déchu de tous ses droits, honneurs et seigneuries, comme coupable de haute trahison, et délièrent ses vassaux du serment de fidélité. On accorda l'absolution de tout péché à quiconque s'armerait contre lui. Les pères du concile et l'empereur sollicitèrent vivement les Suisses, qui, de tous les vassaux de l'Empire, étaient les plus voisins de ses états, de déployer toutes leurs forces contre ce prince. Les cantons refusèrent de s'armer contre lui, donnant pour prétexte de leur refus la trêve qu'ils venaient de conclure pour cinquante ans avec le duc, et qu'il leur paraissait peu généreux de rompre au moment de son adversité.

L'empereur irrité leur ordonna d'obéir, sous peine d'être traités eux-mêmes avec la dernière rigueur. Il leur garantit, au contraire, s'ils obéissaient, la possession inaliénable et perpétuelle de tous les domaines autrichiens dont ils feraient la conquête. Les cantons se décidèrent à obéir. Comment n'auraient-ils pas cédé ? Ils se voyaient menacés, en cas de résistance, d'une guerre dont les suites pouvaient leur devenir funestes, tandis qu'en obéissant à l'empereur, ils trouvaient les moyens de s'agrandir aux dépens du duc d'Autriche, leur ancien ennemi. Les Bernois donnèrent



l'exemple; ils rompirent la trêve, déclarèrent la guerre à Frédéric, et entrèrent les premiers en campagne. Cet exemple fut bientôt suivi par les autres cantons : celui d'Uri fut le seul qui, fidèle à ses sermens, ne voulut jamais rompre la trêve avec le duc. Ni les promesses ni les menaces de l'empereur ne purent l'y déterminer.

*Frédéric implore la clémence de l'empereur.*

LE malheureux Frédéric, abandonné de ses sujets, vit bientôt la plus grande partie de ses états envahie et ses terres ravagées. Toute ressource n'était cependant pas perdue pour lui. Il lui restait encore des sujets et des alliés fidèles; mais dans le moment où ses amis se concertaient pour le sauver, ce prince, qui manquait de résolution et de ce courage d'esprit si nécessaire dans l'adversité, prit le parti de se rendre à Constance pour se jeter aux pieds de l'empereur. Après s'être mis à genoux, il lui demanda grâce, déclarant qu'il remettait son sort entre ses mains, et qu'il était prêt à lui livrer le pape, pourvu qu'il s'engageât à ne lui faire aucune violence. Sigismond s'adoucit, et lui fit grâce, en exigeant de lui un serment de fidélité, et la remise de tous ses états depuis le Tirol jusqu'à l'Alsace. Bientôt après on s'assura de la personne du pape : on recommença une enquête publique sur sa vie.

Il fut déposé et relégué dans le Palatinat, où il fut soigneusement enfermé. Il trouva cependant moyen de se sauver à Florence, où il mourut cardinal.

Sigismond n'ayant plus besoin du secours des Suisses, leur notifia la paix qu'il venait de faire avec Frédéric. Les Suisses venaient de se rendre maîtres de Baden. L'empereur leur ordonna de lui remettre cette ville. Les confédérés déclarèrent qu'ils étaient décidés à la garder. Sigismond fit partir aussitôt deux de ses généraux avec des troupes pour les sommer de remettre cette place à sa majesté impériale. Au moment où ils arrivaient, cette magnifique résidence des ducs d'Autriche, ce beau château si bien fortifié, était la proie des flammes. Rangés autour de ses ruines, les Suisses semblaient jouir des progrès de l'incendie. *C'est ainsi, dirent-ils aux officiers impériaux, que nous punissons la violation des traités. Nous avons accordé une capitulation à Baden, nous l'aurions observée, si les habitans de Winterthur, après une paix jurée entre eux et nous, ne fussent venus ravager le territoire de Zurich.* L'empereur n'apprit pas avec indifférence la destruction de ce superbe château, mais il dissimula son dépit.

*Sigismond veut obliger les Suisses à restituer leurs conquêtes au duc d'Autriche. Les Suisses traitent avec lui.*

CEPENDANT ce monarque, au mépris des promesses qu'il avait faites aux cantons, et qui avaient été ratifiées par le concile, voulut les obliger de restituer leurs conquêtes au duc d'Autriche. Les Suisses s'y refusèrent ; mais sentant que c'était de l'argent que voulait Sigismond, ils traitèrent avec lui. On lui compta quatre mille cinq cents florins, pour lesquels il engagea aux confédérés les villes de *Baden*, *Mellingen*, *Bremgarten* et *Sursée*. Les Bernois s'assurèrent pour cinq mille florins tout ce qu'ils avaient conquis dans l'Argovie. Ainsi cette guerre qui n'avait pas offert aux cantons de grandes difficultés, leur valut de riches possessions. Berne eut presque toute l'Argovie et le comté de Lenzbourg ; Zurich, le bailliage de Knonau ; et Lucerne, la ville de Sursée. Les cantons de Lucerne, Schwitz, Unterwald, Zug et Glaris, convinrent d'administrer en commun le comté de Baden et les bailliages libres, pays assez étendu, situé entre les cantons de Zurich, de Berne, de Lucerne, de Zug et le comté de Baden. Le canton d'Uri, qui n'avait pas voulu manquer à sa parole, proposa, mais en vain, à ses confédérés de restituer au duc ce qu'ils avaient pris, et ne

voulut rien accepter dans le partage : conduite loyale et généreuse , mais qui en tout temps trouvera plus d'approbateurs que d'imitateurs.

*Insurrection des Valaisans. Coutume singulière.*

PENDANT que les Suisses faisaient la guerre dans l'Argovie , les Valaisans , qui ne pouvaient oublier que leurs ancêtres avaient toujours été libres , s'étaient soulevés contre leur évêque qui cherchait à s'arroger sur eux une puissance absolue. L'évêque était secondé , dans ses projets d'ambition , par son oncle Wischard , sire de Raron , capitaine général du Valais et bourgeois de Berne , aussi distingué par ses richesses que par l'ancienneté de sa race. Ne doutant pas qu'on n'eût dessein de leur ravir entièrement leur liberté , les Valaisans résolurent de sévir contre ceux qui voulaient les opprimer. Ce fut surtout contre le sire de Raron qu'ils tournèrent leurs ressentimens. Pour affaiblir son pouvoir , ils commencèrent par proscrire tous ceux qu'ils savaient lui être attachés.

Les Valaisans employèrent dans cette circonstance la voie d'une ancienne coutume qui s'est soutenue chez eux jusque vers le milieu du seizième siècle. Quand un habitant était regardé comme coupable envers la patrie , ou que son crédit donnait de l'ombrage au peuple , on envoyait une massue de maison

en maison, et tous ceux qui pensaient que ce citoyen méritait d'être proscrit, y plantaient chacun un clou. Lorsque tous les habitans avaient reçu cette massue, on la plantait devant la porte du citoyen dénoncé, qui n'avait que peu de temps pour régler ses affaires et sortir du pays. S'il tardait à s'éloigner, tous ceux qui avaient attaché un clou à la massue prenaient les armes, s'emparaient de la maison du proscrit, la pillaient et la détruisaient de fond en comble, ou bien ils la vendaient à l'encan, et se partageaient le produit de la vente. Il n'y avait pas de jour que quelqu'une des créatures du sire de Raron ne fût obligée de s'exiler, de sorte qu'il n'eut bientôt plus personne sur qui il pût compter. Enfin la massue fatale fut élevée contre lui. On déclara qu'il était un tyran; et il fut proscrit comme traître à la patrie. Ses maisons furent pillées, ses terres ravagées, et ce ne fut qu'en fuyant qu'il put échapper à sa perte.

*Le sire de Raron implore le secours de Berne.  
L'armée bernoise ravage le Valais. Les Valaisans sont forcés de recevoir la paix à de dures conditions.*

Le sire de Raron se rendit aussitôt à Berne; et réclama le secours que cette ville devait à ses citoyens. Les Bernois, dont les forces étaient occupées en Argovie, le reçurent d'abord

avec froideur ; mais enfin , touchés des violences dont il était la victime , ils firent marcher des troupes à son secours. Les Valaisans , de leur côté , s'adressèrent aux cantons d'Uri , d'Underwald et de Lucerne , qui venaient de les recevoir dans leur combourgeoisie. Ces cantons , jugeant qu'il y aurait de l'injustice à abandonner la cause d'un peuple qui luttait contre l'oppression , armèrent en sa faveur. Malgré cet appui cette guerre ne fut pas heureuse pour les Valaisans. Deux fois l'armée bernoise porta le fer et la flamme dans le Valais ; elle brûla plusieurs villages et massacra beaucoup d'habitans. Sion , capitale du Valais , fut livrée aux flammes , et tous ses environs dévastés. Néanmoins les Valaisans prirent et rasèrent tous les châteaux du sire de Raron. Les approches de l'hiver forcèrent enfin les Bernois à se retirer. Les neiges et le défaut de vivres rendirent leur retraite difficile. Les Valaisans voulurent les inquiéter , mais ils furent complètement battus. Enfin les deux partis , lassés d'une guerre si cruelle , écoutèrent les cantons neutres qui employaient les prières et les menaces pour les engager à se réconcilier. Des députés se réunirent à Evian , ville de Savoie , et ils signèrent un traité de paix. Les Valaisans furent obligés de donner satisfaction à leur évêque , et de lui payer quatre mille florins de dédommagement. Ils durent en

payer dix mille à Berne pour les frais de la guerre, et autant au sire de Raron pour les pertes qu'il avait essuyées. Il obtint, en outre, la restitution de ses seigneuries ; mais il fut long-temps sans oser demeurer au milieu d'un peuple dont la haine n'avait fait que s'accroître. Les Valaisans ne se soumirent qu'avec répugnance à des conditions aussi dures : les trois cantons, leurs alliés auraient bien voulu n'y pas consentir, mais ils y furent contraints par les cantons neutres qui menacèrent de leur déclarer la guerre. Les Valaisans restèrent unis avec leurs alliés, contractèrent dans la suite des alliances avec les autres cantons, et formèrent enfin une république qui, sans faire directement partie du corps helvétique, lui a constamment été attachée.

*Du Valais. Mœurs de ses habitans. Forme du gouvernement de ce pays.*

LE Valais est une grande et belle vallée qui borne la Suisse du côté du Piémont; de hautes montagnes dont le sommet inaccessible est couvert de neige en hiver et de glace en été, la bordent des deux côtés; au pied de ces montagnes et dans la vallée, le sol est de la plus grande fécondité; les productions y sont excellentes et très-précoces; les vignobles y sont très-riches et le vin de la meilleure qualité. Le pays entier est arrosé par le Rhône, qui y

prend sa source, et qui le traverse dans un lit fort resserré.

Les Valaisans ont un goût décidé pour le vin, et l'ivrognerie est leur vice dominant. Du reste, ils sont courageux, doux et obligeans; on leur reproche cependant d'être très-entêtés et peu traitables dans les affaires d'intérêt. Actifs quand l'occasion l'exige, ils aiment à vivre dans le repos, et c'est sans doute à ce penchant pour l'indolence qu'on peut attribuer l'éloignement qu'ils ont pour le commerce.

Le pays est divisé en haut et bas Valais. Les habitans du haut Valais ont toujours été libres. Le bas Valais était autrefois sous la domination de la maison de Savoie; mais en 1475, lors de la guerre de Bourgogne, les Valaisans du haut pays conquièrent le bas Valais sur Yolande, duchesse et régente de Savoie. Depuis cette époque il est soumis à la république valaisanne, et gouverné par des baillis que l'état y envoie tous les deux ans. Le Valais est divisé en sept cantons composés chacun de sept communes; chaque canton est gouverné par ses magistrats qui sont subordonnés à la diète ou assemblée générale du canton. La capitale et principale ville du Valais est Sion.

Le gouvernement du Valais est démocratique. L'évêque de Sion en est le premier magistrat. Quoiqu'il ne soit souverain en aucune manière, il en reçoit tous les honneurs; lui



seul a le droit d'avoir des châteaux forts et d'y habiter ; c'est lui qui convoque les assemblées nationales qui se tiennent deux fois par an , et les diètes extraordinaires , quand les circonstances l'exigent. L'élection de l'évêque appartient au peuple ; il le choisit sur la présentation de quatre candidats de chacun des sept cantons du haut Valais qui lui sont proposés par les chanoines de Sion. Le second magistrat est le capitaine-général ; viennent après lui le banneret , le trésorier et le chancelier. Tous rendent compte de leur administration aux députés des sept cantons qui forment un conseil supérieur. Ce conseil exerce le pouvoir législatif , et décide souverainement dans les affaires publiques et dans les causes particulières.

### *Affaire d'Arbæjo.*

LES Suisses vivaient depuis long-temps en mésintelligence avec les habitans du Milanez , leurs voisins. Les habitans du canton d'Uri , secondés par ceux du canton d'Underwald , s'étaient emparés du val d'Oselle ; mais Philippe , Marie Visconti , duc de Milan , l'avait aisément recouvré pendant la guerre que les Suisses venaient de faire au duc d'Autriche. Les habitans d'Uri et d'Underwald , pour se venger , s'étaient rendus maîtres de la ville de Bellinzona qui est une des portes de l'Italie. Le duc de Milan s'avança vers cette ville , et en chassa

la garnison suisse, après l'avoir désarmée avec toutes les marques d'un mépris insultant. Les cantons regardant le traitement qu'il avait fait éprouver à la garnison comme un outrage fait à toute la nation helvétique, résolurent de s'en venger avec éclat. Ils coururent aux armes et s'avancèrent vers les murs de Bellinzona. Le duc de Milan avait à leur opposer quinze à seize mille hommes, dont il confia le commandement au fameux comte de Carmagnole.

Les Lucernois, soutenus par quatre cents hommes de Zurich, formaient l'avant-garde. Ces troupes, marchant sans ordre, devançaient le corps d'armée et se livraient avec ardeur au pillage. Le comte de Carmagnole profita de ce désordre, et les fit charger par sa cavalerie : ils furent presque tous taillés en pièces. Ils se seraient sans doute tirés de ce mauvais pas, s'ils avaient voulu se replier sur l'armée helvétique, mais ils préférèrent la mort à une retraite qu'ils regardèrent comme déshonorante.

Ils combattaient encore quand les troupes de Zug, d'Uri et d'Underwald venant à leur secours, rétablirent la face du combat. On se battit avec acharnement pendant sept heures ; long-temps la victoire resta indécise ; mais l'arrivée du reste de l'armée suisse la décida en faveur des cantons. Le comte fut forcé de se mettre en retraite, et d'aller se renfermer dans les murs de Bellinzona. Cette journée, connue

dans les annales helvétiques sous le nom d'affaire d'*Arbæjo*, fut d'autant plus glorieuse pour les Suisses qu'ils s'étaient avancés en désordre et avaient combattu avec beaucoup de confusion.

*Conduite héroïque de six cents jeunes Suisses.  
Paix avec le duc de Milan.*

LES habitans d'Uri n'avaient pas renoncé à l'espoir de reprendre Bellinzona. Secondés par le canton de Schwitz, ils étaient parvenus à rassembler quatre mille quatre cents hommes. Cette petite armée passa les Alpes et s'approcha de Bellinzona; mais elle fut tellement effrayée de la force de la garnison qui défendait cette ville, qu'elle se retira aussitôt sans avoir osé rien entreprendre.

Les cantons furent indignés d'une telle lâcheté. Cette retraite leur parut une fuite, dont la honte rejaillissait sur toute la nation. Six cents jeunes gens du canton de Schwitz s'assemblèrent aussitôt, bien déterminés à périr ou à réparer par de nouvelles conquêtes l'honneur de leurs armes. Le val d'Osselle fut le lieu qu'ils choisirent pour être le théâtre de leurs exploits. Ils se présentèrent devant les murs de Domo-d'Ossola. La garnison n'osa défendre cette place; ils y entrèrent en vainqueurs. A peine s'en étaient-ils rendus maîtres qu'ils se virent investis par une armée nombreuse, commandée par le comte de Carmagnole.

Avant de former le siège de la ville , le général , méprisant une aussi faible garnison , somma les Suisses de se rendre , les menaçant de les faire tous pendre s'ils lui opposaient la moindre résistance. Les six cents jeunes soldats ne se laissèrent pas intimider par ses menaces. *Nous ne craignons pas , répondirent-ils , une mort déshonorante : nos armes et notre courage sauront nous en mettre à l'abri. Nous conserverons notre conquête ou nous périrons tous en la défendant.* Il n'était cependant pas probable qu'ils pussent résister à une armée aussi nombreuse. Heureusement pour eux les cantons furent informés des succès qu'ils avaient obtenus. Le danger que couraient les généreux conquérans de la ville de Domo , réveilla dans tous les cœurs l'amour de la patrie et le zèle de la gloire nationale. Résolus de voler à leur secours, les cantons, excités par celui de Berne, levèrent une armée de vingt-deux mille hommes dont une partie se hâta de passer les Alpes. Mais l'ennemi se retira à leur approche ; et ils trouvèrent la garnison suisse maîtresse de la ville.

Brûlant du désir de vaincre les troupes italiennes, les Suisses ne virent leur éloignement qu'avec regret. Ils envoyèrent défier le duc de Milan ; mais ce prince prévoyant que la saison avancée forcerait bientôt cette armée à repasser les Alpes, se garda bien de hasarder une ba-

taille. En effet, comme il l'avait prévu, les Suisses s'en retournèrent, se promettant de revenir au printemps suivant ravager le duché de Milan. Le duc prévint une nouvelle invasion en faisant la paix avec eux. Le traité fut signé le 21 juin 1427. Par les clauses de ce traité, les Suisses rendirent au duc de Milan les vallées d'Oselle et de Livine, et renoncèrent à toutes prétentions sur le comté et la ville de Bellinzona. Le duc, de son côté, s'engagea à exempter les Suisses de tout droit de péage pendant dix ans, et à leur payer vingt-huit mille deux cents florins pour les frais de la guerre.

*Mésintelligence entre les cantons. Cause de cette mésintelligence.*

DEPUIS la paix de Bellinzona, les cantons n'avaient plus rien à redouter des puissances voisines. La Suisse présentait l'image de l'union et du bonheur; mais les jalousies, les divisions, les guerres civiles vinrent bientôt troubler cette heureuse tranquillité. La succession du comte Frédéric de Toggenbourg fut la première cause des troubles qui, pendant près de dix ans, agitèrent l'Helvétie. Ce comte, dont il a déjà été parlé dans la guerre d'Appenzel, étant mort sans postérité, laissa des domaines immenses. La veuve de Frédéric prétendit avoir le droit de succéder à tous ses

états. Le canton de Zurich soutint qu'en vertu d'un traité de combourgeoisie fait avec le comte, il avait seul le droit d'administrer ses biens. Le canton de Schwitz forma la même demande. Les vassaux du comte augmentèrent encore la confusion : les uns ne voulaient reconnaître que Schwitz, les autres Zurich, et le plus grand nombre songeait à profiter de la circonstance pour acquérir plus de liberté. Aucun des deux cantons ne voulant renoncer à ses prétentions, on se prépara à la guerre. Le canton de Glaris se joignit à celui de Schwitz, et, de concert, ils s'emparèrent à main armée d'une partie de la succession. Les Zuricois, de leur côté, se mirent en mesure d'employer la force. Les cantons neutres, alarmés d'une guerre qui allait peut-être rompre pour jamais les liens de la confédération helvétique, interposèrent leur médiation. On nomma des arbitres : mais leur sentence ayant été favorable presque sur tous les points aux cantons de Schwitz et de Glaris, les Zuricois firent éclater leur mécontentement, et le duc d'Autriche, qui avait favorisé les deux cantons, ses alliés, fut le premier objet de leur colère. Ils lui déclarèrent la guerre ; elle ne fut pas de longue durée : le concile de Bâle intervint pour en arrêter les progrès ; et les deux partis convinrent d'une trêve.

*Zurich déclare la guerre aux cantons de Schwitz et de Glaris. Événemens de cette guerre. Trêve d'un an.*

CEPENDANT quelques efforts que fissent les états neutres pour empêcher les cantons rivaux d'en venir à une rupture ouverte, ils ne purent y parvenir. Le caractère vindicatif des chefs respectifs des deux cantons rendit leurs soins inutiles. Rodolphe Stussi, bourgmestre de Zurich, guerrier courageux et politique habile, et Ital de Reding, landamman de Schwitz, brave, éloquent et populaire, avaient mérité la confiance de leurs concitoyens, et les gouvernaient avec plus d'autorité qu'aucun de leurs prédécesseurs. Ces deux hommes, aussi entreprenans l'un que l'autre, s'efforçaient à l'envi de s'illustrer, et d'affermir leur crédit en augmentant la puissance de leur patrie. Leurs jalousies et leurs passions ne faisaient qu'aigrir de plus en plus les esprits.

Aussitôt que la trêve avec l'Autriche fut expirée, les Zuricois qui s'étaient adressés à l'empereur et qui en avaient obtenu des assurances encourageantes, fiers de la protection qu'il leur avait promise, déclarèrent la guerre à Schwitz, et firent sommer ce canton de s'en rapporter au jugement de l'empereur. Le canton de Schwitz répondit que la confédération avait seule le droit de juger les différends qui

s'élevaient entre ses membres, et qu'il ne reconnaitrait jamais d'autre juge. On en vint bientôt aux voies de fait. La montagne d'Etzel fut le théâtre des premières horreurs de cette guerre. Cependant, à force de prières et de menaces, les cantons neutres engagèrent les deux partis à signer une trêve d'un an, espérant parvenir pendant ce temps à rétablir la paix et la concorde.

*Nouvelle guerre. Les cantons neutres se déclarent contre Zurich.*

L'ESPOIR des cantons neutres fut trompé. Cette trêve ne ramena pas la paix; la guerre se ralluma bientôt. Les cantons de Schwitz et de Glaris, ayant rassemblé leurs milices, s'emparèrent du pays de Sargans, allié de Zurich. En trois jours cette conquête fut terminée. Ces succès ne firent qu'accroître la confiance et les prétentions des vainqueurs : ils proposèrent la paix à Zurich; mais à des conditions si dures qu'elles furent rejetées.

Les Zuricois virent bientôt s'accroître le nombre de leurs ennemis. En prenant l'empereur pour juge, ils avaient, par cette démarche si dangereuse pour la confédération, irrité tous ses membres. Aussi tous les cantons qui jusqu'alors étaient restés neutres, déclarèrent la guerre à Zurich, comme à un membre de la confédération rebelle à ses lois et à



ses décrets. « *Dieu soit témoin*, disait le porte-étendard d'Uri, en marchant contre Zurich, *que cet étendard est levé contre ceux qui n'ont pas voulu accepter les cantons pour arbitres, conformément au droit helvétique.* »

Le canton de Zurich était inondé d'ennemis ; la confusion et le pillage faisaient de ce pays, naguère si beau et si florissant, un théâtre de désolation. Quelques villes impériales, quelques seigneurs du voisinage obtinrent enfin des deux partis qu'on ouvrirait encore des conférences. Quinze arbitres furent choisis entre les principaux magistrats des cantons. La sentence qu'ils prononcèrent et qui fut confirmée à Lucerne, restreignit, à la vérité, les vastes prétentions de Schwitz, mais elle jeta dans le cœur des Zuricois les germes d'un profond ressentiment, qui fit bientôt éclater une guerre plus terrible que celle qu'on venait de terminer.

*Les Zuricois s'allient avec l'empereur. Les cantons les pressent de renoncer à cette alliance. Nouvelle guerre.*

LA haine des Zuricois contre le canton de Schwitz et ses alliés n'était que concentrée. Le désir de venger leurs pertes et leur gloire reprit bientôt assez de force sur eux pour les engager à chercher au-dehors un vengeur, et à

appeler à leur secours l'ennemi juré de la liberté helvétique.

L'empereur Albert, successeur de Sigismond, était mort. Frédéric III, de la branche de Styrie, petit-fils du duc Léopold, tué à Sembach, lui avait succédé. Frédéric, en montant sur le trône, avait joint aux droits d'empereur ceux de duc d'Autriche. Déjà il avait manifesté l'intention où il était de recouvrer les domaines dont l'empereur Sigismond, à l'aide des Suisses, avait dépossédé sa maison. Déjà il avait fait sommer les cantons de lui rendre l'Argovie. Cette sommation n'avait produit aucun effet ; les cantons n'en témoignèrent même aucune inquiétude. Les Zuricois sentirent combien il leur importait d'intéresser le nouvel empereur à leur querelle. Pour y réussir, ils lui envoyèrent des députés chargés de lui témoigner combien ils se repentaient d'avoir pris part à la révolte des Suisses, et de lui offrir la restitution de la seigneurie de Kibourg qui formait presque la moitié de leur territoire.

L'empereur reçut avec distinction ces députés, parut sensible à leur repentir, leur promit de les protéger contre leurs ennemis, et d'aller lui-même à Zurich signer un traité d'alliance avec eux. Frédéric s'y rendit en effet l'année suivante : il y fut reçu avec magnificence par le sénat. Le traité d'alliance fut

solennellement juré de part et d'autre. La présence de l'empereur fit la plus vive impression sur le peuple de Zurich : toute la ville retentit des cris de *vive l'Autriche* ! Les Zuricois arborèrent les plumes de paon, marques distinctives des Autrichiens et de leurs partisans, et substituèrent même les croix rouges des Autrichiens aux croix blanches que les confédérés portaient sur leurs habits de guerre.

On n'eut pas plus tôt appris dans les cantons que d'anciens confédérés arboraient avec joie le signe de la servitude, que l'indignation y fut à son comble. Cependant, avant d'en venir aux hostilités, les cantons sollicitèrent vivement les Zuricois de renoncer à leur alliance avec l'Autriche : toutes leurs remontrances furent inutiles. Enfin, après avoir épuisé tous les moyens de conciliation, ils entrèrent en campagne. Partout les Zuricois éprouvèrent des échecs. Les confédérés ayant reçu les secours de Berne, se rendirent maîtres de *Mellingen* et de *Bremgarten*. La ville de *Baden* ne tarda pas à capituler. Toute l'Argovie et le comté de *Baden* leur prêtèrent serment. Après cette expédition, ils revinrent dans le canton de Zurich, prirent et brûlèrent plusieurs châteaux et quelques beaux villages ; on les vit, dans le délire de leur vengeance, piller les églises et les couvens, et outrager les femmes jusqu'au pied des autels : tristes effets des

guerres civiles, qui changent souvent en tigres altérés de sang, les hommes les plus modérés et les plus humains. Enfin, après avoir laissé partout des traces de leur fureur, ils se retirèrent dans leurs cantons pour y prendre quelque repos.

*Nouveaux succès des confédérés. Mort du bourgmestre Stussi.*

CEPENDANT les Zuricois consternés n'osaient sortir de leur ville; le fer et le feu désolaient leurs campagnes. Rien n'avait pu arrêter le progrès des armes des confédérés. Les généraux autrichiens que l'empereur avait chargés de défendre Zurich, ne s'occupaient que de leurs plaisirs et de leur fortune. Les états de l'Empire, malgré leurs promesses, témoignaient de la répugnance à se mêler de cette querelle.

Les confédérés rentrèrent en campagne vers le milieu de l'été; ils se portèrent d'abord sur le mont Albis, montagne couverte d'épaisses forêts, qui, des frontières du canton de Zug, s'étend dans une longueur de cinq lieues jusque près de Zurich. Elle était défendue par des troupes qui s'y étaient retranchées. Accoutumés à ne rien trouver d'inaccessible, les volontaires de Schwitz et de Glaris en atteignirent bientôt les sommets les plus élevés, et surmontèrent les obstacles que leur opposaient la nature et les hommes. Tous les passages

furent forcés, les Zuricois mis en fuite et poursuivis jusque dans la plaine. Bientôt toutes les bannières des confédérés flottèrent à la vue de Zurich.

L'alarme se répand aussitôt dans la ville. Les bourgeois courent aux armes, et vont, avec la cavalerie autrichienne, se poster entre la ville et la rivière de Sil qui coule près de ses murs. En vain les généraux leur conseillent-ils de rester dans une position aussi avantageuse; se croyant déshonorés s'ils n'acceptent pas le combat en pleine campagne, ils sont sourds à la voix de leurs chefs. Ils passent la Sil et vont au-devant des confédérés. Le combat s'engage entre un bataillon d'infanterie des cantons et quelques escadrons de la cavalerie autrichienne, qui ne peuvent soutenir le choc de ces hommes intrépides. Cependant les Zuricois se défendaient avec valeur, quand deux cents volontaires, auxquels Reding, général des confédérés, avait fait attacher sur la poitrine des croix rouges semblables à celles des Autrichiens, passèrent derrière l'armée ennemie à la faveur de leur déguisement, l'attaquèrent avec furie et la mirent en déroute. En un instant le pont de la Sil est converti de fuyards; vainqueurs et vaincus s'y précipitent. Le bourgmestre Stussi est le seul qui, dans un si grand danger, conserve tout son sang-froid : armé de sa hache

d'armes , il se place au milieu du pont , et tâche par ses menaces d'arrêter les fuyards : mais ses efforts sont inutiles. Dans ce moment même , un bourgeois de Zurich s'approche de Stussi , et l'accusant d'être la cause des malheurs de sa patrie , lève sa pique et le perce d'outre en outre. Le bourgmestre tombe couvert de sang et expire aussitôt. Ainsi périt ce magistrat , qui en défendant , selon ses idées , mais avec trop de passion , l'honneur et les droits de sa patrie , attira sur elle les maux les plus affreux. Les confédérés ayant trouvé son corps , le coupèrent en mille morceaux et le jetèrent dans la Sil. Les Zuricois , pour honorer sa mémoire , lui érigèrent une statue qui le représente armé de toutes pièces , tel qu'il était le matin de cette fatale journée.

Les confédérés ne trouvant presque plus de résistance , passèrent la Sil. On s'attendait qu'ils allaient entreprendre le siège de Zurich : ils se contentèrent de mettre le feu au faubourg , et de réduire en cendres les villages qui , dans leurs dernières courses , avaient échappé à l'incendie. Ils tentèrent ensuite de s'emparer de Rapperschwil ; mais ils y trouvèrent des difficultés qui les rebutèrent. Sur ces entrefaites , les Autrichiens enfermés dans Zurich leur firent proposer une suspension d'armes par l'évêque de Constance. Ce prélat réussit à leur persuader d'accepter une trêve , qui de-

vait durer jusqu'à la Saint-Georges de l'année suivante. Il fut stipulé que de part et d'autre on garderait le pays que l'on occupait, et que l'on assemblerait un congrès à Baden pour y traiter de la paix définitive.

*Rupture des conférences. Les Suisses rentrent en campagne. Prise de Griffensee. Siège de Zurich.*

EN consentant à une trêve, l'empereur n'avait cherché qu'à gagner du temps. Il espérait recevoir pendant l'armistice les secours que Charles VII, roi de France, avait promis de lui fournir. Cependant le congrès de Baden s'était assemblé; mais les conférences ne furent pas plutôt commencées qu'elles furent irrévocablement rompues. Les Zuricois voulaient que l'on prît pour arbitres, soit l'évêque de Constance, soit les villes impériales dont les députés assistaient au congrès. Les députés des cantons déclarèrent qu'ils n'étaient venus que pour écouter des propositions de paix, et non pour soumettre leurs droits à des arbitres, et qu'il fallait, avant tout, que Zurich renonçât à son alliance avec l'empereur. Les Autrichiens qui étaient intéressés à traîner la négociation en longueur, essayèrent, mais inutilement, de renouer les conférences. Dès que la trêve fut expirée, les cantons reprirent les armes, et les hostilités recommencèrent. L'ar-

mée des confédérés pénétra par Baden sur les terres des Zuricois , et commença ses opérations par le siège de *Griffensee*, petite ville située à deux lieues de Zurich. La résistance fut opiniâtre ; mais les assiégés furent obligés de se rendre à discrétion.

Bientôt les confédérés parurent devant les murs de Zurich. Jamais cette ville n'avait touché de plus près au moment de sa ruine : ses terres ravagées étaient au pouvoir de l'ennemi ; Winterthur et Rapperschwil étaient bloquées ; cernée du côté de la terre, elle n'avait plus de communication que par le lac. Les secours promis par l'empereur n'arrivaient pas , et les Autrichiens qui étaient à Zurich n'étaient pas en assez grand nombre pour se défendre contre une armée de vingt mille hommes. Cependant les Zuricois ne perdaient pas courage ; ils se défendaient avec opiniâtreté , et frémissaient d'indignation au seul mot de paix.

Un événement imprévu força bientôt les confédérés à diviser leurs forces et à ralentir les opérations du siège de Zurich. Deux frères nommés *Baldeck* , se liguerent contre les Bernois avec un baron de *Falkenstein*. Après avoir surpris, pillé et réduit en cendres la ville de Bruck , dans l'Argovie, ils en emmenèrent les principaux habitans prisonniers. Les confédérés, indignés d'une telle trahison,



résolurent d'en tirer une vengeance éclatante. Aussitôt les troupes de Soleure , de Berne et de Lucerne , réunies à des détachemens de l'armée qui assiégeait Zurich , au nombre de quatre mille hommes , marchèrent contre le château de Farnsbourg où s'était renfermé Falkenstein avec ses associés.

*Les Armagnacs en Suisse. Bataille de Saint-Jacques.*

PENDANT que les Suisses étaient occupés au siège de Zurich et à celui de Farnsbourg , les secours promis par le roi de France à l'empereur s'approchaient de la Haute-Alsace et de Bâle. Ces secours consistaient en vingt-quatre mille Français et en huit mille Anglais : c'étaient ces mêmes troupes qui avaient, sous le nom de *grandes compagnies* , si longtemps désolé la France , en servant Jean IV , comte d'Armagnac , contre le roi. Charles VII , content de trouver cette occasion de délivrer ses états de cette foule d'Armagnacs , les envoyait contre les Suisses. Ils étaient commandés par le dauphin , depuis Louis XI.

Les confédérés furent à peine informés de leur marche , que leurs généraux envoyèrent un corps de seize cents hommes pour reconnaître ce nouvel ennemi. L'avant-garde des Français , forte de huit mille hommes , était déjà près de Bâle. Les seize cents confédérés

sortirent de leur camp pendant la nuit, déterminés à attaquer cette avant-garde. Le lendemain, au point du jour, ils rencontrèrent, près de Brattelen, un fort détachement, qu'ils attaquèrent et mirent en fuite. Un autre corps qui s'était avancé pour secourir le premier, fut également défait. Cet heureux commencement redoubla leur ardeur. Enhardis par leurs succès, ils marchèrent résolument vers le corps de l'armée française : ni les remontrances ni les ordres de leurs chefs ne purent les retenir. La vue de l'ennemi qui avait pris position de l'autre côté de la rivière de Birs, ne servit qu'à enflammer leur courage. Brûlant d'en venir aux mains, ils passent la rivière sans vouloir écouter leurs généraux. Foudroyés par l'artillerie des Français, plusieurs périssent dans ce périlleux passage ; bientôt après ils sont enveloppés par divers corps de cavalerie. Cependant, voyant leur ordre de bataille rompu, une partie repassa la rivière et se défendit pendant dix heures dans une prairie voisine ; enfin, accablés par le nombre, ils périssent tous, préférant la mort à la honte de se rendre. Des seize cents hommes, cinq cents restaient encore : ceux-ci essayèrent de se faire jour à travers les escadrons ennemis ; mais ils tombèrent dans une embuscade de huit mille Français. En vain on les somme de se rendre ; cette poignée de braves ne voulant pas de quartier, se re-

trancha dans un cimetière entouré de murs, et appartenant à l'hôpital Saint Jacques, à un quart de lieue, au midi de Bâle; ils s'y défendirent avec une telle intrépidité, que trois fois les Français furent obligés d'envoyer contre eux de nouvelles troupes: enfin l'artillerie que l'on fit avancer acheva de foudroyer ces généreux guerriers. Seize seulement échappèrent et se sauvèrent au camp des confédérés qui, méprisant leur lâcheté, les reçurent avec ignominie, leur reprochant d'avoir préféré une fuite honteuse à la mort glorieuse de leurs compagnons d'armes. Cette victoire coûta cher aux Français: on porta généralement leur perte à six mille hommes, parmi lesquels plusieurs officiers distingués.

Le sang de tant de braves ne fut pas inutilement versé pour leur patrie; leur courageuse résistance rehaussa la gloire des Suisses, et leur mort détourna l'orage qui menaçait la gloire de leur pays. Le dauphin ne chercha plus à pénétrer dans une contrée défendue par un peuple si brave; et craignant qu'un second triomphe de ce genre ne lui laissât plus d'armée, il s'empressa de se réconcilier avec eux et de s'en faire des amis. La paix entre ce prince, les sept cantons et la ville de Bâle, fut signée à Ensisheim, en Alsace, le 28 octobre 1444.

*Continuation de la guerre avec Zurich. Paix définitive.*

Aussitôt que les confédérés furent informés de la défaite des leurs, ils levèrent précipitamment le siège de Farnsbourg et celui de Zurich ; mais en se retirant, ils en ravagèrent impitoyablement les environs.

La guerre entre Zurich et les cantons dura encore deux ans avec la même animosité. Cette guerre se borna à de petits combats qui ne servirent qu'à aggraver le malheur des habitans des campagnes. La fortune des armes resta partagée. Quelques contrées furent encore ravagées. Le comté de Sargans eut beaucoup à souffrir de la part des deux partis qui se le disputaient avec acharnement. La victoire que l'armée des cantons y remporta sur les Autrichiens, peut être comparée à une de ces journées mémorables qui avaient assuré l'indépendance des Suisses. Six mille Autrichiens avaient passé le Rhin pour suivre l'armée des cantons, forte de onze cent cinquante hommes : cette petite armée, en partie composée de Glaronnois, marcha fièrement aux Autrichiens, les rencontra près de Ragatz, fondit sur eux et les mit en déroute. Les Autrichiens laissèrent treize cents hommes sur le champ de bataille ; plusieurs périrent dans le Rhin.

Cependant les deux partis, également fati-

gués de la guerre, désiraient sincèrement la paix. Les Zuricois et les confédérés consentirent donc à entamer de bonne foi des négociations; elles eurent cette fois un heureux résultat : la paix fut conclue. Conformément à la décision d'un tribunal assemblé à Ensiedlen, les Zuricois renoncèrent à leur alliance avec l'Autriche, et les cantons leur rendirent les terres qu'ils avaient conquises sur eux, sans en exiger le moindre dédommagement. Ainsi se termina cette guerre que fit naître la jalousie, excitée chez ceux des confédérés qui avaient le moins de territoire, par les agrandissemens rapides de ceux qui avaient eu plus de bonheur et d'habileté, et qu'entretenirent les inimitiés personnelles entre les chefs du canton de Zurich et ceux de Schwitz.

Pendant les années qui suivirent, la prospérité et la puissance des Bernois firent des progrès considérables; ils acquirent les propriétés de *Brandis*, dans l'*Emmethal*, et de *Wimmis*, bourg bien bâti, chef-lieu de la partie inférieure du *Simmenthal*. Dans la guerre qui s'alluma entre eux et les Fribourgeois, ils eurent l'avantage, et forcèrent ces derniers à conclure la paix à des conditions fort désavantageuses. De tous côtés on recherchait l'alliance des cantons. L'abbé de Saint-Gall, ses vassaux et ses sujets en contractèrent une perpétuelle avec ceux de Zurich, Lucerne, Schwitz et

Glaris : les deux partis s'engagèrent à se défendre contre leurs ennemis communs.

Vers le même temps, la ville de Schaffhouse s'allia avec les cantons, dont la protection lui fut bientôt très-utile. Sigismond, duc d'Autriche, cousin de l'empereur, renouvela ses prétentions sur cette ville ; il était même sur le point de l'attaquer, quand les cantons vinrent la sauver. Mais de toutes les alliances que les Suisses formèrent à cette époque, aucune ne fut plus importante pour eux que celle qu'ils contractèrent avec la France, sur la proposition de Charles VII, qui la conclut avec les huit cantons et la ville de Soleure en 1453. Elle fut déclarée perpétuelle, et renouvelée par Louis XI à Abbeville et à Berne en 1463.

*Nouvelle guerre avec l'Autriche. Les Suisses s'emparent de la Thurgovie.*

En protégeant ouvertement les villes qui voulaient se soustraire à la domination du duc d'Autriche, les cantons devaient s'attendre à une nouvelle guerre. Tout semblait annoncer une prochaine rupture entre eux et la maison d'Autriche. Loin d'en être effrayés, ils s'en promirent de grands avantages. Enorgueillis de leurs victoires, ambitieux d'étendre leurs domaines, ils cherchèrent eux-mêmes quelques prétextes pour recommencer les hostilités,

et ils en trouvèrent aisément. Les Zuricois prétendirent que leurs bourgeois avaient été insultés à Winterthur par des sujets de l'Autriche; les autres cantons alléguèrent d'autres prétextes non moins frivoles. Les évêques de Constance et de Bâle voulurent en vain conjurer l'orage : ils proposèrent des conférences. Plusieurs cantons étaient d'avis qu'on en attendît le résultat; mais ceux de Lucerne et d'Underwald déclarèrent sur-le-champ la guerre à Sigismond, et se mirent en campagne. Les bourgeois de Rapperschwil se réunirent à leurs protecteurs. Bientôt leur armée, à laquelle se joignit un grand nombre de volontaires accourus des diverses parties de la Suisse, entra sans résistance dans la Thurgovie. Ce pays, situé entre les frontières du canton de Zurich, le lac de Constance et les terres de l'abbé de Saint-Gall, était, par sa fertilité, par sa situation et par son étendue, l'objet des prétentions ambitieuses d'une grande partie des Suisses : aussi marchèrent-ils avec ardeur à cette conquête. Frauenfeld, capitale du pays, fut bientôt en leur pouvoir; et ils reçurent devant Winterthur l'hommage de presque tous les habitans de la Thurgovie.

*Siège de Winterthur. Trêve de quinze ans entre  
Sigismond et les cantons.*

WINTERTHUR, ville assez considérable, située sur les frontières du canton de Zurich, tentait surtout les Zuricois. Ceux-ci engagèrent les confédérés à venir en former le siège. Il fut long et meurtrier. Les partisans du duc d'Autriche, réunis à la garnison, s'y défendirent pendant deux mois avec une rare intrépidité. Les confédérés se lassaient déjà de ce long siège, lorsque Louis, duc de Bavière, leur proposa de le lever, promettant que Winterthur garderait une neutralité perpétuelle. Il fit plus : de concert avec les évêques de Bâle et de Constance, il parvint à engager Sigismond à conclure une trêve de quinze ans avec les cantons. Sigismond abandonna aux Suisses la possession de la Thurgovie, à condition qu'ils ne recevraient plus dans la confédération aucun vassal ni sujet de l'Autriche. Dès lors la Thurgovie fut soumise au gouvernement commun des cantons, qui y envoyèrent un bailli pour l'administrer en leur nom.

Peu de temps après, le canton de Zurich acquit la ville de Winterthur, qui, depuis long-temps, était l'objet de ses désirs. Cette ville fut engagée aux Zuricois par Sigismond pour la modique somme de dix mille francs. Elle fut confirmée dans la possession de tous ses droits qui étaient fort étendus.



*Guerre de Mulhausen.*

L'ALLIANCE que Mulhausen, petite ville située sur la rivière d'Ill, dans la partie de l'Alsace nommée *le Sundgau*, contracta avec Berne et Soleure, fit bientôt éclater une nouvelle guerre. Les nobles de l'Alsace et de la Souabe ne virent pas avec indifférence se former une de ces associations qui donnaient tant de force aux villes les moins puissantes ; ils s'armèrent pour la détruire. Berne et Soleure envoyèrent aussitôt des troupes au secours des bourgeois de Mulhausen. L'armée des nobles s'approcha de la ville et en ravagea les environs. Les bourgeois de Mulhausen, de leur côté, firent des sorties, pillèrent et brûlèrent les villages et les châteaux des nobles. Bientôt une vaste étendue de pays fut mise à feu et à sang par l'une et l'autre armée.

Tous les cantons prirent bientôt parti dans la querelle. Chacun d'eux envoya son contingent. Celui de Berne fournit à lui seul sept mille hommes. Les confédérés, partagés en trois corps, pénétrèrent de trois côtés dans les terres de leurs ennemis, et les ravagèrent. Mais ce fut en vain qu'ils leur offrirent le combat ; l'armée des nobles était trop faible pour l'accepter. Après avoir laissé une garnison dans Mulhausen, les Bernois et les Soleurois retournèrent chez eux ; les autres cantons allèrent

former le siège de *Waldshut*, ville frontière, appartenant au duc d'Autriche.

*Nouvelle guerre avec l'Autriche. Paix de Waldshut.*

PENDANT la guerre de Mulhausen, Schaffhouse avait vu s'élever dans son sein une querelle non moins sérieuse qui arma de nouveau les Suisses contre le duc d'Autriche. *Jean de Strad*, ancien bourgmestre de cette ville, fut enlevé par un gentilhomme des environs, nommé *Hendorf*, qui le traîna devant la justice du duc d'Autriche, et le fit condamner à lui payer une rançon de 18,000 florins. Les Suisses, indignés contre Sigismond qui paraissait approuver cette violence, usèrent de représailles envers ses vassaux, mirent garnison dans Schaffhouse, et levèrent des troupes pour la défendre. Le duc leva aussi une armée. On tenta, mais sans succès, de ramener les esprits à des idées plus pacifiques; on tint même des conférences à Bâle. Les hostilités se ralentirent; bientôt elles se renouvelèrent avec plus de violence. Les confédérés poussèrent vigoureusement le siège de *Waldshut*. Cette ville, défendue par dix-huit cents hommes, commandés par des officiers distingués, leur opposa une résistance opiniâtre. Les cantons, informés que Sigismond s'avancait à la tête de treize mille hommes, s'empressèrent d'en-

voyer du renfort aux assiégés. La plus grande partie des troupes du duc était composée d'étrangers qui, saisis de crainte à l'approche des confédérés, se dispersèrent entièrement.

Cependant Waldshut refusait de se rendre. Les Suisses ravageaient les campagnes voisines et répandaient partout la désolation et la mort. Enfin les princes et les peuples voisins touchés des maux que causait cette guerre désastreuse, s'efforcèrent d'y mettre un terme en apaisant le ressentiment des cantons. *Louis-le-Riche*, comte palatin, duc de Bavière, travailla avec le plus d'ardeur au rétablissement de la paix : ses efforts ne furent pas sans succès. On ouvrit des conférences à Brisach, qui amenèrent enfin une réconciliation entre les Suisses et le duc d'Autriche. La paix fut conclue à Waldshut à des conditions très-avantageuses pour les cantons.

*Embarras de Sigismond. Transaction entre lui et Charles, duc de Bourgogne.*

Pour que cette paix fût solide, il fallait que Sigismond en remplît exactement les conditions. La plus difficile pour lui, sans doute, était de payer dix mille florins pour les frais de la guerre. Le terme stipulé pour le payement approchait, et ce prince manquait d'argent pour remplir ses engagements. Il ne pouvait consentir à abandonner aux cantons ses grandes

possessions en Souabe qui devaient leur tenir lieu de paiement. Pour prévenir un sacrifice aussi considérable, Sigismond demanda des secours d'argent à plusieurs princes. Charles, duc de Bourgogne, fut le seul qui consentit à lui donner tout celui dont il avait besoin. Il lui prêta d'abord les 10,000 florins qu'il devait aux cantons : il lui en donna de plus 80,000, pour lesquels Sigismond lui engagea le comté de Ferette, la Forêt-Noire, tous ses domaines dans le Sundgaw, l'Alsace et le Brigaw, enfin la ville de *Lauffembourg*, *Seckingen*, *Waldshut* et *Rheinfeld*. Ces quatre villes forestières étaient autant de passages sur le Rhin, et de postes qui commandaient la navigation sur les frontières de la Suisse. Ces transactions ne pouvaient que compromettre la sûreté de la confédération helvétique, en lui donnant pour voisin un prince dont le caractère altier et ambitieux lui fournissait les plus grands sujets de défiance. Il était difficile de vivre en paix avec un voisin si dangereux ; aussi vit on bientôt éclater la guerre de Bourgogne, guerre dont les suites furent si funestes à son auteur, et qui offrit aux Suisses une nouvelle occasion d'affermir cette réputation de bravoure et de discipline qui les faisait regarder comme des modèles à la guerre.

*Conduite tyrannique des officiers du duc de Bourgogne. Berne menacée d'une guerre civile.*

LES craintes des Suisses se trouvèrent bientôt justifiées. *Pierre d'Hagembach*, homme dur et hautain, à qui Charles avait confié le commandement des provinces que Sigismond lui avait engagées, se faisait détester par sa conduite tyrannique. Bientôt il ne se montra pas moins injuste envers ses voisins. D'après le dernier traité, 1,800 florins devaient être payés à la ville de Schaffhouse pour le remboursement de la rançon de son bourgmestre. Il refusa de les acquitter, et prit même sous sa protection Hendorf, auteur de la dernière guerre, et Bernard d'Eptingen qui avait fait arrêter et piller sur le territoire de Baden deux messagers de Berne et de Soleure. Le bailli de Lauffembourg osa faire planter les armes de Bourgogne sur le territoire de Berne. Les Bernois s'en plaignirent ; mais Charles ne fit aucun droit à leurs plaintes.

Cependant les cantons alarmés cherchèrent à se fortifier par de nouvelles alliances. Celle de Louis XI, dont la haine pour le duc de Bourgogne était bien connue, avait le plus grand prix à leurs yeux ; ils s'empressèrent donc de la rechercher. Pendant que les confédérés s'occupaient de prendre des mesures définitives contre une guerre étrangère, de funestes divi-

sions s'étaient élevées à Berne entre la noblesse et l'ordre inférieur de la bourgeoisie. Le parti populaire, à la tête duquel était *Pierre Kitzler*, de la tribu des bouchers, eut le dessus. Plusieurs nobles furent exilés; Kitzler fut élu avoyer; mais sa conduite violente le fit bientôt déposer. On lui donna pour successeur *Petermann de Wabern*, du corps de la noblesse. Ces troubles ne furent pas heureusement de longue durée. Les villes de Bâle, de Soléure, de Fribourg et de Bienne offrirent leur médiation. Enfin, dans une conférence des principaux chefs des deux partis, on fit un accommodement; et les nobles exilés revinrent à Berne avec l'applaudissement général.

*Nouvelles vexations d'Hagembach. Mécontentement général.*

Dès que la tranquillité fut rétablie à Berne, les confédérés ne s'occupèrent plus que des moyens à prendre pour faire avec avantage la guerre dont ils étaient menacés; les vexations d'Hagembach, les marques de mépris que Charles leur prodiguait, excitaient leur ressentiment. Cependant la guerre aurait pu encore être évitée, si Hagembach n'eût renouvelé ses violences et ses insultes contre la nation. Ce gouverneur parlait hautement des conquêtes que son maître se proposait de faire, et dési-

gnait même les parties de la Suisse dont le gouvernement lui était promis.

Au commencement de l'année suivante, Charles s'étant rendu en Alsace pour visiter ses nouvelles possessions, des députés de Berne, de Fribourg et de Soleure vinrent lui porter plaintes contre Hagembach, et réclamer l'exécution du traité de Waldshut qui leur promettait paix et sûreté. Le duc les reçut avec mépris, et ne leur donna même aucune réponse. Le silence de Charles ne fit que redoubler les injustices et l'insolence d'Hagembach.

*Alliance des cantons avec l'Autriche.*

CEPENDANT les nobles, les habitants des villes et ceux des campagnes, également irrités contre ce despote odieux, portèrent leurs plaintes au duc d'Autriche, comme à leur ancien et véritable maître. Sigismond, ainsi que l'empereur Frédéric, oubliant leur ancien ressentiment contre les cantons, sollicitèrent leur alliance, et leur confièrent en quelque sorte la défense des malheureuses victimes de la tyrannie d'Hagembach. On forma une ligue défensive que l'on appela *basse ligue*. Plusieurs princes y entrèrent. Les villes de *Strasbourg*, de *Bâle*, de *Schlestadt* et de *Colmar* y furent comprises. Louis XI qui n'avait rien tant à cœur que de susciter une guerre au duc de Bourgogne, se garda bien de paraître en rien

dans cette occasion. Il craignait que Charles, le voyant disposé à s'allier avec les Suisses, n'osât pas leur faire la guerre.

Pour mettre le dernier sceau à sa réconciliation avec les Suisses, Sigismond se rendit à Constance, à Berne et dans plusieurs autres villes des cantons. Partout on lui rendit les plus grands honneurs. Il eut, dans ces différentes villes, de fréquentes conférences avec les ambassadeurs français. Enfin il conclut avec les Suisses le traité d'alliance connu dans l'histoire sous le nom d'*union héréditaire*. Par ce traité, les cantons s'engagèrent à vivre en bonne intelligence avec le duc, et à lui fournir des troupes au besoin, moyennant une somme raisonnable. Le duc, de son côté, promettait d'observer strictement le traité de *Waldshut*; il confirmait aux Suisses la possession de leurs conquêtes, et leur accordait de plus le droit de mettre garnison dans les quatre villes forestières du Rhin. Ainsi ce traité attribuait aux cantons le soin de veiller à la conservation des états de cette même maison dont ils avaient secoué le joug.

*Hagembach condamné à mort et décapité.*

CEPENDANT Hagembach, qui connaissait les intentions de son maître, se préparait à la guerre. Voulant faire de Brisach sa principale place d'armes, il obligea les bourgeois de cette



ville à travailler aux fortifications. Ceux-ci, indignés des mauvais traitemens qu'il leur fait éprouver, et voulant prévenir les sinistres événemens que tant de préparatifs semblent annoncer, jurent sa perte. Le complot ne tarde pas à s'exécuter. Le jour de Pâques, 10 avril 1474, les soldats allemands, gagnés par les bourgeois, désarment les Italiens et les Flamands qui faisaient partie de la garnison, s'assurent de la personne d'Hagembach, l'enferment dans une tour, et s'empressent de faire passer cette nouvelle au duc d'Autriche. Sigismond accourt aussitôt, escorté par quatre cents soldats suisses, et reçoit l'hommage des bourgeois de Brisach. Cet exemple fut bientôt suivi par les habitans de la Haute-Alsace et du Brisgaw, qui s'empressèrent de retourner sous son obéissance. On forma ensuite un tribunal, composé de jurisconsultes du pays et de députés des cantons suisses, pour procéder au jugement d'Hagembach. Il fut condamné à être décapité. L'exécution eut lieu en présence des députés des cantons et aux acclamations du peuple dont il avait été l'oppresseur.

*Les cantons renouvellent leur alliance avec  
Louis XI.*

CHARLES n'eut pas plutôt appris l'exécution d'Hagembach, qu'il se répandit en menaces

contre les cantons. Il donna ordre au frère d'Hagembach de mettre à feu et à sang la partie de l'Alsace la plus voisine des Suisses. Ces nouvelles violences lui firent perdre le peu de partisans qu'il avait encore à Berne et dans les autres cantons. *Diesbach*, avoyer de Berne, et zélé partisan de la France, profita de cette disposition des esprits pour faire renouveler le traité d'alliance avec Louis XI.

Ce prince s'engagea, par ce traité, à prêter secours aux cantons dans toutes leurs guerres, et surtout dans celles avec le duc de Bourgogne. Les cantons promirent de lui fournir des troupes toutes les fois qu'il l'exigerait, à moins qu'ils ne fussent eux-mêmes en guerre. La solde de ces troupes fut réglée d'une manière très-avantageuse. Le roi devait payer par mois à chaque soldat quatre florins et demi du Rhin ; il promettait en outre une pension annuelle pour chacun des huit cantons et pour les villes de Fribourg et de Soleure.

Cependant ce dernier article ne fut pas généralement approuvé. A Berne, et surtout à Fribourg, les hommes les plus sages et les plus honnêtes, sentant que ces dons intéressés les mettraient dans la dépendance des étrangers et compromettraient leur honneur et leur union, témoignaient hautement leur mécontentement. *Nous avons peu de soldats*, dirent les Fribour-

geois, et nous ne voulons pas les vendre pour de l'argent. Les partisans de la France parvinrent cependant à faire accepter le traité.

*De l'infanterie des Suisses; ses armes, sa manière de combattre.*

LOUIS XI payait exactement tous les ans les pensions stipulées par l'alliance. Il se serait bien gardé d'y manquer; il savait qu'en faisant ce léger sacrifice, il s'assurait le dévouement d'un peuple fidèle à ses engagements, et qui pouvait être cité en Europe pour le modèle de la discipline militaire. D'ailleurs, à cette époque, l'infanterie française était mauvaise, et celle des Suisses était renommée tant par sa bravoure que par sa patience que rien ne pouvait rebuter.

Les armes défensives des Suisses étaient le casque et la cuirasse; quelques-uns se couvraient le corps avec des peaux de buffles. Leurs armes offensives étaient une pique de dix-huit pieds de long, un espadon qu'ils portaient attaché derrière le dos, et une épée qu'ils avaient à la ceinture; il n'y avait pas un tiers des soldats qui se servissent d'armes à feu. La manière de combattre de cette infanterie faisait sa principale force. Disposée en bataillons de trois à quatre mille hommes, elle présentait un front hérissé de piques que la meilleure cavalerie ne pouvait enfoncer qu'avec peine.

Enfin la valeur des Suisses, leur discipline sévère, leur tactique savante les fit long-temps regarder comme invincibles.

*Les cantons déclarent la guerre au duc de Bourgogne. Leur première victoire.*

LES villes d'Alsace qui, avec les évêques de Strasbourg et de Bâle et plusieurs seigneurs, formaient ce qu'on appela la *basse ligue* pour la distinguer de la *haute*, c'est-à-dire de celle des Suisses, semblaient hésiter encore à faire la guerre au duc de Bourgogne. Ce prince, que son caractère violent aveuglait toujours sur ses propres intérêts, fit entrer ses troupes dans le Sundgaw, le ravagea, et donna ainsi le premier le signal des hostilités. La basse ligue appela les Suisses à son secours. La guerre fut aussitôt résolue dans la diète des cantons qui, dans ce moment, était assemblée à Lucerne. En vain la duchesse régente de Savoie offrit-elle sa médiation pour rétablir la bonne intelligence entre les Suisses et le duc de Bourgogne; ses propositions ne furent point écoutées. Les cantons déclarèrent la guerre au duc, et, suivant l'usage du temps, firent porter la déclaration à ses officiers les plus voisins des frontières.

Les Suisses se mirent en campagne. Les troupes du duc d'Autriche et de la basse ligue s'étant réunies à celles des confédérés, l'armée

se trouva forte de dix-huit mille hommes, dont huit mille fournis par les cantons. Elle commença ses opérations par le siège d'*Héricourt*, ville assez bien fortifiée, située à deux lieues de Montbelliard. Jacques de Savoie, comte de Romont, s'avança pour secourir la place, à la tête d'une armée nombreuse. Les Suisses, instruits de son approche, marchent au-devant de lui et l'attaquent avec leur impétuosité ordinaire. L'infanterie des Bourguignons ne pouvant soutenir la violence du choc, recule épouvantée. En vain la cavalerie s'efforce de rétablir le combat; toute l'armée prend la fuite, laissant sur le champ de bataille deux mille morts, des étendards et de l'artillerie. Cette victoire fut suivie de la reddition d'*Héricourt*. La place fut remise au duc d'Autriche. Comme la saison était fort avancée, les Suisses retournèrent dans leurs cantons après cet événement qui fut le premier et le dernier de la campagne.

*Nouvelles victoires des confédérés.*

LES deux années suivantes, de nouveaux succès couronnèrent les efforts des confédérés. Les villes de Granson et d'Orbe, les châteaux d'Echallens et de Soigne ouvrirent leurs portes aux vainqueurs. Les troupes de Berne et de Fribourg se réunirent devant Morat, et sommèrent cette ville de se rendre. Les habitants

n'opposèrent aucune résistance. Cette conquête fut suivie de celle des villes de *Payerne*, de *Moudon* et d'*Iverdun*. Escled, petite ville, ayant un château fort, fut prise d'assaut ; toute la garnison fut passée au fil de l'épée. Rien ne pouvait arrêter les progrès des confédérés ; leurs ennemis effrayés fuyaient à leur approche. Le comte de Romont, qui n'avait pu rassembler qu'un très-petit nombre de soldats, n'osa pas les attendre, et se retira précipitamment en Franche-Comté. La ville de Genève, craignant d'être livrée au pillage, leur envoya des députés à Morges, et ce ne fut qu'en payant une rançon de 26,000 florins qu'elle parvint à détourner l'orage qui la menaçait. L'hiver força bientôt les confédérés à rentrer dans leurs foyers. Ils laissèrent une garnison à Granson et à Iverdun ; mais ils eurent l'imprudence d'abandonner les châteaux d'Orbe et de Soigne. Cette négligence donna au duc de Bourgogne la facilité de pénétrer chez eux l'année suivante.

*Charles vient camper devant Granson. Prise de cette ville. Traitement barbare fait à la garnison.*

CHARLES, maître de Nanci, s'avancait à la tête d'une armée victorieuse. Déjà il avait pénétré dans la Franche-Comté. Enfin, le 8 février 1476, l'armée bourguignonne passa le Jura, et vint, le 19 du même mois, camper

devant Granson. A l'approche de l'armée du duc, les confédérés avaient pris le parti d'abandonner Iverdun et Orbe, et avaient fait transporter à Granson l'artillerie de ces deux places.

Un moine ayant fait entrer de nuit les Bourguignons dans cette ville, les habitans se soulevèrent contre les Suisses et les forcèrent de rendre la place. Le château tenait encore; mais la mort de *Jean Thiller*, commandant de l'artillerie, et la perte d'une grande quantité de poudre, réduisirent bientôt la garnison à capituler. Charles promit aux Suisses qu'ils auraient la vie sauve s'ils consentaient à se rendre. Jean Weiller, commandant du château, abusé ainsi que ses soldats par cette promesse, en ouvrit les portes. La garnison fut désarmée et conduite au camp des Bourguignons. Charles fit aussitôt assembler ses généraux pour savoir ce qu'il en ferait : tous opinèrent à la mort. Le duc, sans respecter la capitulation, se rangea de cet avis. Le lendemain et le jour suivant quatre cent cinquante de ces malheureux payèrent de leur vie leur confiance en sa parole. Une partie fut précipitée dans le lac; les autres furent pendus à des arbres autour de la ville.

### *Bataille de Granson.*

CEPENDANT les Bernois avaient rassemblé

huit mille hommes, et attendaient avec impatience les contingens que devait fournir chaque canton. Dès que ceux de Fribourg, de Soleure et de Bienne les eurent joints, ils crurent pouvoir s'avancer jusqu'à Neufchâtel; ce fut là qu'ils apprirent le traitement cruel fait à leurs frères de Granson. A cette nouvelle, une violente indignation enflamme tous les cœurs, et le désir de la vengeance en redoublant l'ardeur des Suisses, leur prête de nouvelles forces. Tous n'aspirent qu'au moment de combattre, pour pouvoir, en répandant le sang de leurs ennemis, venger la mort de leurs malheureux compatriotes. Leur avant-garde, composée d'un corps d'infanterie légère et des contingens de Schwitz, de Thoun, de Fribourg et de Berne, se porta sur Granson. Les bannières de Fribourg et de Berne s'arrêtèrent devant *Vaumarchus*, château fort qui commande le chemin d'Iverdun à Neufchâtel; les autres s'étant avancées sur une colline au-dessus de *Vaumarchus*, découvrirent des retranchemens que gardaient cent archers bourguignons, sous les ordres de Rosaimbeau. Les attaquer et les vaincre fut pour les Suisses l'affaire d'un moment. Les Bourguignons, malgré les renforts qu'ils recevaient à chaque instant, furent chassés des hauteurs. Averties que l'action s'engageait, les bannières de Berne et de Fribourg, laissant le château de *Vaumarchus*, vinrent joindre celles



de Schwitz et de Thoun. Les confédérés se trouvant en face de l'armée bourguignonne formèrent un bataillon carré. *Par saint Georges!* s'écria le duc avec mépris, en voyant cette petite troupe, qu'il prit pour toute l'armée des confédérés, *nous aurons bientôt détruit tous ces chiens d'Allemands; et tout ce qu'ils possèdent sera à nous.*

Aussitôt il donne l'ordre de les charger avec vigueur. Le combat s'engage. Les Suisses soutiennent avec intrépidité le choc de l'ennemi. Bientôt on entend retentir le *bœuf d'Uri* et la *vache d'Underwald*, instrumens guerriers qui plus d'une fois avaient donné aux Suisses le signal de la victoire : c'était le corps de bataille des confédérés dont la marche avait été retardée. Arrivés sur les hauteurs de *Bonvillard* et de *Champagne*, les Suisses, selon leur coutume, se prosternèrent pour se recommander au ciel. Le duc crut d'abord qu'ils lui demandaient quartier; mais il fut bientôt et cruellement dé trompé. Après une courte prière, ils fondent avec impétuosité sur l'armée bourguignonne. Trois fois elle cède le terrain; cependant elle combattait encore. Les Suisses redoublent d'ardeur. Leur cri de guerre (*Granson*), en leur rappelant la mort de leurs frères, les excite à la vengeance. Le choc est terrible; leurs cris, leur musique effrayante, leurs piques redoutables jettent l'épouvante parmi les Bourgui-

gnons. Déjà ils ne combattent plus ; et bientôt, abandonnant armes et bagages, ce n'est plus que dans la vitesse de leurs jambes qu'ils cherchent un secours contre la mort qui les poursuit.

Le butin que firent les confédérés fut immense. Quatre cents tentes de soie, dont une brodée en perles, six cents bannières ou drapeaux, plus de quatre quintaux de vaisselle d'argent, beaucoup de reliques, d'argent monnoyé et des pierreries devinrent la proie du vainqueur. Aussitôt après la bataille, le château de Granson se rendit à discrétion. Sur trente gentilshommes qui le défendaient, quatre des plus jeunes furent réservés pour racheter Brandolf de Stein, commandant de la ville de Granson, que les Bourguignons avaient fait prisonnier. Les vingt-six autres furent condamnés à mort. Les Suisses vengèrent ainsi leurs compatriotes exécutés avec tant de perfidie, et dont les corps étaient encore exposés sur les murs de la ville.

*Charles lève une nouvelle armée. Il vient camper devant Lausanne.*

QUOIQUE la perte de la bataille de Granson ne fût pas pour le duc de Bourgogne bien difficile à réparer, elle porta une atteinte funeste à sa réputation et à sa puissance militaires. C'est même à cette époque que sa grandeur

commença à décliner sensiblement ; tous ses alliés se déclarèrent successivement contre lui. C'est le sort des tyrans que tout le monde abandonne dès qu'on cesse de les craindre.

Cependant le désir de la vengeance qui semblait s'être éteint dans le cœur de Charles, s'y ralluma avec plus de force. Subjugué par son orgueil, il jura de dompter un peuple avec lequel il lui eût été facile de faire la paix ; son intérêt même devait lui conseiller cette démarche. Entraîné par sa destinée , il rassemble les débris de son armée, lève à la hâte de nouvelles troupes, retourne lui-même dans le pays de Vaud avec les premiers corps qu'il peut rassembler, et va camper devant Lausanne.

Les Bernois, qui se trouvaient les plus exposés, effrayés de ces préparatifs , appelèrent les confédérés à leur secours. Tous promirent de concourir à la défense de Berne. Ils mirent dans Fribourg une garnison de mille hommes. Mais la plupart des cantons, regardant le pays de Vaud comme étranger à la confédération, refusèrent de défendre Morat et les autres villes que les Bernois y occupaient.

Sur ces entrefaites, Adrien de Bubenberg, ancier avoyer de Berne, qui s'était vivement opposé à cette guerre, et qui, pour cette raison, avait été relégué dans ses terres, offrit à ses

concitoyens de servir sa patrie, ne fût-ce que comme simple soldat. Son offre fut acceptée avec joie, et on lui donna le commandement de Morat où l'on mit quinze cents hommes de garnison.

*Siège de Morat. Son peu de succès. Des renforts arrivent aux confédérés.*

Le duc de Bourgogne, dont l'armée grossissait tous les jours, voyant ses forces de beaucoup supérieures à celles des Suisses, ne douta plus de la victoire. Il résolut d'abord d'aller assiéger Morat, persuadé que la prise de cette place importante, qui ne paraissait pas offrir de grandes difficultés, donnerait de la confiance aux nouvelles levées dont son armée était composée. Il établit donc son camp devant les murs de cette ville. Le duc ne tarda pourtant pas à s'apercevoir que cette conquête était plus difficile qu'il ne l'avait cru. Les assauts qu'il fit donner n'eurent aucun succès et lui coûtèrent beaucoup de monde. Le courage de Bubemberget et de la garnison sauva cette place d'où dépendait, pour ainsi dire, le sort de la Suisse entière. Charles, en s'emparant du passage du pont qui est sur la rivière de *Sarrine*, aurait pu couper toute communication entre Berne et Morat, ce qui aurait sans doute obligé cette dernière ville à se rendre; mais les trou-

pes qu'il y envoya ne firent pas assez de diligence; elles avaient été prévenues par les Bernois qui les repoussèrent avec perte.

Pendant que Charles poursuivait avec ardeur le siège de Morat, des renforts arrivaient de tous côtés à l'armée des confédérés. Tous les cantons envoyèrent leurs contingens. Le duc de Lorraine, dont Charles avait envahi les états, se rendit en qualité de volontaire au camp des Suisses avec deux cents cavaliers. On vit arriver successivement les contingens des villes de Colmar, de Strasbourg, de Bâle, de Bienne, de Soleure et de Schaffhouse: trois mille Zuriçois et deux mille hommes de la Thurgovie entrèrent dans le camp au moment où l'on se préparait au combat. Toutes ces troupes réunies formaient, suivant les historiens Suisses, une armée de trente mille hommes dont quatre mille de cavalerie.

### *Bataille de Morat. Défaite des Bourguignons.*

L'ARMÉE des confédérés, partagée en trois corps, se mit en marche, le 22 juin, malgré une forte pluie qui inondait la campagne. Le duc, averti que les Suisses paraissaient, fit ranger une partie de son armée en bataille derrière une haie vive au-dessus de Morat. L'armée du duc était beaucoup plus forte que celle des confédérés; mais ceux-ci, accoutumés à vaincre et non à compter leurs ennemis,

loin d'être intimidés par la supériorité du nombre, attendaient avec impatience le signal du combat; leurs chefs pouvaient à peine modérer leur ardeur. Fidèles à leur usage, ils firent la prière et marchèrent à l'ennemi.

*C'est à ce même jour, dit Halwil en menant au combat l'avant-garde qu'il commandait, que nos ancêtres ont sauvé, il y a trente-sept ans, à Laupen la république qui périssait. Regardez devant vous, ajouta-t-il en leur montrant les Bourguignons, voyez ces barbares qui ont assassiné vos frères à Granson. Leur perfidie a déjà été punie par la justice divine; leurs desseins échoueront encore aujourd'hui par la protection des saints patrons de ce jour.*

Un événement vint encore augmenter leur confiance. A mesure qu'ils avançaient, le temps, qui jusqu'alors avait été couvert de nuages, s'éclaircit, et le soleil parut dans tout son éclat. Enfin, vers midi, le signal du combat est donné. Les Suisses se précipitent sur l'ennemi et le chargent avec fureur; plusieurs sont foudroyés par l'artillerie des Bourguignons. *Jean de Halwil*, voyant qu'il était difficile à ses soldats de percer la haie qui couvrait l'armée ennemie, sans rompre leurs rangs, tourne la position des Bourguignons, fond sur eux avec impétuosité, et s'empare de leurs canons. De tous côtés l'action s'engage. Le gros de l'armée des confédérés s'avancant en bon ordre

renouvelle une attaque de front. Le duc de Lorraine, à la tête de ses cavaliers, charge la cavalerie de Charles. L'infanterie bourguignonne fait de vains efforts pour résister à celle des Suisses. Déjà elle commence à plier. Adrien de Bubenberg, sortant alors de Morat à la tête de six cents hommes d'élite, et prenant l'ennemi à dos, décide la victoire.

Se voyant sur le point d'être enveloppés, les Bourguignons cherchèrent leur salut dans la fuite. Les Suisses les poursuivirent jusqu'à Avenche. Plusieurs cavaliers bourguignons voulurent passer le lac de Morat à la nage, mais ils y trouvèrent la mort. Le duc échappa avec quelques cavaliers; sa frayeur fut si grande qu'il ne s'arrêta qu'à Morges, à quatorze lieues de Morat. Les Bourguignons laissèrent quinze mille morts sur le champ de bataille ou dans les environs. Leurs ossemens furent recueillis dans une chapelle, près de Morat, avec cette inscription aussi simple qu'énergique.

*Deo , opt. max. Caroli , inclyti et fortissimi , Burgundiæ ducis , exercitus Muratum obsidens ab Helvetiis cæsus , hoc sui monumentum reliquit , ann. 1476. C'est-à-dire : A Dieu , très-bon , très-grand. L'armée du célèbre et très-vaillant Charles , duc de Bourgogne , assiégeant Morat , défaite par les Suisses , a laissé d'elle ce monument , l'an 1476.*

Le butin fut considérable. Le duc de Lorraine, qui s'était extrêmement distingué, eut pour sa part les tentes et les pavillons de Charles, ainsi que l'artillerie que les Bourguignons lui avaient prise à Nanci. Après une victoire aussi éclatante, les confédérés ne désiraient rien tant que de rentrer dans leurs foyers. Aussi ce ne fut qu'avec peine que les Bernois obtinrent de garder douze mille hommes avec lesquels ils s'emparèrent du pays de Vaud.

*Réconciliation des Suisses avec la maison de Savoie.*

LES Suisses, n'ayant plus rien à craindre de la vengeance du duc de Bourgogne, se préparèrent à punir la duchesse de Savoie et le comte de Romont, son beau-frère, de la part qu'ils avaient prise à cette guerre. Louis XI, qui s'intéressait à la conservation de cette maison, envoya des députés à Lausanne pour proposer une trêve aux confédérés. Ceux-ci y consentirent, et l'on tint un congrès à Fribourg. On nomma des arbitres qui ordonnèrent que le pays de Vaud serait restitué à la maison de Savoie, moyennant cinquante mille florins de dédommagement pour les cantons. Morat et Granson devaient être cédés en toute propriété aux Bernois et aux Fribourgeois. La maison de Savoie devait en outre payer aux



cantons vingt-cinq mille six cents florins qu'elle leur devait, et la ville de Genève les vingt-six mille florins auxquels elle avait été taxée l'année précédente ; mais le plus grand avantage que les Suisses retirèrent de leur réconciliation avec la maison de Savoie fut la renonciation que la duchesse fit de tous ses droits sur Fribourg , moyennant une réduction de mille florins sur ce qu'elle devait aux Bernois. Depuis cette époque Fribourg fut déclarée ville libre , et surmonta ses armoiries de l'aigle impériale.

*Le duc de Lorraine obtient des cantons la permission de lever des troupes. Bataille de Nanci. Mort de Charles.*

CEPENDANT le duc de Lorraine, dont les états étaient toujours au pouvoir du duc de Bourgogne , demanda aux Suisses la permission de lever un corps de troupes. Les cantons, touchés du sort de ce prince malheureux, qui par sa valeur avait su mériter leur estime, lui permirent de faire des levées de volontaires, et lui donnèrent pour les commander *Jean Waldmann* , de Zurich , *Brandolf de Stein* et *Gilgen de Rumtingen* , qui , tous trois , jouissaient de la plus haute réputation dans le métier des armes.

Louis XI, afin de seconder les efforts du duc de Lorraine, lui fournit l'argent nécessaire pour payer ces troupes. Les Suisses, au nombre de huit mille, se rendirent donc à Bâle vers la fin de l'année, traversèrent l'Alsace, arrivèrent en Lorraine, où ils aidèrent le duc à s'emparer de Saint-Nicolas, petite ville ayant un pont sur la Meurthe.

Tout semblait concourir à hâter la perte de Charles. Ce prince, aussi entêté que présomptueux, n'ayant qu'une faible armée, composée de troupes peu aguerries, aussi mal armée que mal disposée en sa faveur, ne voulut jamais écouter les avis de ses conseillers qui le conjuraient de traîner la guerre en longueur, de se contenter de bloquer Nanci, pour tâcher de l'affamer, et de ne pas courir les risques d'une bataille qui ne pouvait lui être que fatale. Sourd à des conseils aussi sages, il marcha sur Nanci, décidé à en faire le siège.

Cependant le duc de Lorraine, à la tête d'une armée de dix-huit mille hommes, dont les huit mille Suisses faisaient partie, s'avancait pour secourir la capitale de ses états. Bientôt les deux armées se trouvèrent en présence. Une partie de l'armée bourguignonne, retranchée derrière une double haie, se trouvait en face d'un corps de Suisses. L'autre

partie n'était séparée du duc de Lorraine que par le grand chemin. C'était là que Charles avait placé sa principale artillerie. Avant que l'action s'engageât, un noble Napolitain, nommé *Campo-Basso*, en qui Charles avait mis toute sa confiance, passa avec trois cents hommes dans le camp du duc de Lorraine. Les Suisses, indignés, lui firent dire *qu'il eût à s'éloigner, qu'ils ne voulaient point de trahîtres avec eux.*

Les Bourguignons, défendus par une artillerie formidable, se croyaient, derrière leurs retranchemens, à l'abri de toute attaque; mais ils avaient affaire à un ennemi qu'aucun obstacle ne pouvait arrêter.

Les Suisses les ayant pris en flanc leur firent bientôt voir que ni leurs retranchemens, ni leur artillerie ne pourraient retarder leur défaite. A la violence du choc, aux coups qu'ils portent, les Bourguignons ne tardent pas à reconnaître les vainqueurs de Granson et de Morat. Accoutumés à les croire invincibles, ils ne leur opposent qu'une faible résistance. Bientôt l'infanterie lâche le pied; la cavalerie est rompue et mise en désordre. Les Suisses franchissent aussitôt la double haie, et tombant sur ces troupes, ils portent dans leurs rangs l'épouvante et la mort. Au même instant la garnison de Nanci fait une sortie, pé-

nêtre dans le camp des Bourguignons et y met le feu : alors la déroute devient générale. A la vue des flammes qui dévorent leur camp, cavaliers et fantassins, tous fuient épouvantés. On les poursuivit pendant deux heures de nuit ; plusieurs se noyèrent dans la Meurthe ; d'autres croyant trouver leur salut dans les bois, n'y trouvèrent que la mort ; ils y furent tués par les paysans. Campo-Basso massacra impitoyablement tous ceux qui se portèrent de son côté. A une distance de deux lieues la campagne fut jonchée de morts. Le duc de Bourgogne, fuyant avec quelques cavaliers, fut tué par un officier qui ne le connaissait pas, au passage d'un ruisseau où son cheval s'était embourbé. Son corps fut trouvé le lendemain, dépouillé, et reconnu avec peine au milieu d'un monceau de morts.

Ainsi périt Charles *le Hardi*, plus justement nommé *le Téméraire*. Les guerres continuelles que son orgueil et son ambition lui firent entreprendre le rendirent le fléau de ses sujets et de ses voisins. Ebloui par sa grande fortune, il eut l'imprudence de provoquer les Suisses. Ils furent la cause de sa ruine. A Granson ils prirent ses trésors, à Morat ils détruisirent ses meilleures troupes ; enfin, à Nanci, ils décidèrent de la défaite où il trouva la mort.

Le duc de Lorraine entra à Nanci aussitôt

après la bataille ; il passa sous un arc de triomphe que les habitans avaient élevé avec les ossemens des chevaux et des chiens dont ils avaient été obligés de se nourrir pendant le siège. Trois jours après les Suisses s'en retournèrent dans leurs foyers , avec la gloire d'avoir rétabli dans ses états un prince vaillant , un allié fidèle et généreux. Les victoires que les confédérés venaient de remporter accrurent l'estime que les princes et les peuples voisins avaient de leur valeur ; mais elles introduisirent chez eux l'amour des richesses , du luxe et de la dépense. Les jeunes gens voyant dans ces expéditions guerrières un sûr moyen de s'enrichir , ne respirèrent plus que pour les armes. De là ces enrôlemens volontaires chez les étrangers , que l'on défendit sous les peines les plus sévères , mais qu'on ne put jamais parvenir à empêcher.

*Soulèvement du peuple de Zug. Les insurgés marchent sur Genève. La Suisse menacée d'une guerre civile.*

L'ACCROISSEMENT subit de la prospérité des cantons , ou plutôt de leurs richesses , semabientôt parmi les Suisses des germes de troubles et de jalousie : on vit alors la guerre sur le point d'éclater entre les cantons. Les magis-

trats de Berne et de Zurich ayant renvoyé les ôtages de Genève, avant que cette ville eût acquitté la contribution à laquelle elle avait été condamnée par le traité de Fribourg, le peuple du canton de Zug, animé par quelques démagogues, se souleva pour leur demander compte des motifs qui les avaient fait agir. Quelques jeunes gens de Zurich et de Lucerne se joignirent aux insurgés de Zug. Cette troupe de vagabonds, au nombre de sept cents hommes armés, se mit en marche malgré les prières et les menaces des chefs des cantons. Leur nombre s'accrut en route, et à Fribourg ils se trouvèrent au nombre de deux mille. Ils résolurent alors de marcher sur Genève, pour exiger la contribution stipulée par le traité. Cependant les cantons et les députés des villes alliées de l'Alsace parvinrent, à force de prières, à détourner l'orage qui menaçait cette ville. Ils obtinrent des insurgés qu'ils se retireraient, moyennant deux florins du Rhin pour chacun de leurs soldats, que leur payeraient les Genevois, qui s'engageaient en outre à payer aux cantons vingt-six mille florins dans les termes convenus. Pour sûreté de ce paiement, ils remirent huit ôtages aux petits cantons.

Cependant cette insurrection avait jeté l'épouvante dans la capitale de plusieurs cantons. On sentit la nécessité de prendre de nou-

velles mesures de défense : ceux de Zurich , de Berne et de Lucerne , et les villes de Fribourg et de Soleure , resserrèrent les liens de leur union, et formèrent une confédération particulière. Les cantons démocratiques, jaloux et défiants à l'excès, s'en plaignirent comme d'une infraction à la confédération helvétique. Comme Lucerne s'était engagée plus strictement que Zurich et Berne à ne former aucune alliance sans le consentement des autres confédérés, ce fut surtout aux Lucernois que les mécontents adressèrent des reproches à ce sujet. Trois de ces cantons intentèrent un procès à Lucerne à raison de cette ligue. On fit de vains efforts pour amener les parties à un accommodement ; loin de s'apaiser, les esprits ne faisaient que s'aigrir. La Suisse était sur le point de voir la guerre civile se rallumer dans son sein, lorsqu'un homme vraiment extraordinaire, que le ciel semblait avoir fait naître pour sauver sa patrie, eut le bonheur de la délivrer de ce cruel fléau.

*Nicolas de Flue.*

AVANT de mettre sous les yeux de nos jeunes lecteurs les moyens qu'employa cet excellent homme pour pacifier son pays et resserrer les nœuds de l'union entre des états si différens par l'étendue de leur territoire et par leur cons-

stitution politique , nous croyons devoir leur faire connaître ce personnage intéressant.

Nicolas de Flue était né dans le canton d'Underwald ; sa famille y avait toujours occupé les principaux emplois. Dès sa jeunesse il se distingua par son ardent amour pour sa patrie ; il semblait lui avoir dévoué tous les momens de sa vie. Sa droiture , sa piété et sa prudence lui méritèrent l'estime et l'amitié de ses compatriotes. Dans la guerre de Zurich il employa tous les moyens qui étaient en son pouvoir pour adoucir la haine des partis, et en prévenir les suites funestes. Dans celle que les confédérés soutinrent , en 1460 , contre Sigismond , duc d'Autriche , sa sagesse dans les conseils et son courage dans les combats , le firent généralement admirer. Pénétrés de reconnaissance pour les services qu'il leur avait rendus , ses concitoyens le pressèrent , mais inutilement , d'accepter leur première magistrature , celle de *Landamman* : il ne voulut accepter que celle de conseiller de canton , *Land-rath*. Dans ce nouveau poste il leur rendit encore les plus grands services. Enfin il se retira dans une chaumière que le canton d'Underwald lui avait fait bâtir au milieu d'une espèce de désert , et y vécut loin du monde et des affaires.

Cependant quelques hommes sages , justes



ment alarmés des maux qui menaçaient leur patrie , eurent l'heureuse idée de recourir à ses conseils. Ils allèrent le trouver dans sa retraite , et le prièrent d'employer l'ascendant que sa haute réputation lui donnait sur tous les esprits , pour réconcilier les deux partis et les éclairer sur leurs véritables intérêts. Ce vénérable solitaire , heureux de pouvoir être encore utile à son pays, descendit de sa retraite et se rendit à Stantz, où s'étaient rassemblés les députés des cantons. Son éloquence douce et persuasive ramena bientôt les esprits. A sa voix , les députés, pénétrés de reconnaissance pour ses services passés , et de respect pour son austère piété , sentirent se rallumer dans leurs cœurs ces sentimens de fraternité et de patriotisme auxquels la république avait dû sa splendeur et même son existence ; et ces mêmes hommes , qui eussent peut-être refusé la médiation des plus grands princes , s'empressèrent de reconnaître un modeste ermite pour leur arbitre : *tant est grand , dit un historien , le pouvoir de la justice et de la vertu sur un peuple prêt à se diviser et à se perdre ; mais chez lequel le caractère national n'est pas encore entièrement effacé par la contagion d'une corruption étrangère.*

Les efforts de Nicolas de Flue eurent tout le succès qu'on pouvait en espérer. Les huit

cantons , ramenés par la sagesse de ses discours , se réconcilièrent et renouvelèrent leur alliance. La ligue particulière de Zurich , Berne et Lucerne , avec Soleure et Fribourg , fut annulée ; mais, en échange, ces deux dernières villes furent associées à la confédération helvétique , et devinrent le neuvième et le dixième canton , à condition qu'elles n'entreprendraient aucune guerre sans le consentement des autres états ; qu'elles seraient tenues de soumettre leurs différends à leur arbitrage ; qu'elles resteraient neutres dans toutes les divisions qui pourraient s'élever entre les cantons, ou ne feraient que l'office de médiateur. Ce traité, connu dans l'histoire de la Suisse sous le nom de *Convenant de Stantz* , réglait les mesures à prendre dans le cas où les excès commis par ces bandes de volontaires qui avaient parcouru la Suisse, se renouvelleraient encore. Toute assemblée non autorisée était interdite. Il était défendu aux sujets d'un canton de seconder ceux d'un autre dans leur révolte. Tous les cantons , au contraire, devaient se réunir pour faire rentrer les rebelles dans le devoir. Les réglemens militaires , et en particulier l'ordonnance de Sembach , de 1393 , qui règle le partage des conquêtes , furent confirmés. Le *convenant* confirmait aussi tous les anciens pactes de la confé-

dération. Les cantons s'obligèrent à en renouveler le serment tous les cinq ans.

Après avoir ainsi pacifié son pays, de Flue recommanda aux députés la frugalité et la simplicité des mœurs anciennes, seul moyen de conserver leur liberté qui devait suffire à les rendre heureux. Il regagna ensuite sa retraite, où il mourut six ans après, généralement regretté de ses concitoyens, au bonheur desquels il avait consacré sa vie entière.

#### *Forme du gouvernement du canton de Fribourg.*

Le gouvernement de Fribourg est aristo-démocratique. L'autorité souveraine et le pouvoir législatif appartiennent au petit et au grand conseil réunis, formant ensemble deux cents membres.

La charge d'avoyer est la première de l'état. Le *Stathalter* vient après lui. Les charges de trésorier, de banneret, de bourgmestre et de commissaire-général sont ensuite les emplois les plus distingués. Les deux avoyers alternent d'année en année dans leurs fonctions et président les deux conseils.

Il y a à Fribourg deux classes de bourgeoisie : l'une a exclusivement entrée dans le grand et petit conseil, et est composée des familles nobles et patriciennes, et habiles au gouvernement ; l'autre a le droit de commerce et d'exercer des professions.

Le petit conseil juge des affaires civiles et criminelles. Quand un accusé est bourgeois de la capitale ou d'une paroisse de l'ancien territoire, la sentence est prononcée en présence du grand conseil qui a le droit de mitiger la peine ou même de faire grâce.

Il y a encore à Fribourg des charges de *secrets* ou *inquisiteurs d'état*. Elles sont très-recherchées, tant à cause du pouvoir qui y est attaché, que pour les émolumens qui doivent être considérables, à raison de leur influence dans la nomination des charges les plus importantes. Ils ont le droit de nommer, suspendre et censurer les membres du *grand conseil*. La noblesse est exclue de ces charges. L'usage veut que tout noble qui voudrait devenir membre de la *chambre secrète*, renonce d'avance à sa noblesse par un acte authentique. On a souvent vu des nobles peu aisés se prêter à cette formalité pour réparer les brèches de leur fortune.

#### *Forme du gouvernement du canton de Soleure.*

Le gouvernement de ce canton est aussi aristo-démocratique. Les citoyens de la capitale peuvent seuls entrer dans les conseils de la régence et dans les charges publiques. Le corps de la bourgeoisie a part aux élections et confirme les conseillers.

On compte à Soleure onze tribus. Des familles nobles sont classées dans toutes ces tribus. Chaque bourgeois peut choisir sa tribu ; mais une fois que son choix est fixé il ne peut plus le changer. Tout fils d'un ancien bourgeois est obligé de choisir une tribu qui doit le recevoir. Pour entrer dans le grand conseil, ou posséder toute autre charge, il faut faire partie d'une tribu. Le nombre des bourgeois habiles au gouvernement ne va pas au delà de quatre cents.

Le *grand conseil*, y compris le petit conseil ou sénat, est composé de cent un membres. C'est dans ces deux conseils réunis, appelés les *cent*, que réside le pouvoir suprême.

Le grand conseil ne peut s'assembler sans le consentement du sénat ; mais lorsqu'il est convoqué, il constitue le souverain. Il a le droit de faire la paix, de déclarer la guerre, de conclure des alliances, d'accorder ou refuser des levées pour le service étranger.

Le *sénat* ou *petit conseil* juge en dernier ressort les affaires civiles et criminelles. Cependant tout bourgeois a le droit, moyennant cinq livres, d'en appeler au *grand conseil* qui juge alors définitivement. Les deux avoyers alternent comme à Fribourg. Celui qui est en charge préside les deux conseils ; il a le droit d'assembler le sénat, le grand conseil et la chambre secrète.

La chambre secrète est composée des deux avoyers, du banneret, du chancelier, du procureur-général et du plus ancien des conseillers. Elle traite des affaires majeures et secrètes, et les porte devant le conseil si elle le juge nécessaire.

Une des charges les plus importantes de l'état est celle de *tribun* ou *procureur-général*. C'est le surveillant des lois, des constitutions et des privilèges de la bourgeoisie. Comme il a le droit de proposer au petit conseil tout ce qu'il peut croire utile au bien général, il a séance dans la chambre secrète.

*Troubles en Italie. Les jeunes gens du canton d'Uri marchent sur Bellinzona.*

Nous voici arrivés à l'époque où l'histoire des Suisses va se lier avec celle de quelques parties de l'Italie. *Galéas Sforza*, duc de Milan, venait d'être assassiné. Deux partis s'étaient formés dans le Milanéz ; l'un voulait lui donner un successeur, l'autre voulait qu'on fondât une république en Lombardie. Sixte IV, poutife ambitieux, crut devoir profiter de ces troubles pour étendre sa domination. Il n'épargna rien pour attirer les Suisses dans son parti et les faire servir d'instrumens à sa grandeur. Il leur écrivit les lettres les plus flatteuses, leur envoya un étendard béni, accompagné d'une

bulle dans laquelle , les appelant ses chers enfans , ils les exhortait à venir défendre leur père , et leur promettait qu'à cette condition les portes du ciel leur seraient ouvertes. Ce présent et ces promesses ne produisirent pas sur les Suisses l'effet qu'il en attendait. Sixte IV, loin de se rebuter, envoya à Lucerne *Prosper de Camulis*, évêque de Catane , pour leur faire de nouvelles propositions. Ce légat offrit aux cantons une pension annuelle de 40,000 ducats, s'ils voulaient seconder les efforts des seigneurs de la Lombardie qui s'étaient ligués pour rendre ce pays indépendant , et *soutenir cette noble cause de la liberté.*

De tous les cantons , celui d'Uri fut le seul qui se laissa éblouir par les offres du pape. On y prit aussitôt les armes; et pour faire une diversion en faveur de Sixte IV, on attaqua la régence de Milan , sous les prétextes les plus frivoles. Une troupe de jeunes gens marchèrent sur *Bellinzona*, ville qui relevait de Milan , et de là engagèrent tous leurs confédérés à leur envoyer des auxiliaires. Zurich et les autres cantons mirent aussitôt leurs contingens sur pied. Berne, Fribourg et Soleure crurent d'abord devoir tenter des voies de conciliation. Ces trois cantons envoyèrent à cet effet des députés à Uri. Ils y furent mal reçus, et n'obtinrent qu'avec beaucoup de peine des passe-

ports pour Bellinzona. Ils y furent encore plus mal accueillis : la jeunesse se souleva contre eux, et, les traitant d'imposteurs, les accusa de vouloir faire manquer une expédition aussi utile que glorieuse.

*Victoire des confédérés. Le duc de Milan se réconcilie avec les cantons.*

Dès que cestrois cantons eurent perdu tout espoir de conciliation, ils mirent sur pied leur contingent pour fournir au canton d'Uri des secours qu'ils étaient cependant en droit de lui refuser, puisque ce n'était pas une guerre défensive. Le duc de Milan, de son côté, avait levé une armée de dix-huit mille hommes. Il en donna le commandement au comte de Borello. Ce général, d'après les ordres qu'il avait reçus, tenta de pénétrer dans la vallée Livine et dans le canton d'Uri; mais il fut arrêté dans sa marche par six cents hommes d'Uri qui gardaient le défilé d'*Irnis*, passage important entre la montagne et le Tesin. En vain voulut-il forcer ce défilé : il y perdit quatorze cents hommes. Les Suisses sortirent ensuite de leurs retranchemens, fondirent avec impétuosité sur le reste de l'armée, et la mirent en fuite. Un grand nombre de Lombards périrent dans le combat, outre ceux qui furent noyés dans le Tesin. Un riche butin, surtout



en armes et en artillerie, fut le fruit de cette victoire qui termina la campagne.

L'année suivante, le duc de Milan ne voulant pas courir de nouveaux risques, pria le roi de France, qui s'occupait de la pacification de l'Italie, de le réconcilier avec les Suisses. Louis XI s'y prêta d'autant plus volontiers qu'il avait lui-même dans ce moment besoin de leur secours. Tous les traités entre les cantons et le duc de Milan furent renouvelés. Le duc confirma à celui d'Uri la possession de la *vallée Livine*, et paya aux confédérés 24,000 florins pour les frais de la guerre.

Dans cette courte expédition, les hommes du canton d'Uri se distinguèrent par une bravoure qu'ils poussèrent quelquefois jusqu'à la témérité. Ils perdirent beaucoup de monde en passant le Saint-Gothard. Quelques-uns d'entre eux ayant eu l'imprudence de pousser des cris dans une de ces pas dangereux, où le moindre bruit suffit pour déterminer la chute d'une montagne de neige, il en périt un grand nombre sous un de ces éboulemens si communs dans les Alpes, et qui sont connus sous le nom *l'avalanches*.

*Jean Waldmann, bourgmestre de Zurich. Insurrection contre lui. Elle est apaisée par les cantons.*

NÉ, dans le canton de Zurich, de parens pauvres et obscurs, Jean Waldmann avait d'abord exercé le métier de tanneur ; devenu soldat, comme presque tous les jeunes gens de son pays, il avança rapidement dans cette carrière : il en fut redevable à sa bravoure, à ses talens et à sa capacité peu commune. A la bataille de Morat, il commanda le centre de l'armée, et fut créé chevalier avant le combat. Ses compatriotes, pour honorer sa valeur, l'élevèrent à la dignité de bourgmestre. Il se vit alors comblé d'honneurs et de présens par les souverains qui briguaient à l'envi l'alliance des Suisses. Dès lors il oublia sa première origine ; l'envie s'éleva de tous côtés contre lui ; les nobles le voyaient avec dépit partager avec eux les distinctions réservées à leur caste, et les classes inférieures étaient indignées de le voir oublier ses anciens égaux. Le peuple lui attribua tous les actes du gouvernement qui choquaient ses intérêts.

A *Erlembach*, *Kusnath* et *Meilen*, villages peu éloignés de Zurich, les habitans s'insurgèrent, se choisirent des chefs, et élurent cinquante d'entre eux pour former un comité chargé de corriger les abus et de venger les

droits du peuple. Cependant cette insurrection n'eut aucune suite fâcheuse. Les cantons interposèrent leur médiation, et obtinrent qu'on annulât les réglemens qui blessaient trop l'égalité des citoyens.

*Nouveau soulèvement. Mort de Waldmann.*

Avec de la prudence, Waldmann aurait pu ramener les esprits. Sa conduite ne fit au contraire que les aigrir contre lui. Il se répandit en menaces et tint des discours imprudens dans lesquels perçait son mépris pour le peuple. Dès lors le nombre de ses ennemis s'accrut rapidement. A Zurich et dans les environs, les mécontents se soulevèrent de nouveau. Ils se portent en foule devant l'Hôtel-de-Ville, pendant que les conseils y délibèrent, et demandent à grands cris qu'on leur livre les traîtres. Sur le refus qui leur est fait, ils forcent l'entrée, montent dans la salle du conseil, arrachent de leurs sièges le bourgmestre, le grand-tribun, le greffier et plusieurs autres, et les conduisent dans la prison du Wellemberg, tour bâtie sur un rocher baigné par les eaux du Limmat.

Cependant il leur fallait une victime ; et la perte de Waldmann était résolue. Ils commencèrent par destituer le conseil et en formèrent un nouveau, composé en grande partie de leurs chefs et de leurs associés. Ce fut à de

tels juges qu'ils confièrent le soin de prononcer sur le sort de Waldmann. On l'accusa d'avoir vendu son pays à l'empereur, qui lui avait promis de le faire comte de Kibourg, et en même temps au roi de France et au duc de Milan, pour une forte somme d'argent. Waldmann répondit à des accusations aussi contradictoires avec autant de calme que de fermeté. Il rappela au peuple ses services passés, et lui reprocha son ingratitude. Craignant l'effet que pourraient produire ses discours, ses ennemis hâtèrent son supplice. Un jeune homme, corrompu par eux, parut tout à coup au milieu de l'assemblée avec ses habits mouillés, assurant qu'il avait passé le Rhin à la nage pour annoncer l'arrivée des Autrichiens qui accouraient en armes pour délivrer Waldmann. Cette infâme imposture produisit tout l'effet qu'ils en attendaient. Waldmann, sans autre examen, fut conduit au supplice, et décapité en présence des députés des cantons qui avaient fait de vains efforts pour le sauver.

Aussitôt après la mort de Waldmann, le nouveau conseil prit les rênes de l'état. Le peuple n'eut pas à s'applaudir de ce changement. Le despotisme de ce conseil fut tel qu'il le surnomma le *conseil de corne*. Pour affermir son pouvoir, il employa les moyens les plus odieux. On ne vit plus qu'arrestations et em-

prisonnemens; les biens des particuliers furent confisqués et le trésor public dilapidé. Pour s'assurer la faveur de quelques communautés du canton, il leur accorda des droits considérables aux dépens de la capitale. Ce despotisme laissa enfin les Zuricois; ils secouèrent le joug des nouveaux maîtres qu'ils s'étaient donnés, et rétablirent l'ancien conseil.

*Fidélité des Suisses à remplir leurs engagements.*

*Zurich, Lucerne, Schwitz et Glaris protègent l'abbé de Saint-Gall.*

SUR ces entrefaites, les bourgeois de Saint-Gall, réunis aux Appenzellois, s'insurgèrent contre Ulrich, abbé de Saint-Gall. Ce prélat ayant demandé à la régence et à la bourgeoisie de la cité un emplacement qui lui était nécessaire pour agrandir son couvent, ainsi que les moyens de communiquer plus facilement avec la ville, on rejeta sa demande, et on s'opposa à ses projets. L'abbé résolut de transporter sa résidence à *Rorchah*, sur les bords du lac de Constance, dans un lieu qui lui appartenait. Il fit travailler à grands frais à cet établissement; mais les bourgeois de Saint-Gall et les Appenzellois allèrent raser ce nouvel édifice jusque dans ses fondemens.

Dans cette circonstance, les cantons de Lucerne, de Zurich, de Schwitz et de Glaris montrèrent combien ils étaient fidèles à leurs en-

gagemens. Des traités de combourgeoisie et d'alliance les avaient établis pour protecteurs de l'abbé de Saint-Gall. Ce ne fut donc pas en vain que ce prélat réclama leur appui. Instruits de ce qui s'était passé, ils sommèrent les auteurs de l'insulte faite à leur allié de la réparer; et, sur leur refus, ils firent marcher dix mille hommes sur Saint-Gall, pour venger leur autorité méprisée. A l'approche de cette armée, la plus grande consternation s'empara des insurgés. Les Appenzellois, qui s'étaient montrés les plus animés, furent les premiers à demander la paix. Ils l'achetèrent en cédant Hohensax et le Rheintal, riche vallée, dont la possession leur avait coûté, plusieurs reprises, de grands efforts et de grands frais, et en promettant de ne plus fournir de secours aux Saint-Gallois. Ceux-ci parurent d'abord disposés à soutenir un siège; ils brûlèrent même leur propre faubourg; mais se voyant abandonnés, ils s'engagèrent à se soumettre au jugement des cantons, dont la sentence fut pour eux aussi dure qu'humiliante. Elle portait que la ville de Saint-Gall payerait à l'abbé 4,000 florins de dédommagement, et qu'elle céderait aux cantons, pour frais de la guerre, quatre fiefs et seigneuries avec leurs juridictions, que ceux-ci revendirent ensuite à l'abbé de Saint-Gall pour 8,000 florins.

*Les Suisses en Italie.*

A cette époque des guerres des Français en Italie, les Suisses, qui commençaient à prendre des bandes italiennes l'usage de servir le prince qui les payait le mieux, accoururent en foule se ranger sous les drapeaux de Charles VIII. Leurs magistrats voulurent les en empêcher ; mais leurs efforts pour prévenir cet abus furent inutiles. Déjà six mille d'entre eux s'étaient rendus à l'armée de Charles, et faisaient la principale force de son infanterie. Le bailli de Dijon, de son côté, en avait rassemblé un autre corps à Gênes. Les cantons envoyèrent des députés à leurs jeunes gens pour leur ordonner de rentrer en Suisse ; mais ils ne purent même obtenir la permission de leur parler. Des officiers du roi s'opposèrent à ce qu'on leur communiquât les ordres des cantons.

La conquête rapide du royaume de Naples, suivie de sa perte non moins prompte, appartient à l'histoire d'Italie. Qu'il nous suffise de dire que le roi de France ayant abandonné Naples, dont il confia la garde à deux mille cinq cents Suisses, trouva, à la descente des Apennins, une armée de trente à quarante mille Italiens, disposés à lui disputer le passage du *Taro*. Ce fut là que les Suisses rendirent à leurs alliés un service signalé.

L'armée était au pied de l'Apennin. Le roi,

désespérant de faire passer sa grosse artillerie, avait déjà donné l'ordre de l'enclouer, lorsque les Suisses offrirent de la traîner eux-mêmes à force de bras. Charles accepta leur offre, et promit de ne jamais oublier un si grand service. Les Suisses se mirent aussitôt en devoir d'effectuer leur promesse. Il leur en coûta des peines incroyables ; mais l'artillerie française fut sauvée.

Presque tous les historiens rendent hommage à la valeur des Suisses. Guicciardin et Comines leur attribuent en grande partie le succès de la fameuse journée de *Fornove*, dans laquelle ils ouvrirent le passage à Charles VIII au travers des ligues Italiens. Ils montrèrent aussi alors la générosité la plus touchante envers les Pisans que le roi de France voulait abandonner à la vengeance des Florentins.

Dans cette extrémité, les hommes, les femmes et les enfans sortant éplorés de leurs maisons, vinrent supplier les officiers et les soldats de les prendre sous leur protection. Aucun corps de l'armée ne marqua plus d'intérêt aux Pisans que les Suisses. Ils députèrent au roi *Salazar* leur commandant, pour lui représenter que sa propre gloire et l'honneur du nom français lui faisaient une loi de résister aux instances des Florentins, et de rejeter toutes les offres qu'ils pourraient lui faire pour obtenir le droit d'asservir ce peuple malheureux. Ils



offrèrent même d'apporter à ses pieds, les officiers leurs chaînes d'or, et les soldats leur solde, pour qu'il conservât aux Pisans le bienfait de la liberté qu'il leur avait accordée. Le roi céda; mais ce fut plutôt à la crainte de mécontenter les Suisses qu'à la pitié ou à la justice.

Bientôt après de nouveaux bataillons s'élancèrent de la Suisse en Italie à la voix du bailli de Dijon, pour coopérer à délivrer le duc d'Orléans cerné par les confédérés. On vit arriver au camp français plus de vingt mille Suisses au lieu de dix mille que l'on avait demandés. On remarquait parmi eux des officiers septuagénaires qui s'étaient distingués dans les guerres de Bourgogne. L'envie d'acquérir de la gloire en délivrant un prince généralement aimé, et l'espoir de s'enrichir des dépouilles de la Lombardie, avaient déterminé les Suisses à venir en foule se ranger sous les drapeaux français : mais ils se virent trompés dans leurs espérances. Charles, qui avait ouvert des conférences à Verceil pour la paix, se hâta de la conclure. Les Suisses, irrités d'un événement qui détruisait leur espoir, firent éclater leur mécontentement, et réclamèrent trois mois de solde, conformément à un article de leur traité avec Louis XI, par lequel ce prince s'était engagé à leur payer ce temps toutes les fois qu'on les ferait sortir de leur pays. Plusieurs d'entre eux proposèrent de se saisir du

roi et de ses généraux, et de les emmener en Suisse pour en obtenir une forte rançon ; mais le plus grand nombre s'opposa à une mesure aussi violente. On parvint enfin à les apaiser en leur promettant les trois mois de solde qu'ils demandaient, et en leur donnant des cautions. La bonne intelligence fut rétablie, on renouvela même les traités qui subsistaient entre les deux nations. Le roi reprit aussitôt le chemin de la France, laissant en Italie une armée sous les ordres de Montpensier. Cette armée, beaucoup trop faible, fut bientôt obligée de se retirer. Les Suisses qui en faisaient partie montrèrent dans cette circonstance une fidélité inébranlable. Ils aimèrent mieux souffrir pour un monarque qui les abandonnait que de se laisser séduire par les offres que leur faisaient les Italiens, pour les attirer dans leur parti. Sur treize cents Suisses que le roi avait laissés dans l'armée de Montpensier, à peine en échappa-t-il trois cent cinquante, *dont les visages pâles et abattus faisaient voir, dit Comines, combien ils avaient souffert.*

*Des Grisons. De leur gouvernement.*

DE retour de cette expédition, les Suisses eurent bientôt une nouvelle guerre à soutenir contre l'empereur Maximilien et la ligue de Souabe. Avant d'en donner les détails, nous croyons à propos de faire connaître à nos lec-

teurs un peuple qui, à cette époque, s'allia avec les Suisses, et partagea avec eux la gloire et les dangers de cette guerre.

Le pays des Grisons se trouve enclavé entre les états autrichiens et une partie de la Suisse. Leur gouvernement est démocratique. La république des Grisons se divise en deux parties, *le pays dominant*, et *les provinces sujettes*. *Le pays dominant*, partout hérissé de rochers couverts de neige, est naturellement stérile. Cependant les Grisons pourraient, en labourant la terre dans plusieurs de leurs vallées, récolter assez de grains pour leur subsistance ; mais ils préfèrent nourrir des bestiaux ; ce qui les fatigue moins et leur rapporte davantage.

L'excès de l'oppression poussa les paysans de la Rhétie à se réunir pour secouer le joug des comtes et des barons, qui, placés dans l'intérieur ou sur les confins de ce pays, y avaient établi la domination féodale. Cette révolution, indépendante de celle des Suisses, conduisit naturellement ces deux nations à une union plus étroite.

Les Grisons formèrent successivement entre eux, trois ligues différentes ; savoir : *la ligue Haute ou Grise*, *la ligue Cadée ou Maison-Dieu*, et *la ligue des dix Droitures*. Ces trois ligues forment ensemble la république confédérée des Grisons. Elles sont divisées en juridictions qui se subdivisent en communautés. Chaque ligue

élit son chef ou président. Le gouvernement des Grisons réside dans les communautés. Elles élisent leurs députés pour la diète générale, qui se tient une fois l'année. Les trois ligues ne forment qu'un corps dans les affaires générales, et quoiqu'une ligue ait plus de députés qu'une autre, on compte les voix sans distinction de ligue.

Les provinces sujettes des Grisons sont, le *Comté de Chiavenne*, la *seigneurie de Bormio* et la *Valtelline*, si célèbre dans les fastes de l'Europe par les troubles et la guerre qui en a été la suite.

Les forces militaires de la république des Grisons consistent en une milice qui comprend tous les habitans en état de porter les armes. Toute la milice des ligues, y compris les sujets, peut se monter à cinquante mille hommes.

Les querelles particulières des Grisons avec les sujets Autrichiens les lièrent avec les confédérés Suisses, au moment où la guerre de Souabe était sur le point d'éclater.

*Guerre des Suisses contre Maximilien et la ligue de Souabe. Désintéressement des Bernois.*

DEPUIS que les princes de la maison d'Autriche avaient renoncé aux provinces que les Suisses avaient conquises sur eux, et qu'ils avaient reconnu leur indépendance, la paix

entre eux et cette nation semblait établie sur les bases les plus solides. Cependant divers incidens vinrent troubler la bonne harmonie qui subsistait entre Maximilien et la confédération helvétique. Le refus que firent plusieurs cantons de renouveler avec l'empereur l'*alliance héréditaire*, conclue avec le duc Sigismond, fut pour ce monarque un sujet de mécontentement. Mais ce qui amena peu à peu une rupture, ce fut la formation de la ligue de Souabe à laquelle les Suisses refusèrent de s'associer, par défiance contre Maximilien qui l'avait formée et qui en était le chef. L'insulte faite à la ville de Constance par une bande de paysans armés d'Uri, de Zug et d'Underwald, et la protection que les Suisses accordèrent à Georges, comte de Sargans, qui avait été mis au ban de l'Empire, pour cause d'infraction de la paix publique, donnèrent une nouvelle force au ressentiment des membres de la ligue et de l'empereur contre les cantons.

L'orage grossissait de jour en jour, et la guerre paraissait inévitable. Les Bernois qui conservaient quelques liaisons avec Maximilien faisaient de vains efforts pour calmer les esprits. Ils donnèrent en cette circonstance une preuve de désintéressement, qui fit voir que les offres les plus séduisantes n'étaient pas

capables de les faire manquer à leurs engagements.

Philippe de Hochberg, margrave de Baden, avait été mis au ban de l'Empire. Pour s'attacher davantage les Bernois, Maximilien offrit de leur céder à vil prix le comté de Neuchâtel qui appartenait à ce prince, à condition qu'ils se chargeraient de l'exécution du décret lancé contre lui. Non-seulement ils rejetèrent cette offre, mais encore ils envoyèrent au margrave, leur combourgeois, les secours qui lui étaient nécessaires pour le maintenir dans son héritage.

*Premières hostilités. Les Grisons reprennent le poste de Sainte-Lucie.*

LES esprits s'aigrissaient de jour en jour davantage, et tout faisait présager que les hostilités allaient bientôt commencer. Les Grisons venaient de conclure avec les Suisses une alliance, en vertu de laquelle ils devaient faire cause commune avec eux. La régence du Tirol, qui depuis long-temps était en différend avec l'évêque de Coire, l'un des principaux membres de la république des Grisons, ne put voir cette alliance sans en être alarmée. Elle prit aussitôt des mesures de défense, et garnit de troupes ses places frontières. On s'insulta sans ménagement; les Tiroliens et les

Souabes se moquèrent, dans une chanson, de la vie pastorale des Suisses et de leur amour pour leurs vaches. Les hostilités suivirent de près ces insultes. L'attaque du couvent de Munsterhal, par les Souabes, fut le signal de la guerre. Les Grisons, de qui relevait ce monastère, repoussèrent cette attaque avec succès.

Aussitôt tous les cantons coururent aux armes et s'assurèrent des postes les plus importants. Les Autrichiens, au nombre de deux mille, prirent position sur les bords de l'Adige. C'est dans cette guerre que leurs soldats paraissent pour la première fois sous le nom de *Lansquenets*. La ligue de Souabe avait ses principales forces rassemblées aux environs de Bregentz et de Lindau. Ainsi, en peu de temps, soixante lieues de frontières, garnies de troupes, présentèrent l'aspect le plus guerrier.

Pendant que les Autrichiens brûlaient quelques maisons sur le territoire des Grisons, deux frères, seigneurs de Brandis, se rendirent maîtres de Masenfeld, en passèrent la garnison au fil de l'épée, et s'emparèrent du poste important de Sainte-Lucie (*Luciensteig*), qui donne l'entrée dans le pays des Grisons; mais ceux-ci, secourus par les Suisses, les en chassèrent bientôt, et les repoussèrent au delà de l'Il. Des villes, des bourgs ravagés, des châteaux incendiés, un grand nombre de familles

forcées d'abandonner leurs chaumières en flammées, n'ayant pour asile que des bois remplis de neige ; tel est le triste tableau que nous offre le commencement de cette guerre.

*Victoire du Hart ou du Mont-Saint-Jean.*

*Discipline militaire des Suisses.*

CEPENDANT les Souabes avaient rassemblé dix mille hommes à *Hart* entre *Bregentz* et *Fussac* ; mais ces troupes , levées à la hâte et mal exercées, ne purent résister à la valeur des Suisses : ceux-ci, quoique inférieurs en nombre, ne balancèrent pas à les attaquer. L'avant-garde des Suisses, forte de quatre cents hommes, commença le combat. Les lansquenets opposèrent d'abord une vigoureuse résistance. Bientôt tout le corps d'armée fondit avec impétuosité sur l'infanterie autrichienne, et la mit en déroute. Le reste de l'armée, composé des milices des états de Souabe, incapables de disputer la victoire aux Suisses, prit aussitôt la fuite ; toute l'artillerie fut prise. Dans cette journée , si l'on en croit quelques historiens, la moitié de l'armée souabe fut détruite ; la seule ville d'Ulm y perdit cinq cents hommes.

Si, jusqu'ici, nous avons vu les Suisses ne pas éprouver de revers, si nous avons vu la victoire ne pas abandonner leurs drapeaux, c'est qu'à la bravoure et à l'expérience ils savaient unir la constance et la discipline. Un



fait qui se passa dans le cours de cette guerre , prouvera à quel point ils portaient l'obéissance aux ordres de leurs chefs.

Un corps de Suisses reçut l'ordre de passer le Rhin pendant l'hiver. Ils étaient déjà fort avancés dans ce fleuve, quand le bruit se répandit que l'ennemi paraissait à l'autre bord. Voulant acquérir quelque certitude à cet égard , les commandans firent aussitôt partir des émissaires, et donnèrent ordre à leurs soldats de ne pas quitter leur place jusqu'à leur retour. La plupart étaient dans l'eau jusqu'aux épaules , position que le froid rendait insupportable. Soumis à leurs chefs , ils y restèrent près de deux heures , obligés de détourner avec leurs armes les glaçons que le fleuve chariait. Cette soumission à la discipline coûta les membres à plusieurs de ceux qui en donnèrent cet étonnant exemple. Quelques-uns même y perdirent la vie. Avec de tels soldats , les chefs étaient bien sûrs de voir leurs ordres fidèlement exécutés.

*Nouveaux réglemens militaires des Suisses. Changemens dans leur armure.*

CETTE discipline, ces vertus guerrières qui méritaient depuis long-temps aux Suisses l'admiration de toute l'Europe, ne firent que s'accroître et se perfectionner pendant cette guerre. Après la victoire du Mont-Saint-Jean, ils pro-

fitèrent d'un moment de repos que leur laissèrent les Souabes pour faire quelques nouveaux réglemens militaires et pour réformer leur armure. A leurs espadons, dont la lame avait quatre pieds et demi de longueur, et qui étaient pesans et incommodes dans les longues marches et pour monter à l'assaut, ils substituèrent la dague, épée fort courte, qui ne gênait pas le soldat dans ses opérations. On convint que le partage des rançons et des contributions se ferait désormais par tête et non par portions égales entre les cantons. Il fut défendu à tout soldat, sous peine de mort, de quitter l'armée ou le camp, sans la permission de son chef, et de sortir de son rang pour piller, même après la victoire. La même peine fut portée contre quiconque mettrait le feu à un camp ou à une place, ou qui commencerait sans ordre une attaque contre l'ennemi.

*Défaite des Souabes. Les Suisses s'emparent de leur camp retranché.*

LA guerre devenait de jour en jour plus animée. Les Suisses, pleins de confiance dans la puissance de Louis XII, avec lequel ils venaient de contracter une nouvelle alliance, et, fiers de leurs premières victoires, avaient refusé de se réconcilier avec l'empereur. De fortes garnisons occupaient leurs places frontières, et faisaient avec succès de fréquentes incursions

dans le pays ennemi. Les Souabes n'étaient pas aussi heureux. Huit mille d'entre eux s'étant jetés sur la Thurgovie, furent défaits complètement par les Suisses. Au premier bruit de cette incursion, ceux-ci rassemblèrent à la hâte quinze cents hommes, marchèrent rapidement sur l'ennemi, le surprirent et le mirent en déroute. Cette victoire coûta aux Souabes quatorze cents hommes, et valut aux Suisses quinze canons qu'ils trouvèrent dans le camp des vaincus.

Cette nouvelle victoire ne fit qu'accroître l'audace des Suisses. Ils conçurent le hardi projet d'aller attaquer les Souabes dans leur camp retranché. L'entreprise était périlleuse. Henri Wölleb, d'Uri, officier distingué, en fut chargé avec deux mille hommes de son canton et de *Sargans*. Quinze cents mineurs et trois cents arquebusiers défendaient une redoute élevée sur une pente si rapide que les soldats pouvaient à peine s'y tenir appuyés sur leurs piques. Il fallait l'emporter avant de pénétrer dans le camp : la résistance fut aussi opiniâtre que l'attaque fut impétueuse ; mais la victoire se décida encore en faveur des Suisses, qui jamais n'avaient combattu avec plus d'intrépidité. La redoute fut emportée ; le carnage fut affreux. Plus de trois mille Souabes tombèrent sous le fer du vainqueur ; treize cents se noyèrent dans la rivière d'Ill. Les

Suisses perdirent peu de monde ; mais ils eurent à pleurer la mort du brave Wolleb qui les commandait. Dix pièces de canons , cinq drapeaux , cinq cents arquebuses et des armes de toute espèce furent le fruit de cette victoire , qui fut suivie de la conquête de tout le *Valgau*.

*Prise de plusieurs châteaux. Conduite généreuse de l'épouse du gouverneur du château de Blumeneck.*

APRÈS ce nouveau succès , dix mille hommes des cantons de Zurich , Berne , Lucerne , Zug , Fribourg et Soleure passèrent le Rhin au-dessous de Constance , et firent une irruption dans le Kletgau. Leur projet était de détruire la noblesse et de piller ses terres. Ils brûlèrent d'abord la ville et le château de Thungen , et firent grâce de la vie à la garnison ; mais ils exigèrent de fortes rançons des nobles qui s'y trouvaient. Les châteaux forts de *Kussemburg* , de *Stulingen* et de *Blumeneck* eurent le même sort. La conduite généreuse que tint en cette circonstance l'épouse de Roseneck , gentilhomme qui commandait le dernier château , mérite d'être rapportée.

Après une vigoureuse résistance , la garnison avait capitulé ; chaque soldat avait la liberté de sortir avec ce qu'il pourrait emporter sur lui ; le reste devait être livré au pillage. Roseneck , contre lequel les Suisses étaient extrê-

mement irrités, fut le seul excepté de la capitulation. Alors son épouse, ne consultant que sa tendresse, conçoit le généreux projet d'abandonner tout ce qu'elle possède pour sauver son mari. Elle le prend sur ses épaules, et chargée de ce fardeau, qui, pour elle, est l'objet le plus précieux, elle sort du château, à la vue des Suisses, qu'une action si généreuse remplit de la plus vive admiration. Ce dévouement sublime reçut la récompense qu'il méritait : les Suisses rendirent la liberté au mari, et à la femme tout ce qu'elle possédait.

*Découragement de la ligue de Souabe. Bataille de Dornach.*

CEPENDANT des succès aussi multipliés jetèrent le découragement dans la ligue de Souabe. La victoire mémorable que les Suisses remportèrent près de Dornach, acheva de la terrasser.

Maximilien venait de quitter Constance, irrité contre son armée, qui avait refusé de combattre, déclarant qu'elle n'était venue que pour défendre les frontières de l'Empire et non pour hasarder son honneur, en se battant contre des *paysans suisses*.

Les généraux de l'armée impériale et ceux de la ligue, pour réparer une conduite aussi honteuse, résolurent de s'emparer de *Dornach*, château fort, appartenant à Soleure, et de

s'ouvrir par-là l'entrée dans ce canton et dans celui de Berne. Quatorze mille fantassins et deux mille chevaux , dont les gardes de Gueldre faisaient partie, furent chargés de cette expédition, commandée par le comte de Furstemberg. Cette entreprise eût peut-être réussi , si l'ennemi eût mis plus d'activité dans son exécution ; mais sa lenteur donna le temps à *Bénédict Hugi*, de Soleure, officier distingué, qui commandait l'armée de Dornach , de recevoir des secours qui portèrent ses forces à six mille hommes. Les Suisses conçurent alors l'espoir de surprendre l'ennemi qui , les croyant bien éloignés, ne s'occupait que de plaisirs et de fêtes. Cunrad, avoyer de Soleure, commença l'attaque avec quinze cents hommes de son canton. L'armée impériale la soutint avec intrépidité. Le combat fut sanglant ; les gardes de Gueldre firent des prodiges de valeur : pendant quatre heures la victoire resta indécise. La supériorité du nombre, et une artillerie bien servie la faisait même pencher du côté des Impériaux, quand on vit arriver douze cents hommes envoyés par Lucerne et Zug. Ces troupes étaient venues, à marches forcées, pour délivrer leurs frères du danger pressant dans lequel ils se trouvaient.

Ce secours inattendu fit bientôt changer la face du combat. A cette vue, les Suisses reprennent courage ; ils fondent sur la cavalerie

ennemie avec une telle impétuosité, que celle-ci, ne pouvant soutenir la violence du choc, est repoussée jusqu'au pont de la Birs. Là, le carnage fut affreux. Cette journée coûta aux Impériaux plus de trois mille hommes, parmi lesquels ils eurent à regretter le comte de Furstemberg et ses meilleurs officiers. La plupart des vétérans et des braves cavaliers impériaux y périrent. La perte de l'ennemi eût été plus considérable, si la nuit n'eût empêché les Suisses de poursuivre les fuyards. Ils ne profitèrent pas de leur victoire. Ils ne marchèrent sur Bâle que trois jours après, et passèrent ce temps dans le camp ennemi, où ils trouvèrent sept drapeaux et vingt-une pièces d'artillerie. Cette bataille fut la dernière de cette guerre. Maximilien, dont les finances étaient épuisées et les armées détruites, sentit enfin la nécessité de faire la paix. Les cantons eux-mêmes étaient las de la guerre. Cependant Galéas Visconti, envoyé par le duc de Milan, que l'empereur et les cantons avaient choisi pour médiateur, parvint, après bien des peines, à engager les deux partis à borner leurs prétentions. La paix fut signée à Bâle au mois d'août 1499. L'acquisition du tribunal criminel de la Thurgovie, province dont les Suisses étaient déjà souverains, fut tout le fruit que la confédération retira de cette guerre glorieuse.

*Les Suisses prennent part aux guerres de  
Louis XII en Italie.*

TANT de victoires avaient assuré aux Suisses leur repos et leur indépendance ; et ils auraient pu jouir long-temps des douceurs de la paix , si , éblouis par de brillantes chimères , ils n'eussent pris part aux guerres civiles et étrangères qui , à cette époque , déchiraient l'Italie.

Louis XII, revendiquant hautement le duché de Milan , avait passé les Alpes avec une armée nombreuse où se trouvaient cinq mille Suisses. Trois semaines avaient suffi à ce prince pour conquérir le Milanез , Parme , Plaisance et Gênes. Le malheureux *Ludovic Sforze* , dit *le More* , alors duc de Milan , où il avait usurpé le souverain pouvoir , était allé chercher un asile à Inspruck , auprès de l'empereur Maximilien , son unique mais puissant allié.

Pendant qu'on s'occupoit à Bâle de réconcilier les Suisses avec l'empereur, Louis XII , pour conserver ses conquêtes , fit demander aux cantons une nouvelle levée de douze mille hommes. Quand la paix fut signée , les cantons accédèrent à sa demande d'autant plus volontiers , que c'était pour eux une occasion d'occuper au dehors une jeunesse turbulente



qu'ils ne pouvaient contenir. Les douze mille hommes accordés furent aussitôt conduits en Italie.

Bientôt la fortune y ramena Ludovic. Ses trésors qu'il avait sauvés, quelques secours obtenus de Maximilien, le mirent en état de lever à son tour des troupes dans les cantons. Trivulce, de son côté, se hâta de rappeler les Suisses qu'il avait détachés dans la Romagne.

Les cantons auxquels Ludovic demandait de nouveaux secours, se contentèrent d'envoyer solliciter une trêve en sa faveur. Cette démarche n'eut aucun succès, et Ludovic, ayant perdu l'occasion de marcher sur Milan, qui lui aurait indubitablement ouvert ses portes, se vit réduit, pour toutes ressources, à la petite armée suisse qui s'était enfermée avec lui dans Novarre. Cette dernière espérance lui fut bientôt ravie. Les magistrats, députés en Italie par les cantons, avaient défendu aux Suisses qui étaient au service de Ludovic, de se battre contre ceux qui étaient dans l'armée française. Ils refusèrent donc d'en venir aux mains contre leurs compatriotes ; mais ils promirent à Ludovic de le faire évader, déguisé, et de le conduire dans un lieu sûr. Instruit de ce projet, le général français promit deux cents écus d'or à celui qui découvrirait Ludovic. Un Suisse, du canton d'Uri, nommé Turman, séduit par l'appât de l'or, trahit ce prince et le

fit connaître aux Français lorsqu'il sortait avec la garnison, déguisé en simple soldat. On le conduisit en France dans le château de Loches, où il termina, dix ans après, sa malheureuse carrière.

C'est injustement que Voltaire et plusieurs historiens ont accusé les capitaines suisses de la garnison de Novarre d'avoir vendu ce prince à ses ennemis : Turman fut le seul coupable. Sa lâcheté inspira même tant d'horreur à ses compatriotes, qu'il eût été sacrifié sur le champ, sans la protection du général français; mais il reçut quelque temps après le juste prix de sa perfidie : étant retourné dans son canton, il y fut arrêté et condamné à perdre la tête. Ses parens se croyant déshonorés de porter le nom d'un traître, demandèrent avec instance la permission d'en changer; ce qui leur fut accordé.

*Prise de possession de Bellinzona par les troupes des cantons d'Uri, de Schwitz et d'Underwald. Réclamation de Louis XII à ce sujet. Réponse des cantons. Le comté de Bellinzona leur est cédé à perpétuité.*

A l'époque où les dernières levées faites en Suisse au nom de Louis XII se rendaient en Lombardie, les habitans du comté de Bellinzona sollicitèrent vivement les commandans des troupes du canton d'Uri, de

Schwitz et d'Underwald de les prendre sous leur protection. Ce pays qui, par sa situation, est une clef de l'Italie, appartenait à Louis XII, comme duc de Milan. Quoiqu'à la solde de ce prince, les troupes du canton ne balancèrent pas à se rendre au vœu des habitans, et prirent possession de ce comté. Le roi de France, qui avait le plus grand intérêt à ménager les Suisses, dont il avait besoin pour continuer la guerre d'Italie, dissimula le dépit que lui causait cette affaire. Mais après avoir terminé la conquête du Milanez, il en appela aux autres cantons, et envoya deux ambassadeurs à Lucerne pour faire valoir ses droits. Les ambassadeurs français rappelèrent les anciens traités, par lesquels les trois cantons avaient renoncé à toute prétention sur ce pays, et en réclamèrent l'exécution.

La réponse que firent les représentans des trois cantons mérite d'être rapportée. *Si nous n'avons pas mérité, dirent-ils, par les services signalés que nous avons rendus au roi, d'obtenir de lui, comme une juste récompense, ce petit pays qu'il nous offrit lorsqu'il était duc d'Orléans; s'il nous refuse ce prix de la conquête du Milanez, que nous avons faite pour lui, aujourd'hui qu'il en jouit et qu'il a eu de nous ce qu'il voulait, qu'il sache qu'il nous suffit à nous que le peuple de Bellinzona se soit mis sous notre pro-*

*tection, et que nous espérons qu'il y restera avec le secours de Dieu et de nos hallebardes.*

La conférence de Lucerne n'eut donc aucun résultat. On se sépara sans rien conclure; et l'année suivante, les trois cantons déclarèrent la guerre au roi de France, et réclamèrent le secours de leurs confédérés. Ceux-ci, scrupuleux observateurs du pacte fédéral, armèrent aussitôt quatorze mille hommes qui se portèrent sur les frontières du Milanez. Après avoir chassé les Français des postes avancés, les Suisses s'emparèrent de toutes les places du Lac Majeur. Cependant Louis XII, craignant que les peuples du Milanez, qui ne lui étaient nullement affectionnés, ne profitassent de cette guerre pour se soulever contre lui, se détermina prudemment à satisfaire les trois cantons. Par un traité conclu au camp d'Arona, le 24 avril 1503, il leur céda, à perpétuité et en toute souveraineté, la ville et le comté de Bellinzona. Ce traité, signé par le bailli de Dijon, fut ratifié peu de temps après à Lyon par le roi. Le 16 juin de la même année, Louis XII et les trois cantons renouvelèrent, à Lucerne, le capitulat de Milan.

*Bâle admise dans la confédération. Son gouvernement. Des élections.*

LA prospérité, la considération dont jouis-

sait la ville de Bâle, le degré de puissance auquel elle était parvenue, ne pouvaient que faire désirer aux Suissés de la réunir à leur confédération. Déjà plusieurs alliances l'unissaient aux cantons. Ces alliances, conclues pour un temps limité, furent, à l'époque où nous sommes parvenus, changées en une alliance perpétuelle, qui accorda à cette ville le titre et les droits de canton. Elle fut solennellement reconnue en cette qualité dans une diète tenue à Lucerne.

Bâle, située sur les bords du Rhin, est une des villes les plus considérables de la Suisse. On distingue *le grand Bâle* et *le petit Bâle*. Le *petit Bâle*, autrefois *faubourg Saint-Alban*, avait été hypothéqué en 1375 à Léopold, duc d'Autriche, et fut racheté par la ville en 1392. Un pont sur le Rhin lie cette partie à la cité ou grande ville.

A l'époque de la réformation, les Bâlois se délivrèrent de l'autorité ecclésiastique des évêques. Déjà, quelques années auparavant, la charge de bourgmestre avait passé au corps des plébéiens, exclusivement à tout le corps de l'*ancienne noblesse*. Il ne reste que quatre maisons de diverses religions qui jouissent du titre de *citoyen honoraire*, mais qui ne peuvent remplir aucune charge de la république.

Le gouvernement de ce canton est aristodémocratique. Le pouvoir souverain est attri-

bné aux deux conseils réunis. La bourgeoisie est divisée en tribus ou corps de métier. Les membres du petit conseil sont au nombre de soixante, pris, à nombre égal, dans les quinze tribus du grand Bâle. Il est partagé en deux divisions, présidées chacune par un bourgmestre et un grand-tribun. Chaque division gouverne pendant un an; elles se relèvent à la Saint-Jean d'été. Les anciens conseillers n'ont que voix consultative quand ils sont hors de charge. On peut regarder le petit conseil comme la puissance exécutrice de l'état : il juge sans appel les causes criminelles de la ville et du pays ; il décide en dernier ressort des procès civils entre citoyens, et règle toutes les affaires de police : réuni au grand, il décide de tous les grands intérêts politiques et économiques de l'état : ce conseil exerce alors la législation et la haute police, et dispose des principaux emplois.

*Le grand conseil* est composé de deux cent quatre-vingts membres, y compris le petit conseil et les quatre chefs de l'état, *les deux bourgmestres et les deux grands-tribuns*. Ce conseil, trop nombreux sans doute pour un état qui ne contient pas beaucoup plus de dix mille citoyens, exerce le pouvoir législatif : à lui seul appartient le droit de faire la paix, la guerre, et de conclure les alliances.

Outre le grand et le petit conseil, il y a en-

core plusieurs tribunaux et chambres ; ils décident sur les matières de leur ressort, ou préparent celles qui doivent être soumises à la délibération des conseils.

Toutes les élections se font par la voie du sort, moyen excellent, sans doute, pour affaiblir les brigues, mais qui cependant offre de grands inconvéniens. La majeure partie des places se trouvent occupées par des artisans qui passent tour à tour, au gré du sort, de leurs ateliers, aux divers emplois de magistrature ou de police ; et, de cette manière, l'entrée des conseils se trouve ouverte à des gens peu instruits et sans la moindre capacité. D'ailleurs, cette forme d'élection éteint dans les âmes des citoyens toute émulation, tout désir de se distinguer par des lumières, par des services, et anéantit surtout la considération si nécessaire aux gens en place.

On peut dire cependant que l'intégrité la plus scrupuleuse et la probité la plus exemplaire distinguent ceux qui administrent les finances, et qu'il y a peu d'endroits au monde où la justice soit rendue avec plus de désintéressement et où la corruption soit si peu connue.

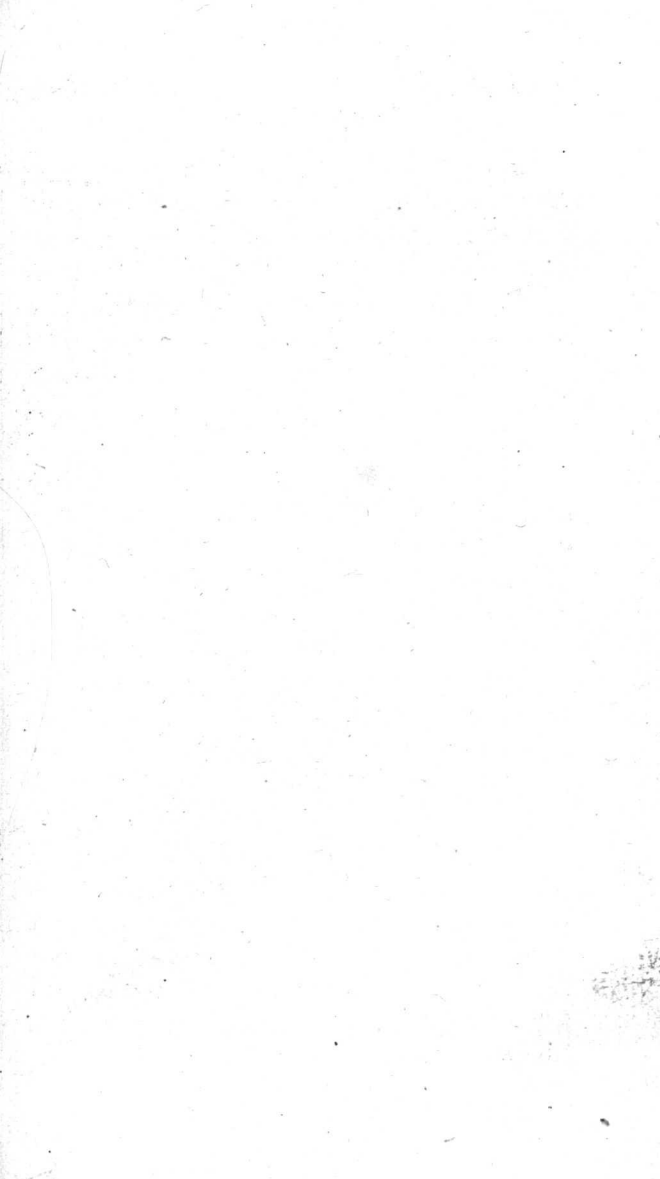
*Admission de Schaffhouse dans la confédération.  
Son gouvernement.*

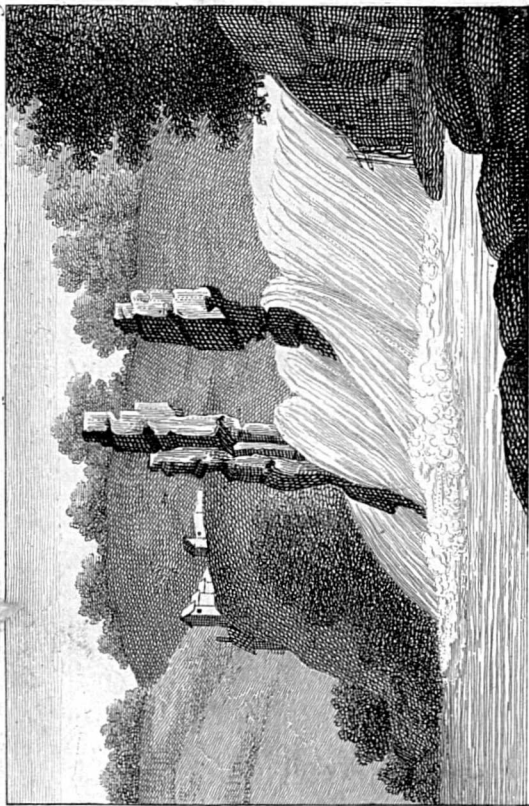
Le titre et les droits de canton furent accordés à la même époque à la ville de Schaffhouse. Cette ville, moins ancienne et moins considérable que Bâle, avait acheté en 1415, de Sigismond, le droit de ne relever que de l'Empire. Son alliance avec plusieurs cantons lui valut l'acquisition de plusieurs territoires voisins. Enfin, ayant obtenu la même faveur que Bâle, elle devint le douzième canton.

Le gouvernement de Schaffhouse est aussi aristo-démocratique. La bourgeoisie est distribuée en deux *chambres* ou *sociétés*, et en dix *tribus* ou *abbayes*. La *société supérieure* est uniquement composée de six familles nobles. La *société inférieure*, autrement la chambre des marchands, comprend quelques familles nobles avec quelques familles bourgeoises. Les dix tribus comprennent les artisans et portent chacune le nom de quelque métier. Les deux sociétés prennent le rang sur les dix tribus.

Il y a à Schaffhouse un sénat et un grand conseil. Ces deux conseils réunis sont composés de quatre-vingt-cinq membres, et sont présidés par le bourgmestre. Les membres sont pris dans les deux sociétés et dans les dix tribus. C'est dans ce conseil que réside le pouvoir suprême.







Vue de la Salverade du Rhin, à Lauffen, Canton de Zurich.

Les deux conseils se partagent, avec les commissions qui leur sont subordonnées, la police, la juridiction civile et criminelle, l'économie publique et le département militaire. Les délibérations s'y préparent de la même manière à peu près que dans les autres cantons aristo-démocratiques.

Il y a aussi une chambre secrète, composée de cinq chefs de l'état, d'un membre du sénat et du chancelier. Elle prend des délibérations préliminaires sur les affaires majeures.

Schaffhouse est située hors des anciennes limites de l'Helvétie au delà du Rhin. La nécessité de débarquer à quelque distance au-dessus de la grande cataracte de ce fleuve, les marchandises qui descendaient, ont sans doute occasionné l'établissement des premières habitations de ce lieu.

*Cataracte du Rhin, près de Schaffhouse.*

C'EST à trois quarts de lieue au-dessous de Schaffhouse que se voit la célèbre cataracte du Rhin. De toutes les chutes d'eau que l'on trouve en Suisse, c'est, sans contredit, celle qui mérite le plus de captiver l'attention des voyageurs. Plusieurs masses écartées de rochers présentent au-dessous du château de Lauffen une sorte de mur coupé à pic, que des écrivains ont portée à quatre-vingts pieds d'élévation, mais qui n'en a que quarante. Cette

muraille est surmontée de trois ou quatre pointes de rochers, taillées comme autant de tours. C'est entre ces rochers que le fleuve se précipite avec un fracas horrible. Le bruit occasionné par cette chute est si considérable que dans une nuit calme, on peut l'entendre à quatre lieues de distance. Le fleuve, en se précipitant, semble être réduit en écume. Une grande partie de l'eau s'évapore en tombant, forme un brouillard, et offre, sans interruption, dans sa chute, lorsque le soleil luit, un arc-en-ciel toujours resplendissant. Le voyageur frémit à l'aspect de cette chute impétueuse, surtout lorsqu'il s'arrête au pied de la cataracte.

*Ligue de Cambrai. Alliance des Suisses avec le pape.*

PLUSIEURS souverains, jaloux de la puissance et de la prospérité de Venise, avaient conclu, à Cambrai, une ligue contre cette république. De tous les princes ligüés, Louis XII fut le seul qui agit avec vigueur. Il s'empara en peu de temps de tous les états des Vénitiens dans la terre ferme. Ses succès inspirèrent de la défiance au pape Jules II, qui avait été le premier auteur de la ligue. Il résolut d'en former une autre dont il serait le chef. Son but était d'enlever à l'empereur et au roi de France toutes leurs possessions en Italie.

Pour réussir dans ses vastes desseins, il crut devoir s'attacher les Suisses. *Mathieu Schinner*, évêque de Sion, dans le Valais, lui parut l'homme le plus propre à les attirer dans son parti. Ce prélat s'était concilié le respect et l'affection du peuple. Il jouissait d'un grand crédit auprès des personnages les plus distingués des cantons. Il savait cacher, sous les dehors les plus agréables et sous les mœurs les plus austères, un caractère implacable, un esprit turbulent et une ambition démesurée.

Schinner, élevé à la dignité de légat *à latere*, fut envoyé en cette qualité auprès de la diète helvétique. Profitant du mécontentement des cantons contre la France, qu'il avait lui-même habilement fomenté, il engagea la diète à former, pour cinq ans, une alliance avec le pape. Celle avec la France subsistait toujours, mais le terme en allait expirer. Pour éviter de la renouveler, les Suisses prirent un moyen qui réussit au delà de leurs espérances. Ils demandèrent à Louis XII une augmentation de solde et de pensions, et la demandèrent avec une telle hauteur que le roi, irrité, répondit à leurs députés, *qu'il ne comprenait pas pourquoi de misérables montagnards osaient le regarder comme leur tributaire, et prétendaient lui dicter des lois*. Cette réponse fut à peine connue à Lucerne, que les Suisses s'allièrent avec le pape. Ils s'engagèrent à lui fournir six mille hommes

pour la défense de l'église. Le pape , de son côté , promit de solder ces troupes , et de payer à chaque canton une pension annuelle de mille florins.

Les Suisses ne tardèrent pas à remplir leur promesse. Six mille hommes descendirent à *Bellinzona* , et , malgré les obstacles sans nombre que leur opposa Chaumont , général français , ils s'avancèrent jusqu'à *Varèze* , place forte qu'il fallait réduire pour pénétrer plus avant ; mais le défaut d'artillerie les força de retourner chez eux. Une telle conduite irrita le pape ; il les menaça de l'excommunication. Les Suisses réclamèrent la solde qui leur avait été promise et qui ne leur avait pas été payée. Hors d'état de satisfaire à leur demande , le pape perdit pour un moment tout crédit auprès des cantons.

*Attentat contre trois messagers d'état des cantons de Berne , Schwitz et Fribourg. Guerre à ce sujet. Paix avec les Français.*

Louis XII aurait dû peut-être profiter de cette circonstance pour renouveler son alliance avec les Suisses ; mais ce prince , encouragé par les succès qu'il avait eus en Italie , loin de les ménager , leur ôta la permission de tirer des vivres du Milanez. L'attentat commis par les Français sur trois messagers d'état des cantons de Berne , Schwitz et Fribourg acheva d'exciter

en eux le plus vif ressentiment. Ces trois messagers furent conduits prisonniers à Lugano , où l'un d'eux , et , suivant quelques historiens , deux d'entre eux furent décapités. Les Bernois n'eurent pas plus tôt connaissance du cruel traitement fait à ces messagers , qu'ils en demandèrent satisfaction au duc de Nemours , alors gouverneur de la Lombardie. La réponse fière et méprisante de ce jeune prince ne fit que les irriter davantage. Dès lors on ne songe plus qu'à la vengeance : de tous côtés on court aux armes. Les troupes des cantons , bravant la rigueur de la saison , marchent rapidement sur la Lombardie , passent la *Treysa* , attaquent le camp des Français , s'en rendent maîtres ; et après avoir reçu des renforts , cette armée , forte de dix-huit mille hommes , paraît sous les murs de Milan.

Si les Suisses avaient su profiter de la consternation dans laquelle leur apparition subite avait jeté Milan , cette ville leur eût ouvert ses portes ; mais ils se contentèrent de piller un des faubourgs. Peu après ils prêtèrent l'oreille aux propositions de paix qui leur furent faites par l'entremise du baron de Hohensax , l'un de leurs commandans , en qui ils avaient la plus grande confiance. Les Français leur accordèrent toutes les satisfactions qu'ils avaient demandées , et de plus un mois et demi de solde pour les frais de cette expédition. L'ar-

mée suisse se retira aussitôt, malgré les sollicitations et les brillantes promesses du pape. Les confédérés préférèrent l'argent des Français qu'ils remportaient avec eux à des promesses qu'on leur avait déjà faites sans jamais les réaliser.

*Nouvelle alliance des cantons avec le pape. Crémone et Bergame se rendent aux Suisses. Passage de l'Adda.*

CEPENDANT les Suisses ne tardèrent pas à se déclarer de nouveau en faveur du pape. Louis XII, qui avait cru prudent de rechercher leur alliance, leur avait envoyé à cet effet une ambassade solennelle; mais ses ambassadeurs n'eurent pas plus tôt été informés de la victoire que les Français venaient de remporter à Ravenne qu'ils s'éloignèrent sans prendre congé de la diète. Cette marque de mépris offensa les Suisses qui, d'ailleurs, ne pouvaient pardonner à Louis XII ses discours méprisants et le refus qu'il leur avait fait d'augmenter leurs subsides. Schinner n'eut donc aucune peine à obtenir d'eux un renouvellement d'alliance avec le pape. Le traité fut signé à Zurich, le 19 avril 1512.

On ne songea plus qu'à reconquérir le Milanais. La diète somma les cantons de fournir leur contingent, et désigna Coire pour lieu du rendez-vous. Les Grisons et les Valaisans,



obligés de renoncer à leur alliance avec la France , joignirent leurs troupes à celles des cantons. L'armée des confédérés fut bientôt portée à vingt mille hommes. L'empereur , dont le projet était de faire rendre le duché de Milan à Maximilien Sforze , fils du dernier duc et son proche parent , résolut de seconder les efforts des Suisses. Il leur accorda un libre passage par le Tirol , et leur fournit des vivres , des munitions , train d'artillerie et trois mille hommes de troupes. Maximilien Sforze promit de leur assurer la possession de plusieurs districts du Milanez.

L'armée suisse , commandée par le baron de Hohensax , officier distingué à qui les Zuricois avaient accordé le droit de bourgeoisie , s'avança jusqu'à Vienne sans rencontrer d'obstacles. Schinner , alors cardinal , étant venu , en sa qualité de légat , rejoindre l'armée , distribua aux chefs des présens bénis par le pape , leur fit de magnifiques promesses et leur remit un bref qui donnait aux cantons le titre de *défenseurs de l'église*. Cependant le cardinal ne put donner que vingt mille ducats sur les quatre-vingt mille que le pontife devait pour l'arriéré de la solde de l'armée. Les Suisses , séduits par ses discours et par ses présens , acceptèrent , pour le reste , la promesse qu'il leur fit de leur céder les rançons de toutes les villes dont on ferait la conquête.

Sur ces entrefaites, des lettres, interceptées par le cardinal, firent connaître que Milan était sans défense. Aussitôt les Suisses se décidèrent à marcher sur cette ville. Arrivés à *Villa-Franca*, ils furent rejoints par l'armée vénitienne, forte de dix mille hommes, et bien pourvue d'artillerie, sous les ordres de *Paul Baglioni*. Trop faibles pour résister à tant de forces réunies, les Français évacuèrent *Ponte-rico*, *Crémone* et *Bergame*. Ces deux dernières villes payèrent une forte rançon, qui, suivant la convention, fut abandonnée aux Suisses. Le passage de l'Adda, exécuté avec autant de bravoure que d'habileté, acheva de décourager les Français, qui prirent le parti d'abandonner Milan. Enfin l'armée française, considérablement affaiblie par la perte de la bataille qui se donna sous les murs de Pavie, et dans laquelle elle fut complètement défaite par les Suisses, se retira par le Piémont en Dauphiné.

*Le duc de Milan confirme aux cantons la possession du comté de Bellinzona. Son installation.*

Aussitôt que Maximilien Sforze fut rentré en possession de l'héritage de ses pères, il s'engagea à payer aux cantons un subside annuel de quarante mille ducats, confirma la cession du comté de Bellinzona, faite par ses prédécesseurs aux trois cantons d'Uri, de Schwitz

et d'Underwald. De plus, il céda à perpétuité aux douze cantons *Lugano*, *Locarno* et *Valmaggio* avec leurs dépendances, et aux Grisons, la Valteline et les comtés de Chiavenne et de Bornio, dont ils s'étaient emparés, exempta les Suisses de tout péage dans ses états, la capitale exceptée. Ce traité fut signé par l'évêque de Lodi, qui fut adjoint au cardinal de Sion pour la régence du Milanez.

L'installation du duc eut lieu quelque temps après. Une ambassade solennelle des cantons se rendit à Milan, sur l'invitation qui leur fut adressée par les deux régens d'installer le duc dans sa nouvelle dignité. *Ce prince, disaient-ils dans la lettre qu'ils écrivirent à ce sujet à la diète, voulait faire connaître à l'Italie que c'était à la nation helvétique qu'il devait son rétablissement dans l'héritage de ses pères.* Cette installation du duc se fit avec la plus grande pompe. Les députés des cantons y jouèrent un grand rôle. Ils reçurent le duc à la porte de la ville et le complimentèrent en italien. Le duc répondit *qu'il conserverait toujours pour les cantons la reconnaissance la plus vive, qu'il verrait toujours en eux ses pères et ses défenseurs, et qu'il ne se conduirait que par leurs conseils.* Le duc sentait bien qu'il ne pouvait trop flatter les Suisses, son seul appui, et qui, dans ce moment, étaient les vrais arbitres de l'Italie.

Louis XII sentit alors combien il avait eu tort d'aliéner les cantons, et chercha à regagner leur amitié ; il leur fit rendre les châteaux de *Lugano* et de *Locarno* qu'occupaient encore ses troupes, et leur envoya des ambassadeurs pour leur proposer de renouer les anciennes alliances. La diète assemblée à Lucerne reçut les ambassadeurs français avec tant de hauteur, elle porta si haut ses prétentions que le roi, indigné d'une conduite si insultante, se détermina à faire la paix avec les Vénitiens. Avec leur secours il eut bientôt ramené la fortune sous ses drapeaux, et le jeune Sforze se méfiant de la légèreté de ses sujets, se détermina à aller s'enfermer avec les Suisses dans la ville de Novarre : c'était le seul asile assuré qui lui restât. La Trémouille, commandant de l'armée française, l'y tenait étroitement assiégé ; mais la valeur des Suisses rendit tous ses efforts inutiles, et après plusieurs assauts donnés sans succès, l'armée française alla camper à quelques lieues de la ville.

*Bataille de Novarre. Robert de La Marck sauve ses deux fils.*

Dès que la diète assemblée à Lucerne apprit que les Suisses étaient assiégés dans Novarre, seize mille hommes furent aussitôt envoyés à leur secours, sous les ordres du baron de Hohen sax. Cette petite armée se partagea en deux

corps qui prirent des routes différentes pour la facilité des subsistances. Celui qui passa le Saint-Gothard arriva le premier sous les murs de Novarre. Les chefs de la nation , sans attendre le second corps d'armée, se déterminèrent à attaquer sans délai l'armée française.

En effet , le lendemain 15 juin 1513 , dès le grand matin, les Suisses marchèrent au combat. L'armée française était forte de vingt-six mille hommes. Ses chefs, qui ne pouvaient s'imaginer que les Suisses, en nombre bien inférieur, osassent les attaquer dans leur camp, ne firent leurs dispositions que lorsqu'ils ne purent plus douter de leur approche. Cependant les Suisses s'avancent en bon ordre ; le combat s'engage ; l'artillerie française porte dans leurs rangs le désordre et la mort. Les lansquenets , qui faisaient alors la force de l'infanterie française , combattent avec intrépidité et leur font éprouver des pertes considérables. Une telle résistance , loin de rebuter les Suisses, ne fait que redoubler leur courage. Animés par leurs pertes mêmes , ils chargent les lansquenets avec une telle furie qu'ils les font plier , et parviennent à s'emparer de l'artillerie qu'ils tournent à l'instant contre eux. Cependant les lansquenets combattent toujours avec la même valeur ; mais la cavalerie française ayant fait de vains efforts pour les dégager , presque tous périrent glorieusement sur

le champ de bataille , après avoir tué plus de douze cents de leurs ennemis. Dès lors la victoire se décida en faveur des Suisses. La déroute des Français devint générale ; l'infanterie gasconne, enfoncée et mise en fuite , fut poursuivie jusqu'à une lieue du champ de bataille , et périt presque toute au passage d'une rivière ; mais si la perte de leurs ennemis fut grande , les Suisses de leur côté achetèrent chèrement cette victoire. Ils eurent deux mille hommes de tués et plusieurs centaines de blessés. Parmi les morts se trouva Benoît de Wengarton , un de leurs chefs les plus estimés.

Robert de La Marck, prince de Sedan, fit voir dans cette bataille ce que peut la tendresse paternelle. On vint lui apprendre que ses deux fils *Fleuranges* et *Jametz*, couverts de blessures, sont près de succomber sous les coups de l'ennemi. Aussitôt il se met à la tête d'une compagnie de deux cents lances, avec laquelle il fait une charge si furieuse qu'il s'ouvre un passage jusqu'à l'endroit où *Jametz* défendait encore un reste de vie. Après avoir fait des prodiges de valeur, il le dégage , reconnaît le corps de *Fleuranges* couvert de quarante-six blessures, les ramène avec lui et les rappelle à la vie. Cette action courageuse conserva à la France deux guerriers , dont l'un s'illustra dans la suite sous le nom du maréchal de

Fleuranges, et qui devint colonel des Cent-Suisses.

La journée de Novarre fut d'autant plus glorieuse pour les Suisses, qu'ils combattirent avec des forces très-inférieures, puisque le second corps d'armée, commandé par Hohensax, n'arriva que lorsque l'affaire fut décidée. Ils ne durent la victoire qu'à leur valeur, leur discipline, à l'habileté et à la rapidité de leurs manœuvres. La Trémouille, découragé, abandonna Alexandrie, Tortone, Valence et Asti, et se retira en Dauphiné avec les débris de son armée. L'armée vénitienne se retira sous le canon de Padoue.

*Rentrée du duc de Milan dans sa capitale. Contributions levées par le vainqueur. Hohensax retourne en Suisse avec son armée.*

Aussitôt après la victoire de Novarre, le duc de Milan entra en triomphe dans sa capitale. Les vainqueurs exigèrent de fortes contributions des villes du duché de Milan pour les punir de leur révolte. Ils taxèrent à 80,000 ducats le duc de Savoie, qui, malgré l'alliance qu'il avait faite avec eux, avait donné passage à l'armée française. En un mot, ces contributions jointes aux subsides que le duc de Milan paya à l'armée, se montèrent à 380,000 ducats. Hohensax, après avoir laissé treize mille hommes au duc de Milan, pour défendre

ses états , retourna en Suisse avec dix mille hommes, chargés d'or et de butin ; mais ces richesses en faisant éclore chez eux des troubles et des dissensions, furent sur le point de faire entrer avec elles , dans leur patrie, les maux les plus funestes.

*Soulèvement des paysans des cantons de Berne,  
Lucerne et Soleure.*

Ces immenses trésors excitèrent la jalousie de ceux qui n'y eurent point de part. Dans plusieurs communes le mécontentement éclata contre les magistrats. On leur reprocha d'avoir préféré leur intérêt particulier à celui de leur patrie ; on les accusa d'avoir détourné , à leur profit, des sommes payées par le roi de France, et d'avoir toléré des levées d'hommes, malgré les défenses des diètes. Enfin, les paysans des cantons de Berne , Lucerne et Soleure en vinrent à une révolte ouverte. Jacques de Watteville, avoyer de Berne, les comprima d'abord par sa fermeté, et fit cesser les désordres qu'ils commettaient. Mais bientôt une foule de paysans de l'Oberland se joignirent à eux et vinrent camper à Waberen. Là , ces rebelles , soutenus par un parti puissant dans la magistrature même , et excités par le cardinal de Sion, qui voulait perdre les magistrats attachés à la France, dictaient des lois au gouvernement. Plusieurs magistrats furent arrêtés et



mis à la question. *Michel Glaser* et le capitaine *Wider* furent décapités, comme coupables d'avoir engagé des volontaires pour la France. Enfin, ils obligèrent le gouvernement à s'engager à ne faire aucune alliance étrangère, sans le consentement des députés des villes et des campagnes. Ils ne rentrèrent dans le devoir qu'après avoir obtenu de nouvelles prérogatives.

### *Irruption en Bourgogne.*

CEPENDANT, pour calmer entièrement les esprits, et éviter que de pareilles scènes se renouvelassent à l'avenir, les cantons ne virent pas de meilleur moyen que de donner quelque occupation nouvelle à l'inquiétude du peuple et quelque proie à son avidité. L'empereur Maximilien, qui n'avait pas renoncé à ses prétentions sur la Bourgogne, les pressait de joindre leurs forces aux siennes pour envahir ce pays. Cette invasion fut aussitôt résolue.

Nous n'entrerons pas dans les détails de cette expédition, qui n'eut pas pour les Suisses les résultats qu'ils pouvaient en attendre. Réunis aux Impériaux, ils assiégèrent Dijon où la Trémouille s'était renfermé avec le peu de troupes qu'il avait pu rassembler. Ce général, pour échapper au danger, proposa aux Suisses des conditions si avantageuses, que ceux-ci,

sans s'informer s'il avait des pouvoirs suffisans pour traiter avec eux, signèrent le traité, et retournèrent chez eux sans en attendre la ratification. Dès qu'ils furent éloignés, le traité fut presque oublié.

Les Suisses ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'ils avaient été joués. Ils firent à leurs généraux les plus sanglans reproches. L'évasion de *Mézières*, neveu de la Trémouille, qui faisait partie des cinq ôtages qui leur avaient été donnés, et la découverte de la supercherie dont on avait usé envers eux en faisant passer quatre bourgeois de Dijon pour quatre grands seigneurs bourguignons, firent éclater leur ressentiment, et ce ne fut qu'avec peine que les commandans des contingens échappèrent à leur fureur.

Cependant Louis XII écrivit aux cantons pour les apaiser. Il leur offrit de ratifier le traité, à l'exception des articles qui l'obligeaient à renoncer à ses prétentions sur l'Italie. On assembla aussitôt une diète à Zurich, tant pour délibérer sur ces propositions que pour juger les commandans et l'avoyer Watterville, auteur du traité. On y rejeta la proposition de Louis XII; mais le cardinal Schinner parvint, par son crédit, à sauver les accusés.

*Appenzel admis comme treizième canton.*

Nous voici arrivés à l'époque où la confédération fut rendue complète par l'admission de l'état d'Appenzel, en qualité de treizième et dernier canton. La ville de Constance sollicita la même faveur, mais les conditions qu'elle y mit imprudemment la lui firent refuser.

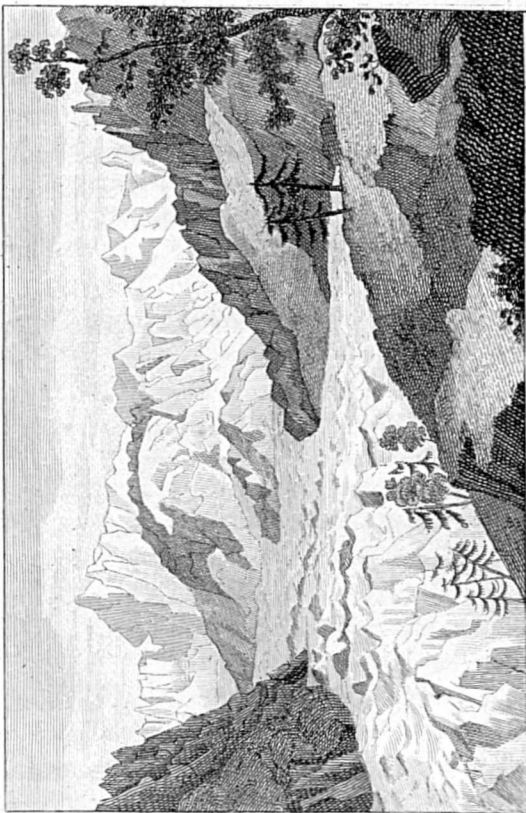
L'admission d'Appenzel offrait au corps helvétique de grands avantages. En resserrant ainsi les liens qui les unissaient aux Appenzellois, les cantons s'attachaient pour toujours de fidèles alliés, qui, dans plus d'une occasion, et surtout dans la guerre de Souabe et d'Italie, leur avaient rendu des services signalés. Ils s'engageaient, il est vrai, à défendre ce nouveau canton ; mais la situation de ce pays rendait cette obligation peu onéreuse.

Renfermé entre le Rhin et les Alpes, l'état d'Appenzel a environ soixante lieues carrées de surface. Des glaciers, des précipices, et des rochers inaccessibles en occupent une grande partie. Sa population s'élève cependant à plus de cinquante mille âmes. Les habitans sont industriels, agiles, robustes et courageux. Ce pays pouvait donc fournir aux cantons des défenseurs aussi vaillans que nombreux.

*Division du canton d'Appenzel en Rhodes intérieurs et extérieurs. Des glaciers.*

LA forme du gouvernement du canton d'Appenzel étant , à peu de chose près , la même que celle des cantons démocratiques , nous n'entrerons dans aucun détail à ce sujet ; nous dirons seulement que vers le commencement du seizième siècle , lors des querelles sérieuses qui s'élevèrent dans ce canton entre les catholiques et les protestans , des médiateurs des autres cantons crurent , pour les apaiser , devoir faire deux portions du pays. Les protestans eurent les districts ou *rhodes* extérieurs , et les catholiques , les *rhodes intérieurs*. Une rivière qui traverse le canton les sépare les uns des autres. Le seul lien qui les ait unis dès lors , consiste dans une assemblée générale annuelle et dans la députation commune à la diète helvétique ; ils y envoient deux députés qui n'y jouissent que d'un seul suffrage.

Parmi les objets de curiosités qui , dans la Suisse , excitent l'admiration du voyageur , les glaciers méritent surtout de captiver son attention , et , comme nous l'avons dit plus haut , l'on en trouve beaucoup dans le canton d'Appenzel. Il serait difficile de peindre la surprise que l'on éprouve quand , en arrivant l'été au pied d'un de ces glaciers , on voit une énorme quan-



*Wiedemann Glacier*



tité de glaces remplissant le fond d'un vallon, qui quelquefois a plusieurs lieues de longueur. Au pied du glacier et sur les flancs du vallon se trouvent des pâturages et des arbres, dont la verdure forme un contraste agréable avec la blancheur du glacier; souvent, à quelques toises, la terre est émaillée de fleurs, et l'on y mange des fraises excellentes. L'eau coule de tous côtés du pied du glacier. La glace se fond, et s'il s'y en maintient dans cette saison, c'est l'effet de la prodigieuse quantité qui s'en est amassée.

Toute la superficie du glacier est convertie d'inégalités qui ressemblent aux vagues d'une mer agitée. Ce qui surprend le plus, c'est la couleur des glaces. Les rayons du soleil traversent leurs masses, la lumière qui vient aboutir dans les fontes donne à la glace une couleur bleu-verdâtre ou vert-d'eau, qui devient plus foncée à mesure que les fentes et les cavités sont plus profondes. Cette couleur, très-agréable, repose l'œil fatigué par la blancheur éblouissante de la superficie du glacier.

*François I<sup>er</sup> sollicite l'alliance des Suisses.*

*Refus des cantons.*

LOUIS XII venait de terminer sa carrière. François I<sup>er</sup>, son successeur, passionné pour la gloire des armes, voulut signaler son avènement par le rétablissement de son autorité en Italie, et rétablit ainsi l'honneur du nom

français flétri à Novarre. Cependant, ne pouvant se dissimuler l'influence que les Suisses avaient eue depuis long-temps et pouvaient avoir encore sur le sort de la Lombardie, il écrivit aux cantons pour leur notifier son avènement, les assurer de son estime, et leur proposer de contracter avec lui une alliance perpétuelle. Il leur offrit même, par l'entremise du duc de Savoie, des subsides considérables; mais, comme le roi se réservait ses droits sur Milan, les cantons, sans hésiter, rejetèrent ses offres, prouvant ainsi qu'ils ne sacrifiaient jamais à l'intérêt ni leur honneur ni leurs alliés.

*Les Français pénètrent en Italie. Retraite des Suisses sur Verceil. Ils se désunissent.*

ON fit de part et d'autre d'immenses préparatifs de guerre. L'armée française en Dauphiné était forte de cinquante mille hommes; celle des Suisses, la plus considérable qu'ils eussent jamais mise sur pied, s'élevait à plus de quarante. Trivulce, à la tête d'une partie de l'avant-garde française, descendit dans les plaines de Saluces par le défilé du *Col de l'Argentière*, que les Suisses avaient cru inutile de garder. Le reste pénétra dans la vallée de la Sture par Démon, et se joignit à Saluces au gros de l'armée. Au lieu d'attaquer leur ennemi, comme l'avait proposé le cardinal Schinner qui suivait l'armée en qualité de



légat, ce qu'ils eussent fait sans doute avec avantage, les Suisses désunis, irrésolus, se retirèrent sur Verceil. François I<sup>er</sup> les suivit jusqu'à Turin sans les inquiéter.

Cependant le pape, effrayé, traitait avec François I<sup>er</sup>, quoiqu'il exhortât les Suisses à pousser la guerre avec vigueur. Irrités de cette mauvaise foi, plusieurs de leurs chefs se crurent autorisés à suivre cet exemple. La discorde fit alors des progrès rapides. Deux partis se formèrent. L'un voulait qu'on continuât la guerre, l'autre faisant valoir les avantages solides que présentait une alliance avec la France, voulait qu'on fît la paix, et que l'on abandonnât une cause trahie par ceux mêmes qui avaient le plus d'intérêt à la défendre. On s'échauffa tellement de part et d'autre, que douze mille hommes de Berne, de Fribourg, de Soleure et du Valais, ayant à leur tête l'avoyer de Wattenville, prirent le chemin d'Arona, dans la résolution de s'en retourner chez eux.

*Rupture des négociations. Les Français s'emparent de plusieurs places du Milanais.*

DES négociations avaient été commencées à Turin par la médiation du duc de Savoie, et de nouvelles conférences se tenaient alors à Galeran; mais elles n'eurent pas le succès qu'en attendaient les partisans de la paix. Des

difficultés s'élevèrent au sujet des parties du Milanez, cédées aux Suisses ou conquises par leurs armes. Le roi de France ne pouvait se résoudre à les leur céder. D'un autre côté, les Suisses refusaient d'abandonner des territoires qui, quoique bornés, étaient à leurs yeux d'importantes possessions. Le roi leur proposa de les lui vendre, mais cette offre fut rejetée.

Sur ces entrefaites, de nouveaux essaims de guerriers descendirent des Alpes. Leur arrivée fit évanouir tout espoir de paix. Voulant avoir leur part de l'honneur du butin acquis par leurs compatriotes, ils se prononcèrent hautement pour la guerre. Le cardinal Schinner profita habilement de ces dispositions, et fit tant par ses discours qu'une partie des Suisses campés à Arona rejoignirent le gros de l'armée.

Cependant, à la faveur de ces lenteurs, de ces irrésolutions et de ces querelles des Suisses, les Français s'étaient emparés de plusieurs places du Milanez. La prise de Lodi était surtout pour eux d'un grand avantage; elle leur r'ouvrait une communication avec l'armée vénitienne, et fermait celle des Suisses avec leurs alliés.

*Bataille de Marignan. Défaite des Suisses.*

Ces divisions avaient fait perdre aux Suisses un temps précieux. Il fallait qu'ils fissent des efforts extraordinaires de valeur pour le regagner; ils osèrent s'en flatter. Ils sortirent donc de Milan et marchèrent rapidement sur l'armée française, campée à Saint-Donato, entre Milan et Marignan; et vinrent l'attaquer au moment où François I<sup>er</sup>, croyant ses propositions acceptées, se reposait dans une entière sécurité. Ce fut alors que se livra cette fameuse bataille que le maréchal Trivulce compare, ainsi que celle de Novarre, à des combats de géans, et où les Suisses osèrent attaquer jusque dans ses retranchemens une armée de moitié plus forte que la leur, et commandée par un prince dont la présence redoublait encore l'ardeur du soldat. On fit de part et d'autre des prodiges de valeur. La nuit seule fit cesser le combat qui se renouvela le lendemain avec un nouvel acharnement. Dès l'aube du jour on sonne la charge; au premier choc les Suisses font plier les lansquenets et la gendarmerie française. Le roi se met à la tête de ces troupes ébranlées et les ramène au combat. La victoire, long-temps incertaine, semble déjà pencher du côté des Suisses, quand l'arrivée de l'armée vénitienne, con-

duite par l'*Alviane* au secours des Français, la décide en faveur de ces derniers.

Craignant d'être enveloppés par des forces si supérieures, les Suisses se déterminèrent à la retraite. Elle s'exécuta avec un ordre admirable ; ils rentrèrent à Milan avec leurs bagages, leurs blessés, et douze bannières de lansquenets. Ils sauvèrent toute leur artillerie et ramenèrent même celle qu'ils avaient prise la veille à leurs ennemis. Leur contenance fière et assurée empêcha de les poursuivre : le roi le défendit. Cette journée où la valeur des Suisses parut avec autant d'éclat que dans leur plus brillante victoire , coûta aux deux partis d'illustres guerriers.

*Les Suisses retournent chez eux. Paix avec la France.*

RENTRÉS sans obstacle dans Milan , les Suisses , malgré les efforts du cardinal Schinner , prirent le parti de retourner chez eux par la route de *Côme* et de *Bellinzona*. Bientôt après tout le Milanez fut soumis, et le duc de Milan alla honteusement finir ses jours en France.

La disgrâce que les Suisses venaient d'essuyer , et qui était presque sans exemple dans leur histoire , l'affliction générale qui en fut la suite, et le mécontentement du

peuple prêt à se soulever , déterminèrent enfin les cantons à écouter les ministres du roi de France qui proposaient de renouer une négociation. François I<sup>er</sup> ne mit aucune borne à ses offres ; cependant le refus qu'il fit de donner satisfaction aux cantons démocratiques et aux Grisons sur l'article de leurs conquêtes dans le Milanez , arrêta la conclusion de la paix. D'ailleurs les cantons étaient divisés ; huit seulement avaient accepté les préliminaires d'une alliance avec la France , dont le plan avait été ébauché dans un congrès assemblé à Genève par les soins du duc de Savoie. Les cinq autres prétendaient que leur alliance avec l'empereur ne leur permettait pas d'y consentir. La Suisse se voyait encore menacée de divisions intestines , lorsque la mort de *Ferdinand le catholique* aplanit ces difficultés. Charles , son petit-fils , fit la paix avec la France ; Maximilien l'imita : enfin François I<sup>er</sup> ayant consenti à laisser aux cantons et aux ligues grises leurs conquêtes en Italie , le traité d'alliance entre la France et le corps helvétique , connu sous le nom de *Paix perpétuelle* , fut signé à Fribourg , le 27 novembre 1516. Cette alliance célèbre fut jurée avec solennité dans la cathédrale de Paris , par les députés Suisses , et ratifiée par le roi qui leur fit rendre les mêmes honneurs qu'aux têtes couronnées.

*Les Suisses fidèles à François I<sup>er</sup>. Combat de la Bicoque.*

DANS les guerres que François I<sup>er</sup> eut à soutenir pendant son règne, les Suisses se montrèrent fidèles à leurs traités. En Artois, dans la Picardie, ils servirent avec distinction dans les armées françaises. *François I<sup>er</sup>, dit Martin Dubellay dans ses mémoires, marchait armé en tête devant le bataillon de ses Suisses qui lui demandaient sans cesse de donner bataille, pour lui faire connaître le désir qu'ils avaient de lui rendre service.*

Une ligue s'était formée contre François I<sup>er</sup>, entre le pape Léon X et Charles-Quint, récemment proclamé empereur. La guerre recommença en Italie; les Suisses y partagèrent les revers des Français que la fortune semblait avoir abandonnés. On leur reprochera sans doute d'avoir causé au combat de la Bicoque la défaite de l'armée française, et forcé en quelque sorte le général *Lautrec* à livrer bataille et à attaquer un ennemi couvert d'un fossé large et profond et d'une artillerie formidable. On les excusera peut-être en pesant attentivement le motif qui les fit agir. Las d'attendre en vain leur solde dans un pays où les vivres étaient très-chers, près de périr de faim, ils avaient déclaré à Lautrec la résolu-

tion qu'ils avaient prise de retourner chez eux. En le forçant de les mener à l'ennemi, ils crurent prouver à l'Europe entière que ce parti ne leur était suggéré ni par la crainte ni par la mauvaise volonté. Auroste, dans ce combat également contraire aux lois de la discipline militaire et aux plans du général en chef, ils ne démentirent pas leur réputation, ils combattirent avec une intrépidité et une fureur qui ne pouvaient être arrêtées que par la position inexpugnable de l'ennemi qui leur fit perdre l'élite de leurs guerriers. L'obstination qu'ils mirent à ne suivre aucune des habiles dispositions de Lautrec fut encore plus funeste aux Français, puisqu'en les privant d'un succès que tant de valeur aurait pu obtenir par des attaques mieux dirigées, elle entraîna la perte du Milanais.

*Les Suisses sauvent l'élite de l'armée française.*

CEPENDANT tous les princes se déclaraient contre la France. Le pape, l'empereur, le roi d'Angleterre, le duc de Milan et les Génois étaient réunis pour l'attaquer. La diète helvétique resta fidèle à François I<sup>er</sup> malgré ses adversités. L'empereur sollicita en vain les cantons d'abandonner la cause de ce monarque; ils décidèrent au contraire qu'on lui fournirait de nouveaux secours. La campagne

s'ouvrit. Les Suisses eurent beaucoup à souffrir des disettes et des maladies.

L'année suivante, le combat de la *Sesia* les couvrit de gloire. L'armée française tentait le passage de cette rivière, lorsqu'elle fut attaquée par l'armée impériale, commandée par le connétable de Bourbon. Dès la première charge, Bonnivet qui commandait l'armée a le bras fracassé; le chevalier Bayard est blessé mortellement. Consternée de la perte de ces deux chefs, la gendarmerie française se retire en désordre. L'ennemi la poursuit avec acharnement. Il était sur le point de l'atteindre et de la tailler en pièces, quand les Suisses, réduits à six mille hommes, forment un bataillon carré, arrêtent, par une résistance opiniâtre, l'impétuosité du connétable, et donnent le temps à la gendarmerie de passer la rivière. Ainsi, l'élite de l'armée française dut son salut à la bravoure de ses généreux alliés qui payèrent du sang d'un millier des leurs et de plusieurs braves capitaines la gloire de l'avoir sauvée.

*Nouveaux secours accordés à François I<sup>er</sup>.  
Bataille de Pavie.*

PAR sa valeur, son affabilité et ses manières engageantes, François I<sup>er</sup> avait su se concilier l'estime et l'affection des Suisses. Aussi s'empressèrent-ils l'année suivante de lui four



nir de nouveaux secours. Ce fut à cette époque que se livra, sous les murs de Pavie, cette bataille si fatale à la France, et où François I<sup>er</sup> perdit l'Italie et sa liberté. On ne peut attribuer qu'à la prévention nationale l'imputation faite aux Suisses par quelques historiens français d'*avoir fui le jour du combat* et même de *ne s'être pas défendus vaillamment*. Il suffira de dire, pour les disculper, que cette bataille leur coûta sept mille hommes dont trois mille tués. On ne supposera pas, sans doute, que ces trois mille morts qui faisaient plus du tiers de leur nombre réel, se soient laissés tuer sans résistance. Deux fois ils demandèrent au roi la permission d'attaquer et de poursuivre les Impériaux dans le moment où ils se retiraient, ce qui prouve l'envie qu'ils avaient de combattre. D'ailleurs, la conduite de ceux qui formaient la garde du roi, et qui tous se firent tuer en voulant sauver ce prince, défend sans doute assez la gloire des Suisses, que des historiens mal instruits ont attaquée par des reproches peu fondés.

*Commencement et progrès de nouvelles opinions religieuses en Suisse. Guerre de Capel.*

DANS le seizième siècle, de nouvelles opinions religieuses se répandirent chez toutes les nations de l'Europe. Presque partout elles produisirent des commotions politiques ; presque partout

elles allumèrent des guerres civiles et étrangères. De grands abus s'étaient glissés dans l'église : on voulut les réformer. Zwingli en Suisse, Luther en Allemagne, s'élevèrent avec force contre le trafic des indulgences, et attaquèrent bientôt après les traditions humaines, le luxe ruineux et les cérémonies du culte. Persuadés que l'Écriture Sainte était la seule règle de foi, ils prêchèrent cette doctrine à leurs compatriotes. Ils eurent bientôt de nombreux disciples qui travaillèrent avec ardeur à hâter la révolution que leurs maîtres avaient commencée.

Ce fut surtout à Zurich que cette nouvelle doctrine trouva de zélés partisans. Tout ce canton se déclara pour la réforme. Berne hésita quelque temps ; mais la volonté ferme et persévérante de ses conseils, et le zèle de ses prédicateurs triomphèrent de tous les obstacles ; et tout ce canton suivit l'exemple de celui de Zurich. Lucerne, Uri, Schwitz, Unterwald, Zug, Fribourg restèrent fidèles à l'église de Rome ; et les quatre autres cantons, la plupart partagés sur le sujet de la religion, restèrent neutres. Les villes de Saint-Gall, Bienne et Mulhausen prirent parti pour la réforme. Bâle et Constance, après de vives agitations, embrassèrent aussi la religion protestante. Les cantons catholiques ayant fait entre eux une alliance pour la défense de leur

foi, les cantons de Berne et de Zurich s'unirent aussi par un traité auquel accédèrent plusieurs états helvétiques.

Cependant la guerre civile paraissait inévitable; les esprits s'aigrirent de jour en jour. Les cantons neutres s'efforcèrent en vain de la prévenir. On arma de part et d'autre. Vingt-quatre mille Suisses étaient sur le point de s'entr'égorger, lorsque *Jean Alby*, landamman de Glaris, sollicita si vivement les commandans des deux armées de suspendre leurs fureurs, qu'ils consentirent à une trêve. On convint de tenir un congrès à Arau. Là les médiateurs des cantons neutres firent accepter aux deux partis une pacification avantageuse pour les réformés. Cette querelle fut terminée ou plutôt assoupie, avant même qu'on eût tiré l'épée. Ainsi se termina ce qu'on appela dans la suite, la première guerre de *Capel*.

*Progrès de la religion réformée. Ligue de Smalcalden.*

LES réformés auraient pu, en prenant des mesures sages et modérées, maintenir la paix avantageuse qu'ils venaient de conclure; mais les efforts qu'ils firent pour propager leur croyance par toutes sortes de moyens, entretenaient le ressentiment des catholiques. Leur conduite envers l'abbé de Saint-Gall n'y con-

tribua pas moins ; ils refusèrent de le reconnaître , à moins qu'il ne prouvât , par l'Écriture Sainte, que les institutions de la vie monacale , ses règles et ses vœux étaient approuvés par le ciel. En vain leur opposa-t-il les traités en vertu desquels ses prédécesseurs avaient joui de cette riche prélature , il fut forcé de se retirer à *Bregentz*, où ses moines et lui s'établirent sous la protection de l'empereur.

Le clergé catholique ne négligeait rien de son côté pour ramener le peuple à l'ancienne croyance ou l'y affermir. A *Rothwil*, il avait fait chasser tous les protestans qui se réfugièrent à Strasbourg, à Constance et surtout à Zurich. Le maintien de la tranquillité paraissait impossible.

Les peuples de la *Thurgovie*, du Rhintal et du comté de Baden se décidèrent pour la religion réformée. Morat, Lausanne, Neufchâtel accueillirent cette doctrine. Mais, au milieu de tous ces succès, un orage se formait contre elle. *Charles-Quint*, qui, l'année précédente, avait fait la paix avec la France et avec le pape, avait promis à ce dernier de faire rentrer les protestans dans le devoir. Il convoqua une diète à Aunsbourg. Le langage menaçant que les catholiques y firent entendre effraya les protestans, et les détermina à aller former à Smalcalden, pour défendre leur religion et

leurs droits, cette ligue fameuse dont *Philippe le Magnanime*, landgrave de Hesse, et l'électeur de Saxe, furent les chefs.

*Guerre entre les cantons. Bataille de Capel.  
Journée du Mont de Zug.*

Nous passerons sous silence les divers événemens qui précédèrent la rupture entre les deux partis, et qui n'eurent rien de remarquable ; nous ne parlerons pas du schisme qui, à cette époque, s'enracina dans le sein de l'église protestante au sujet de la présence du Christ dans l'Eucharistie, ni de cette secte d'anabaptistes qui affligeait l'une et l'autre communion par des désordres dont elle était la source, et dont le chef, Jean de Leyde, fut puni du plus cruel supplice ; nous n'entretiendrons même pas nos lecteurs des diètes, des conférences tenues pour rapprocher les esprits, ni des efforts que firent les cantons neutres et l'ambassadeur de France pour rétablir la concorde parmi les confédérés ; mais on voudra connaître sans doute les motifs qui déterminèrent les deux partis à en venir aux mains.

Les réformés voulaient que les catholiques donnassent à leurs sujets la liberté de lire l'Écriture Sainte. Ceux-ci prétendirent qu'ils n'avaient pas le droit de l'exiger, et qu'ils manquaient en cela au dernier traité, par lequel

ils s'étaient engagés à les laisser vivre en paix dans la religion de leurs pères. Mais ce qui excita surtout le ressentiment des catholiques, ce fut l'interdiction du commerce prononcée contre eux, et que Zwingle lui-même désapprouva. Cette mesure acheva d'exaspérer le peuple des cinq cantons : ils entrèrent les premiers en campagne.

Cette guerre ne fut pas favorable aux réformés. Le défaut de résolution et surtout de subordination causa leur défaite. A Capel, *Jauch*, capitaine d'Uri, guerrier aussi intrépide qu'expérimenté, les battit complètement; ils abandonnèrent leurs drapeaux et leur artillerie. Ce fut dans ce combat que Zwingle perdit la vie. On vit alors de quel aveuglement la vengeance et le fanatisme religieux peuvent rendre les hommes capables. Dès que le corps de Zwingle fut reconnu, les vainqueurs firent le procès à son cadavre, et le condamnèrent à être écartelé par le bourreau et réduit en cendres. Ce jugement insensé eut son exécution.

La journée du Mont de Zug ne leur fut pas moins funeste. Quoique de beaucoup supérieurs en nombre aux catholiques, ils furent complètement défaits. Les réformés ne durent attribuer ce second revers qu'à leur désunion, à leur irrésolution et à leur découragement. Les catholiques, au contraire, durent leurs

succès à l'accord, au zèle et à la subordination qui compensèrent chez eux ce qui leur manquait en forces réelles.

*Paix. Conduite courageuse de l'avoyer de Soleure.*

CEPENDANT il existait dans les deux partis des hommes sages et modérés qui ne pouvaient voir sans frémir les maux qui menaçaient leur malheureuse patrie. Ils gémissaient en voyant des alliés et des frères s'entr'égorger, et détruire ainsi de leurs propres mains l'ouvrage de tant d'années et de tant d'efforts héroïques, cette confédération qui faisait l'admiration de toute l'Europe et sur laquelle reposaient la tranquillité et la gloire de la nation. Ils redoublèrent de zèle pour rapprocher les esprits.

D'un autre côté, les états neutres de la Suisse et les voisins intéressés à maintenir la confédération secondèrent leurs efforts. On s'assembla à Bremgarten. Les deux partis désiraient également la paix. Enfin, après bien des débats, elle fut signée d'abord par le canton de Zurich, et peu de temps après par celui de Berne. Les conditions, comme on doit le croire, furent toutes à l'avantage des vainqueurs.

La paix ne fut pas plutôt rétablie, que les catholiques crurent devoir resserrer davantage les nœuds qui les unissaient. Les protestans

opposèrent à cette ligue une ligue semblable. Ainsi la Suisse eut le malheur de voir se former dans son sein deux partis toujours plus ou moins jaloux l'un de l'autre, et qui s'observaient sans cesse avec défiance. Cependant, partout les réformés éprouvaient le sort des vaincus. Le canton de Soleure, dont une partie avait embrassé la réforme, et qui avait dans cette guerre fourni des secours aux Bernois, fut condamné par les catholiques à payer une forte amende. Les Soleurois refusèrent de se soumettre. Les deux partis prirent aussitôt les armes. On allait en venir aux mains, quand l'avoyer *Nicolas de Wengen* se précipite au milieu de ses concitoyens, couvre de son corps un canon pointé contre les réformés, et prévient ainsi le carnage. Les réformés, plus faibles, furent obligés de céder; ce qui affermit la religion catholique dans ce canton, qui, avec celui de Fribourg, abandonna le parti réformé et se joignit aux cinq cantons.

*Alliance. Guerre avec Berne et Fribourg. Le duc de Savoie veut rompre cette alliance.*

COMME l'histoire de Genève commence à se lier, à l'époque où nous sommes parvenus, avec l'histoire de la Suisse, nous croyons devoir jeter un coup d'œil rapide sur les divers événemens dont ce petit état fut le théâtre, et qui précédèrent son entière indépendance.



Depuis long-temps les ducs de Savoie avaient tenté d'asservir Genève. Charles III fut celui qui se montra l'ennemi le plus déclaré des Gênevois , et qui attaqua leur liberté avec le plus de persévérance. Ceux-ci , pour se soustraire à la tyrannie du duc, s'allièrent successivement avec Fribourg et Berne. Ces deux cantons s'engageaient à les défendre contre quiconque voudrait les attaquer. Le duc fit de vains efforts pour rompre cette alliance. Il prétendit que les Gênevois étaient ses sujets : ceux-ci, redoublant d'ardeur pour la défense de leurs droits, les justifèrent devant la diète des cantons. Enfin le duc, renonçant aux négociations, fit marcher des troupes contre eux. Il fut secondé dans ses desseins par des gentilshommes savoyards, qui, sous le nom de *confédérés de la cuiller*, ravageaient les possessions des Gênevois et les environs de leur ville.

*Les Bernois arment pour défendre Genève.*

*Diète de Payerne.*

CEPENDANT le sort des Gênevois devenait de jour en jour plus malheureux. Le duc de Savoie, leur évêque, les *gentilshommes de la cuiller* se réunissaient pour hâter leur ruine. C'en était fait de ces nouveaux républicains, s'ils n'eussent montré une fermeté inébran-

lable, et s'ils n'eussent été décidés à tout souffrir plutôt que de retomber sous le joug.

La régence de Berne ne put voir avec indifférence le danger qui les menaçait. Une armée bernoise fut mise sur pied pour voler à leur défense. Le duc n'attendit pas son arrivée pour demander la paix. Il attribua tout le mal qui avait été fait aux gentilshommes de la cuiller. Une diète s'assembla à *Payerne*. On y maintint l'alliance de Genève avec les cantons ; on rendit au duc le droit de faire exercer à Genève la justice en son nom, sous la réserve expresse des droits de l'évêque et des privilèges de la ville. Le duc y fut condamné à payer à chacune des trois villes de Berne, Fribourg et Genève 7,000 écus, pour dédommagement des hostilités commises par ses sujets. Enfin, pour garantir l'exécution de ce traité, le duc engagea *son pays de Vaud*.

*Genève embrasse la religion réformée. Rupture de son alliance avec Fribourg.*

MALGRÉ la paix conclue avec Genève, le duc ne cessait de l'inquiéter plus ou moins ouvertement. Cette conduite irrita tellement les conseils de Berne et de Fribourg, qu'ils refusèrent de renouveler leur alliance avec lui. Bientôt les Gênois acquirent la preuve que leur évêque s'était ligué secrètement avec ce

prince. Dès lors, ne voyant plus en lui qu'un ennemi perfide, ils ne respectèrent ni le caractère dont il était revêtu, ni son autorité. Peu de temps après, l'évêque, feignant de craindre pour sa vie, sortit de Genève le 15 juillet 1533, malgré les remontrances des conseils.

La situation des Gênevois n'était pas heureuse : menacés au dehors, ils étaient encore divisés au dedans. La réforme faisait chez eux de rapides progrès. Deux partis se prononcèrent dans ce petit état. On se porta aux dernières extrémités. Des meurtres, des assassinats, le père prêt à égorger son fils, le frère altéré du sang de son frère, tel fut le triste spectacle que Genève offrit pendant quelque temps. Enfin la religion réformée eut le dessus. Les Fribourgeois firent de vains efforts pour maintenir le catholicisme. Le crédit de Berne l'emporta; ce qui occasionna la rupture de l'alliance qui, depuis huit ans, existait entre Fribourg et Genève, et qui avait été si utile à cette dernière ville.

Le duc de Savoie continuait ses vexations contre Genève. La noblesse de ses états, jointe aux partisans de l'évêque, exerçait ses brigandages jusqu'aux portes de cette ville. Bientôt le duc ordonna que Genève fût plus étroitement resserrée, pour empêcher qu'il n'y entrât des vivres de ses états. Le courage des habitans ne fit que s'accroître avec le danger. La nécessité

en avait fait des soldats patiens et intrépides ; ils fortifièrent leur ville, et poussèrent l'amour de la patrie jusqu'à en sacrifier une partie pour assurer la défense du reste.

Les Bernois, indignés de la conduite du duc envers leurs alliés, eurent recours au seul moyen qui leur restât pour arrêter les entreprises de ce prince obstiné. Ils lui déclarèrent la guerre sans plus de délai, après avoir envoyé à tous les cantons et les états confédérés un manifeste dans lequel étaient exposés les motifs de leur conduite. *Notre honneur*, disaient-ils, *est absolument intéressé à secourir un peuple injustement persécuté en haine de sa religion : si nous l'abandonnions, ce serait une tache dont nous ne nous laverions jamais.*

L'occasion de faire la guerre au duc ne pouvait être plus favorable, puisque François I<sup>er</sup> venait aussi de la lui déclarer. Les hostilités suivirent de près cette déclaration ; et le 21 janvier 1536, l'armée bernoise, forte de sept mille hommes, se mit en marche pour conquérir tout le pays entre Morat et Genève. Cette conquête ne coûta aux Bernois qu'une marche d'environ onze jours. Les châteaux appartenans aux *gentilshommes de la cuiller*, furent pillés et brûlés. Enfin quelques semaines suffirent aux Bernois pour se rendre maîtres *du pays de Vaud, de l'évêché de Lausanne, du pays de Gex et de la province du Chablais.* Les

Français enlevèrent au duc la Savoie , la Bresse , Turin et tout le Piémont.

Délivrés de la crainte des complots et des hostilités du duc de Savoie , les Gênois qui s'étaient montrés si dignes de leur liberté toutes les fois qu'elle avait été attaquée , travaillèrent à l'affermir. Ils renouvelèrent leur traité de combourgeoisie avec Berne , et réglèrent ce qui regardait la religion et le gouvernement. Ils fondèrent des hôpitaux , un collège pour la jeunesse , et rétablirent l'union , le bon ordre et la pureté des mœurs dans leur ville. Ainsi ce peuple ignorant , superstitieux , peu réglé dans ses mœurs , devint en peu de temps laborieux et sage , s'adonna aux arts et au commerce , et obtint même dans les sciences des succès remarquables.

*Fidélité des Suisses aux rois de France.*

FRANÇOIS I<sup>er</sup> , en persécutant les réformés dans ses états , avait mécontenté les cantons de Zurich et de Berne. Aussi lorsque ce prince , voulant tenter de nouveau la conquête du Milanais , fit demander des troupes aux cantons , Berne et Zurich ne voulurent lui accorder aucune levée d'hommes , et travaillèrent même avec ardeur , quoique sans succès , à faire embrasser le même système aux autres cantons. Mais , peu de temps après , ce prince regagna leur affection , en accordant à leur prière la

neutralité de la *Franche-Comté* : dès lors il lui fut permis , à différentes époques , de lever en Suisse des corps considérables qui lui rendirent des services signalés tout le reste de son règne.

Dans toutes les occasions on les vit se distinguer par leur fidélité et soutenir l'ancienne réputation de la valeur helvétique. En 1537 , huit mille Suisses et Grisons contribuèrent à sauver la *Provence*. Un an après , quinze mille se joignent à l'armée française envoyée en Piémont sous les ordres du dauphin ; leur bravoure assure le succès de l'attaque du *Pas-de-Suze* , et accélère la prise de la ville de *Veillane*. Le revers qu'ils éprouvèrent à *Mon-dovi* , où , malgré une capitulation , ils furent en partie massacrés , ne ralentit pas leur ardeur. Les plaines de Cérises , où les Français remportèrent sur les Impériaux une victoire complète qui leur assura la possession du Piémont et de la Savoie , furent encore témoins de leur valeur : ils s'illustrèrent dans cette journée. *Guillaume Frælich* , leur colonel-général , s'y couvrit de gloire ; il fut créé chevalier sur le champ de bataille par le prince d'Enghien. On vit encore , en 1544 , dix mille Suisses et six mille Grisons accourir à la défense de la France attaquée , du côté de la Champagne , par une armée que Charles-Quint commandait en personne.





*Charles IX, Sauvé par les Suisses. c.*



Fidèles alliés des rois de France, on les vit, sous Henri II, combattre les Anglais dans le Boulonnais, défendre en Italie *Octave Farnèse*, duc de Parme, attaqué par le pape; conquérir, avec les Français, Metz, Toul, Verdun et le duché de Luxembourg, et s'illustrer à la bataille de *Renti*, où l'armée française défit les Impériaux sous les yeux mêmes de leur souverain.

Enfin on peut dire à leur gloire que quoique l'épuisement des finances empêchât souvent les rois de France d'acquitter leur solde, ils leur restèrent toujours fidèles. *Souvent*, dit du Bellay dans ses mémoires, *des colonels et des capitaines suisses faisaient des avances de leur propre argent pour solder leurs troupes; et ces troupes ne l'en servirent pas avec moins de zèle, quoique sûres d'être tard ou point payées.*

*Les cantons catholiques prennent part aux guerres de religion en France. Sage conduite des cantons protestans. Les Suisses sauvent Charles IX.*

TANDIS que la tolérance permettait aux Suisses et aux Allemands de goûter, sous le règne tranquille de Ferdinand, successeur de Charles-Quint, les douceurs de la paix, le fanatisme avait choisi la France pour être le théâtre de ses fureurs, et y rallumer les feux de la guerre civile. Deux partis se formèrent,

celui des Guises et celui des princes du sang. La minorité de Charles IX ne fit qu'accroître leur animosité. Les deux factions cherchèrent à se procurer des auxiliaires en Suisse.

On ne saurait trop louer la conduite que tinrent les cantons protestans dans ces momens d'égarement et de fureur. Les catholiques avaient accordé des secours à Charles IX. Ce prince en demanda également aux cantons protestans qui les lui refusèrent, le regardant comme l'ennemi de leur religion ; mais, en même temps, ils en refusèrent au prince de Condé, quoiqu'il fût de leur communion, leur conscience ne leur permettant pas, disaient-ils, de favoriser un sujet rebelle qui faisait la guerre à son souverain.

Plusieurs généraux et officiers suisses se distinguèrent dans ces guerres. On cite avec éloge les noms de *Guillaume Frælich*, dont nous avons déjà parlé, qui périt glorieusement en reprénant Bourges et Rouen ; de *Tamman*, de Lucerne, tué à la bataille de *Dreux*, et de beaucoup d'autres dont les actions glorieuses se trouvent consignées dans l'histoire militaire des Suisses. Parmi ces braves officiers, *Louis Pfiffer*, de Lucerne, s'acquit une gloire immortelle, et mérita la reconnaissance des Français en sauvant le roi et toute sa cour.

Charles IX était à Monceaux, maison de plaisance en Brie, quand les chefs du parti

huguenot résolurent , d'après l'avis de l'amiral, d'enlever le roi. On ne fut pas plus tôt informé de ce projet , que le roi , la reine et toute la cour se retirèrent en toute diligence à Meaux ; et l'on fit partir sur-le-champ des courriers pour porter aux Suisses , qui étaient à Château-Thierry , l'ordre de se rendre auprès du roi.

Cependant le roi était incertain sur le parti qu'il devait prendre. Devait-il tâcher de regagner Paris ? devait-il rester à Meaux ? l'un et l'autre parti paraissait également dangereux. Pour gagner Paris, on avait dix lieues à faire, et l'on n'avait pas de cavalerie qu'on pût opposer à celle des ennemis. D'autre part, Meaux était sans fortifications , sans vivres, sans munition de guerre : en y restant, le roi se voyait exposé à y être enveloppé et forcé de se rendre.

La cour était dans la plus cruelle incertitude quand le brave Pfiffer, colonel des Suisses, demanda à être introduit dans le conseil , et supplia le roi de s'abandonner à la valeur et à la fidélité de ses soldats. La prudence, la bravoure et l'expérience de Pfiffer étaient bien connues ; aussi le conseil se détermina aussitôt pour la retraite. Le lendemain, 28 septembre 1567., les Suisses se rangèrent en bataille à un quart de lieue de la ville, où le roi vint les joindre avec toute sa cour. Ils for-

mèrent aussitôt un bataillon carré, y enfermèrent, comme dans une citadelle, ce précieux dépôt confié à leur fidélité et à leur courage, et se mirent en marche tenant leurs piques croisées. Ils n'avaient pas fait quatre lieues, que six cents chevaux, conduits par le prince de Condé et par l'amiral, s'approchèrent pour enfoncer les Suisses : mais leurs efforts furent inutiles ; la contenance guerrière des Suisses les força de s'éloigner. On continua la marche qui se fit toujours en bon ordre, malgré les diverses attaques de la cavalerie huguenote. Enfin le prince de Condé n'ayant plus d'espoir de rompre les Suisses, cessa de les harceler. Trois cents cavaliers, bien armés, partis de Paris pour venir au-devant de la cour, la rencontrèrent au Bourget. Le roi, la reine et leur suite prirent les devants avec cette escorte et arrivèrent à Paris sains et saufs.

Le lendemain les Suisses y entrèrent aux acclamations du peuple. Le roi alla lui-même les recevoir à la porte Saint-Martin. Ils eurent cette fois le bonheur de sauver la monarchie française. Vers la fin du siècle dernier, si le succès ne couronna pas leurs efforts, ils montrèrent du moins qu'ils savaient rester fidèles jusqu'à la mort aux princes heureux ou malheureux qu'ils juraient de défendre. Si, dans cette occasion, la fortune eût secondé leur cou-

rage, nous aurions évité bien des maux, et nous n'aurions pas à pleurer la mort d'un prince qui peut, sans contredit, passer pour le meilleur et le plus juste des rois.

*Les Bernois sont forcés de rendre à Emmanuel-Philibert une partie de leurs conquêtes. Leur alliance avec ce prince.*

DANS le même temps, les cantons n'étaient pas sans inquiétude pour leurs propres états. Emmanuel-Philibert, duc de Savoie, à qui le roi de France, son beau-frère, venait de rendre la plus grande partie de ses états, avait formé le projet de se faire restituer la partie que Berne, Fribourg et le Valais avaient gardée. Pour y réussir, il commença par se ménager l'appui des cantons catholiques : il renouvela l'alliance que son père avait faite en 1512 avec six de ces cantons. Berne, qui venait de refuser de s'allier avec Charles IX, ne pouvait compter sur l'appui de ce prince. On se ligua contre ce canton pour l'obliger à entamer une négociation avec le duc. Deux congrès se tinrent, l'un à *Neufchâtel*, l'autre à Bâle. Rien n'y fut décidé. Les négociations furent renouées à Berne, et les Bernois, forcés de céder aux instances de la pluralité des cantons, achetèrent la paix du sacrifice d'une partie de leurs conquêtes. Par le traité, les Gênois se virent séparés des états de leurs alliés.

Cependant Emmanuel-Philibert , qui cherchait à profiter des malheurs de la France pour travailler à son agrandissement , sentit combien il lui importait de ménager les Suisses et surtout les Bernois leurs voisins. Il sollicita leur alliance ; les Bernois la lui accordèrent , à condition qu'il reconnaîtrait l'indépendance de Genève. Le duc promit qu'il laisserait à cette ville la jouissance de l'état paisible , de la liberté du commerce , et de tous les avantages qu'elle s'était procurés. D'après cette convention , l'alliance fut conclue et signée à Chambéry et à Berne le 18 mai et le 10 juin 1570. Neuf ans après , la cour de France se réunit aux cantons de Berne et de Soleure pour assurer l'indépendance de Genève.

*Projet du duc de Savoie contre Genève. Il est forcé d'y renoncer.*

EMMANUEL, religieux observateur des traités, n'inquiéta pas ses sujets réformés du pays de Gex et de Chablais. Tant qu'il vécut , Genève jouit de quelque tranquillité ; mais son successeur , tourmenté par l'ambition et la vengeance , renouvela bientôt les entreprises auxquelles son père avait renoncé.

Le pape Grégoire XIII , effrayé des progrès de la réforme , pressait les princes restés fidèles à l'église de former une sainte croisade pour attaquer et détruire les protestans. Le duc de

Savoie se chargea de soumettre Genève, une des capitales de l'hérésie. Il employa d'abord la trahison ; mais tous les complots formés par son ordre contre cette ville furent découverts, et les auteurs punis. Il gêna sa subsistance et son commerce, et s'avança avec des troupes jusqu'à ses portes. Tout faisait craindre à la Suisse une guerre à la fois étrangère, civile et religieuse. Les Bernois, armés pour la défense de Genève, s'avançaient dans le pays de Vaud, tandis que les cantons catholiques marchaient pour soutenir leur nouvel allié le duc de Savoie. Des chefs de réformés français, entre autres le fils de l'amiral Coligny, se préparaient à aller secourir Genève. Le duc de Savoie, ne jugeant pas l'instant favorable, fit retirer ses troupes, et remit à un autre temps l'exécution de ses desseins.

*Insurrection à Mulhausen. Les cantons sont obligés de recourir à la force pour l'apaiser.*

SUR ces entrefaites, une insurrection éclata à Mulhausen, et agita pendant quelque temps la confédération. Deux frères, *Jacob et Mathieu Fenniger*, bourgeois de cette ville, avaient été bannis pour avoir porté devant une justice étrangère un procès qu'ils avaient avec un autre bourgeois au sujet d'un bois voisin de la ville, et avoir désobéi aux magistrats en refus-

sant de retirer leur appel. Les cantons catholiques prirent parti pour *Fenniger*, et demandèrent son rétablissement. Leur demande fut rejetée. Les cantons, irrités, rompirent leur alliance avec Mulhausen.

Cependant les *Fenniger* parvinrent, à force d'intrigues, à se faire un parti assez puissant pour déposer les magistrats qui les avaient condamnés, sous prétexte qu'ils avaient fait perdre à la ville l'alliance des cantons. On élut deux nouveaux bourgmestres, et quelques-uns des anciens magistrats furent arrêtés et mis aux fers. L'année suivante, les cantons protestans offrirent leur médiation, et proposèrent des moyens de conciliation qui furent rejetés. Les insurgés renouvelèrent leurs violences, s'emparèrent de toute l'autorité dont ils revêtirent les hommes les plus méprisables. Cette conduite indisposa contre eux les cantons catholiques qui, déjà, mettaient moins de chaleur à les défendre, depuis que les protestans avaient manifesté l'intention de maintenir la constitution de Mulhausen et de rétablir les magistrats déposés.

Les treize cantons envoyèrent des députés à Mulhausen. Les insurgés rejetèrent leur médiation, et répondirent *qu'ils étaient un peuple libre et indépendant; qu'eux seuls avaient le droit de régler leurs démêlés*. Dès lors les protestans résolurent de venger, par la force, l'au-



torité légitime foulée aux pieds par les factieux. Les députés se retirèrent en leur disant : *Vous vous êtes soumis aux lois de la confédération en acceptant notre alliance avec vous, vous devez en remplir les conditions : elles s'exécuteront par nous et malgré vous.*

L'effet suivit de près la menace. Dix-neuf cents hommes, commandés par Louis d'Erlach, s'approchèrent de Mulhausen, et, le 14 juin 1587, la ville fut investie. D'Erlach, à la tête de cent hommes, ayant forcé une des portes, les bourgeois qui la défendaient réussirent à abattre la herse et à le séparer ainsi du gros de son armée. Le danger était imminent. Déjà plusieurs de ses gens ne voyant plus de moyens de s'échapper s'étaient rendus, sous la promesse d'avoir la vie sauve, et avaient été massacrés dans un lieu écarté, quand ceux des confédérés qui restaient en dehors parviennent à briser la herse avec leurs haches d'armes, pénètrent dans la ville et délivrent les leurs. Le carnage fut affreux ; les rues de Mulhausen étaient inondées de sang : en vain d'Erlach ordonnait-il à ses soldats de faire quartier ; furieux de trouver tant de résistance, les vainqueurs étaient sourds à sa voix. Enfin les rebelles n'ayant plus d'espoir rendirent les armes. On vit alors les femmes, pour faire cesser le carnage, apporter leurs enfans dans leurs berceaux, et implorer pour eux la pitié

du soldat. Ce spectacle produisit l'effet qu'elles en attendaient ; les vainqueurs laissèrent tomber leurs armes : tant il est vrai que la bravoure et la générosité sont inséparables.

Quelques jours après, les députés des cinq cantons arrivèrent à Mulhausen, munis de pouvoirs, pour juger les coupables. Deux chefs et *Jacob Fenniger* payèrent de leur vie tous les maux qu'ils avaient attirés sur leur patrie. Les magistrats déposés furent réintégrés dans leurs fonctions. Enfin les députés quittèrent Mulhausen, après avoir pris les mesures nécessaires pour maintenir l'ordre et la paix, et emportant avec eux les bénédictions des citoyens qui reconnaissaient en eux les libérateurs de leur patrie.

*Nouveaux projets du duc de Savoie contre Genève.  
Genève sauvée.*

LA France, déchirée par la guerre civile, offrait le tableau le plus affligeant. Les Suisses ne prirent que trop de part à ses querelles. Tous les cantons, à l'exception de celui de Zurich, renouvelèrent leur alliance avec Henri III et lui fournirent des troupes. Un grand nombre de volontaires protestans, malgré les ordonnances des régences des cantons, coururent se ranger sous les drapeaux d'Henri IV. On compta jusqu'à vingt mille Suisses qui combattaient pour ou contre la ligue.

Sur ces entrefaites, le duc de Savoie croyant l'occasion favorable, reprit ses projets sur Genève. Henri IV, devenu roi de France, instruit du danger des Gênévois, envoya *Harlay de Sancy* pour leur offrir, ainsi qu'aux Bernois, des secours et une augmentation de terroir, s'ils voulaient déclarer la guerre au duc de Savoie. Cette proposition fut acceptée par les deux états qui commencèrent aussitôt les hostilités. Mais *Sancy* ayant emmené les Bernois en France, les Gênévois eurent à soutenir tout le poids de la guerre. Ils se défendirent avec une valeur et une constance au-dessus de tout éloge. Henri IV, après son abjuration, les fit comprendre dans la trêve qu'il fit avec ses ennemis, sous le titre d'*Etat allié de la Suisse*.

Le duc de Savoie espérait toujours que le pape obligerait Henri IV à lui abandonner Genève; il offrit même de lui rendre en échange le marquisat de Saluces. Henri IV aima mieux devoir cette restitution à ses armes; la guerre recommença, et le duc fut obligé de demander la paix. Le traité fut signé à Lyon le 27 janvier 1601. Des lettres particulières, annexées à ce traité, déclarèrent que *Genève y était censée comprise, ainsi que si nommément elle y était spécifiée*.

L'année suivante, le duc fut sur le point de se rendre maître de Genève. Déjà ses soldats

avaient escaladé la ville, et allaient égorger les bourgeois endormis sur la foi des traités, lorsque ceux-ci, réveillés à temps, repoussèrent leurs ennemis avec intrépidité. La ville fut sauvée. Quelque temps après, le duc ayant besoin de l'amitié des cantons que l'affaire de l'escalade avait prévenus contre lui, travailla lui-même à faire la paix avec les Genevois. Des conférences eurent lieu à *Saint-Julien*, où le traité fut signé le 11 juillet 1603. Quoique, par ce traité, l'indépendance de Genève ne fût pas expressément reconnue, il assura du moins à cette nouvelle république la tranquillité et le droit de se gouverner elle-même.

*Révolte des habitans de la Valteline. Massacre des protestans.*

DEPUIS l'époque où nous sommes parvenus jusqu'au milieu du dernier siècle, on ne trouve plus dans les annales de la Suisse que l'affligeant tableau des querelles de religion et des haines de partis. Nous ne parlerons pas des démêlés toujours renaissans de la république des Grisons, divisée en deux factions, dont les triomphes alternatifs n'étaient que trop souvent ensanglantés par des combats et des supplices; mais ce qui se passa dans la *Valteline* mérite une mention particulière.

Cette belle vallée, dont les Grisons avaient,

comme nous l'avons vu, acquis l'entière souveraineté, vit le fanatisme reproduire dans son enceinte les fureurs dont les auteurs de la Saint-Barthélemi avaient donné l'exemple en France. Depuis long-temps les Valtelins supportaient impatiemment le joug de ces démocrates qui venaient les gouverner en véritables despotes. Les Grisons auraient perdu depuis long-temps le pouvoir dont ils abusaient, sans le secours des Suisses et de la France. Mais ce peuple concentrait sa vengeance, et n'attendait qu'une occasion favorable pour la faire éclater ; elle fut terrible. L'imprudence que commirent les Grisons en heurtant ses opinions religieuses, et surtout les mauvais traitemens qu'ils firent essuyer à un de ses prêtres nommé *Rusca*, suffirent pour porter cette populace fanatique aux plus grands excès. Le tocsin retentit dans toute la vallée, et donna le signal du carnage le plus affreux. La plume se refuse à retracer ici les scènes sanglantes dont cette vallée, naguère si riante, devint le théâtre ; il suffira de dire que le fanatisme arma le bras de ses habitans, et l'on sait jusqu'où il peut porter ses fureurs. Hâtons-nous donc de jeter un voile sur ces événemens désastreux, et voyons comment la tranquillité fut rétablie dans ce malheureux pays.

*Convention de Milan. La tranquillité rétablie  
dans la Valteline.*

LES Grisons sollicitèrent long-temps inutilement leurs alliés de leur faire passer des secours. Enfin Zurich et Berne leur envoyèrent deux régimens qui leur aidèrent à reprendre la Valteline; mais les Autrichiens et les Espagnols qui avaient excité la révolte, ne voulurent pas perdre le fruit de leurs intrigues. Sans respecter le traité de Madrid qui venait d'être conclu par l'intervention du roi de France, et qui promettait aux Grisons la pleine souveraineté de la Valteline, les Autrichiens occupèrent une partie du pays jusqu'à Coire, et les Espagnols s'emparèrent de *Chiavenna*.

Cependant la confédération helvétique ne put voir le sort déplorable de ses anciens alliés sans en être touchée. Une diète générale s'assembla pour y porter remède. On somma les Autrichiens et les Espagnols de cesser les hostilités. Les Autrichiens ne voyant pas d'armée prête à agir contre eux, ne firent aucun cas de cette sommation; ils forcèrent même les Grisons, par une convention souscrite à Milan, le 16 janvier 1611, à évacuer la Valteline et à leur céder *le Prettigau* et la *vallée de Munster*. Mais les Autrichiens ne purent conserver long-temps le *Prettigau*; les habitans de ce pays

secouèrent le joug de leurs oppresseurs, les chassèrent, reprirent Coire et d'autres places.

Enfin le roi de France, voulant rendre quelque repos à ce malheureux pays, engagea les cantons catholiques à ratifier le *traité de Madrid*, et envoya un corps de troupes au secours des Grisons. Cette armée franchit les Alpes et occupa la *Valtelline* et *Bormio*. L'Autriche retira ses troupes. Les Grisons furent remis en possession de leurs provinces par un traité conclu à Monçon, en Aragon, entre la France et l'Espagne. Ce traité ne laissait aux Grisons sur la *Valtelline* qu'une souveraineté illusoire. La religion catholique devait seule y être admise; les habitans avaient le droit de choisir leurs magistrats. Les Grisons étaient obligés de confirmer l'élection quand on leur payait une somme convenue.

Sur ces entrefaites, la guerre s'étant rallumée entre la France et l'Autriche, les Autrichiens s'emparèrent une seconde fois de *Coire* et de tout le pays jusqu'à Côme, et ce ne fut qu'à la paix de *Ratisbonne*, conclue en 1630, qu'ils rappelèrent leurs troupes. Enfin, en 1637, la *Valtelline* fut entièrement réunie aux Grisons, et la tranquillité y fut rétablie. Les *Valtelins* n'étant plus soutenus par les étrangers, se soumirent à leur sort et à leurs souverains qui leur laissèrent leurs privilèges.

*Etat de la Suisse pendant la guerre de trente ans.*

DEPUIS quelques années, l'intolérance et l'ambition de l'empereur *Ferdinand II* avait fait éclater en Allemagne cette guerre de trente ans qui ébranla toute l'Europe, et dont tant de funestes guerres qui l'ont suivie n'ont pu encore faire oublier toutes les atrocités. La Suisse resta seule immobile au milieu de la tempête ; les querelles de religion qui sans cesse s'élevaient dans son sein , lui faisaient sentir la nécessité de se maintenir dans la plus stricte neutralité ; mais il lui fallut faire des efforts continuels et des frais considérables pour mettre ses frontières à l'abri de l'insulte.

Cependant les Suisses fournirent dans cette guerre beaucoup de troupes à la France , qui avait saisi cette occasion pour humilier l'Autriche et l'Espagne ses rivales. Parmi les officiers qui se distinguèrent dans ces campagnes, on cite *J. L. d'Erlach*, aussi vaillant guerrier qu'habile négociateur, qui, en servant sa patrie, rendit de grands services à la France. Louis XIII lui dut l'acquisition de *Brisach*, et Louis XIV, en grande partie, la victoire de *Lens*. En 1649 il parvint à faire rentrer dans le devoir l'armée du Rhin qui se déclarait



contre la cour ; enfin, le commandement de cette armée lui fut confié quand Turenne eut pris parti contre la cour. Nommé par la France plénipotentiaire au congrès de Nuremberg, il reçut peu de jours avant sa mort le bâton de maréchal de France ; mais il jouit à peine deux jours d'une récompense qui lui était si bien due. Il mourut le 26 janvier 1651.

Désolée par la famine et les maladies contagieuses, ravagée par le fer et le feu de tant d'armées, l'Europe, depuis long-temps, soupirait après la paix. Enfin, après sept ans de négociations, on conclut ce fameux traité de Westphalie, dont la France et la Suède dictèrent les conditions, et qui fixa irrévocablement l'indépendance du corps helvétique.

*Les paysans se révoltent dans plusieurs cantons.*

LES dépenses excessives qu'avait nécessité aux Suisses, pendant la guerre de trente ans, l'entretien presque continu de troupes sur leurs frontières, avaient épuisé leurs finances : pour y remédier, il fallut avoir recours à des contributions extraordinaires. Les paysans Bernois et ceux de Lucerne, regardant ces impositions extraordinaires comme des infractions à leurs privilèges, se plaignirent de ces vexations. Des plaintes, ils passèrent à la révolte, et marchèrent armés contre Berne qu'ils blo-

quèrent. On parvint cette fois à les apaiser, et ils retournèrent dans leurs foyers. Les mêmes causes avaient occasionné les mêmes scènes à Zurich pendant la guerre de trente ans ; mais la régence de ce canton, par sa prudence et sa fermeté, avait su maintenir son autorité.

Le feu de la révolte ne tarda pas à se rallumer avec plus de force. Le parti des rebelles s'accroissait de jour en jour. Les insurgés se donnèrent pour chef un paysan de Berne, nommé *Levemberg*, et, marchant en corps d'armée, ils vinrent jusqu'aux portes de la ville. Après des négociations inutiles, le sénat de Berne mit sur pied tout ce qui lui restait de défenseurs fidèles, et en donna le commandement à Sigismond d'Erlach. Le canton de Zurich ordonna de son côté une levée générale.

*Défaite des insurgés. Levemberg pris et décapité.*

LA guerre civile paraissait inévitable, et la Suisse entière semblait menacée d'une subversion totale ; mais le peu d'habileté des chefs des rebelles, et l'indiscipline de leurs troupes, la sauvèrent du danger qui la menaçait. Partout les insurgés furent battus. A *Zoffingen*, à *Mellingen*, ils ne purent soutenir le choc des Zurichois ; ils furent foudroyés par leur artillerie. Leurs efforts contre les Bernois ne furent pas

plus heureux. Ils voulurent alors renouer les négociations ; mais on ne vit plus en eux que des ennemis, et on leur refusa les conditions qu'ils avaient eux-mêmes plusieurs fois rejetées. Poussés par d'Erlach jusqu'à *Hertzogenbuchsée*, ils firent halte dans un village au nombre de trois mille. Là, quoique enveloppés par trois corps d'armée, ils se battirent avec une intrépidité digne d'une meilleure cause ; chaque fossé, chaque haie, chaque maison coûta un combat au vainqueur ; enfin, après s'être long-temps défendus dans l'église et le cimetière où ils s'étaient retranchés, ils mirent le feu au village, et se sauvèrent à travers les flammes dans un bois voisin. Il en périt un grand nombre dans la retraite ; soixante furent pris ; quelques-uns furent jugés par un conseil de guerre, et condamnés à mort. *Levemberg*, leur chef, fut découvert, pris, conduit à Berne, et appliqué à la question, dont les tourmens lui firent révéler son plan et ses complices. Il fut décapité avec deux de ses affidés ; il y eut amnistie pour les autres. A Lucerne, dans l'Entlibuch, les rebelles se soumirent ; un grand nombre cependant se réfugia en Allemagne, espérant y trouver des secours pour recommencer la querelle ; mais les défenses sévères de l'empereur Ferdinand III firent avorter leurs projets.

*Guerre de Rapperschwil. Traité de paix.*

CETTE révolte était à peine étouffée, qu'une nouvelle querelle s'éleva entre les cantons catholiques et les protestans. La régence de Schwitz ayant confisqué les biens de quelques familles de son canton qui avaient embrassé la réforme et s'étaient réfugiées à Zurich, les Zuricois en réclamèrent la restitution. Schwitz s'y refusa avec hauteur. Il n'en fallait pas davantage pour allumer la guerre. Des deux côtés on courut aux armes. La France fit de vains efforts pour rapprocher les deux partis. Les Zuricois, sans déclaration de guerre préalable, commencèrent les hostilités. Après s'être rendus maîtres du couvent de *Capel*, et s'être assurés des postes les plus importans sur le Rhin et la communication avec Berne, ils s'emparèrent de la Thurgovie et vinrent mettre le siège devant *Rapperschwil*. Une forte garnison que les cinq cantons catholiques y avaient jeté, se défendit avec une telle intrépidité, que les Zuricois furent forcés de lever le siège. Cependant les cantons neutres travaillèrent avec ardeur à Lucerne à rétablir la paix : elle fut d'autant moins difficile à conclure que, pendant les négociations, les Bernois éprouvèrent un échec à *Wilmergen*. On mit bas les armes des deux côtés; et l'on convint que

chaque canton conserverait, dans toute son intégrité, sa religion, sa souveraineté et sa juridiction.

Durant tout le reste de ce siècle, il s'éleva encore de nouvelles querelles religieuses. Les détails en seraient trop longs et trop fastidieux. Des sujets souvent assez frivoles y donnaient lieu. A Saint-Gall, on vit le peuple sur le point de se porter aux dernières violences, parce que, dans une procession des prêtres, ils avaient élevé les images des saints au lieu de les tenir cachées sur leurs bras, suivant les dernières conventions. La réforme du calendrier fut sur le point d'allumer en Suisse les feux de la guerre civile : accepté par les catholiques, il fut rejeté par les cantons protestans ; il le fut aussi par le canton de Glaris, qui cependant admettait les deux religions ; mais ce fut par une considération toute particulière. Sur les frontières du canton de Glaris, du côté des Grisons, est un rocher élevé, dans lequel est une caverne nommée *le trou de Saint-Maurice*, au travers duquel, le 3 mars et le 3 septembre, le soleil vient éclairer le clocher du village d'*Elms* : la crainte de perdre cet avantage suffit pour déterminer les paysans du lieu à repousser avec indignation le nouveau calendrier.

*Etablissement du défensionnal à l'occasion de la conquête de la Franche-Comté.*

LOUIS XIV avait enlevé la Franche-Comté aux Espagnols avant que les Suisses qui, depuis long-temps, s'étaient fait la loi de garantir la neutralité de cette province, eussent songé à mettre obstacle à cette expédition : ils étaient, d'ailleurs, divisés en factions. Cependant, pour prévenir une autre fois un semblable malheur, la diète s'occupa d'arrêter un plan de défense. Elle détermina, par une ordonnance qu'on appela *défensionnal*, le contingent que devaient fournir chaque canton, les alliés et les provinces sujettes, pour lever une armée de 13,400 hommes ou davantage, selon la même proportion, si le besoin l'exigeait.

Les treize cantons avaient fourni en proportion de leur population . . . . 9,600

Les alliés, l'abbaye de Saint-Gall. 1,000

La ville de Saint-Gall . . . . 200

Celle de Bienne . . . . . 200

Chaque Etat fournissait une pièce d'artillerie. Les provinces sujettes devaient fournir deux mille quatre cents hommes. A une seconde ou troisième réquisition, ce nombre de treize mille quatre cents hommes devait être doublé ou triplé. D'autres articles fixaient le lieu de rendez-vous des troupes, le nombre et les

appointemens des officiers , enfin tout ce qui regardait l'ordre et la discipline.

Ce plan de défense était à peine arrêté que Louis XIV, qui n'avait renoncé à la Franche-Comté que pour peu de temps, résolut d'ententer une seconde fois la conquête. Ce projet donna de l'inquiétude aux Suisses. Ils tinrent leurs milices prêtes ; mais elles restèrent dans l'inaction. La diète se contenta , pour détourner l'orage qui menaçait *la Franche-Comté*, de solliciter en faveur de cette province une trêve ou une promesse de neutralité. On n'eut aucun égard à leur demande ; la Franche-Comté fut reconquise de nouveau ; le traité de Nimègue la réunit pour jamais à la France.

*Mécontentement des cantons. Conduite énergique  
de la diète helvétique.*

PEU d'années après la construction de la forteresse d'Huningue , à la vue de Bâle , et l'occupation de Strasbourg causèrent un grand déplaisir aux cantons ; mais ce qui surtout excita leur ressentiment contre le gouvernement français , ce fut la persécution qui , après la révocation de l'édit de Nantes , força les réformés français à chercher en foule un asile en Suisse. Les cantons réformés se plaignirent hautement de l'établissement de la forteresse d'Huningue ; ils défendirent les levées de troupes pour la France , et les permirent pour ses en-

nemis. Malgré toutes ces défenses , dans le cours de cette guerre , on compta jusqu'à trente-deux mille Suisses dans les armées françaises.

La paix de Ryswick rendit enfin la tranquillité à l'Europe ; mais elle fut de courte durée. L'immense succession de Charles II , roi d'Espagne , en replongea bientôt une grande partie dans de nouveaux troubles. Les Suisses refusèrent d'entrer dans la ligue qui venait de se former contre Louis XIV et son petit-fils le duc d'Anjou. Ils persistèrent à maintenir leur neutralité , et obtinrent même de toutes les puissances belligérantes qu'aucune de leurs armées n'entrerait sur leur territoire.

Ce fut à cette époque que les cantons montrèrent une énergie qui prouva que la nation helvétique avait encore le sentiment de sa force , de sa dignité et de ses intérêts qui l'avait animée dans les siècles précédens. La Savoie était envahie par les troupes françaises. Mellarède, envoyé de Victor-Amédée, fit sentir à la diète helvétique combien il serait dangereux pour la Suisse d'être entourée de tous côtés par une puissance redoutable , ce qui arriverait infailliblement si la Savoie restait sous la domination de Louis XIV. Berne et Fribourg en étaient déjà tellement persuadés qu'ils avaient envoyé demander au général



français qui commandait en Savoie, la neutralité de cette province. La diète helvétique fit plus, elle déclara au roi de France l'intention où elle était d'envoyer des troupes au duc de Savoie pour le remettre en possession de ses états, s'il refusait de les lui rendre. En vain les ministres de Louis menacèrent-ils le Corps helvétique de la colère de leur maître, sa résolution fut inébranlable. Enfin Louis désespérant de vaincre tant de fermeté, promit que la Savoie ne serait jamais réunie à la France, et tint sa promesse.

*Guerre civile en Suisse. Ses causes.*

LA guerre de la succession n'était pas encore terminée que les Suisses, désunis tous les jours davantage par un faux zèle de religion, virent leur patrie en proie aux horreurs d'une nouvelle guerre civile. Le Toggenbourg en devint l'occasion; et l'abbé de Saint-Gall, Léger Burgisser, en alluma les premiers feux.

Ce prélat, seigneur du Toggenbourg, ennemi, comme ses prédécesseurs, de la cause protestante, portait chaque jour de nouvelles atteintes aux privilèges de ses sujets; il s'attribua le droit de nommer aux magistratures, dont il eut grand soin d'éloigner les protestans, quoiqu'ils formassent la majeure partie de la population; enfin il prétendit régler seul les affaires ecclésiastiques, civiles et militaires.

Les Toggenbourgeois invoquaient depuis long-temps , mais inutilement , le secours des cantons de *Schwitz* et de *Glaris* , leurs alliés. Leurs plaintes furent écoutées avec indifférence : ils prirent le parti d'en appeler à la confédération helvétique , qui fit exhorter l'abbé à ne pas s'écarter des bornes de la justice et de la modération. Enfin , en 1702 , *Schwitz* et *Glaris* tentèrent aussi de réconcilier le prince avec ses sujets : tous leurs efforts furent inutiles ; au contraire , l'abbé de Saint-Gall , trahissant les devoirs de membre de la confédération , osa s'allier en secret contre elle avec la maison d'Autriche , son ancienne ennemie. Les cantons protestans voulurent intervenir comme médiateurs ; ils ne furent point écoutés : dès lors ils formèrent le projet de soustraire ce pays à l'autorité arbitraire du prélat.

Cependant la querelle devenait tous les jours plus vive ; les esprits , au lieu de se rapprocher , s'aigrissaient davantage. En vain diverses puissances offraient - elles leurs bons offices pour que ce différend se terminât à l'amiable , l'abbé mettait tous les jours de nouveaux obstacles aux négociations. Enfin les châtimens qu'il infligea à plusieurs de ses sujets , comme coupables de rébellion , furent le signal de la guerre.

Aussitôt les Zuricois firent marcher leurs

troupes vers le Toggenbourg. Les habitans se révoltèrent; et tout ce pays fut bientôt en proie aux horreurs de la discorde. L'abbé se hâta de se mettre à l'abri d'une guerre dont il était l'auteur; il se retira à *Lindau* avec ses meilleurs effets. Dès que les cantons protestans eurent connaissance de l'alliance qu'il avait formée avec l'Autriche, ils signifèrent à ses députés à la diète, qu'en vertu des lois de la confédération, ils n'avaient plus le droit d'y siéger. Berne, de son côté, se disposait à la guerre; déjà ses troupes avaient forcé le passage de la *Stille*, et s'étaient réunies aux Zuricois. Les cinq cantons catholiques assemblèrent aussi leurs milices et s'emparèrent des bailliages libres. En un mot, toute la Suisse orientale se vit en proie aux horreurs d'une guerre civile et religieuse.

*Avantages des protestans. Combat de Vilmergen. Paix d'Arau.*

PENDANT le peu de temps que dura cette guerre, l'armée protestante eut presque toujours l'avantage. Elle s'empara de la petite ville de *Wyll* et du comté de *Baden*, et reprit les *Bailliages libres*. Cependant, le 26 mai, six cents Bernois, chargés de reconnaître l'armée des cinq cantons, tombèrent dans une embuscade et furent battus. Des dragons envoyés pour les dégager ne furent pas plus heu-

reux. Une colonne d'infanterie les suivait en désordre ; mais les catholiques ne surent pas profiter de l'occasion que leur offrait la fortune. Les Bernois se rallièrent ; leur intrépidité et l'impétuosité de leur choc décidèrent bientôt la victoire en leur faveur. Cependant les cantons neutres travaillaient avec ardeur à rétablir la paix : un seul obstacle en arrêtait la conclusion. C'était le désir que manifestaient les cantons protestans de garder pour eux seuls les *Bailliages libres*, jusqu'alors possédés en commun par les cantons, et dont la possession était nécessaire à leur sûreté. Les régences d'Uri et de Lucerne se déterminèrent enfin à ce sacrifice , et signèrent , le 18 juillet , une paix particulière.

Cette paix ne fut pas de longue durée. Les autres états catholiques en témoignèrent hautement leur indignation. Honteux de leur faiblesse, les habitans d'Uri et de Lucerne reprirent aussitôt les armes, et joints aux autres cantons catholiques, ils résolurent de surprendre douze cents Bernois qui étaient à *Seiss*. Il leur fut d'autant plus facile de réussir dans leur projet, que les Bernois étaient sans défiance. Il n'en échappa qu'un petit nombre qui alla rejoindre l'armée à Vilmergen.

Fiers d'un succès qu'ils ne devaient qu'à la violation d'un traité, les catholiques, au nombre de douze mille, s'avancèrent contre l'armée

protestante, qui était réduite à moins de neuf mille hommes. Le 25 juillet, dès le matin, l'attaque commença. Les catholiques ayant l'avantage du nombre et du terrain, firent d'abord plier l'aile gauche des Bernois, et la poussèrent jusqu'à Lenzbourg. Déjà les protestans, étonnés de l'impétuosité de l'ennemi, étaient découragés, quand les généraux et les officiers Bernois, par leur présence d'esprit et par leur intrépidité, rétablirent le combat, dont l'issue ne paraissait plus douteuse aux catholiques : ils prononcèrent à haute voix le serment de mourir plutôt que de céder. Leur exemple ranima l'ardeur de leurs troupes ; elles se battirent avec une rare intrépidité. Enfin, après un combat qui dura six heures, la victoire couronna leurs efforts. L'armée catholique fut défaite et forcée d'abandonner le champ de bataille où elle laissa deux mille morts. Cet échec jeta le découragement parmi les catholiques. Assaillis de toutes parts, ils furent bientôt réduits à demander la paix. On convint d'un armistice. Enfin, un nouveau traité fut signé à Arau le 11 août. Les conditions furent toutes à l'avantage des protestans. Berne et Zurich devaient garder le comté de *Baden*, *Mellingen*, *Bremgarten* et une grande partie des bailliages libres. L'abbé de Saint-Gall ne voulut point se soumettre à cette paix. En qualité de prince de l'Empire, il en appela

à la diète de *Ratisbonne*, qui lui refusa sa médiation. Malgré ses protestations, on rendit aux Toggembourgeois les privilèges qu'il leur avait contestés, et qui avaient été la première cause de cette guerre.

La paix d'Arau rétablit la tranquillité dans les provinces communes, en tarissant la source de plusieurs démêlés qui ne troublaient que trop souvent l'harmonie entre les cantons. Dans ces provinces, une parfaite égalité fut établie entre les deux religions relativement aux emplois et aux droits des particuliers. Enfin, si l'on peut reprocher aux deux cantons vainqueurs d'avoir gardé les conquêtes qu'ils avaient faites sur les membres d'une confédération dont ils faisaient eux-mêmes partie, on doit aussi dire à leur gloire qu'ils donnèrent dès lors dans ces pays conquis l'exemple d'un gouvernement sage et tolérant.

*Alliance des protestans avec la Hollande et l'Angleterre. Alliance particulière des cantons catholiques avec la France.*

Le traité d'Utrecht venait enfin de rendre à l'Europe une paix long-temps désirée. Les cantons protestans qui conservaient encore un souvenir pénible de la révocation de l'édit de Nantes, formèrent des liaisons avec l'Angleterre et la Hollande. Une alliance défensive fut conclue

entre les états-généraux et Berne, dans laquelle furent comprises les villes de Neuchâtel, Genève, Bienne, la Neuville et Moutier-Grand-Val.

Ces nouvelles liaisons excitèrent la défiance des cantons catholiques, pour qui, d'ailleurs, le traité d'Arau était toujours un sujet d'inquiétude et de jalousie. Le comte du Luc, ambassadeur de France, dans une diète à Lucerne, exhorta les deux partis à étouffer les semences de jalousie qui les divisaient, et fit entendre aux deux cantons protestans que s'ils voulaient conserver la faveur du *plus grand monarque* de la terre, ils devaient restituer de bonne grâce aux cantons catholiques les conquêtes dont le traité d'Arau leur assurait la possession. Les protestans s'y refusèrent; ils montrèrent même le plus grand éloignement pour renouveler l'alliance avec un prince qui affichait tant de partialité pour leurs adversaires. Louis XIV, ne pouvant vaincre leur répugnance, traita avec les cantons catholiques et les Valaisans, et conclut avec eux une alliance particulière qui fut signée à Soleure le 9 mai 1715, et solennisée avec une magnificence extraordinaire. Les protestans se réunirent aussitôt à Arau, et prirent des mesures pour leur sûreté; mais la mort de Louis dissipa l'orage dont ils croyaient être menacés.

*Dissensions dans les cantons de Glaris , Appenzel , Zug et Berne.*

L'ALLIANCE particulière des cantons catholiques avec la France n'avait pas eu pour eux le succès qu'ils en attendaient. Ils espéraient par-là forcer les protestans à une restitution ; mais ceux-ci n'étaient pas disposés à sacrifier aussi facilement leurs conquêtes. Cette alliance n'eut d'autre effet que de fournir de nouveaux prétextes aux haines et aux défiances. Cependant les esprits se calmèrent peu à peu ; on écouta enfin les leçons de la raison ; on se supporta plus patiemment, et la tranquillité de la Suisse ne fut plus troublée que par des dissensions particulières qui s'élevèrent dans l'enceinte de quelques états, et dont on arrêta bientôt les progrès.

Le canton de Glaris fut obligé de recourir aux armes pour faire rentrer dans le devoir ses sujets de Werdemberg, pays situé sur le Rhin. Dans celui d'Appenzel, les catholiques et les protestans furent sur le point d'en venir aux mains. A Zug, le mode de distribution des pensions de la France, excita un soulèvement contre la famille ancienne et puissante des *Zurlauben*. Les mécontents prétendaient que les gratifications que la France voulait bien ajouter aux pensions, n'appartenaient pas à ceux à qui elle les accordait, mais qu'elles



devaient être partagées entre tous les citoyens. Irrités de ce que l'ambassadeur de France refusait son consentement à cette nouveauté, ils ne gardèrent plus aucune mesure. Tous les partisans des Français furent bannis ou emprisonnés. Le landamman fut obligé de fuir pour se soustraire à leur fureur ; ses biens furent vendus, et le produit distribué entre eux et le peuple. L'alliance avec la France fut annulée. Cette faction ne se soutint pas longtemps ; elle fut à son tour en butte au ressentiment du peuple qui rappela ses anciens magistrats. Le principal auteur de cette révolution, Schumacher, qui avait été nommé landamman, fut envoyé aux galères et mourut en chemin.

Berne, dont le gouvernement avait des moyens de plus d'un genre de contenir ou de satisfaire les citoyens remuans, vit se former dans son enceinte un complot dont le but était de renverser l'ancienne constitution bernoise ; mais ses auteurs qui avaient follement espéré réussir sans argent, sans munitions et même sans secours à attendre du dehors, furent arrêtés, jugés par le grand conseil, et condamnés à perdre la tête.

*Les habitans de la vallée de Livine se soulèvent.*

QUELQUES années après, les habitans de la vallée de Livine tentèrent, pour la troisième fois, de secouer le joug du canton d'Uri qui exerçait sur eux tous les droits de la souveraineté. La révolte éclata avec violence. Les baillis d'Uri furent forcés de s'enfuir. Le peuple s'assembla et se donna des lois. Le canton d'Uri le somma de rentrer dans le devoir. Les insurgés, pour toute réponse, prirent les armes, et jurèrent de défendre leur indépendance. Alors le canton, en vertu des pactes de la confédération, réclama l'assistance des autres. Des auxiliaires arrivèrent de toutes parts. Bientôt les insurgés furent obligés, les uns après les autres, de mettre bas les armes. On les rassembla, au nombre de trois mille, dans une plaine près de Faydo, et là, environnés de leurs vainqueurs, ils prêtèrent un nouveau serment d'obéir à jamais au canton d'Uri. On amena ensuite en leur présence les trois chefs principaux de la révolte, *Urs*, *Turno* et *Sartori*, qui furent décapités à la vue de leurs concitoyens, forcés de contempler à genoux et tête nue un spectacle aussi douloureux.

Le canton de Fribourg vit aussi, en 1781, s'élever dans son sein des troubles assez sérieux; mais un régiment de cavalerie ber-

noise dissipa les insurgés. Les chefs furent arrêtés ; un d'eux fut condamné à mort et les autres au bannissement. Au reste, ces secousses, ces agitations n'étaient que locales ; elles ne menacèrent jamais la sûreté générale.

*Alliance générale des cantons avec la France.*

DANS les guerres qui s'allumèrent de nouveau en Europe, les Suisses gardèrent une neutralité inébranlable. Cette sage conduite fut généralement applaudie. Toutes les puissances respectèrent la tranquillité de ce peuple loyal, humain, inoffensif, juste envers ses voisins, et qui bornait ses vœux à ce qu'on le laissât jouir de sa liberté comme il respectait celle des autres.

Cependant il existait une différence dans les relations des divers états de la Suisse avec la France, et cette différence rappelait trop souvent des divisions politiques et religieuses dans les cantons. Une alliance générale avec cette puissance pouvait seule la faire cesser ; on y travailla avec ardeur. Il fut d'autant plus facile d'y déterminer les cantons, que depuis long-temps les esprits étaient disposés en faveur de la France. Dès 1750, le marquis de Paulmy, ambassadeur de cette cour, avait réussi à faire renaître l'attachement que la Suisse entière avait eu si long-temps pour

cette couronne. Les Bernois avaient accordé , à sa sollicitation , l'abolition de la loi qui défendait d'admettre dans les conseils tout citoyen qui avait un fils ou un gendre au service de France ; il parvint même à obtenir un régiment de douze cents hommes du canton de Zurich , qui , depuis 1690 , n'avait fourni des secours qu'à l'Autriche , la Hollande et la Savoie. Le roi de France , de son côté , cherchait à se concilier l'affection des Suisses ; il créa en faveur de ceux-ci et des protestans de toute nation qui étaient à son service *l'ordre du Mérite Militaire* , dans lequel il les admit aux premières dignités. Cependant les catholiques et les protestans , après avoir délibéré séparément sur l'alliance proposée , les premiers à Lucerne , et les autres à Arau , se réunirent dans une diète générale à Baden , pour y examiner les matières relatives à un objet d'une aussi haute importance. Enfin , le 12 mai 1717 , les députés réunis à Soleure , de concert avec le président de Vergennes , ambassadeur de France , rédigèrent les articles du traité qui fut définitivement accepté et arrêté par les deux puissances le 25 août suivant. On ne saurait peindre la joie que le peuple fit éclater lors de la signature de ce traité qui affermissait l'union entre ses divers états , et assurait le bonheur et la tranquillité de la patrie.

*Révolution en France. Les Suisses au 10 août.*

L'ÉTABLISSEMENT de la confédération helvétique et l'alliance générale qui venait d'être conclue, promettaient aux Suisses des jours plus tranquilles. Mais déjà une révolution désastreuse menaçait la France ; d'ambitieux novateurs, sous prétexte de réformer les abus, s'efforçaient de saper les fondemens d'une monarchie assise sur quatorze siècles d'existence. Des expressions de haine avaient succédé aux cris d'amour qu'excitait la présence du monarque, dont les factions avaient juré la perte. Parmi les fidèles serviteurs du roi, les uns, trop confians, espéraient que l'orage serait bientôt dissipé ; les autres, plus prévoyans, gémissaient sur les dangers dont la révolution menaçait le trône et la patrie, et sur l'impuissance où ils se trouvaient d'opposer une digue à ce fléau dévastateur.

Cependant les Suisses espéraient que quel que fût le résultat de ces bouleversemens, ils ne porteraient aucune atteinte à leur tranquillité. Pouvaient-ils croire, en effet, qu'ils eussent quelque chose à redouter d'un peuple qui semblait vouloir les prendre pour modèles ? Les événemens ne tardèrent pas à les détromper. Onze régimens suisses servaient alors en France ; leur valeur, leur excellente discipline, et surtout leur inébranlable fidélité

étaient un obstacle pour ces hommes qui voulaient renverser le trône dont ils étaient les plus fermes appuis. Il fallait ou les séduire ou les perdre. On tenta d'abord le premier moyen ; il ne put réussir. Dès lors leur perte fut résolue. On souleva le peuple contre eux : à *Aix*, le régiment d'Ernest fut enfermé dans ses casernes, pillé et désarmé ; à *Paris*, on se porta à des excès mille fois plus affreux. Retracerons-nous ici les détails de cette horrible journée, où une horde féroce d'assassins à gages osa massacrer, jusque sur les degrés du trône, les soldats suisses de la garde du roi, qui, préférant la mort à l'infamie, avaient refusé de devenir des traîtres ? offrirons-nous à nos lecteurs l'effrayant tableau de Paris, transformé en un vaste champ de carnage, où plus de huit cents officiers et soldats de cette garde fidèle furent égorgés sans pitié ? leur montrerons-nous ces monstres à face d'hommes tout dégouttans du sang de leurs victimes, insultant à leurs cadavres, et promenant dans les murs de la capitale, comme un trophée, leurs membres déchirés et palpitans ? Ah ! que n'est-il plutôt en notre pouvoir de cacher à la postérité ces scènes d'horreurs ! que ne pouvons-nous en effacer jusqu'au moindre souvenir ! Mais, non ; l'histoire doit consacrer le noble dévouement de ces illustres victimes, et flétrir la mémoire de leurs bourreaux ; elle appren-

dra du moins à nos descendans que l'immense majorité de la nation française a voué pour jamais à l'infamie les auteurs de cet horrible attentat. Oui, nous ne craignons pas de le dire, dans cette journée affreuse, Paris eût sauvé son roi, si ce monarque généreux, voulant ménager le sang de ses sujets, n'eût alors paralysé le bras de ses habitans, en se rendant avec sa famille dans le sein de l'assemblée législative, qui, en renversant le trône, se trouva bientôt elle-même écrasée sous ses débris.

Cependant un petit nombre de Suisses échappés au carnage retournèrent dans leur patrie à la faveur de divers travestissemens. Les détails qu'ils donnèrent à leur arrivée plongèrent dans le deuil plus de mille familles, et excitèrent dans tous les cœurs le plus vif ressentiment ; mais la sagesse d'un négociateur habile et l'intercession du roi lui-même en détournèrent les effets.

Les Suisses payèrent à leurs compatriotes le juste tribut d'éloges que méritait leur conduite. Tout récemment encore (le 7 août 1817) la diète fédérale vient de consacrer le noble dévouement de ces braves par une délibération solennelle qui ordonne que les noms des Suisses morts le 10 août seront recueillis dans un registre qui sera déposé dans les archives de la confédération, et qui accorde à

tous les officiers , sous-officiers et soldats de l'ancien régiment des Gardes-Suisses encore vivans, une médaille sur laquelle sera , d'un côté, la croix de la confédération, et de l'autre, 10 août 1792.

La révolution faisait en France de rapides progrès. Un gouvernement républicain et tyrannique avait succédé au gouvernement paternel du monarque, qu'une poignée de factieux venait d'assassiner juridiquement. Les Français avaient déclaré la guerre à l'Empire; leur armée, sans égards pour la confédération helvétique, occupa l'évêché de Bâle, se répandit dans les campagnes de ce pays, en fit garder les passages et les défilés.

Ce qui se passait dans l'intérieur de la Suisse était bien fait aussi pour donner de l'inquiétude au gouvernement helvétique : dans plusieurs cantons et surtout dans le pays de Vaud, les apôtres de la liberté cherchaient à propager leur funeste système, et n'y réussissaient que trop. Des mécontentemens se manifestaient, tristes avant-coureurs de l'orage près d'éclater avec la foudre qui devait renverser cette antique confédération, à l'ombre de laquelle reposait un million et demi d'habitans dans la plus innocente et la plus honorable tranquillité. Cette disposition des esprits, et les assurances d'amitié que l'on recevait de la France, quoique peu d'accord avec sa con-



duite , déterminèrent le corps helvétique à persister plus que jamais dans sa neutralité. Il rejeta les propositions qu'on lui fit de se joindre aux puissances coalisées : c'était là ce que désirait le directoire français qui sentait combien la coopération des Suisses pouvait être utile à la cause de ses ennemis. Mais ce qui paraîtra étonnant , c'est qu'ils ne prirent aucune précaution pour rendre leur neutralité respectable : il fallait qu'une puissance infernale eût fasciné leurs yeux , pour qu'ils n'entrevisissent pas du moins le danger qui les menaçait , et qu'ils ne fissent pas tous leurs efforts pour s'y soustraire.

*Conduite généreuse des Suisses envers les Français.*

TANDIS que le directoire méditait la ruine du gouvernement helvétique , cette même nation qui , depuis le commencement de la révolution , n'avait reçu du gouvernement français que des insultes et des marques de mépris , se conduisait envers eux avec une générosité au-dessus de tout éloge.

Vers la fin de la campagne de 1796 , la fortune ayant momentanément abandonné les drapeaux des Français , les armées autrichiennes revinrent jusque sur les bords du Rhin dans le voisinage des Suisses. Ceux-ci établirent

aussitôt un cordon de troupes pour défendre cette frontière. Poursuivis, dénués de tout, les soldats français vinrent s'y présenter en foule ; moins généreux, les Suisses auraient pu saisir cette occasion pour se venger et refuser un asile à ceux dont ils avaient à se plaindre ; loin de les repousser, ils leur prodiguent les secours d'une généreuse hospitalité ; des subsistances, des escortes leur sont fournies ; leurs malades reçoivent tous les soins qu'exige leur état. En vain les Autrichiens, blessés d'une telle partialité, éclatèrent en reproches ; rien ne put empêcher les Suisses de se livrer à la générosité de leur caractère. Ils parvinrent à sauver les débris de cette armée qui, quinze mois après, envahit et ravagea le pays qui lui avait servi d'asile.

*Efforts du directoire pour révolutionner la Suisse.*

Le traité de Campo-Formio venait enfin de faire poser les armes aux puissances belligérantes. Cette paix rendit aux Suisses toute leur sécurité ; ils se crurent à l'abri de tout danger : combien ils se trompaient ! c'était précisément l'époque que le directoire avait choisie pour exécuter le projet qu'il méditait depuis longtemps, et dont *Barthélemi* et *Carnot* n'avaient fait que suspendre l'exécution. La formation d'une république helvétique une et indivisible,

lui avait paru le moyen le plus sûr pour asservir les Suisses, et en faire les instrumens de ses desseins hostiles envers les puissances.

La calomnie fut l'arme que le directoire employa d'abord contre les gouvernemens helvétiques ; dans ses manifestes, il les accusa d'avoir contribué au discrédit des assignats, tandis qu'au contraire les Suisses avaient souffert des pertes énormes par leur dépréciation ; d'avoir accueilli les émigrés, quoique, le 17 juin 1796, la régence de Berne les eût forcés à s'éloigner, de peur que leur séjour ne donnât de l'ombrage à leurs ennemis : on y trouvait encore d'autres accusations aussi frivoles et aussi peu fondées.

Cependant *Barthélemi*, alors ambassadeur, avait beaucoup d'égards pour la Suisse : ce n'était pas l'homme qu'il fallait au directoire. *Mengaud* lui succéda ; chargé d'organiser l'insurrection, il se conforma de point en point aux instructions qu'il avait reçues. A son arrivée, il déploya devant sa maison le drapeau tricolore ; à la tête d'une nuée d'émissaires, il parcourut la Suisse, promettant, *au nom de la grande nation*, secours et protection à quiconque voudrait s'insurger ; il enjoignit à l'avoyer de Berne d'en bannir l'ambassadeur d'Angleterre, d'expulser tous les émigrés et de rappeler tous les Suisses exilés pour délits politiques ; enfin il menaça de la colère de ses maîtres les magistrats qui oseraient inquiéter

les Suisses qui solliciteraient son appui pour réclamer leurs privilèges. Bientôt un arrêté du directoire, du 28 décembre 1797, mit sous la sauvegarde de la république française tous ceux qui réclameraient sa protection contre leurs souverains de Berne et de Fribourg. Forts d'un tel appui, les mécontents commencèrent à s'agiter; leur confiance s'accrut avec leur nombre. Une division de l'armée d'Italie, qui s'avancait dans le pays de Genève, redoubla leur audace. A Lausanne et dans d'autres villes, on demanda la convocation des états du pays et le rétablissement de leur ancienne constitution. Enfin, le bourg de *Montreux*, le 4 janvier 1798, éleva le premier l'arbre de la liberté. Partout la multitude se livra à la joie la plus vive, persuadée qu'elle allait désormais jouir de la plus douce liberté, et être exempte de tous les droits féodaux.

*Diète à Arau. Serment fait par les cantons de maintenir la confédération.*

LE mal était grand, sans doute; à Berne on en était effrayé; mais ce qui l'augmentait encore, c'était le peu d'accord qui existait dans le conseil sur les moyens d'y remédier: les uns voulaient que l'on désarmât les ennemis du dehors par des soumissions, et les insurgés par des sacrifices; les autres prétendaient qu'en opposant une résistance inébran-

lable, on sauverait du moins du naufrage l'honneur de la nation.

Cependant tous les gouvernemens helvétiques convoquèrent, le 26 décembre 1797, à Arau, une diète générale des cantons et de leurs alliés ; on y renouvela solennellement le serment de défendre la confédération jusqu'à la dernière extrémité ; on décréta la levée du double contingent, mesure tardive et que la disposition des esprits rendait presque impossible ; on fut bientôt à même de se convaincre que la prestation de ce serment n'était qu'une cérémonie et rien de plus ; car, six jours après que les cantons se furent engagés à rester unis et à s'armer pour leur défense, Lucerne adopta avec enthousiasme les principes de la révolution française ; une assemblée de représentans du peuple y fut formée pour dresser le plan d'une nouvelle constitution qui devait rétablir les droits de l'homme, la liberté et l'égalité.

*Envahissement de Genève par les Français.*

MENGAUD avait assisté à la diète ; il vit bien qu'elle ne serait point un obstacle à ses projets ; il lui déclara que si, comme on l'assurait, une armée autrichienne s'avancait dans le pays des Grisons, une armée française entrerait aussitôt dans le pays de Vaud. Mais déjà le général *Menard* était dans le voisinage de Genève, à la tête de dix mille hommes.

Depuis long-temps le gouvernement français avait formé le projet de soumettre cette petite république à sa domination. Déjà, en 1792, le *conseil exécutif* avait ordonné au général *Montesquiou* d'assiéger Genève : ce général, aussi juste, aussi humain que brave, fut sacrifié pour avoir traité avec les Gênevois et les avoir préservés d'une invasion. La convention, pour arriver à son but, prit ensuite un autre chemin ; une multitude de ces émissaires, qu'elle avait toujours à ses ordres, se rendirent à Genève pour former un parti ; ils y réussirent : ce parti se rendit, en effet, maître de l'autorité ; mais jamais il ne put consentir à l'asservissement de sa patrie et il défendit son indépendance avec fermeté.

*Soulavie* parut alors à Genève, pour seconder les vues du gouvernement français ; ce nouvel agent employa des moyens bien dignes des maîtres qu'il servait. A peine est-il arrivé qu'il excite de nouvelles insurrections ; le peuple se soulève contre ses magistrats ; le parti révolutionnaire triomphe ; les arrestations se multiplient ; un tribunal de sang s'organise ; les échafauds se dressent ; Genève voit couler le sang de ses plus vertueux citoyens. Ces scènes horribles et sanglantes répandant dans toute la république le trouble et la consternation, tous les Gênevois s'abandonnèrent au plus affreux désespoir. Cependant la mort de *Robes-*

*pierre* leur laissa un moment de repos. La convention accorda à leur ministre une audience publique ; on plaça même leur drapeau dans la salle de la convention , à côté de celui des États-Unis. Déjà ils se livraient à la plus douce espérance ; mais le directoire, héritier des projets de la convention , et qui n'avait jamais renoncé à celui d'asservir Genève, envoya de nouveaux agens qui n'épargnèrent ni les promesses , ni les menaces, ni les intrigues , ni la séduction pour s'assurer de cette *glorieuse* conquête. Enfin , un corps de troupes entra par surprise à Genève , le 15 avril 1798 ; et les républicains français portèrent le dernier coup à l'indépendance de cette république , si longtemps protégée par les rois de France.

*Mulhausen*, après deux ans de blocus, éprouva le même sort que Genève. Et le directoire crut en imposer à l'Europe en publiant qu'il n'avait fait que céder aux vœux des habitans de ces deux villes , qui avaient, disaient-ils , vivement sollicité l'honneur de s'anéantir dans le sein de la grande nation.

### *La révolution se propage en Suisse.*

SEMBLABLE à un violent incendie dont rien ne peut arrêter les progrès , le système révolutionnaire se propageait avec une rapidité effrayante ; à *Aristorf* , à *Liechstall* , les châteaux de *Wallembourg* et de *Furnsbourg* ,

résidences des baillis, furent incendiés; à Zurich, la régence fut obligée de céder aux vœux des mécontents, et de nommer une commission chargée de rédiger une constitution nouvelle qui eût pour base les nouveaux principes de liberté et d'égalité.

Dans le canton de Schaffhouse, le 5 février, une foule de paysans força l'entrée de la salle des députés des communes assemblés à *Neukirk*, et les obligea à signer un acte qui leur accordait toutes leurs demandes. On nomma des électeurs pour choisir des représentans du peuple, qui, comme à Bâle, devaient former une assemblée nationale. L'ancien gouvernement ne fut plus qu'une commission provisoire.

Fribourg et Soleure suivirent bientôt cet exemple. Partout les cris de liberté et d'égalité se firent entendre; partout les Suisses élevèrent des arbres de la liberté; enfin, forcés de céder à la multitude, les magistrats reconnurent qu'il serait impossible d'opposer de la résistance à un torrent qui avait rompu toutes ses digues.

On peut juger avec quel enthousiasme les peuples sujets des cantons adoptèrent le nouveau système; ils saisirent avec avidité cette occasion de se soustraire à une domination qu'ils supportaient impatiemment. Des sociétés populaires, qui d'abord s'assemblaient



en secret , se réunirent publiquement. Dans toutes les provinces sujettes , des comités furent élus dans le courant de février ; on les chargea de signifier aux souverains que le vœu général était pour la liberté et l'égalité sans restriction.

*Conduite loyale des habitans du pays de Gaster et de Saint-Gall envers leurs souverains.*

S'IL est pénible pour un historien d'avoir à raconter des faits qui ne prouvent que trop la perversité des hommes , combien il se trouve heureux quand il peut mettre sous les yeux de ses lecteurs quelques-uns de ces traits qui honorent l'humanité , et qui peuvent convaincre les détracteurs du genre humain que la justice et la bonne foi ne sont pas tout à fait bannies de la terre ! Nous nous garderons bien de passer sous silence la conduite que tinrent les braves habitans du pays de *Gaster* envers les cantons de *Schwitz* et de *Glaris* dont ils étaient sujets.

Dans cette confusion générale où chacun réclamait ses droits et méconnaissait ses devoirs , ils se montrèrent dignes de leurs ancêtres ; voulant ne devoir leur liberté qu'à un titre juste et honorable , ils rendirent à *Schwitz* et à *Glaris* la somme que ces cantons avaient payée plus de trois siècles auparavant , en se faisant donner leur pays en

hypothèque. Les sujets de l'abbé de Saint-Gall se conduisirent avec la même loyauté, et donnèrent à leur prince un juste dédommagement.

*Brune fait adopter la constitution nouvelle par les Vaudois. Plusieurs communes s'y refusent.*

DANS ces commencemens d'une désorganisation générale, *Mengaud* répandait à pleines mains en Suisse une multitude d'exemplaires d'une constitution nouvelle adoptée par le directoire, qui, selon lui, promettait aux Suisses les plus heureux fruits.

L'assemblée générale du pays de Vaud en reçut le plan directement de Paris, l'accepta le 9 février, et la fit ensuite sanctionner par les assemblées primaires. Peu de temps après, une députation des insurgés partit de *Lausanne* pour aller à *Ferney* solliciter pour le peuple Vaudois la protection du général français : celui-ci déclara que la volonté du directoire était que ce pays fût indépendant et prît le nom de *République Lémanique*.

Pour appuyer cette déclaration, l'armée aux ordres du général *Menard* entra à *Lausanne* le 28 janvier ; et bientôt un emprunt forcé de 700,000 francs fut levé sur tout ce pays par les mêmes hommes qui venaient lui apporter les bienfaits de la liberté. Brune, ayant pris le commandement en chef de toutes

les forces des Français en Helvétie, fit accepter la nouvelle constitution à la pluralité des Vaudois. Vingt communes cependant refusèrent de s'y soumettre; et ce général ayant demandé une levée de volontaires, un grand nombre de particuliers préférèrent de se joindre à l'armée des Bernois et de combattre avec eux sous le nom de *Légion Fidèle*.

*Irrésolutions des conseils de Berne. Création d'une commission. On se prépare à la guerre.*

MENACÉE par deux armées françaises qui s'avançaient, l'une par le pays de *Vaud*, l'autre par l'*Erguel*, Berne sentit la nécessité de rassembler toutes ses forces. On s'en occupa d'abord avec quelque succès, et cette république eût peut-être pu opposer aux Français une résistance honorable et heureuse, si elle eût été secondée par les confédérés, et s'il y eût eu plus d'accord dans les conseils. Au lieu de prendre des mesures promptes et vigoureuses, on délibéra long-temps. Enfin l'on crut regagner la faveur du directoire en créant une commission chargée de rédiger, dans l'espace d'un an, une nouvelle constitution, et en décrétant qu'elle serait exécutée sans aucune intervention étrangère.

A la notification de ces actes de soumission, *Mengaud* répondit de la manière la plus injurieuse. Après avoir traité les magistrats

d'hommes avides, sans âme, sans honneur, et vendus aux ennemis de la France, il leur signifia qu'il avait l'ordre de leur déclarer la guerre, si la révolution ne se faisait pas *volontairement et promptement*. Brune menaça de son côté de *marcher contre Berne jusqu'à ce qu'on y eût accepté la nouvelle constitution helvétique*. Ces déclarations excitèrent l'indignation des conseils et de la nation entière ; le patriotisme se ranima entre la guerre et l'opprobre, le choix fut bientôt fait : de tous côtés les citoyens coururent aux armes, bien décidés à défendre l'indépendance de la république.

*Brune propose une trêve ; elle est acceptée. Le général d'Erlach fixe les irrésolutions du grand conseil.*

CEPENDANT cette ardeur générale fit craindre à Brune que les hostilités ne commençassent avant l'arrivée des renforts qu'il attendait de l'armée du Rhin ; il fallait la ralentir : ce général savait qu'il avait affaire à un peuple bon et crédule ; il donna aux Bernois des espérances qu'il savait bien ne devoir jamais être réalisées. Le 15 février, deux magistrats furent envoyés à Payerne pour écouter les propositions de Brune, et lui faire des offres pacifiques. Cet homme rusé répondit qu'il ne pouvait donner son *ultimatum* sans connaître auparavant la volonté du directoire ; et il de-

manda en conséquence une trêve de quinze jours qui fut convenue et signée le 24 février.

Durant cet intervalle, *Schauembourg* s'approchait avec l'armée du Rhin. Mengaud parcourait les villes et les campagnes, cherchant à en insurger les habitans, en leur représentant les magistrats et les officiers Bernois comme des traîtres qui ne paraissaient vouloir les défendre que pour les vendre à leurs ennemis. Dans le même temps, l'assemblée nationale de Bâle envoya deux députés à celle de Berne, pour l'engager à subir comme elle la loi de la nécessité. Les membres des conseils étaient plus que jamais dans l'incertitude sur le parti qu'il fallait prendre : les uns penchaient pour la soumission; les autres, à la tête desquels se trouvait l'avoyer *Steiger*, homme d'un grand mérite, soutenaient que la résistance pouvait seule sauver l'honneur de la nation.

Sur ces entrefaites, le général d'Erlach, suivi de quatre-vingts de ses officiers, se présente au grand conseil, fixe ses irrésolutions, et relève son courage et ses espérances : d'un consentement unanime, on lui défère un pouvoir illimité pour faire agir l'armée à l'expiration de la trêve.

*La régence de Berne offre d'abdiquer. Députés envoyés à Brune à ce sujet. Il exige le licenciement de l'armée. Prise de Fribourg et de Soleure.*

LE général d'Erlach était à peine arrivé à l'armée qu'il reçut l'ordre de suspendre toute hostilité : une seconde députation de Bâle, en jetant de nouveau la discorde dans le grand conseil, l'avait déterminé à prendre ce parti. Il avait accepté, avec quelques restrictions, l'*ultimatum* de Brune. On envoya aussitôt deux députés à ce général à Payerne, pour lui porter l'abdication de la régence de Berne, ou plutôt son acquiescement à la dissolution totale de la république. Mais Brune qui savait que *Schauembourg* s'avancait avec de nouvelles forces, que l'armée bernoise était sur le point de se mutiner, et que la majorité du conseil penchait pour la soumission, n'employa plus aucun ménagement; il exigea le licenciement de l'armée, et répondit aux députés qu'il se proposait d'aller lui-même à Berne, avec quelques compagnies de chasseurs et de hussards, rendre visite à la nouvelle régence provisoire.

Déjà, de part et d'autre, on se préparait à l'attaque; déjà d'Erlach avait fait toutes ses dispositions; l'armée bernoise, pénétrée d'une juste horreur pour l'opprobre dont on voulait la couvrir en exigeant qu'elle se rendît à dis-

création, attendait avec impatience le signal du combat, quand un nouveau contre-ordre suspendit encore les hostilités. *Brune* avait obtenu que la trêve fût prolongée de trente heures. Ce temps fut utilement employé par les généraux français ; ils s'avancèrent à la tête de quarante-six mille hommes, *Schauembourg* sur le château de *Dornach*, et *Brune* sur *Fribourg*, qu'il fit attaquer, et dont le parti révolutionnaire, très-puissant en cette ville, lui fit bientôt ouvrir les portes. *Soleure* eut le même sort. La perte de ces deux villes obligea les généraux bernois de rétrograder pour couvrir la capitale.

*Une division de l'armée bernoise se révolte.*

*Levée en masse. Offre faite à Brune de congédier l'armée ; réponse de ce général.*

CEPENDANT tout semble précipiter la ruine de Berne. Cette contrariété d'ordres qui, tour à tour, commandent et suspendent l'attaque, ce mouvement rétrograde jettent la défiance dans l'âme du soldat ; il se croit trahi par ses chefs ; la prise de *Fribourg* et de *Soleure* en est, à ses yeux, la preuve indubitable ; il se révolte : une division court à Berne, maltraite et blesse plusieurs de ses officiers : les colonels *Ryhner* et *Stettler* sont massacrés.

Sur ces entrefaites, le conseil de Berne avait ordonné une levée en masse, ressource faible

et même dangereuse dans une telle circonstance. En effet, à quoi pouvait servir une multitude indisciplinée, jointe à une armée en partie soulevée, sous un gouvernement faible, si ce n'était à augmenter le trouble et la confusion ?

Enfin le gouvernement, croyant, par ses soumissions, arrêter la marche de l'armée française, abdiqua ses pouvoirs, et on élut une commission provisoire qui offrit à *Brune* de congédier l'armée, s'il consentait à ne pas faire avancer la sienne plus près de *Berne*. Licencier l'armée, recevoir garnison française à *Berne*, telle fut la réponse de *Brune*. On reconnut alors, mais trop tard, que l'on avait affaire à un ennemi superbe et impitoyable, qui n'avait d'autre projet que de s'emparer de la capitale, de ses magasins, de ses arsenaux, de ses trésors et des dépouilles du peuple.

*Quinze mille Français attaquent les Suisses à Newenegg ; ils sont repoussés. Courage des femmes suisses.*

Dès vingt-quatre mille hommes qui composaient l'armée que *Berne* avait à opposer aux deux armées françaises, il n'en restait plus que quatorze mille sous les armes ; les autres avaient regagné leurs foyers ; huit mille gardaient les ponts de *Guemine* et de *Newenegg*, à trois lieues de *Berne* : là les Suisses se mon-



trèrent dignes de leurs ancêtres ; on vit alors ce qu'ils auraient pu faire s'ils eussent été unis et bien commandés.

Le quartier-maître-général *Grafenried* commandait un corps de troupes à Newenegg ; quinze mille Français s'avancent pour le surprendre. La supériorité de leur nombre ne leur permet pas de douter de la victoire ; ils fondent sur les Suisses ; ceux-ci leur opposent une vigoureuse résistance , et combattent avec une telle intrépidité , que les Français, repoussés de toutes parts, sont forcés de repasser la *Sense*, laissant deux mille morts ou blessés et dix-huit pièces de canons. On vit les femmes suisses montrer un courage et un dévouement admirables , et partager avec le soldat la gloire et les périls de ce combat. Cette victoire aurait eu , sans doute , pour les Suisses des suites avantageuses, si ce qui se passait à Berne n'eût fait évanouir tout espoir de salut.

*Schauembourg attaque les Bernois. Prise de Berne.*

CEPENDANT Schauembourg , à la tête de près de quatorze mille hommes, marchait à grands pas sur Berne. Là, les Bernois n'avaient à lui opposer que six à sept mille hommes, dont une partie était des milices levées à la hâte : pouvaient-ils espérer disputer la victoire à une infanterie bien supérieure en nombre , bien

disciplinée, et soutenue par une cavalerie nombreuse et une artillerie volante : arrivé à Fraubrunnen, Schauembourg commença l'attaque. Dans les deux armées, le courage était le même ; aussi le premier choc fut-il terrible. Foudroyés par l'artillerie volante, chargés par une cavalerie agile et nombreuse, les Bernois se défendaient avec une rare intrépidité. Disputant le terrain avec acharnement, souvent rompus, se ralliant toujours, ils furent enfin obligés de céder au nombre : poussés jusque près de Berne, ils abandonnèrent le champ de bataille, laissant deux mille morts et blessés ou prisonniers des deux sexes.

La perte des Français fut considérable : on ne saurait rendre un hommage plus flatteur à la bravoure des Suisses, qu'en rapportant ici ce que dit Schauembourg, dans son rapport au directoire sur cette sanglante journée. *C'est une chose admirable*, disait ce général, *que des troupes qui n'ont pas fait la guerre depuis deux siècles, aient pu soutenir cinq combats consécutifs, et être à peine chassées d'un poste qu'elles ne tentassent d'en reprendre un autre et de s'y maintenir.*

Berne, hors d'état de se défendre, demanda une capitulation qu'elle obtint. La ville fut épargnée, mais toute la contrée à l'entour fut abandonnée au pillage. Brune y fit son entrée le 5 mars. A la nouvelle de la reddition de

Berne, les troupes victorieuses à Newenegg se dispersent; les autres corps, cédant à des insinuations perfides, ne doutent plus de la trahison de leurs chefs. Dans leur désespoir ils massacrèrent les colonels *de Gumoens* et *de Crouzas*. Leur général, l'infortuné *d'Erlach*, devint leur victime; l'avoyer *Steiger* qui, après avoir déposé sa dignité et fait ses adieux à sa ville natale, était venu à l'armée chercher une mort digne de lui, échappa à leur furie, et alla dans les cours étrangères recevoir les marques d'une juste admiration.

*Soumission de tous les cantons. République helvétique.*

LA soumission de la plus grande partie des cantons suivit de près la chute de Berne. Les vainqueurs n'exigèrent d'abord d'eux que d'adopter la nouvelle législation et de proclamer la liberté et l'égalité; mais bientôt ils payèrent bien cher *ce bienfait*. On poursuivit jusqu'au fond des vallées les plus sauvages des Alpes, ces hommes innocens, passionnés pour leur liberté, et qui, tenant aux institutions de leurs pères, hésitaient à changer leurs lois contre la nouvelle doctrine. Enfin, obligée d'épouser les intérêts de ses oppresseurs, la Suisse entière se vit accablée de réquisitions d'argent, d'hommes, de vivres, et de logement de troupes.

Dès lors le directoire français ne trouva plus d'obstacle à donner à la Suisse une constitution nouvelle. Ses maîtres débutèrent dans leurs opérations législatives par régler le sort du midi de l'Helvétie, en réunissant ses diverses parties sous les lois d'une république qu'ils nommèrent *Rhodanique*, dont l'existence fut circonscrite à l'espace de sept jours. Dans ce terme, en effet, une lettre de Brune, adressée aux citoyens de tous les cantons, la supprima pour lui substituer *la république Helvétique*, une et indivisible. Alors des députés de tous les cantons se rendirent à *Arau* afin de former le corps législatif. Les gouvernemens provisoires nommèrent des députés pour y porter leur acte d'adhésion à la nouvelle constitution. La première ouverture de cette assemblée se fit le 12 avril 1798. Dans la première séance elle proclama la république helvétique, nomma les membres du directoire exécutif, et mit enfin en activité le projet de constitution qui devait servir de loi fondamentale au nouvel état. L'Helvétie fut provisoirement divisée en vingt-deux cantons ; on désigna *Lucerne* pour capitale de la république helvétique, jusqu'à ce qu'il en eût été autrement statué par le corps législatif.

*Plusieurs cantons refusent la constitution. Mesures du général Schauembourg pour les y forcer.*

CETTE constitution paraissait promettre au peuple de grands avantages ; elle ne fut pas cependant reçue partout avec le même plaisir ; il fallut même employer la force pour la faire adopter. Dans le pays de *Lucerne*, les paysans se révoltèrent ; dans le pays de *Saint-Gall* et le *Turgaw*, la pluralité des habitans se déclara fortement contre toute innovation. Les cantons de *Zug*, *Underwald*, *Uri*, *Schwitz* et *Glaris* se prononcèrent également contre tout changement, et s'obligèrent par serment à défendre leur ancienne constitution ; ils déclarèrent même hors la loi tous ceux chez qui on trouverait la nouvelle. Des scènes sanglantes eurent lieu en plusieurs endroits.

Cependant le général Schauembourg, voulant ramener à la nouvelle constitution ceux qui l'avaient déclarée inacceptable, rendit les membres des gouvernemens provisoires responsables des troubles qui éclateraient, des offenses qui seraient faites aux patriotes, et de tous les obstacles qu'on opposerait à l'adoption de la nouvelle loi. Il leur donna douze jours pour réunir les assemblées primaires, et il les menaça de faire marcher des troupes contre les pays qui s'y refuseraient. Bientôt il fut obligé d'exécuter ses menaces.

*Marche des troupes françaises contre les insurgés.  
Ils se soumettent.*

SUR ces entrefaites les chefs des insurgés des cantons de Schwitz, Uri, Zug et Underwald menaçaient de descendre de leurs montagnes sur les cantons voisins. Déjà la ville de Lucerne, envahie par eux, avait été le théâtre de violences et d'exactions de tout genre. Leur projet était de s'emparer de Lucerne et de Zurich, et de tomber ensuite sur Arau pour enlever le directoire et le corps législatif.

Des dispositions militaires, capables d'en imposer aux insurgés, furent aussitôt ordonnées par le général français. Une colonne se porte rapidement sur les cantons de Zurich et de Zug, et fait déposer les armes à trois mille hommes de ce dernier canton dont les habitants faisaient partie de l'insurrection armée. Après une action très-vive, les insurgés sont chassés de Rapperschwill et évacuent Lucerne sans même attendre les Français. Bientôt les postes importants de Kusnach et de Schindelegy sont emportés par ceux-ci; ils entrent dans Ensielden.

Battus de tous côtés, incapables de résister aux armes victorieuses des Français, les malheureux habitans des cantons de Schwitz, d'Uri et d'Underwald sollicitèrent une suspension d'armes qui leur fut accordée. Ils en-

voyèrent leur acte d'adhésion à la constitution helvétique. De fortes colonnes, dirigées sur les cantons de Saint-Gall, Appenzel et Sargans, obtinrent le même résultat; et l'on s'occupa, dans tous ces cantons, de la nomination des députés.

*Nouvelle insurrection. Défaite des habitans de Stantz.*

CETTE soumission, obtenue par la force, ne pouvait être de longue durée. Une nouvelle insurrection ne tarda pas à se manifester dans les cantons d'Underwald, de Schwitz et de Stantz. Les menaces faites par le général Schauenbourg intimidèrent les insurgés. Quatre députés vinrent à Aran, au nom de leurs concitoyens, promettre obéissance et implorer le pardon que leur accorda le directoire. Mais le danger était à peine passé que les mécontents s'agitèrent de nouveau. Le feu de la révolte se ralluma : aussitôt une colonne de troupes françaises s'avança du côté de la ville de Stantz, tandis qu'une autre colonne gagnait une hauteur voisine. Les habitans se défendirent avec intrépidité; mais ils payèrent bien cher la résistance opiniâtre qu'ils opposèrent à l'armée française : quinze cents des leurs périrent dans le combat et seize maisons de Stantz furent réduites en cendres. On vit encore, dans la suite, éclore d'autres insurrections; mais nous n'en-

treron dans aucun détail à ce sujet. Nous tirerons surtout le rideau sur ces scènes de cruautés qui furent exercées contre des hommes innocens et jaloux de leur indépendance, pour leur faire adopter une constitution qu'ils ne s'étaient pas choisie : il fallut qu'ils courbassent la tête sous le joug ; et ils se virent ainsi ravir la liberté, par ceux mêmes qui se vantaient de venir leur en apporter les bienfaits.

*Mesure énergique prise par le directoire helvétique. Conduite de Rapinat à Zurich.*

CEPENDANT la conduite des commissaires français excitait le mécontentement des hommes même les plus dévoués au nouveau régime. A Soleure, à Lucerne, et dans d'autres cantons, les caisses publiques avaient été mises sous le scellé. En vain le directoire helvétique réclama-t-il contre cette mesure ; les agens français ne firent aucun droit à leurs réclamations. Fatigué de l'inutilité de ses démarches, il eut recours à des mesures énergiques, et ordonna aux stathalters des cantons d'apposer sans délai le sceau helvétique sur toutes les caisses nationales déjà mises sous celui du gouvernement français. Cette mesure fut généralement applaudie ; elle fut même approuvée par Mengaud, qui promit d'en instruire son gouvernement.

Cela n'empêcha pas le commissaire *Rapinat*



de faire briser un de ces scellés. A Zurich, il se présenta avec les commissaires Rouhière et Pomnier, accompagnés de soldats, à la chambre d'administration : il somma un suppléant de cette chambre et le secrétaire Meiss de lui remettre les clefs du trésor. Sur leur refus, il envoya chercher des serruriers, fit lever les scellés, examiner les caisses, et, trois jours après, le trésor fut chargé sur des chariots et emmené par des Français. Le directoire helvétique protesta solennellement contre un acte aussi arbitraire.

*Discours énergiques prononcés dans le grand conseil.*

Ces vexations et la mauvaise discipline des troupes françaises étaient bien faites pour exciter l'indignation des Suisses : on s'en plaignit hautement dans le grand conseil. D'un autre côté, une proclamation du général Schauenbourg, relative aux mesures de sûreté intérieure, y fut regardée comme un attentat à la souveraineté de la république helvétique. Plusieurs membres du conseil parlèrent à ce sujet avec beaucoup d'énergie.

*Si la force, dit l'un de ces orateurs en terminant son discours, tentait d'attaquer notre indépendance, s'il arrivait que des forces supérieures missent des bornes à notre liberté, alors, si je vous présidais, je mettrais aux voix : Mour-*

*rons-nous oui ou non ? Moi je voterais la mort pour ma chère patrie.*

*A quoi nous sert, disait Suter (de Zofingue), notre constitution qui nous promet la liberté et l'indépendance ; à quoi servent nos délibérations, si nous sommes à tout moment sous l'autorité des agens français ? A quoi servent nos formes judiciaires, si nos concitoyens peuvent être traînés devant des conseils de guerre ? Je jure de vivre libre ou mourir.*

*Combien de temps, disait Nuzet (du Valais), une puissance étrangère nous dictera-t-elle des lois ? Nous avons une constitution ; nous sommes puissance indépendante : il y a des personnes étrangères qui voudraient nous donner des fers ; mais avant de le souffrir, il faut qu'on me traîne sur l'échafaud.*

Nous avons cru devoir citer ces passages, pour prouver à nos lecteurs qu'il se trouvait encore en Suisse des hommes prêts à sacrifier leur vie pour assurer l'indépendance de leur patrie.

*Guerre entre la France et l'Autriche. Les Suisses s'y distinguent.*

Le congrès de Rastadt venait de se dissoudre ; la guerre se ralluma entre la France et l'Autriche : la Suisse en fut le théâtre. Une partie de l'Helvétie, envahie par les Autrichiens, en éprouva toutes les horreurs. Massena com-

mandait l'armée française dans ce pays ; il engagea les habitans à se réunir à lui pour chasser l'ennemi de leur territoire. Chaque canton fut obligé de fournir un contingent. Dans plusieurs endroits cette levée de troupes éprouva des difficultés, et le corps législatif helvétique condamna à une amende tous les habitans des communes qui refuseraient de marcher à la défense de la patrie. Nous n'entrerons pas dans des détails sur les événemens de cette campagne, si glorieuse pour les Français, nous dirons seulement que les Suisses s'y distinguèrent. Le général en chef, dans une lettre au directoire exécutif français, rendit hommage à leur bravoure. Lors de la reprise de Zurich par les Français sur les Russes, la légion suisse et les chasseurs Zuricois firent des prodiges de valeur. Enfin, dans toutes les occasions, les Suisses se montrèrent dignes de leur ancienne réputation. Si, dans le cours de cette guerre, ils se signalèrent par leur courage, ils ne se distinguèrent pas moins par leur bienfaisance. A Zurich, à Berne, et dans d'autres villes, on s'empressa de voler au secours des malheureux habitans qui avaient eu le plus à souffrir de la guerre.

*Destitution du directoire helvétique et d'une partie  
du sénat et du grand conseil.*

L'HELVÉTIE touchait au moment d'un changement politique. Les dissensions qui régnaient entre les premières autorités de la république, étaient les symptômes incontestables de cette révolution qui ne pouvait tarder à éclater. La dissidence entre le directoire et quelques membres du corps législatif augmentait chaque jour ; ces derniers saisissaient toutes les occasions de lancer contre lui les plus violens sarcasmes ; tout enfin faisait préjuger sa chute. On sentait plus que jamais la nécessité d'apporter de prompts changemens à une constitution, qui, imposée par la force des armes, n'avait jamais pu, dans des temps tranquilles, obtenir par elle-même l'approbation de la nation helvétique. La résistance que le directoire avait voulu opposer aux impositions énormes demandées par Massena à la Suisse, fut peut-être un des motifs qui accélérèrent sa destitution : prononcée le 7 janvier 1801, elle n'était qu'une suite de la révolution française du 18 brumaire. Une commission, composée de sept membres, lui fut substituée. Le même pouvoir qui venait d'ancantir le directoire, frappa aussi le corps législatif. Une partie des membres du grand conseil et du sénat furent destitués ; un nouveau con-

seil fut formé ; enfin , ce gouvernement provisoire fut chargé de proposer une nouvelle constitution calquée sur les besoins , les mœurs , les forces de l'Helvétie , et conforme aux vœux de la majorité de ses habitans.

*Le gouvernement provisoire publie la nouvelle constitution. Convocation d'une diète pour en délibérer.*

LA nouvelle constitution promise par le gouvernement provisoire fut enfin publiée le 29 mai 1801. Une diète fut convoquée pour le mois de septembre suivant , afin de délibérer sur ce projet qui apportait à l'ancienne constitution des changemens nombreux et importants. Ce nouveau plan occupait tous les esprits ; il existait une grande diversité d'opinions ; on était satisfait des bases fondamentales , et l'on ne se divisait guère que sur les clauses particulières.

La nation désirait depuis long-temps cette constitution définitive qui devait mettre fin à l'état provisoire dont elle gémissait. Le traité de Lunéville , en garantissant aux Suisses le droit de se donner librement un régime approprié à leurs besoins , semblait leur promettre la fin de leurs souffrances ; mais toutes ces espérances s'évanouirent au moment même où elles allaient s'accomplir , et la nation fut encore replongée

dans cet état provisoire, si voisin de l'anarchie dont elle avait tant désiré de sortir.

*Dissolution de la diète. Etablissement d'un nouveau gouvernement.*

CEPENDANT la diète se réunit à Berne le 7 septembre pour délibérer sur l'acte constitutionnel. A peine réunie, elle se déclara *assemblée constituante*, brisa la constitution pour laquelle elle était convoquée, et se mit à en rédiger une nouvelle. Cette conduite donna lieu à des réclamations ; les députés des petits cantons se retirèrent chez eux en protestant contre l'usurpation de la diète. Sans faire attention à ces réclamations, cette assemblée passa outre et acheva sa nouvelle constitution.

Aussitôt des mécontents prétendirent que la diète avait outre-passé ses pouvoirs, qu'elle n'avait pas le droit de modifier le projet de constitution, et qu'elle devait l'accepter purement et simplement. Enfin, dans la nuit du 27 au 28 octobre, quelques membres du conseil s'assemblent secrètement et se qualifient de *Conseil législatif*, extraordinairement assemblé. Ils décrètent la dissolution de la diète et l'exécution de la constitution du 29 mai 1801. On nomma les sénateurs. L'autorité du gouvernement provisoire cessa ; le sénat fut chargé de faire toutes les dispositions nécessaires pour

la convocation d'une diète constitutionnelle qui devait s'assembler au plus tard dans trois mois. Enfin le pouvoir exécutif fut confié à trois membres du dernier gouvernement qui n'avaient pas fait partie de la diète.

*Nouvelle constitution proposée ; elle est rejetée par plusieurs cantons. Révolution du 17 avril.*

CEPENDANT tout était encore dans l'incertitude sur le sort de cette république dont tant de décrets avaient déjà dû fixer le sort. Le nouveau gouvernement n'était que provisoire. Le sénat, après avoir réorganisé le petit conseil, s'occupa des travaux d'une constitution définitive qui fut publiée le 27 février 1802, et soumise à la sanction des diètes cantonales.

Cette constitution ne fut approuvée par le sénat qu'à une petite majorité. Les diètes cantonales de la Thurgovie, de St.-Gall, de Lucerne, de l'Argovie, de Zug et de Lugano la rejetèrent avec mépris. Il n'était donc pas difficile de prévoir qu'une chute prochaine ne laisserait pas cet édifice s'élever jusqu'au bout. En effet, une nouvelle révolution le renversa le 17 avril. Elle se distingua de toutes celles qui l'avaient précédée, en ce que la force militaire n'y joua qu'un rôle passif. Les soldats eurent ordre de rester aux casernes. Le petit conseil s'assembla et dé-

*créta qua toutes les mesures ordonnées , tant pour introduire une nouvelle constitution helvétique , que pour projeter les organisations cantonales particulières , seraient suspendues , qu'il serait convoqué une assemblée de citoyens , dignes de la confiance de la nation , pour délibérer sur le projet de constitution , du 29 mai 1801 , et sur les changemens qui pourraient y être apportés. Quarante-sept citoyens furent nommés à cet effet , et invités de se rendre à Berne le 28 avril suivant. Quelques-uns refusèrent cette mission ; mais le plus grand nombre s'empressa de répondre à l'attente du gouvernement.*

*L'assemblée des notables approuve la nouvelle constitution. Elle est acceptée par le peuple.*

LE gouvernement français donna publiquement et expressément son approbation à ce nouvel ordre de choses comme à une mesure qui tendait à consommer la réconciliation des parties et la pacification des théories contraires. D'un autre côté, *Aloys Reding*, ci-devant premier landamman, *Hirzel Stadthalter* et plusieurs sénateurs protestèrent dans une déclaration qu'ils publièrent le 23 avril contre tout ce qui s'était passé. *Au reste*, disaient-ils dans cette déclaration , nous souhaitons que nos concitoyens attendent avec calme l'issue des événemens afin que les troubles et les mécontentemens



*ne plongent pas notre patrie dans de nouveaux malheurs.*

Les notables se rendirent à Berne le 28 avril. On fit venir de nouvelles troupes dans cette ville, non pas qu'on y craignît des mouvemens, mais pour que l'on pût y consolider le nouvel ordre de choses sans éprouver aucun trouble. Le 19 mai, le comité de constitution présenta son projet à l'assemblée des notables, qui l'approuva entièrement. Enfin la nouvelle constitution fut aussitôt soumise à la sanction du peuple et acceptée à une grande majorité; et le 30 juin, le petit conseil rendit un arrêté portant que la constitution devenait dès ce moment la loi fondamentale de la république helvétique.

*Insurrection dans le pays de Vaud relativement à l'abolition des dîmes. Elle est apaisée.*

Le moment où une constitution définitive allait assurer les destinées de la Suisse, et guérir les maux du régime provisoire, fut celui où s'alluma le feu de la guerre civile : le pays de Vaud en devint le foyer. Le projet des insurgés paraissait être la destruction des titres des droits féodaux. Deux mille d'entre eux, commandés par le capitaine Reymond, se portèrent sur Morges. Le gouvernement fit aussitôt marcher des troupes pour mettre

fin à cette explosion anarchique. Kuhn, membre du petit conseil, chargé du département de la justice, fut envoyé à Lausanne, en qualité de commissaire du gouvernement helvétique : il publia, à son arrivée, une proclamation pour engager les rebelles à rentrer dans leurs foyers et à obéir aux lois.

Reymond avait établi son camp près du village de Tolochenaz, voisin de Morges. Le 6 mai il se rendit à Riom-Bosson pour y conférer avec les autorités de Morges; il demanda qu'on lui remît les archives et l'arsenal : la première de ces demandes lui fut accordée. La capitulation fut signée par le sous-préfet; mais le lieutenant du préfet refusa de la signer.

Le 7 mai, les insurgés se portèrent sur divers châteaux, et obligèrent les propriétaires à leur livrer leurs droitures seigneuriales qu'ils brûlèrent en leur présence. Après cette expédition, ils vinrent sommer la ville de Morges de leur livrer quatre pièces d'artillerie; mais l'arrivée de quelques troupes françaises et helvétiques les forcèrent de se retirer. Le général Amey somma Reymond, ainsi que les chefs des communes, de dissoudre sur-le-champ les rassemblemens armés campés près de Morges, leur déclarant que, dans le cas contraire, il emploierait la voie des armes pour les y forcer. Les chefs promirent de s'y conformer. En effet, le lendemain tous les paysans se

retirèrent dans leurs communes. Des mesures furent prises à l'instant pour que la tranquillité de ce canton ne fût plus troublée.

*Mêmes mouvemens dans d'autres cantons. Punition des chefs. Décret d'amnistie.*

TANDIS que le pays de Vaud se pacifiait, le canton de Fribourg commençait à donner des inquiétudes. Le curé de Morlens fut assailli dans sa maison par une vingtaine de paysans armés qui le forcèrent à leur remettre les papiers relatifs à la perception des dîmes et des cens dont il était dépositaire. Les mêmes mouvemens eurent lieu dans le Valais. Le nombre des archives enlevées fut considérable. On parvint cependant à apaiser ces troubles ; mais on eut besoin d'employer la plus grande surveillance pour atteindre le reste des malveillans qui se portèrent çà et là après la séparation, détruisirent encore beaucoup de titres de familles, et saccagèrent plusieurs études de notaires.

Les principaux chefs de ces insurrections furent condamnés, les uns à mort, les autres aux fers ; mais le sénat voulant éteindre le souvenir des événemens de la révolution terminée par l'acceptation générale de la constitution, et réveiller, par la clémence et la réconciliation, les sentimens nécessaires pour

conserver à l'avenir la liberté nationale , rendit , le 24 août 1802 , un décret portant commutation de peine pour ceux qui avaient été condamnés , et amnistie entière pour les individus arrêtés ou décrétés de prise de corps pour délits insurrectionnels , à charge par eux de fournir caution.

C'est à cette époque que le Valais recouvra son indépendance , et forma une république particulière , sous la garantie des républiques française , helvétique et italienne. L'installation du nouveau gouvernement se fit par une proclamation des trois puissances garantes, en date du 3 septembre 1802 , adressée à la diète pour la faire publier.

*Nouveaux troubles en Suisse. Le gouvernement helvétique invoque la médiation du premier consul.*

Au moment où la nouvelle constitution semblait promettre aux Suisses l'avenir le plus heureux, de sombres nuages obscurcirent encore l'horizon de l'Helvétie. Les cités, les villages se virent en proie aux angoisses, tristes compagnes des guerres civiles; des mouvemens que la présence des troupes françaises avaient jusqu'alors comprimés éclatèrent aussitôt après leur départ. Les cantons d'Uri, de Schwitz et d'Underwald se prononcèrent hautement contre la nouvelle constitution; ils s'adressèrent

même au ministre de la république française en Suisse pour obtenir d'être séparés de la république helvétique. Dans les autres cantons, des hommes ambitieux excitèrent le peuple à se révolter contre le gouvernement constitutionnel et national. Bientôt les insurgés formèrent une assemblée qu'ils décorèrent du titre de *Diète confédérée de Schwitz*.

De toutes les puissances appelées par leur position à prendre intérêt aux destinées de l'Helvétie, la France était la seule qui eût reconnu son indépendance, la seule par conséquent qui pût exercer sur elle une influence de protection et d'appui. Le gouvernement helvétique s'adressa donc au premier consul et invoqua sa médiation. Cette démarche ne fut pas infructueuse ; l'intervention généreuse de la France conjura les inévitables désastres dont la Suisse était menacée.

L'assemblée de *Schwitz* tergiversa d'abord sur les conditions de la médiation proposée, promit de se dissoudre et continua ses intrigues, annonça la paix et conserva ses soldats sous les armes : mais les troupes françaises étant rentrées en Helvétie, les autorités constitutionnelles reprirent leurs fonctions. La diète de Schwitz prononça elle-même sa dissolution. Les troupes insurgées se séparèrent et rentrèrent dans leurs cantons ; leur licenciement se fit dans le plus grand ordre.

*Lettre du premier consul aux députés Suisses.  
Sénateurs nommés pour conférer avec eux. Acte  
de médiation.*

DES députés de tous les cantons s'étaient réunis à Paris. Le 11 décembre 1802, le sénateur *Barthélemi* leur communiqua une lettre du premier consul. *J'accepte*, leur dit-il dans cette lettre, *la fonction de médiateur : la nécessité de faire cesser vos querelles, et surtout les intérêts de la France et de l'Italie, m'en font une loi. Je promets de remplir tous les devoirs que cette auguste fonction m'impose.* Il les engage ensuite à lui soumettre un plan de constitution qui puisse convenir à leur pays. *Je vous déclare*, ajoute-t-il, *que jamais la France ni la république italienne ne souffriront qu'il s'établisse en Suisse un système de nature à favoriser leurs ennemis.*

Les sénateurs *Barthélemi*, *Rœderer*, *Fouché* et *Démeunier* furent chargés de conférer avec les cinquante-six députés du sénat helvétique des villes et des cantons. Les conférences durèrent deux mois. Enfin, le 19 février 1803 (30 pluviôse an XI), parut l'acte de médiation qui déterminait la constitution fédérale et celle de chaque canton.

*Dispositions générales de l'acte fédéral.*

LES bornes de cet ouvrage ne nous permettent pas de donner ici tous les articles relatifs à la constitution particulière de chaque canton ; nous nous contenterons d'en faire connaître l'esprit.

La Suisse était divisée en dix-neuf cantons confédérés entre eux, conformément aux principes établis dans leurs constitutions respectives ; ils se garantissaient réciproquement leur constitution, leur territoire, leur liberté et leur indépendance, soit contre les puissances étrangères, soit contre l'usurpation d'un canton ou d'une faction particulière.

Les contingens de troupes ou d'argent, nécessaires pour l'exécution de cette garantie, étaient stipulés dans des proportions déterminées.

Chaque canton devait envoyer un député à la diète ; on pouvait lui adjoindre deux conseils en cas d'absence ou de maladie. Les députés des cantons dont la population est de plus de cent mille âmes, avaient chacun deux voix à la diète ; les autres, dont la population est inférieure, n'avaient qu'une voix chacun.

La diète, présidée par le *landamman* de la Suisse, s'assemblait le premier lundi de juin. Sa session ne pouvait excéder le terme d'un mois.

Entre autres attributions, la diète avait à prononcer sur les déclarations de guerre et les traités de paix, avec l'aveu des trois quarts des cantons; elle appelait les contingens, nommait le général, et prenait enfin toutes les mesures nécessaires pour la sûreté de la Suisse.

La diète se réunissait tour à tour, et d'une année à l'autre, à Fribourg, Berne, Soleure, Bâle, Zurich et Lucerne. Les cantons de ces villes devenaient successivement cantons-directeurs. L'avoyer du canton-directeur joignait à son titre celui de landamman de la Suisse. Il avait la garde du sceau de la république, et ne pouvait s'éloigner de la ville; il était l'intermédiaire de toutes les relations diplomatiques: sa signature donnait crédit et caractère national aux actes qui en étaient revêtus. Le canton-directeur pourvoyait aux frais des séances et fournissait aux députés une garde d'honneur.

Le canton de Fribourg fut désigné pour l'an 1803, comme canton-directeur, et Louis d'Affry fut nommé landamman dans chaque canton. Une commission de sept membres, dont six choisis par les députés envoyés à Paris et un par le premier consul, fut chargée de mettre en activité la constitution et d'administrer provisoirement.

Le 10 mars 1803 fut l'époque fixée pour la dissolution du gouvernement central, et le



premier lundi de juillet de la même année, celle de la réunion de la diète.

Par le même acte, le premier consul reconnut l'Helvétie, ainsi constituée, comme puissance indépendante, garantit la constitution fédérale, et celle de chaque canton contre les ennemis de l'Helvétie, quels qu'ils pussent être, et promit de continuer les relations de bienveillance qui, depuis plusieurs siècles, unissaient les deux nations.

*Ouverture de la diète. Alliance avec la France.  
Capitulation militaire.*

L'ACTE de médiation fut reçu avec joie dans toute la Suisse. Bientôt les dix-neuf cantons furent constitués. Leur premier soin fut d'écrire au premier consul pour le remercier, au nom du peuple suisse, de lui avoir rendu son indépendance par cet acte qui offrait des constitutions adaptées aux mœurs, aux usages, aux moyens et aux localités des différens cantons.

Cependant les députés nommés par les cantons, à la diète, s'étaient réunis à Fribourg. Le lundi 7 juillet 1803, l'ouverture de la diète se fit avec la plus grande solennité. Une adresse de remerciemens fut votée au premier consul. Dans la séance du 11, le landamman présenta à l'assemblée une lettre du général en chef et ministre plénipotentiaire Ney, à laquelle

étaient joints deux projets; l'un, d'un traité d'alliance défensive avec la république, l'autre d'une capitulation militaire pour quatre régimens de quatre mille hommes chacun. La commission diplomatique fut chargée d'examiner ces projets. Les membres de la commission militaire furent chargés de négocier la capitulation, et des commissaires furent nommés pour entrer en conférence avec le ministre de France au sujet de l'alliance qui, après plusieurs discussions, fut arrêtée sur les mêmes bases que les traités précédens.

*Situation de l'Helvétie après l'acte de médiation.*

LA situation politique de l'Helvétie commençait à s'améliorer, et donnait pour l'avenir les espérances les mieux fondées. En paix avec toutes les puissances, elle voyait, à l'ombre de ce repos, germer sa liberté, et avec elle, sa neutralité, qui était l'objet de la sollicitude des autorités de la patrie, l'objet des vœux les plus ardens de tout vrai Suisse.

La saine partie du public, abandonnant les discussions oiseuses de la politique et les systèmes de gouvernement, tourna ses pensées sur des objets d'une importance plus réelle, sur les progrès de l'agriculture, les encouragemens de l'industrie, l'extension du commerce, en un mot, sur les objets qui, dans tous les pays, font la prospérité des peuples. Les

querelles de religion cessèrent; on ne vit même jamais, nulle part, un plus parfait accord entre les deux communions de l'Église chrétienne, et il y eut même plusieurs endroits où les deux cultes se partagèrent constamment le même temple, sans qu'il en résultât le moindre désordre ni la moindre jalousie.

Quelques insurrections éclatèrent dans divers cantons; mais la fermeté et la sagesse des gouvernemens les étouffèrent dès leur naissance. Celle qui se manifesta dans le canton de Zurich aurait pu avoir des suites sérieuses, si les cantons formant la confédération ne se fussent empressés d'y envoyer des troupes pour faire rentrer les rebelles dans le devoir. Enfin, dans tous les cantons, les magistrats vraiment dignes de la confiance de leurs concitoyens, mirent tous leurs soins à fermer les plaies que les dissensions politiques et religieuses avaient faites à leur patrie.

#### *Institution de la fête des Bergers à Berne.*

L'AMOUR de la patrie, le désir de faire revivre l'ancienne simplicité des mœurs et des amusemens suisses, et de former ainsi de nouveaux liens d'amitié entre les divers pasteurs des Alpes, inspira à une société de Bernois l'idée de fonder la *fête des bergers*. Cette institution leur parut un moyen infailible pour faire germer et refleurir entre les habitans des cam-

pagnes et des villes cette union à laquelle, pendant des siècles, l'Helvétie avait dû sa force et sa prospérité. Cette fête devait se célébrer tous les ans le 17 août. Tous les bergers des Alpes, exercés, soit à donner du grand cor des Alpes, soit à lancer des pierres, soit à tirer à la cible, soit enfin à tout exercice des montagnards suisses, devaient être invités à s'y rendre.

Les détails de cette fête pouvant offrir quelque intérêt à nos lecteurs, nous allons essayer d'en tracer une esquisse. A huit heures du matin, le cortège se mit en marche. Arrivé dans la plaine destinée à être le théâtre des jeux et des combats, il prit la place qui lui était assignée. Bientôt les jeux commencèrent. D'abord on vit paraître les lanceurs de pierres de l'*Oberland*; ils devaient lancer vers le but un boulet de canon de 36 livres. Ce premier jeu terminé, deux *Appenzellois* entrèrent en lice et donnèrent des preuves d'une force extraordinaire; ils prirent sur leurs épaules un caillou du poids de 184 livres qu'ils lancèrent devant eux; les *Oberlandais* les imitèrent et parvinrent même à jeter la pierre plus loin que ceux d'*Appenzel*; mais comme ils n'avaient obtenu cet avantage qu'en jetant le corps en avant, la victoire fut adjugée aux *Appenzellois*.

Bientôt commence l'exercice de la lutte; on voit l'*Oberlandais* souple et élancé se me-

surer avec l'*Ementhalois* musculeux et ramassé. Les deux adversaires ont même force et même adresse ; tous deux saisissent avec la même promptitude l'instant favorable ; tous deux mettent la même célérité à réparer un moment d'oubli. Long-temps ils combattent sans que l'un ou l'autre obtienne le moindre avantage ; cependant l'athlète de l'Oberland , plus grand que son adversaire , l'enlève de terre , le fait tourner en l'air , le lance par-dessus son épaule , mais il ne peut , ce qui décide la victoire , le jeter sur le dos ; enfin , après plusieurs reprises , l'*Ementhalois* fut proclamé vainqueur.

D'un autre côté , les tireurs à la cible placés à l'écart , de peur d'accident , disputaient d'adresse ; pendant les entr'actes , la musique du cornet des Alpes se faisait entendre dans l'éloignement. Dès que les combats furent finis , on servit un repas sous des tentes ; les prix furent ensuite distribués aux vainqueurs. Des danses , des chants et des jeux terminèrent cette belle journée.

*La diète déclare la neutralité de la Suisse. Mesures prises pour la faire respecter. L'armée de Schwatzemberg entre en Suisse. Déclaration de la diète.*

CHAQUE jour l'édifice de la confédération acquérait plus de solidité. Au milieu des trou-

bles qui agitaient l'Europe, la Suisse goûtait les douceurs de la paix. La diète s'occupait sans relâche d'améliorer la situation intérieure de l'Helvétie, et de conserver des relations amicales avec tous ses voisins.

Cependant le fléau de la guerre se rapprochait de ses frontières. La diète, extraordinairement assemblée le 15 novembre 1813, déclara la neutralité de la Suisse, et fit notifier cet acte aux souverains des états en guerre. En vain voulut-on engager plusieurs gouvernemens, et notamment ceux des cantons les plus influens à embrasser le parti de la coalition. Les menaces et les promesses furent tour à tour employées pour entraîner le gouvernement suisse dans une mesure contraire à l'intérêt de ce pays ; mais le bon sens et la sagesse des Helvétiens triomphèrent de toutes ces intrigues ; ils se montrèrent disposés à faire tous les sacrifices possibles pour le maintien de leur neutralité ; on autorisa les landammans à mettre en mouvement quarante mille hommes pour occuper la partie des frontières la plus voisine du théâtre de la guerre. A Bâle, on plaça du canon sur les remparts et sur le pont du Rhin, pour en défendre le passage. Enfin la ville se prépara à la plus vive résistance contre ceux qui voudraient violer la neutralité suisse.

Des députés autrichiens et russes s'étant rendus à Zurich, le landamman leur déclara,

au nom de la diète, que si les armées belligérantes violaient, sous un prétexte quelconque, le territoire suisse, elles seraient traitées en ennemies. Cette déclaration eût produit quelque effet, sans doute, si la Suisse eût pu mettre sur pied des forces suffisantes pour la faire respecter ; mais que pouvaient quarante mille hommes obligés de garder cinquante lieues de frontières ? Aussi, quoique la neutralité de la Suisse eût été solennellement reconnue par les coalisés, leurs armées ne respectèrent pas son territoire. Le 21 décembre, l'armée de Schwatzenberg, forte de cent mille hommes, entra en Suisse.

*Les souverains alliés proposent un nouvel acte fédéral à la Suisse. Troubles dans quelques cantons.*

APRÈS vingt ans de malheurs, la France avait revu avec transport la famille auguste qui, pendant huit siècles, avait assuré sa gloire et son bonheur ; l'usurpateur avait cédé la place à l'héritier légitime ; Louis XVIII était enfin remonté sur le trône de ses pères. La chute du médiateur de la confédération suisse devait nécessairement apporter quelques changemens dans l'acte fédéral.

Déjà les souverains alliés avaient proposé à la Suisse un nouvel acte de confédération, déclarant qu'ils espéraient que les cantons,

dans ce qui regardait leur organisation, baseraient le nouvel état de choses sur l'état alors existant. Ces puissans arbitres de l'Europe, déclarèrent formellement qu'ils ne reconnaîtraient l'existence politique de la Suisse qu'autant que la constitution fédérale serait basée sur sa division en dix-neuf cantons.

La diète s'assembla aussitôt : on discuta les bases de la nouvelle constitution fédérale ; des commissaires furent nommés pour en examiner les articles. Elle fut ensuite soumise à l'acceptation des cantons.

Cependant la Suisse se voyait encore à la veille d'être en proie à toutes les horreurs de la guerre civile. Les cantons n'étaient pas d'accord sur l'acceptation du nouveau pacte ; les organisations cantonales offraient encore plus de difficultés. Déjà des troubles sérieux s'étaient manifestés dans l'*Oberland* et le *Tessin* ; d'un autre côté, la méfiance qui existait entre le canton de *Berne* et celui de *Vaud* avait porté les habitans de ces deux cantons à prendre les armes. On s'attendait déjà à voir les deux partis en venir aux mains ; mais, grâce à la fermeté de la diète, aux efforts des gens de bien, et à l'influence des véritables amis de la Suisse, les esprits se calmèrent et la tranquillité fut rétablie. Tous les cantons, à l'exception de ceux de *chwitz*, du *bas Unterwald* et du *Tessin*, adoptèrent le pacte fédéral : ces



trois cantons furent bientôt obligés de s'y soumettre. Partout on s'occupa des organisations cantonales. Nous allons donner ici les principaux articles du pacte fédéral.

*Pacte fédéral accepté par les cantons. Capitulation pour le service de France.*

LES dix-neuf cantons souverains de la Suisse se lient par ce traité pour la conservation de leur liberté et de leur indépendance.

Pour le maintien de cette garantie et de la neutralité de la Suisse, il sera levé, parmi les hommes de chaque canton, un contingent de trente mille six hommes, à raison de deux sur cent. Pour faire face aux frais de la guerre et aux autres dépenses de la confédération, il sera levé une somme de 490,507 florins, répartie entre les cantons. (Le pacte fixe le nombre et la somme pour chaque canton.)

La confédération rend hommage au principe qu'ayant reconnu les dix-neuf cantons, il n'y a plus de sujets en Suisse.

La diète est composée des députés des dix-neuf cantons : elle s'assemble, tous les ans, le premier lundi de juillet, dans la capitale du chef-lieu ; elle peut être assemblée extraordinairement, si le chef-lieu le décrète, ou sur la demande de cinq cantons.

Le bourgmestre ou avoyer du chef-lieu en a la présidence : elle déclare la guerre, conclut

la paix, fait les alliances avec les étrangers. Dans ce cas, les trois quarts des voix des cantons sont nécessaires; quant aux autres affaires soumises à la diète, la majorité absolue en décide.

Dans des circonstances extraordinaires, et quand elle ne peut pas rester en permanence, elle est autorisée à donner au chef-lieu des pleins pouvoirs particuliers; elle peut adjoindre à l'autorité du chef-lieu six représentans de la confédération : ces députés sont choisis dans les cantons divisés en six classes.

Le chef-lieu alterne tous les deux ans entre les cantons de Zurich, Lucerne et Berne. Une chancellerie de la confédération est adjointe au chef-lieu.

Les cantons contractans se constituent comme confédération suisse, déclarant qu'ils entrent dans cette alliance librement et sans gêne, qu'ils la maintiendront dans le bonheur comme dans l'adversité; enfin, pour donner à cet acte important à la patrie une garantie sacrée, ils promettent que, dans le courant de la diète, ils feront non-seulement signer et sceller cette alliance par les envoyés plénipotentiaires de chaque état, mais qu'ils la feront confirmer par un serment solennel, selon l'antique usage. Cette cérémonie eut lieu à Zurich le 7 août suivant.

Une convention additionnelle à ce pacte

fédéral règle la marche à suivre pour terminer, par une médiation, et au besoin par un jugement arbitral, les différends qui s'étaient élevés entre quelques cantons.

La capitulation pour le service de France fut aussi réglée : elle devait être de onze mille neuf cent quarante-huit hommes, formant quatre régimens de campagne de trois bataillons et un régiment des Gardes. Tous les cantons ont une part proportionnelle à la garde ; les cantons qui fournissent en commun un régiment de campagne, ont un bataillon des Gardes.

Le conseil souverain de Berne ratifia cette capitulation le 8 octobre 1814.

*Mesures prises par la Suisse en 1815 pour assurer sa neutralité. Les Suisses entrent en France.*

BONAPARTE, foulant aux pieds les traités, s'était ressaisi de l'autorité souveraine. Dans cette circonstance, la Suisse, frappée du danger de sa position ; prit avec vigueur et célérité, les mesures qui pouvaient l'en garantir. En vain quelques cantons proposèrent-ils d'armer pour la France ; la confédération, guidée par son ancienne loyauté, se joignit d'elle-même au système de l'Europe, et se détermina à prendre les armes pour la défense de ses frontières : trente mille hommes et plus furent

aussitôt mis sur pied. Les souverains alliés, dans une convention signée à Zurich, le 20 mai 1815, s'engagèrent à respecter cette neutralité, et à destiner une partie suffisante de leurs troupes pour se porter, à l'aide de la Suisse, toutes les fois que ses frontières seraient attaquées. Bientôt les Suisses, voulant défendre sur un sol étranger leur propre pays, entrèrent en France sans éprouver la moindre résistance. Leurs soldats furent reçus partout comme des protecteurs. Aussitôt que Bonaparte, après avoir une seconde fois laissé échapper de ses mains les rênes de l'état, eut quitté le territoire français, ils rentrèrent dans leurs foyers, emportant avec eux l'estime des habitans qu'ils avaient su mériter par leur excellente discipline.

*Déclaration du 20 mars 1815, maintenue par le congrès de Vienne. Insurrections dans le bas Unterwald. Amnistie.*

EN s'occupant des intérêts de l'Europe, les souverains alliés ne négligèrent pas ceux de la Suisse. Une déclaration des puissances, datée de Vienne, le 20 mars 1815, régla enfin les affaires de ce pays.

L'intégrité des dix-neuf cantons, tels qu'ils existaient en corps politique, lors de la convention du 29 décembre 1813, y fut reconnue comme base du système helvétique.

Le *Valais*, le territoire de Genève et la principauté de *Neuchâtel* furent réunis à la Suisse et formèrent trois nouveaux cantons.

L'évêché de *Bâle*, la ville et le territoire de *Bienne*, excepté quelques districts, furent réunis au canton de *Berne*; on régla les compensations à établir entre les anciens et nouveaux cantons. Le 28 mai, la diète adhéra, à l'unanimité, à cette déclaration, qui fut confirmée dans toute sa teneur, et dont les principes établis ainsi que les arrangemens, furent maintenus par le congrès de Vienne.

Quelques insurrections se manifestaient encore dans le *bas Unterwald*; mais l'arrivée des troupes fédérales mit un terme à ces dissensions; la tranquillité se rétablit partout. La mesure adoptée par les gouvernemens des cantons où l'incertitude des événemens, l'exaltation des têtes et le contact des passions avaient causé des troubles, contribua beaucoup à préserver cette contrée des horreurs de la guerre civile : cédant au noble vœu, manifesté par le congrès de Vienne, d'offrir une garantie de plus à l'union et au repos, ils accordèrent une amnistie aux auteurs de ces événemens.

Nous nous arrêterons à cette époque où la paix, et l'union rétablie entre les cantons, semblent promettre à la Suisse une longue tranquillité. Espérons que ce peuple, aussi sage que courageux, aux vertus duquel nous nous som-

mes plu à rendre hommage, étouffera jusqu'au moindre germe des divisions qui lui furent si funestes, et se ralliera autour de son *pacte fédéral*, qu'il doit regarder désormais comme la plus sûre garantie de sa liberté, comme le *palladium* de son indépendance.

FIN.

# T A B L E

## D E S M A T I È R E S.

	Pages.
<b>D</b> E l'Helvétie avant sa soumission aux Ro- mains.	5
Expédition des Cimbres.	7
Orgétorix.	13
Guerre de César contre les Helvétiens.	15
Divico.	18
Défaite des Helvétiens.	19
Notions sur l'ancienne Helvétie.	22
De l'Helvétie sous les Romains.	24
Julia Apinula.	27
L'Helvétie heureuse sous Vespasien.	28
L'Helvétie soumise aux Allemands et aux Bour- guignons.	29
L'Helvétie sous les rois Francs.	33
Progrès de la religion chrétienne en Helvétie.	34
L'Helvétie sous Charlemagne et ses successeurs.	35
L'Helvétie soumise aux rois de Bourgogne et aux ducs d'Allemagne et de Souabe.	37
Rodolphe III désigne pour son successeur l'em- pereur Henri III.	39
L'Helvétie sous les empereurs d'Allemagne.	40
Troubles dans l'Empire.	41
Situation de l'Helvétie pendant ces troubles.	42
Sage gouvernement des ducs de Zuringen.	43
L'Helvétie sous Frédéric II. Origine des ligues helvétiques.	45
Rodolphe V , comte de Habsbourg. Son origine. Son caractère.	47
Rodolphe rend de grands services à l'Helvétie.	48
Rodolphe élevé au trône impérial.	49
Bâle lui ouvre ses portes. Il confirme les privi- lèges de plusieurs villes de l'Helvétie.	50

	Pages.
Rodolphe veut rétablir le royaume de Bourgogne.	53
Des cantons de Schwitz , d'Uri et d'Underwald.	56
Ligues des peuples de l'Helvétie contre Albert, duc d'Autriche.	58
Albert assiège Zurich. Il parvient à l'empire, et tente de s'emparer de l'Helvétie.	60
Berne et Zurich résistent à Albert.	63
Albert refuse de reconnaître les privilèges des trois cantons.	64
Albert envoie deux baillis dans les trois cantons. Leur caractère.	67
Les cantons réclament en vain auprès de l'empereur. Nouvelles violences de ses baillis.	69
Quelques habitans des trois cantons forment le projet de secouer le joug de leurs oppresseurs.	72
Guillaume Tell.	74
Vengeance de Gessler.	76
Mort de Gessler.	77
Les conjurés s'emparent de plusieurs châteaux. Ils arrêtent le bailli Landemberg. Leur modération.	79
Forme de gouvernement des cantons d'Uri, de Schwitz et d'Underwald. Leurs magistrats, leurs tribunaux.	83
Projets de vengeance d'Albert. Sa mort.	87
Henri, comte de Luxembourg, élu empereur.	88
Louis de Bavière et Frédéric, duc d'Autriche, élus empereurs. Les confédérés se déclarent pour Louis.	90
Conduite courageuse de quelques vagabonds bannis des trois cantons.	92
Pacte fédéral de Brumen.	93
Louis de Bavière félicite les trois cantons de leur victoire.	95
Léopold investit Soleure. Générosité des habitans de cette ville.	ib.
Les confédérés assurent le passage du Saint-Gothard.	97



Du Saint-Gothard. Route d'Altorf au Saint-Gothard.	97
Les trois cantons admettent Lucerne dans la confédération.	100
Lucerne, son antiquité, forme de son gouvernement.	105
Rodolphe Brun, change la constitution politique de Zurich.	107
Nouvelle constitution de Zurich.	109
Conspiration contre Zurich. Accession de cette ville à la confédération.	112
Berne. Ligue de la noblesse contre cette ville. Guerre de Laupen.	115
Nouvelles tentatives du duc Albert contre Zurich.	119
Glaris. Accession de ce pays à la confédération. Forme du gouvernement de ce canton.	120
Roger Manesse et Jean Stuchi sauvent l'armée de Zurich.	123
Zug. Accession de cette ville à la confédération. Forme du gouvernement de ce canton.	124
Accession de Berne à la confédération.	126
Forme du gouvernement du canton de Berne.	129
L'empereur Charles IV et Albert assiègent Zurich.	131
Continuation des hostilités. Paix de Thorberg.	134
Charles IV confirme les privilèges de Berne et de Zurich. Réclamations des seigneurs.	137
Jean de Vienne, évêque de Bâle, incendie la ville de Bienne. La guerre à ce sujet.	139
Enguerrand de Coucy, comte de Soissons, porte la guerre en Suisse.	141
Ligue des villes libres et impériales contre Léopold et les seigneurs. Suite de cette ligue.	145
Déclaration de guerre. Bataille de Sempach.	148
Dévouement d'Arnold de Winkelried. Mort héroïque de Léopold.	150
Trêve. Continuation de la guerre. Victoire de Näfels.	153

	Pages.
Agrandissement de Berne et des autres cantons.	
Paix avec l'Autriche.	156
Effets de la paix avec l'Autriche. Convention de Sembach.	158
Guerre de Saint-Gall et d'Appenzel. Combat de Speicher.	161
Frédéric, duc d'Autriche, se ligue avec l'abbé de Saint-Gall. Succès des Appenzellois.	165
Suites de cette victoire. Conquêtes des Appenzellois.	18
Nouvelles conquêtes des Appenzellois. Ils veulent rendre la liberté au Tyrol. Ils échouent dans leur entreprise.	169
Les Appenzellois assiègent Wyl. Leur conduite généreuse envers l'abbé de Saint-Gall.	171
La victoire abandonne les drapeaux des Appenzellois. L'empereur offre sa médiation.	172
Robert se rend à Constance. Fermeté des Appenzellois. Conditions de la paix.	174
Seconde guerre d'Appenzel.	177
Les Appenzellois s'attirent l'inimitié de Frédéric de Toggenbourg. Bataille de Gossau. Paix conclue à Constance.	178
Prolongation de la trêve. Concile de Constance.	181
Frédéric déclaré coupable de haute trahison. Les Suisses rompent la trêve et lui déclarent la guerre.	183
Frédéric implore la clémence de l'empereur.	185
Sigismond veut obliger les Suisses à restituer leurs conquêtes au duc d'Autriche. Les Suisses traitent avec lui.	187
Insurrection des Valaisans. Coutume singulière.	188
Le sire de Raron implore le secours de Berne. L'armée bernoise ravage le Valais. Les Valaisans sont forcés de recevoir la paix à de dures conditions.	189
Du Valais. Mœurs de ses habitans. Forme du gouvernement de ce pays.	191
Affaire d'Arbœjo.	193

Conduite héroïque de six cents jeunes Suisses.	
Paix avec le duc de Milan.	195
Mésintelligence entre les cantons. Cause de cette mésintelligence.	197
Zurich déclare la guerre aux cantons de Schwitz et de Glaris. Evénemens de cette guerre. Trêve d'un an.	199
Nouvelle guerre. Les cantons neutres se déclarent contre Zurich.	200
Les Zuricois s'allient avec l'empereur. Les can- tons les pressent de renoncer à cette alliance. Nouvelle guerre.	201
Nouveaux succès des confédérés. Mort du bourg- mestre Stussi.	204
Rupture des conférences. Les Suisses rentrent en campagne. Prise de Griffensée. Siège de Zurich.	207
Les Armagnacs en Suisse. Bataille de Saint- Jacques.	209
Continuation de la guerre avec Zurich. Paix dé- finitive.	212
Nouvelle guerre avec l'Autriche. Les Suisses s'emparent de la Thurgovie.	214
Siège de Winterthur. Trêve de quinze ans entre Sigismond et les cantons.	216
Guerre de Mulhausen.	217
Nouvelle guerre avec l'Autriche. Paix de Waldshut.	218
Embarras de Sigismond. Transaction entre lui et Charles, duc de Bourgogne.	219
Conduite tyrannique des officiers du duc de Bourgogne. Berne menacé d'une guerre civile.	221
Nouvelles vexations d'Hagembach. Méconten- tement général.	<i>ib.</i>
Alliance des cantons avec l'Autriche.	223
Hagembach condamné à mort et décapité.	224
Les cantons renouvellent leur alliance avec Louis XI.	225
De l'infanterie suisse; ses armes; sa manière de combattre.	227

	Pages.
Les cantons déclarent la guerre au duc de Bourgogne. Leur première victoire.	228
Nouvelles victoires des confédérés.	229
Charles vient camper devant Granson. Prise de cette ville. Traitement barbare fait à la garnison.	230
Bataille de Granson.	231
Charles lève une nouvelle armée. Il vient camper devant Lausanne.	234
Siège de Morat. Son peu de succès. Des renforts arrivent aux confédérés.	236
Bataille de Morat. Défaite des Bourguignons.	237
Réconciliation des Suisses avec la maison de Savoie.	240
Le duc de Lorraine obtient des cantons la permission de lever des troupes. Bataille de Nanci. Mort de Charles	241
Soulèvement du peuple de Zug. Les insurgés marchent sur Genève. La Suisse menacée d'une guerre civile.	245
Nicolas De Flue.	247
Forme du gouvernement du canton de Fribourg.	251
Forme du gouvernement du canton de Soleure.	252
Troubles en Italie. Les jeunes gens du canton d'Uri marchent sur Bellinzona.	254
Victoire des confédérés. Le duc de Milan se réconcilie avec les cantons.	256
Jean Waldamann, bourgmestre de Zurich. Insurrection contre lui. Elle est apaisée par les cantons.	258
Nouveau soulèvement. Mort de Waldamann.	259
Fidélité des Suisses à remplir leurs engagements. Zurich, Lucerne, Schwitz et Glaris protègent l'abbé de Saint-Gall.	261
Les Suisses en Italie.	263
Des Grisons; de leur gouvernement.	266
Guerre des Suisses contre Maximilien et la ligue de Souabe Désintéressement des Bernois.	268
Premières hostilités Les Grisons reprennent le poste de Sainte-Lucie.	270

Victoire du Hart ou du Mont-Saint-Jean. Discipline militaire des Suisses.	272
Nouveaux réglemens militaires des Suisses. Changement dans leur armure.	273
Défaite des Souabes. Les Suisses s'emparent de leur camp retranché.	274
Prise de plusieurs châteaux. Conduite généreuse de l'épouse du gouverneur du château de Blumenak.	276
Découragement de la ligue de Souabe. Bataille de Dornach.	277
Les Suisses prennent part aux guerres de Louis XII en Italie.	280
Prise de possession de Bellinzona par les troupes des cantons d'Uri, de Schwitz et d'Underwald. Réclamation de Louis XII à ce sujet. Réponse des cantons. Le comté de Bellinzona leur est cédé à perpétuité.	282
Bâle admise dans la confédération. Son gouvernement. Des élections.	284
Admission de Schaffhouse dans la confédération. Son gouvernement.	288
Gataracte du Rhin près de Schaffhouse.	289
Ligue de Cambrai. Alliance des Suisses avec le pape.	290
Allentat contre trois messagers d'état des cantons de Berne, Schwitz et Fribourg. Guerre à ce sujet. Paix avec les Français.	292
Nouvelle alliance des cantons avec le pape. Crémone et Bergame se rendent aux Suisses. Passage de l'Adda.	294
Le duc de Milan confirme aux cantons la possession de Bellinzona. Son installation.	296
Bataille de Novarre. Robert de Lamarck sauve ses deux fils.	298
Rentrée du duc de Milan dans sa capitale. Contributions levées par le vainqueur Hohensax retourne en Suisse avec son armée.	301
Soulèvement des paysans des cantons de Berne, Lucerne et Soleure.	302

	Pages.
Irruption en Bourgogne.	303
Division du canton d'Appenzel en Rhodes intérieurs et extérieurs. Des glaciers.	306
François 1 <sup>er</sup> sollicite l'alliance des Suisses. Refus des cantons.	307
Les Français pénètrent en Italie. Retraite des Suisses sur Verceil. Ils se désunissent.	308
Rupture des négociations. Les Français s'emparent de plusieurs places du Milanez.	309
Bataille de Marignan. Défaite des Suisses.	311
Les Suisses retournent chez eux. Paix avec la France.	312
Les Suisses fidèles à François 1 <sup>er</sup> . Combat de la Bicoque.	314
Les Suisses sauvent l'élite de l'armée française.	315
Nouveaux secours accordés à François 1 <sup>er</sup> . Bataille de Pavie.	316
Commencement et progrès de nouvelles opinions religieuses en Suisse. Guerre de Capel.	317
Progrès de la religion réformée. Ligue de Smalcalden.	319
Guerre entre les cantons. Bataille de Capel. Journée du Mont de Zug.	321
Paix. Conduite courageuse de l'avoyer de Soleure.	323
Alliance. Guerre avec Berne et Fribourg. Le duc de Savoie veut rompre cette alliance.	324
Les Bernois arment pour défendre Genève. Diète de Payerne.	325
Genève embrasse la religion réformée. Rupture de son alliance avec Fribourg.	326
Fidélité des Suisses aux rois de France.	329
Les cantons catholiques prennent part aux guerres de religion en France. Sage conduite des cantons protestans. Les Suisses sauvent Charles IX.	331
Les Bernois sont forcés de rendre à Emmanuel-Philibert une partie leurs conquêtes. Leur alliance avec ce prince.	335

Projet du duc de Savoie contre Genève. Il est forcé d'y renoncer.	336
Insurrection à Mulhausen. Les cantons sont obligés de recourir à la force pour l'apaiser.	337
Nouveaux projets du duc de Savoie contre Genève. Genève sauvée.	340
Révolte des habitans de la Valteline. Massacre des protestans.	342
Convention de Milan. La tranquillité rétablie dans la Valteline.	344
Etat de la Suisse pendant la guerre de trente ans.	346
Les paysans se révoltent dans plusieurs cantons.	347
Défaite des insurgés. Levemberg pris et décapité.	348
Guerre de Rapperschwil. Traité de paix.	350
Etablissement du défensional à l'occasion de la conquête de la Franche-Comté.	352
Mécontentement des cantons. Conduite énergique de la diète helvétique.	353
Guerre civile en Suisse. Ses causes.	355
Avantages des protestans. Combat de Vilmergen. Paix d'Arau.	357
Alliance des protestans avec la Hollande et l'Angleterre. Alliance particulière des cantons catholiques avec la France.	360
Dissensions dans les cantons de Glaris, Appenzel, Zug et Berne.	362
Les habitans de la ville de Livine se soulèvent.	364
Alliance générale des cantons avec la France.	365
Révolution en France. Les Suisses au 10 août.	367
Conduite généreuse des Suisses envers les Français.	371
Efforts du directoire pour révolutionner la Suisse.	372
Diète à Arau. Serment fait par les cantons de maintenir la confédération.	374
Envahissement de Genève par les Français.	375
La révolution se propage en Suisse.	377
Conduite loyale des habitans du pays de Gaster et de Saint-Gall envers leurs souverains.	379
Brune fait adopter la constitution nouvelle par les Vaudois. Plusieurs communes s'y refusent.	380

Irrésolutions des conseils de Berne. Création d'une commission. On se prépare à la guerre.	381
Brune propose une trêve; elle est acceptée. Le général d'Erlach fixe les irrésolutions du grand conseil.	382
La régence de Berne offre d'abdiquer. Députés envoyés à Brune à ce sujet. Il exige le licenciement de l'armée. Prise de Fribourg et de Soleure.	384
Une division de l'armée bernoise se révolte. Levée en masse. Offre faite à Brune de congédier l'armée; réponse de ce général.	385
Quinze mille Français attaquent les Suisses à Newenegg; ils sont repoussés. Courage des femmes suisses.	386
Schauembourg attaque les Bernois. Prise de Berne.	387
Soumission de tous les cantons. République helvétique.	389
Plusieurs cantons refusent la constitution. Mesures du général Schauembourg pour les y forcer.	391
Marche des troupes françaises contre les insurgés. Ils se soumettent.	392
Nouvelle insurrection. Défaite des habitans de Stantz.	393
Mesure énergique prise par le directoire helvétique. Conduite de Rapinat à Zurich.	394
Discours énergiques prononcés dans le grand conseil.	395
Guerre entre la France et l'Autriche. Les Suisses s'y distinguent.	396
Destitution du directoire helvétique et d'une partie du sénat et du grand conseil.	398
Le gouvernement provisoire publie la nouvelle constitution. Convocation d'une diète pour en délibérer.	399
Dissolution de la diète. Etablissement d'un nouveau gouvernement.	401



Nouvelle constitution proposée ; elle est rejetée par plusieurs cantons. Révolution du 17 avril.	401
L'assemblée des notables approuve la nouvelle constitution ; elle est acceptée par le peuple.	402
Insurrection dans le pays de Vaud relativement à l'abolition des dîmes. Elle est apaisée.	403
Mêmes mouvemens dans d'autres cantons. Punition des chefs. Décret d'amnistie.	405
Nouveaux troubles en Suisse. Le gouvernement helvétique invoque la médiation du premier consul.	406
Lettre du premier consul aux députés Suisses. Sénateurs nommés pour conférer avec eux.	
Acte de médiation.	408
Dispositions générales de l'acte fédéral.	409
Ouverture de la diète. Alliance avec la France.	
Capitulation militaire.	411
Situation de l'Helvétie après l'acte de médiation.	412
Institution de la fête des Bergers à Berne.	413
La diète déclare la neutralité de la Suisse. Mesures prises pour la faire respecter. L'armée de Schwatzenberg entre en Suisse. Déclaration de la diète.	415
Les souverains alliés proposent un nouvel acte fédéral à la Suisse. Troubles dans quelques cantons.	417
Pacte fédéral accepté par les cantons. Capitulation pour le service de France.	419
Mesures prises par la Suisse en 1815 pour assurer sa neutralité. Les Suisses entrent en France.	421
Déclaration du 20 mars 1815 , maintenue par le congrès de Vienne. Insurrections dans le bas Unterwald. Amnistie.	422

---

---

## OUVRAGES

*Qui se trouvent chez le même Libraire.*

---

ABRÉGÉ DE L'HISTOIRE UNIVERSELLE ANCIENNE ET MODERNE, à l'usage de la jeunesse, par M. le comte de Ségur de l'académie française. — Histoire ancienne. — Première partie, contenant l'*Histoire ancienne proprement dite*; savoir :

L'Histoire des Égyptiens et des Assyriens.	1 vol.
des Mèdes et des Perses.	2
des Juifs.	2
de la Grèce.	3
de Sicile et de Carthage.	1

Seconde partie, contenant l'*Histoire romaine*, qui termine l'*Histoire ancienne*, forme 7 volumes (4 pour la première époque de cette histoire, et 3 pour les empereurs). Prix des 16 vol. avec les 56 cartes ou gravures . . . 32 fr. ; fig. coloriées, 40. fr.

La souscription à cet important ouvrage *est fermée*. Le prix du volume pour chaque livraison de la suite, est de 2 fr. fig. en noir, et 2 fr. 50 c. figures coloriées. (Voyez le prospectus publié.)

AGENDA DES ENFANS, par FREVILLE, vol. in-18, avec fig. et titre gravé, 1 fr. 25 cent.

— ALFRED, poëme, par CH. MILLEVOYE, 1 vol. in-18, orné d'une superbe gravure de Simonet, dessinée par Sébastien Leroi; prix, 2 fr. ; vélin, 4 fr.

— AVENTURES de Robinson Crusoë, traduction nouvelle, conforme à l'édition originale de Lon-

dres , avec vingt-huit sujets nouveaux de gravures , deux vol. in-12 de plus de 500 pages chacun ; prix , 6 fr. , et avec les gravures coloriées , 8 fr.

**BEAUTÉS de l'Histoire Grecque** , ou tableau des événemens qui ont immortalisé les Grecs ; actions et belles paroles de leurs grands hommes , avec une esquisse des mœurs et un aperçu des arts et sciences à différentes époques , depuis Homère jusqu'à la réduction de la Grèce en province romaine ; par DURDENT : deuxième édition , revue , corrigée et augmentée ; 1 vol. in-12 , orné de huit belles gravures nouvelles ; prix , 3 fr. , avec les figures coloriées , 4 fr.

**BEAUTÉS de l'Histoire Romaine** , ou tableau des événemens qui ont immortalisé les Romains ; actions et belles paroles de leurs grands hommes , avec une esquisse des mœurs et un aperçu des arts et des sciences après Constantin. Quatrième édition , revue , corrigée et augmentée de notions sur les institutions des Romains , et du règne des empereurs ; par PH. , vol. in-12 , orné de huit nouvelles gravures ; prix , 3 fr. , et avec fig. coloriées , 4 fr.

**BEAUTÉS de l'Histoire du Bas-Empire** , 1 vol. in-12 , orné de gravures ; deuxième édition ; prix , 3 fr.

**BEAUTÉS DE L'HISTOIRE DES ESPAGNES** , ou grandes époques de cette histoire , faits intéressans , usages , mœurs et coutumes , navigation , mines et commerce ; guerres , actions remarquables ; religion , gouvernement , politique ; beaux-arts , monumens , littérature , etc. depuis mille ans avant Jésus-Christ jusqu'à présent. Ouvrage propre à élever l'âme de la jeunesse , à lui orner l'esprit et à l'instruire ; par Mad. D\*\*\*. Un vol. in-

12 de plus de 400 pages, avec huit belles gravures.  
Prix, 3 fr., et avec les gravures coloriées, 4 fr.

**BEAUTÉS et merveilles du christianisme**, 2 vol.  
in-12 avec fig. Prix, 6 fr.

**BEAUTÉS et merveilles de la nature en France**, ou  
Descriptions de ce que la France offre de curieux  
et d'intéressant. 2 vol. in-12 avec fig.—Prix, 6 fr.;  
fig. coloriées, 8 fr.

**BEAUTÉS de l'Histoire de Portugal**, ou *Abrégé de*  
l'histoire de ce pays depuis l'antiquité jusqu'à nos  
jours, dans lequel on trouve la description des  
mœurs et usages de ses habitans, ses découvertes,  
son commerce, ses guerres et les événemens les  
plus remarquables qui s'y sont passés à toutes les  
époques; ouvrage destiné à l'instruction et à l'amuse-  
ment de la jeunesse, orné de 6 belles gravures;  
par Durdent. 1 vol. in-12, avec fig. Prix, 3 fr. fig.  
coloriées, 4 fr.

**BEAUTÉS de l'Histoire de Pologne**, 1 vol. in-12,  
orné de gravures; prix, 3 fr.

**BEAUTÉS DE L'HISTOIRE D'AMÉRIQUE**,  
ou *Tableau chronologique des époques et faits*  
mémorables qui, depuis Christophe Colomb jus-  
qu'à nos jours, ont signalé les découvertes, les  
conquêtes et les établissemens des Européens dans  
le Nouveau-Monde; contenant la description poli-  
tique et géographique de ces contrées, leurs pro-  
ductions, la forme de leur gouvernement, les  
mœurs, usages, coutumes de leurs habitans, etc.;  
par M. G.; 2 vol. in-12, avec trente-deux sujets  
de gravures représentant les différens habitans de

l'Amérique dans leur costume ; prix , 6 fr. — Avec les gravures soigneusement coloriées , 8 fr.

**BEAUTÉS** de l'Histoire d'Italie , ou Abrégé des annales italiennes , avec le tableau des mœurs , des sciences , des lettres et des arts , depuis l'invasion des barbares jusqu'à nos jours ; ouvrage orné de 12 belles gravures , à l'usage de la jeunesse ; par Giraud. 2 vol. in-12. — Prix , 6 fr. , et avec fig. coloriées , 8 fr.

**BEAUTÉS** de l'Histoire de Hollande et des Pays-Bas , ou époques historiques les plus mémorables de ce royaume , depuis les Romains jusqu'à ce jour ; avec un aperçu des mœurs , caractère , usages , industrie , commerce de ses habitans ; leurs découvertes dans les sciences et les arts ; anecdotes singulières de la vie des grands hommes qu'il a produits , remarques sur ses curiosités et ses productions , etc. ; par Marchant-de-Beaumont. 1 vol. in-12 , avec 6 belles gravures. — Prix , 3 fr. , et fig. color. , 4 fr.

**BEAUTÉS** de l'Histoire des trois royaumes du Nord , Suède , Danemarck et Norwége ; ouvrage composé pour donner aux jeunes gens une idée de ce que les annales du Nord contiennent de plus intéressant , depuis les temps de la fondation de ces royaumes jusqu'à nos jours , avec un aperçu des mœurs et usages , des sciences et des arts , etc. ; par Durdent. 1 vol. in-12 , avec 6 gravures. Prix , 3 fr. ; figures color. , 4 fr.

**BEAUTÉS** de l'Histoire de Turquie , comprenant les faits les plus remarquables de l'histoire musulmane , depuis Mahomet , les Califes ses successeurs

et les souverains de l'empire ottoman , jusqu'à nos jours ; par Durdent. 1 vol. in-12 , avec 6 belles gravures. — Prix , 3 fr. ; fig. color. , 4 fr.

**BEAUTÉS** de l'Histoire de l'empire germanique , ou Époques et Faits mémorables de l'Histoire des royaumes d'Autriche , Hongrie , Bohême , Prusse , Bavière , Saxe , Wurtemberg , et autres états compris dans la confédération germanique , depuis la chute de l'empire romain jusqu'à nos jours ; avec une esquisse des mœurs , usages , arts , industrie et commerce de ces pays : ouvrage faisant suite aux Beautés de l'Histoire grecque et romaine ; par Giraud. 2 vol. in-12 avec douze belles gravures. — Prix , 6 fr. ; fig. color. , 8 fr.

+ **BEAUTÉS** de l'Histoire de la Suisse , par de Propiac. 1 vol. in-12 avec huit gravures. — Prix , 3 fr. ; fig. color. , 4 fr.

**BEAUTÉS** de l'Histoire de la Chine , du Japon et des Tartares ; par M\*\*\*. 2 vol. in-12 avec douze gravures. — Prix , 6 fr. ; fig. color. , 8 fr.

+ **ÉPOQUES** et Faits mémorables de l'Histoire de France , par Durdent , deuxième édit. , in-12 , avec huit belles gravures. Prix , 3 fr. ; fig. color. , 4 fr.

✠ **ÉPOQUES** et Faits mémorables de l'Histoire d'Angleterre , par le même ; in-12 , avec huit belles gravures. Prix , 3 fr. ; fig. color. , 4 fr.

**ÉPOQUES** et Faits mémorables de l'Histoire de Russie , par le même ; in-12 , avec huit belles grav. Prix , 3 fr. ; fig. color. , 4 fr.

**COURS** pratique d'Éducation , à l'usage des jeunes Demoiselles , et convenable aux jeunes gens qui ne sont pas à portée de suivre les études de col-

lège, ou qui les ont suivies sans succès ; contenant la Grammaire, précédée de Principes de Lecture servant d'introduction ; la Rhétorique, l'Arithmétique, la Cosmographie, la Géographie, l'Histoire et la Mythologie, traitées séparément pour l'enfance et pour l'adolescence, par demandes et par réponses ; dédié à Son Altesse Royale Madame, Duchesse d'Angoulême ; par P. J. Galland ; 3 vol. in-12 de plus de 500 pages chacun ; ouvrage adopté pour la maison royale de Saint-Denis. 10 fr. br.

**CONVERSATIONS** maternelles, par madame Dufrénoy. 2 vol. in 18, avec gravures. — Prix, 4 fr. ; fig. coloriées, 6 fr.

**LA BIBLE** en estampes, par l'auteur du Musée de l'enfance, avec plus de cent jolis sujets de gravures, in-8. oblong avec une couverture imprimée. — Prix, 5 fr. ; fig. coloriées, 7 fr.

**LA JOURNÉE**, ou l'Emploi du temps, pour les enfans qui commencent à lire ; par Jauffret, 1 vol. in-18, avec six jolies gravures. — Prix, 1 fr. 50 c. fig. col., 2 fr.

**L'ÉCOLE** de village, ou la nouvelle Morale de l'enfance, traduit de l'anglais. 1 vol. in-18, fig. — Prix, 1 fr. 50 c. ; fig. coloriées, 2 fr.

**LES SOUPERS** de famille, ou nouveaux Contes instructifs et amusans, pour les enfans, par madame de la Faye, auteur des petits Béarnais, etc. 4 vol. in-18, en gros caractères et 16 jolies gravures. — Prix, 5 fr. ; fig. coloriées, 7 fr.

**RÉCRÉATIONS** morales et amusantes, à l'usage des jeunes demoiselles qui entrent dans le monde ; par madame la comtesse de Choiseul : deuxième édition, revue, corrigée et augmentée de six nou-

velles **Récréations**. 1 vol. in-12 avec six jolies gravures. — Prix , 3 fr. ; coloriées , 4 fr.

**ÉDUCATION** complète de l'Enfance , extraite du *Cours pratique d'Education* , à l'usage de jeunes Demoiselles , rédigé par P. J. Galland ; contenant la Grammaire , l'Arithmétique , la Géographie , l'Histoire et la Mythologie , précédées de Principes de Lecture et d'Écriture , et suivies d'élémens de Musique et de Dessin , par demandes et par réponses. Un fort volume in-12 , broché , 4 fr.

**PRINCIPES** élémentaires de Lecture , d'Écriture , de Musique et de Dessin , extraits de l'*Éducation complète de l'Enfance* , de P. J. Galland , accompagnés d'exemples à l'appui du précepte , et parfaitement gravés , par demandes et par réponses. 1 vol. in-12 , broché , 2 fr.

**MÉMOIRES** pour servir à l'histoire des événemens de la fin du dix-huitième siècle , depuis 1760 jusqu'en 1806 — 1800 ; par un contemporain impartial ( feu M. l'abbé Georgel ) ; publiés par M. Georgel , avocat à la Cour de cassation , neveu et héritier de l'auteur.

Et quorum pars magna fui.

VIRGILE.

Cet ouvrage paraît en 3 livraisons de 2 vol. in-80 chacune. La première est en vente , et ornée du fameux collier. — Prix des 2 vol. , 12 fr.

Cette livraison contient : Histoire de l'abolition des Jésuites. — Dernières années du règne de Louis XV. — Commencement du règne de Louis XVI jusqu'à l'assemblée des Notables. — Procès du fameux collier. — Commencement de la révolution française.

La souscription aux 6 vol. , contenant tout l'ouvrage , *est fermée* , et du prix de 28 fr. au lieu de 36. MM. les Souscripteurs sont priés de faire retirer les 2 volumes en vente. ( Voyez le Prospectus publié. )



